PROCES VERBAL

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 28 JUIN 2022

La Teste de Buch mercredi 22 juin 2022

CONVOCATION
à l'attention des Membres du
CONSEIL MUNICIPAL

Direction Générale des Services
Affaire suivie par M. PELIZZARDI
tél : 05.56.22.38.74
réf : SP/VG n° 2022-06-19

DGS :
Cab :
DGA :
Adjoint :
CS :

Objet : CONVOCATION CONSEIL MUNICIPAL

Chère collègue, cher collègue,

Je vous prie de bien vouloir participer à la réunion du CONSEIL MUNICIPAL qui se tiendra à l'Hôtel de Ville, 1 esplanade Edmond Doré, salle du conseil municipal, le :

MARDI 28 JUIN 2022 à 15 H 00

Ordre du jour : ci-joint.

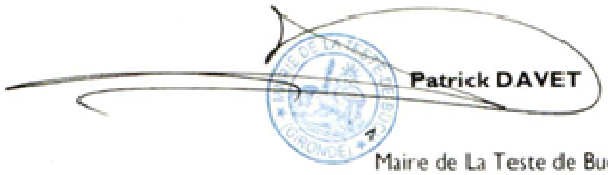
L'ensemble des documents joints à la présente convocation sont transmis ce jour par voie dématérialisée sécurisée sur votre adresse mail prenom.nom@latestedebuch.fr par le biais de la plateforme de convocation électronique Gironde Numérique (Mairie de La Teste de Buch - pastell@girondenumerique.info). Il vous suffit de cliquer sur le lien proposé.

Conformément aux dispositions en vigueur jusqu'au 31 juillet 2022 en matière de tenue des conseils municipaux fixées par les lois des 31 mai et 10 novembre 2021, ce conseil municipal se réunira dans le respect des gestes barrières et en présence du public. Cependant, compte-tenu de la configuration de la salle, un nombre limité de personnes sera accepté.

Les débats seront néanmoins retransmis en direct sur le site internet de la ville ou depuis sa chaine YouTube.

Hôtel de Ville • 1, Esplanade Edmond Doré • B.P. 50105 • 33164 La Teste de Buch Cedex
Tél. 05 56 22 35 00 • Fax 05 56 54 46 40 • mairie@latestedebuch.fr

Vous souhaitant bonne réception des présentes, je vous prie de bien vouloir agréer, chère collègue, cher collègue, l'expression de mes salutations distinguées.



Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde

Pièces jointes :

1. Convocation et ordre du jour
2. Procès-verbal du conseil municipal du 12 avril 2022
3. Délibérations accompagnées des notes explicatives de synthèse et annexes correspondantes,
4. Budget supplémentaire 2022 du budget annexe Ile aux oiseaux – Décision modificative n° 1 (document budgétaire)
5. Décisions du Maire prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
6. Pouvoir vierge

CONSEIL MUNICIPAL du MARDI 28 JUIN 2022
Ordre du jour

- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 12 avril 2022

RAPPORTEURS :

ADMINISTRATION GÉNÉRALE, RELATIONS HUMAINES, FINANCES et BUDGETS, SERVICES à la POPULATION

M. DAVET	1. Débat portant sur les garanties accordées en matière de protection sociale complémentaire
M. SAGNES	2. Modification du tableau des effectifs des emplois permanents, des contractuels sur emplois permanents et des contractuels sur emplois non permanents à compter du 1er juillet 2022
M. BERNARD	3. Convention de mise à disposition de chiens de défense dit chiens policiers au profit de l'unité cynophile de la Police Municipale
M. BOUDIGUE	4. Protocole d'accord transactionnel avec la Smacl et Mme LEGOFF suite à une chute au Mémorial des Péris en mer
M. BOUDIGUE	5. Adhésion à l'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (ACPUSI)
M. BOUDIGUE	6. Adhésion à Association Finances-Gestion-Évaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE)
Mme TILLEUL	7. Budget annexe Ile aux oiseaux exercice 2022 – décision modificative n° 1
M. BOUCHONNET	8. Conseil portuaire du Port d'Arcachon : Désignation des représentants de la commune
M. BOUYROUX	9. Actualisation des tarifs de la taxe locale sur la publicité extérieure à compter du 1er janvier 2023
M. PINDADO	10. Tarif 2022 pour l'occupation du domaine public des transports de fonds
M. VOTION	11. Tarif 2022 pour l'occupation du domaine public pour participation à une manifestation associative des food-trucks
M. PINDADO	12. Tarif 2022 pour l'occupation du domaine public par l'association « Le Collectif Komono »

DÉVELOPPEMENT DURABLE, DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ, VIE COLLECTIVE ET ASSOCIATIVE

M. BUSSE	13. Adhésion au système de certification forestière PEFC
Mme TILLEUL	14. Aménagement de la forêt communale : Etat d'assiette et destination des coupes de bois 2022-2023
M. BERILLON	15. Financement des travaux de relocalisation du tronçon Nord de la piste cyclable sur le site de la Lagune en forêt domaniale
M. AMBROISE	16. Charte de la laïcité de la ville de la Teste de Buch
Mme COUSIN	17. Convention de partenariat avec le Service de prévention spécialisée PASSEREL
Mme SECQUES	18. Projet d'animation de la vie sociale 2022-2025 : Convention d'objectifs et de financement avec la CAF pour la prestation « Animation globale et coordination »
Mme SECQUES	19. Projet d'animation de la vie sociale 2022-2025 : Convention d'objectifs et de financement avec la CAF pour la prestation de service « Animation collective familles »
Mme SECQUES	20. Projet d'animation de la vie sociale 2022-2025 : Convention de partenariat avec le Conseil Départemental de la Gironde pour le versement d'une subvention pour le pilotage du Projet d'Animation de la Vie Sociale
Mme DELFAUD	21. Espace de Vie Sociale de Cazaux 2022-2023 : Convention d'objectifs et de financement avec la CAF pour la prestation de service « Animation locale »
Mme DELFAUD	22. Espace de Vie Sociale de Cazaux 2022-2023 : Convention de partenariat avec le Conseil Départemental de la Gironde pour le versement d'une subvention
Mme GRONDONA	23. Convention de partenariat avec la Ligue contre le cancer pour l'instauration d'espaces sans tabac
Mme DESMOLLES	24. Théâtre Cravey : remboursement de billets suite à des annulations et reports de concerts
Mme POULAIN	25. Festival « Les Scènes d'Olivier Marchal » : tarifs 2022
Mme JECKEL	26. Convention de partenariat avec le Collectif Komono

M. DUFAILLY	27. Approbation du règlement intérieur de la salle de musculation municipale et modification des tarifs en faveur des agents de la ville et du ccas
M. BOUCHONNET	28. Convention de partenariat avec l'association sportive testerine section char à voile – saison sportive 2022-2023
Mme PLANTIER	29. Convention de partenariat avec le cercle de voile de Pyla sur Mer– saison sportive 2022-2023
M. BOUYROUX	30. Convention de partenariat avec le cercle de voile de cazaux lac– saison sportive 2022-2023
M. DUFAILLY	31. Convention de partenariat avec l'association Les Jeunes du Captalat– saison sportive 2022-2023
Mme JECKEL	32. Convention de partenariat avec l'association Grimpe en Teste– saison sportive 2022-2023
M. SLACK	33. Convention de partenariat avec l'association Football Club du Bassin d'Arcachon– saison sportive 2022-2023
Mme DESMOLLES	34. Convention de partenariat avec l'association Tennis Club de La Teste de Buch – saison sportive 2022-2023
Mme DELEPINE	35. Convention de partenariat avec l'association Tennis Club de Cazaux– saison sportive 2022-2023
Mme DEVARIEUX	36. Convention de partenariat avec l'Union Surf Club du Bassin d'Arcachon– saison sportive 2022-2023
M. VOTION	37. Convention de partenariat avec l'association Les Archers du Bassin– saison sportive 2022-2023
M. SLACK	38. Opération Cap 33 2022 : reconduction de l'opération et conventions de partenariat
M. PASTOUREAU	39. Modification du règlement de la restauration scolaire, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement
M. PASTOUREAU	40. Tarifs publics de la restauration scolaire et municipale et vie éducative – Tarifs à partir du 1er septembre 2022
M. AMBROISE	41. Convention de participation financière communale avec l'OGEC du Bassin d'Arcachon pour les écoles St-Vincent et Saint Thomas : versement du solde pour l'année scolaire 2021-2022

RÉNOVATION URBAINE, AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

M. BERNARD	**42.** Avenant à la convention de partenariat pour l'animation de la stratégie locale de gestion de la bande côtière des communes de Lège-Cap Ferret et La Teste de Buch
M. SAGNES	43. Déclassement préalable avant-vente – terrain cadastré GB 523p sis « Les Ninots » impasse les Matolles
M. SAGNES	44. Vente terrain cadastré GB 523p sis « Les Ninots » impasse les Matolles
Mme DELEPINE	45. Acquisition parcelles section GC n° 343-449 et 356 – partie de la voirie rue du Capitaine
Mme GRONDONA	46. Vente terrain sis 211 route de Cazaux à Gironde Habitat (parcelles AY 634-636)
M. DUFAILLY	47. Mise à disposition par la Cobas de deux terrains de padels couverts Plaine Bonneval
M. BOUCHONNET	48. Lutte collective contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur – Inscription à la campagne 2022
M. DAVET	49. Actualisation des tarifs de la taxe de séjour à compter du 1er janvier 2023

COMMUNICATION

- Décisions prises en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'an deux mille vingt-deux, le VINGT-HUIT JUIN à 15 h 00, le Conseil Municipal de LA TESTE DE BUCH, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la Loi, au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de : Patrick DAVET, Maire

Les membres du Conseil Municipal ont été convoqués par lettre en date du 22 juin 2022.

Monsieur le Maire :

Bonjour à tous, nous allons commencer nous sommes le 28 juin 2022, c'est une belle date cela nous rappelle de bons souvenirs, il y a 2 ans jour pour jour les testerins nous amenaient où nous sommes aujourd'hui.
Je voudrais saluer les spectateurs et avoir une petite pensée à quelqu'un qui est fidèle à tous les conseils, Serge Lavaud qui est absent et qui a quelques soucis de santé.
Nous allons passer à l'appel

Étaient présents :

M. DAVET, M. SAGNES, Mme POULAIN, M. BUSSE, M. PASTOUREAU Mme JECKEL M. BOUDIGUE, M. DUFAILLY, Mme TILLEUL, M. BOUYROUX, Mme DEVARIEUX, M. BERILLON, M. BERNARD ,Mme DELFAUD, Mme SECQUES, M. SLACK, Mme DESMOLLES, M.VOTION, Mme DELEPINE, M. PINDADO, Mme COUSIN, M. BOUCHONNET, M. CHAUTEAU, Mme PHILIP, Mme DELMAS,M. DUCASSE, M. MAISONNAVE,

Ont donné procuration : *(article L 2121-20 - 1° alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales)*

Mme GRONDONA à Mme COUSIN
M. AMBROISE à M. PASTOUREAU
Mme PLANTIER à M. BERNARD
Mme PETAS à M. DUCASSE
M. MURET à Mme DELMAS
Mme MONTEIL MACARD à Mme PHILIP

Absents :

M. DEISS
Mme PAMIES

Nombre de conseillers en exercice : 35
Nombre de conseillers présents : 27
Nombre de conseillers votants : 33

Le quorum est atteint

Avec l'accord de l'assemblée je vais désigner un secrétaire de séance, conformément à l'article 2121-15 du code général des collectivités territoriales, je vous propose M BERILLON

Monsieur le Maire :
Je vais donner la parole à Sandrine DARMANIN notre nouvelle Directrice du développement durable et des affaires maritimes qui va prendre 2 minutes pour se présenter.

Madame DARMANIN
Bonjour je suis très heureuse de rejoindre la ville de la Teste au premier juin dernier en tant que Directrice du développement durable et des affaires maritimes, très rapidement, de formation je suis géologue spécialisée dans la prévention des risques naturels avec une maîtrise en océanographie littoral. Je connais assez bien toute la problématique d'érosion côtière, j'ai passé près de 10 ans à travailler dans un bureau d'étude qui a beaucoup travaillé sur le secteur, Sogréah qui aujourd'hui s'appelle Artélia, après j'ai rejoint différentes collectivités territoriales, entre autres 8 ans à la Métropole où j'étais cheffe de projet sur des opérations d'aménagements urbains et de voiries et 2 ans au Département de la Gironde en tant que responsable du centre routier départemental du Bassin, et me voici avec vous depuis le 1er juin dernier et ravie de venir rejoindre l'équipe.

Monsieur le Maire :
Merci, pour cette présentation, effectivement nous la courtisions depuis quelque temps déjà et les choses se sont réalisées, elle va nous apporter beaucoup sur sa compétence concernant le développement durable et la bande côtière.

Nous allons revenir au conseil, avec l'approbation du procès-verbal du conseil du 12 avril 2022, des questions ? Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

Juste un petit mot pour remercier et féliciter tous nos services plus particulièrement l'Epic avec Astrid et Claire son adjointe, suite à l'événement que nous avons vécu vendredi soir, la soirée blanche.
Cela a été une soirée sans faille, sans faute, d'un professionnalisme hors pair encadrée à tous les niveaux. Une merveilleuse soirée pour les 4000 personnes qui l'ont vécue, au-delà de ça le professionnalisme de l'EPIC, notre police municipale, Nationale, la sécurité civile, les MNS pour la surveillance des enfants, bravo à tout le monde, les gens en retour nous l'ont dit, il s'agissait de la première soirée de certainement d'une longue série.

Rapporteur : M. DAVET **DEL2022-06-273**

DEBAT PORTANT SUR LES GARANTIES ACCORDEES EN MATIERE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Mes chers collègues,

Vu la loi n° 2007-148 du 02 février 2007 de modernisation de la fonction publique,

Vu la loi de transformation de la fonction publique du 06 août 2019,

Vu le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011,

Vu le décret n° 2021-175 du 20 avril 2022,

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 et son article 4-III

Vu la délibération du conseil municipal en date du 09 juillet 2013 relative aux modalités de mise en œuvre de la protection sociale complémentaire des agents, risque prévoyance,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20 novembre 2013 relative aux modalités de mise en œuvre de la protection sociale complémentaires des agents, risque santé,

Vu la délibération du conseil municipal du 13 avril 2021 approuvant les Lignes Directrices de Gestion applicables à compter du 1er mai 2021 et notamment le plan d'actions n° 2 relatif à la qualité de vie au travail, prévention, santé et sécurité,

Considérant que la loi n° 2007-148 de modernisation de la fonction publique ouvre la possibilité aux employeurs publics de participer financièrement aux garanties de protection sociale complémentaires souscrites par leurs agents afin de leur faciliter l'accès aux soins et couvrir la perte de rémunération en cas d'arrêt maladie de plus de trois mois,

Considérant que l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 rend obligatoire la participation financière de l'employeur aux garanties de la protection sociale complémentaire de leurs agents quel que soit leur statut,

Considérant qu'elle introduit également l'organisation obligatoire d'un débat au sein de chaque assemblée délibérante sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire,

Considérant que le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 prévoit la couverture des risques en matière de prévoyance destinées à couvrir les frais occasionnés par les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès mais également la couverture des risques en matière de santé destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,

Considérant que le décret précité prévoit l'obligation pour les collectivités de participer financièrement aux contrats de leurs agents,

Vu l'avis du comité d'hygiène de sécurité et des conditions du travail (CHSCT) du 24 juin 2022,

Vu la note de synthèse ci-jointe,

Considérant qu'un débat obligatoire doit être réalisé au sein de l'assemblée délibérante, Je vous demande, mes chers collègues, de bien vouloir :

- PRENDRE ACTE de la tenue du débat sur la mise en place de la protection sociale complémentaire pour les agents de la ville de La Teste de Buch.

DEBAT PORTANT SUR LES GARANTIES ACCORDEES EN MATIERE DE PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE

Note explicative de synthèse

Références :

Loi n° 2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ;
Loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 ;
Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 ;
Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;
Ordonnance n° 2021 175 du 17 février 2021 et son article 4-III ;

A. Rappel cadre juridique :

La loi n°2007-148 de modernisation de la fonction publique ouvre la possibilité aux employeurs publics de participer financièrement aux garanties de protection sociale complémentaire souscrites par leurs agents afin de leur faciliter l'accès aux soins et couvrir la perte de rémunération en cas d'arrêt maladie de plus de 3 mois.

Dans la fonction publique territoriale, cette participation financière est actée par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

A l'instar de ce qui se pratique dans la privé, le législateur a souhaité engager une réforme de la protection sociale complémentaire à travers la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019.

L'ordonnance n° 2021 175 du 17 févier 2021 et son article 4-III, rend obligatoire la participation financière de l'employeur aux garanties de la protection sociale complémentaire de leurs agents quel que soit leur statut. Elle introduit également l'organisation obligatoire, d'un débat au sein de chaque assemblée délibérante sur les garanties accordées aux agents en matière de PSC.

Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 a pour objet de définir les garanties minimales des contrats destinés à couvrir les risques en matière de prévoyance et de santé et fixe le montant de référence pour le calcul de la participation minimale obligatoire des employeurs territoriaux au financement des garanties santé et prévoyance.

B. Le nouveau cadre réglementaire national en débat :

Organisé en chapitres, le décret prévoit tout d'abord la couverture des risques en matière de prévoyance :

1/ Prévoyance :

Cette protection permet de couvrir les frais occasionnés par les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès. À compter du 1er janvier 2025, les collectivités territoriales et leurs établissements publics seront tenus de participer mensuellement, pour chaque agent, à hauteur d'au moins 20% de 35 euros, soit 7 euros minimum.

Pour le risque d'incapacité temporaire de travail, les articles 3 et 4 du décret définissent les garanties minimales que doivent comprendre les prestations offertes respectivement aux fonctionnaires affiliés à la CNRACL et aux agents affiliés au régime général de la sécurité sociale.

Le deuxième chapitre est consacré aux dispositions relatives à la couverture des risques en matière de santé.

2/ Santé :

Cette protection permet de couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident. À compter du 1er janvier 2026, les collectivités territoriales et leurs établissements publics seront tenus de participer mensuellement, pour chaque agent, à hauteur d'au moins 50% de 30 euros, soit 15 euros minimum.

Le décret précise que les collectivités et établissements publics qui participent déjà au financement de la protection sociale complémentaire sur le fondement du décret n°2011-1474 et qui respectent les conditions susvisées, ne sont pas tenus de délibérer à nouveau.

La définition des garanties des contrats destinés à couvrir les risques en matière de santé et de prévoyance des agents peut faire l'objet d'une négociation collective, sur le fondement des articles L.221-1 à L.227-4 et L.827-2 du Code général de la fonction publique.

Un diaporama sera projeté en Conseil municipal pour servir de support à ce débat obligatoire sur la protection sociale complémentaire pour les agents de la ville de La Teste de Buch.
Pour information, une démarche identique sera effectuée devant le Conseil d'administration du CCAS pour ses agents.

Monsieur le Maire

Lecture de la délibération.

Une présentation va être faite par Mélina Leterrier Directrice générale adjointe chargée plus particulièrement des relations humaines.

Madame LETERRIER :

Quelques slides pour vous présenter le dispositif sur la protection sociale complémentaire, pour savoir de quoi parle-t-on, les Enjeux, quel est le Cadre juridique, qu'est-ce qu'il existe à la ville et au CCAS, Le nouveau cadre 2025/2026 et qu'est-ce que l'on va poursuivre comme objectifs quantitatifs et qualitatifs recherchés.

Du côté de l'agent : c'est un contrat que l'agent peut prendre au niveau de sa santé pour se couvrir sur le risque sur tout ce qui concerne les frais de maladie, de maternité, de frais médicaux, c'est la garantie d'optique, soins dentaires que l'agent peut prendre… à ça il peut rajouter un autre contrat, se garantir en termes de maintien de salaire, s'il est arrêté et qu'il ne peut plus travailler il prend une assurance pour couvrir les pertes de salaires, ça peut être une longue maladie, une invalidité, une incapacité ou plus grave un décès.

Du côté de l'employeur : Deux dispositifs qui existent, vous avez soit le conventionnement soit la labélisation. Le conventionnement parle de contrat de groupe, contrat collectif, l'employeur fait une consultation il met en concurrence les différents opérateurs et on se dirige vers un contrat de groupe, où vous pouvez avoir une relation individuelle, là dans ce cas c'est la labellisation, il y a uniquement une relation entre l'agent et l'opérateur, et il faut que les opérateurs aient obtenu un agrément, c'est un décret qui est publié avec des contrats labélisés.

Les 2 dispositifs, soit conventionnement soit labellisation que ce soit sur la prévoyance soit sur la santé les 2 dispositifs existent pour les 2.

Les enjeux qui nous occupent aujourd'hui c'est principalement d'aider les agents dans leur vie privée, les accompagner sur leur santé, sur le maintien dans l'emploi, développer un sentiment d'appartenance, renforcer l'engagement sur le travail et bien sûr pour l'employeur de lutter contre l'absentéisme médical.

Le cadre juridique, ce n'est pas nouveau cela existe depuis la loi de 2007, l'adhésion à cette époque était facultative, il y a une participation financière de l'employeur qui peut être modulable en fonction des situations individuelles.

Ici à la ville c'est 2 délibérations où les dispositifs ont été mis en place dès le 1er janvier 2014, et donc les LDG que vous avez adoptées en avril 2021 mises en œuvre depuis le 1er mai 2021 pour tout le mandat.

La loi, c'est une ordonnance, c'est le pouvoir réglementaire, c'est l'exécutif qui a légiféré dans le champ législatif. Une ordonnance de 2021, on passe du facultatif à l'obligatoire, certains qui ont été dans le privé connaissent, la santé c'est obligatoire depuis 2017 et facultatif pour la prévoyance, sauf pour les cadres et accord collectif pour les non cadres.

En fonction publique cela devient obligatoire, l'ordonnance qui a instauré un débat pour que ça vienne au niveau des autorités délibérantes, pour voir la marche qu'il va falloir franchir, et nous attendions le décret du 20/04/2022 qui lui a fixé les montants.

Tout cela s'inscrit dans une poursuite du dialogue social, et nous avons réuni le CHSCT vendredi dernier, ce n'était pas obligatoire, et nous avons reçu un avis favorable sur le dispositif et surtout sur le travail qui nous attend.

En santé ils ont fixé 50% du montant minimum et pareil pour la prévoyance où l'employeur devra participer à hauteur de 20%.

A la ville la délibération de 2014 prévoit le risque santé avec participation de l'employeur nous sommes sur des montants concrets de 5,10 et 15 € ils sont modulés et nous sommes en labélisation, c'est-à-dire un contrat individuel où l'agent peut choisir le prestataire.

La prévoyance : toujours de la participation employeur, nous sommes sur des montants plus élevés de 22 à 34€ sur 6 strates et nous sommes en dispositif de labélisation.

Il faut retenir 3 participations sur la santé, 15, 10 et 5€ brut par mois qui sont abondés sur la fiche de paye de l'agent, et pour la prévoyance sur les salaires mensuels brut le traitement indiciaire, les primes, tout ce qui concerne la rémunération on a 6 montants qui vont de 22,25,28,30,32,34 sur les abondements.

Ça chiffre à combien ? Retenez sur ce slide global, on a à peu près 200 personnes qui ont souscrit, ville et CCAS sur la santé, et on est à plus de 300 sur la prévoyance, ce qui nous fait un total autour de 126 000 il faut avoir en tête à peu près 130 000 € par an sur la prévoyance et la santé.

La prévoyance est plus souscrite parce que nous avons une majorité de fonctionnaires et quand le fonctionnaire est malade au bout de 3 mois il passe à demi traitement et c'est pour ça que c'est un risque qui est plus couvert et qui attire plus les agents.

Le nouveau dispositif prévoit une échéance au 1er janvier 2026 où ça devient obligatoire cette participation de 50% du montant de référence prévu par le décret qui est de 30, ça veut dire que la participation employeur à compter du 1er janvier 2026 pour la santé elle devra être a minima 15€. Ayez en tête que l'on a 5,10 et 15.

Le mini deviendra 15€. Pour la prévoyance l'obligation est plus rapide c'est 2025 et là c'est 20 % du montant de référence donc 20% de 35 ce sera 7€.

Toutes les collectivités devront au 1er janvier 2025 avoir mis en place 7€ a minima par mois pour leurs agents pour la prévoyance et 15€ sur la santé.

Les objectifs que nous allons avoir à poursuivre et c'est l'objet du débat aujourd'hui, que nous avons mené devant les partenaires sociaux, c'est de travailler sur l'accès santé, il va falloir que l'on travaille avec le comité social territorial, c'est la fusion du comité technique et du CHSCT l'année prochaine après les élections professionnelles qui se tiendront le 8 décembre.

On a des impacts indiciaires, il y a eu déjà des relevés de SMIC qui ont fait que nous actuellement le dispositif il démarre à 350 or que tous les agents maintenant sont a minima à 352. Il faut déjà travailler sur les indices, quel indice à l'agent et quel montant de participation on donnera.

Ensuite notre maxi devient le mini, donc on va partir de cette base de 15€ travailler avec les partenaires sociaux, en lien sur le futur CST pour voir a minima être sur ce 15 et voir comment nous allons travailler sur ce montant.

Déjà à effectif constant avec un montant de 15€ par mois brut c'est un surcoût de 30 000€, en axe de base.

Ensuite sur la prévoyance, vous en concluez vous-mêmes que la collectivité va bien au-delà de ce que prévoit la réforme vous vous souvenez je vous ai dit 7€, le montant minimum est 7€ nous sommes à 22€ ce point est très abondé par la collectivité.

En conclusion il nous reste 4 ans pour travailler majoritairement et principalement sur la santé et maintenir, poursuivre et communiquer sur la prévoyance.

M le Maire m'a demandé de refaire un petit point sur tout ce qui est politique sociale auprès de nos agents actuellement dans les LDG, pour rappel il y a 120 000€ versés chaque année auprès de notre COES, pour l'accès au social auprès des agents , vous avez cette protection sociale complémentaire qui va pérenniser et voir vers quel levier on va, vous allez avoir une délibération sur la salle de sports que l'on souhaite pour favoriser le sport pour tous qui va être ouverte à nos agents.

Nous avons le RPS le diagnostic a été fait, les plans d'actions ont été précisés et adoptés par notre CHSCT à l'unanimité et 20 réunions à la rentrée vont se mettre en place avec un partenariat RH et les syndicats, où nous allons avoir tous les agents pour leur montrer le résultat du diagnostic et quel est le plan d'actions qui va se mettre en place pour toute la mandature.

Ensuite les événements internes reprennent avec le Covid, restons très vigilants, le café du DGS, il rencontre l'ensemble des services sous un format un petit peu informel, nous avons remercié l'ensemble des agents lors des remerciements aux assesseurs, vendredi nous attendons tous nos agents à la plaine Bonneval pour un cocktail déjeunatoire, on a 300 agents qui ont répondu favorablement, les médailles du travail, 39 seront remises, nous menons une politique inclusive pour tout ce qui est maintien dans l'emploi et la prise en compte du handicap, le plan de formation, vous avez voté 120 000€, on a un plan de management triennal pour les 100 cadres qui est en train de se dérouler en ce moment, 60 contrats pérennisés au niveau de nos contractuels, il y a 1,5 millions au niveau de l'autorisation de programmes pour accroître, maintenir, entretenir et verdir la flotte automobile.

Nous allons aussi travailler pour attribuer des tickets restaurants à la rentrée 2023 dans le cadre de la fin de la DSP, mais à voir comment cela va s'inscrire dans les prévisions budgétaires, mais le ministre de la transformation publique a fait la communication de 3,5% d'augmentation du point d'indice, il faudra intégrer tout ça dans des prévisions budgétaires.

Monsieur le Maire :

Merci très bon exposé, il s'agit d'un débat souhaitez-vous intervenir ?

Monsieur MAISONNAVE :

Du coût de la santé cela faisait 30 000€ de plus, ça fait 15€ minimum, là sur la garantie de salaire j'ai vu que c'était 22€ aujourd'hui qui était attribué aux agents, on passe à 7€, le delta cela représente combien, vous avez dit ce qui est en plus mais ce qui est en moins, par exemple la collectivité décide de donner que 7€, au lieu de 22 aujourd'hui, le delta serait quoi ?

Madame LETERRIER :

Là-dessus comme j'ai pu le préciser, les LDG, vous les avez votées pour l'ensemble du mandat et elles pérennisent le dispositif de prévoyance et de santé, donc à partir du moment que c'est un acquis pour nos agents, on pérennise le dispositif et au niveau du dialogue social et du continuum du positionnement de notre maire au sein de ses agents, il n'y a pas volonté de revenir sur les montants qui sont prévus dans le chapitre 12 et sur lesquels on va s'appuyer.

Monsieur DUCASSE :

Juste un petit mot il n'y a pas grand-chose à dire tout est bien cadré on regrette simplement il y a 2, 3 mois il y a eu une commission paritaire à laquelle nous n'étions pas invités, vous deviez nous en fournir les résultats, on attend toujours j'apprends qu'il y a eu un CHSCT, effectivement on n'est pas non plus au CHSCT, je remarque malgré tout que le travail est bien fait, mais c'est un peu énorme que l'on n'y soit pas associé.

Monsieur le Maire :

Je vous rassure quand j'étais dans l'opposition je n'y étais pas non plus,

Monsieur DUCASSE :

Je ne pense pas, où vous ne veniez pas, j'ai vu que sous l'influence de Mme Darmanin qui semble avoir un bagage qui va nous être utile, je remarque que l'on va verdir, s'occuper des voitures vertes, je voulais justement vous dire, vous avez remarqué qu'en raison de tout un tas d'événements qui se passent en Chine, Ukraine, la hausse sur la fiscalité des carburants est incessante et elle pénalise gravement le budget de nos employés municipaux dont les salaires sont modestes. D'autant plus quand ils sont obligés de résider à une distance importante de leur lieu de travail et ne disposent pas de transports en commun, exemple vous faites 5 aller et retour au Teich, 800km/mois à 7litres au cent cela représente 120€, c'est-à-dire presque 10% d'un salaire modeste de nos agents.

Cela entraîne des fins de mois stressantes qui commencent souvent dès la première quinzaine , d'autant plus que les heures supplémentaires ont été difficiles à supporter et pour nos agents sévèrement réduites, donc le groupe « avançons ensemble » vous propose d'étudier avec les services administratifs qui semblent être d'une grande compétence et les représentants du personnel, la possibilité d'allouer en fonction de leurs revenus, la distance parcourue et de l'absence de transports en commun un chèque carburant d'une valeur variable, à calculer selon l'éloignement géographique , un chèque qui pourrait être transitoire mais renouvelable en fonction de la situation de la pénurie du carburant et de leur cherté.

Monsieur le Maire :

Je voudrais clore ce débat, vous avez tous bien pris acte qu'il y a eu un débat concernant cette mise en place.

M Ducasse vous avez raison, oui nous avons verdi avec Mme Darmanin et nous allons continuer de verdir, notamment tous les testerins vont recevoir un petit fascicule dans leur boite aux lettres pour expliquer la gestion diversifiée, mais je n'arrive pas à très bien comprendre, aujourd'hui notre préoccupation c'est de loger les nôtres, justement pour qu'ils

n'aient pas à se déplacer, et aujourd'hui vous luttez pour que l'on ne puisse pas les loger. Vous vous êtes opposés quasiment à tout ce que nous voulons faire pour loger les nôtres.

La semaine dernière j'étais chez Nanni diesel, cette entreprise avait l'intention de déménager, parce qu'elle veut s'agrandir, c'est un leader mondial des moteurs, cette entreprise voulait se délocaliser pour des raisons d'économie, d'espaces, on est en train de régler le problème pour les conserver ici, ils ont 85 personnes une grosse partie de ses employés vivent en extérieur de la Teste et ils ont de la route à faire, qui dit route, il y a la consommation et il y a aussi l'aspect environnemental qui nous préoccupe.

Il me demande aussi pour aider au niveau du personnel, les aider c'est les loger sur place, et j'ai rencontré un jeune qui m'a dit qu'il habitait Gradignan, avec un budget essence de 400€.

Quand je vais le loger lui je lui fais économiser 400€, voilà ce que nous allons faire, et quand vous me dites, il ne faut pas que vous logiez les gens qui travaillent ici vous vous opposez à tous les projets que nous faisons et vous me demandez derrière de mettre une enveloppe, vous êtes dans l'incohérence la plus totale, moi je veux loger les gens et c'est ça qui va nous permettre d'avoir une approche environnementale, parce qu'ils iront travailler en vélo et en plus ils vont économiser entre 200 et 400€ par mois de carburant.

Aidez-nous dans ce sens et nos entreprises seront logées.

Monsieur DUCASSE :

J'applaudis des 2 mains M le Maire mais à la place du chèque restaurant, un petit chèque carburant cela n'aurait pas été mal.

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2022-06-274**

MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : DES EMPLOIS PERMANENTS, DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS PERMANENTS ET DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS NON PERMANENTS, A COMPTER DU 1ER JUILLET 2022

Vu le Code Général de la Fonction Publique et son article L 313-1,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant,

Vu la délibération n°2021-04-133 portant instauration des Lignes Directrices de Gestion à compter du 1er mai 2021,

Vu la délibération n° 2021-12-617 du 14 décembre 2021 portant modification du tableau des effectifs des emplois permanents et des emplois non permanents au 1er janvier 2022,

Mes chers collègues,

Considérant les orientations générales en matière de recrutement, promotion, valorisation des parcours professionnels, adaptation des compétences et des métiers, la diversité des profils, présentées dans les lignes directrices de gestion,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs titulaires, afin de l'adapter pour permettre le recrutement par voie de mutation externe ou le changement de filière d'agents par le biais de l'intégration directe pour l'adéquation grade/fonction,

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique élargit les possibilités de recruter des agents sous contrats,

Considérant qu'en cas de recherches infructueuses de candidats statutaires, les collectivités peuvent recruter, en application de l'article L 332-8-2° du Code Général de la Fonction

Publique, un agent contractuel de droit public, lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient,

Considérant, les besoins des services et l'ajustement des emplois aux qualifications nécessaires, qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs, afin de permettre le recrutement de contractuels sur des emplois permanents,

Considérant qu'en application de l'article L 332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique, les collectivités peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité. Ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée de maximum douze mois, renouvellements compris, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à une modification du tableau des effectifs titulaires et contractuels sur emplois permanents et non permanents compte tenu des départs en retraites ou en mutations externes afin de gagner en efficience, pour garantir la continuité de services et ainsi assurer une meilleure réactivité de la collectivité pour remplacer les agents partis,

Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi et au grade ainsi créé sont inscrits au budget de l'exercice 2022.

Ces modifications qui prendront effet à partir du 1er juillet 2022, nécessitent une mise à jour du tableau des effectifs,

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population en date du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- ACCEPTER les créations des postes des effectifs titulaires à temps complet, en prévision de recrutements ou d'intégration directe suite à changement de filière qui se décomposent de la façon suivante :
  - 1 poste d'agent de maitrise principal ;
  - 1 poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe ;
  - 1 poste de technicien principal de 1ère classe ;
  - 1 poste de puéricultrice ;
  - 1 poste de puéricultrice hors classe.

- ACCEPTER la création de postes de contractuels sur emplois permanents à temps complet dans différents services en prévision de recrutements :
  - 1 poste de technicien ;
  - 1 poste d'attaché ;
  - 6 postes d'adjoint administratif ;
  - 1 poste de puéricultrice ;

- ACCEPTER la création de postes de contractuels sur emplois non permanents, compte tenu de l'évolution des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications nécessaires :
  - 1 poste de technicien,
  - 1 poste d'ingénieur

1 poste de puéricultrice,
2 postes d'attaché.

- APPROUVER la modification des tableaux des effectifs ci-joints :
  annexe 1/ tableau des effectifs titulaires et stagiaires,
  annexe 2/tableau des contractuels sur emplois permanents,
  annexe 3/tableau des contractuels sur emplois non permanents

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

- INSCRIRE les crédits budgétaires correspondants au budget 2022,

NOTE DE SYNTHESE POUR LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : DES EMPLOIS PERMANENTS, DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS PERMANENTS ET DES CONTRACTUELS SUR EMPLOIS NON PERMANENTS A COMPTER DU 1ER JUILLET 2022

Références

Le Code Général de la Fonction Publique et son article L 313-1,
Décret n° 88-145 du 15 février 1988 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

P.J. : - Annexe 1 : Tableau des effectifs titulaires et stagiaires
- Annexe 2 : Tableau des effectifs contractuels permanents
- Annexe 3 : Tableau des effectifs contractuels non permanents

A. Rappel cadre juridique

I). Compétence et conditions

Compétence de l'organe délibérant

« Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement » (Art L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique).

Le pouvoir de créer (ou de supprimer) des emplois est un des éléments du principe de la libre administration des collectivités territoriales inscrit dans la Constitution du 4 octobre 1958 que la loi ne peut elle-même réduire.

La loi ne peut obliger les collectivités territoriales à créer des emplois, c'est ce qu'a relevé le Conseil constitutionnel dans sa décision du 20 janvier 1984 (n° 83-168 DC, JO du 21 janvier 1984).

Ouverture des crédits

« Aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent » (art L 313-1 du code Général de la Fonction Publique).

Conditions de création de certains emplois et de grades d'avancement

La création de certains emplois et de certains grades d'avancement est soumise au respect de règles liées à l'existence de seuils démographiques, de quotas, de ratios, d'effectifs encadrés, ou subordonnée à un nombre d'ouvrages ou à l'inscription sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre de la Culture et du ministre chargé des Collectivités territoriales.

2). Délibération fixant le tableau des effectifs des emplois permanents

Occupation des emplois

L'emploi créé a normalement vocation à être occupé par un fonctionnaire : « *Sauf dérogation prévue par le présent livre, les emplois civils permanents de l'Etat, des régions, des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont occupés soit par des fonctionnaires…* » (Art L 311-1 du Code Général de la Fonction Publique).

Cadre d'emplois

L'emploi doit obligatoirement relever d'un cadre d'emplois existant.

Compétence de l'organe délibérant

Le nombre, la définition et le contenu des emplois relevant des cadres d'emplois restent de l'entière compétence de l'organe délibérant.

B. Points essentiels de la délibération du 28 juin 2022

1). Mouvements des effectifs sur le budget Ville de La Teste de Buch, à compter du 1er juillet 2022

Des adaptations au tableau des effectifs des titulaires apparaissent indispensables pour assurer des recrutements suite à des départs à la retraite, des mutations externes ou des intégrations directes suite à changement de filière, ainsi nous devons créer des postes budgétaires au tableau des effectifs des titulaires :

- 1 poste d'agent de maitrise principal ;
- 1 poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe ;
- 1 poste de technicien principal de 1ère classe ;
- 1 poste de puéricultrice ;
- 1 poste de puéricultrice hors classe.

De même pour permettre le recrutement de contractuels, nous devons créer dans le tableau des emplois permanents à temps complet, dans différents services en prévision de recrutements :

- 1 poste de technicien ;
- 1 poste d'attaché ;
- 6 postes d'adjoint administratif ;
- 1 poste de puéricultrice ;

Compte tenu de l'évolution des besoins des services et de l'ajustement habituel des emplois aux qualifications nécessaires, il convient d'adapter les modifications du tableau des emplois non permanents. En effet, afin de gagner en efficience, pour garantir la continuité de services et ainsi assurer une meilleure réactivité de la collectivité pour remplacer les agents partis, il est proposé de créer des emplois de contractuels pour accroissement temporaire d'activité à temps complet :

- 1 poste de technicien,
- 1 poste d'ingénieur
- 1 poste de puéricultrice,
- 2 postes d'attaché.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions, de leur profil et de leur diplôme.

Ces modifications qui prendront effet au 1er juillet 2022 nécessitent une mise à jour des tableaux des effectifs des titulaires (annexe 1), des contractuels sur emplois permanents (annexe 2) et des contractuels sur emplois non permanents (annexe 3).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

ANNEXE 1 - ETAT DU PERSONNEL TITULAIRE
VILLE

GRADES OU EMPLOIS		EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/01/2022	CREATION	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/07/2022	EFFECTIFS POURVUS	
EMPLOIS FONCTIONNELS	**A**	**5**		**5**	**4**	
. ***Directeur général des services***	A	1		1	1	
. ***Directeur général adjoint des services***	A	3		3	2	
. **Directeur Général des services techniques**	A	1		1	1	
SECTEUR ADMINISTRATIF		**133**	**1**	**134**	**99**	
. Administrateur général	A	1		1	**0**	
. Administrateur hors classe	A	1		1	0	
. Administrateur	A	1		1	0	
. Attaché hors classe	A	1		1	1	
. Directeur	A	2		2	1	*1
. Attaché principal	A	5		5	3	
. Attaché	A	12		12	9	
. Rédacteur principal 1re classe	B	2		2	0	
. Rédacteur Principal 2e classe	B	12		12	8	
. Rédacteur	B	11		11	8	*2
. Adjoint Administratif Principal de 1re cl	C	26		26	22	
. **Adjoint Administratif Principal 2e cl**	**C**	**35**	**1**	**36**	**29**	*3
. Adjoint Administratif	C	24		24	18	*4
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en détachement)						
*3 (+ 4 en disponibilité + 1 congé proche aidant)						
*4 (+ 2 en disponibilité)						
SECTEUR TECHNIQUE		**264**	**2**	**266**	**213**	
. Ingénieur en chef hors classe	A	1		1	0	
. Ingénieur Principal	A	4		4	3	
. Ingénieur	A	3		3	2	
. **Technicien principal 1re classe**	**B**	**6**	**1**	**7**	**5**	
. Technicien principal 2e classe	B	11		11	9	
. Technicien	B	8		8	3	*1
. **Agent de maîtrise principal**	**C**	**21**	**1**	**22**	**19**	
. Agent de maîtrise	C	30		30	21	*2
. Adjoint Technique principal 1re cl	C	30		30	22	*3
. Adjoint Technique principal 2e cl	C	77		77	64	*4
. Adjoint Technique	C	73		73	65	*5
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en disponibilité)						
*3 (dont 1 en détachement)						
*4 (dont 1 en détachement, + 1 en disponibilité)						
*5 (+ 4 disponibilité)						
SECTEUR SOCIAL		**30**		**30**	**20**	
. Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	1		1	0	
. Assistant socio-éducatif	A	1		1	1	
. Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	2		2	0	
. Educateur de jeunes enfants	A	4		4	3	
. A.S.E.M. principal 1re classe	C	10		10	7	
. A.S.E.M. principal 2e classe	C	12		12	9	*1
*1 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR SPORTIF		**10**		**10**	**8**	
. Educateur Activités Physiques Sportives principal 1re cl	B	7		7	5	*1
. Educateur Activités Physiques Sportives principal 2e cl	B	1		1	1	
. Educateur Activités Physiques Sportives	B	2		2	2	
*1 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR CULTUREL		**16**		**16**	**10**	
. Assistant de conservation principal 1re classe	B	3		3	2	
. Assistant de conservation principal 2e classe	B	2		2	1	
. Assistant de conservation du patrimoine	B	2		2	2	
. Adjoint du Patrimoine principal 1re classe	C	3		3	2	
. Adjoint du Patrimoine principal 2e classe	C	4		4	2	
. Adjoint du Patrimoine	C	2		2	1	
SECTEUR ANIMATION		**44**		**44**	**31**	
. Animateur principal 1re classe	B	3		3	2	
. Animateur principal 2e classe	B	2		2	1	
. Animateur	B	3		3	2	
. Adjoint d'Animation principal 1re classe	C	5		5	4	
. Adjoint d'Animation principal 2e classe	C	13		13	11	
. Adjoint d'Animation	C	18		18	11	*1
*1 (+ 4 en disponibilité)						
SECTEUR POLICE MUNICIPALE		**31**		**31**	**21**	
. Chef de service de police municipale	B	3		3	2	
. Brigadier Chef Principal	C	16		16	10	*1
. Gardien-Brigadier / Brigadier	C	11		11	9	*2
. Garde champêtre	C	1		1	0	
*1 (+ 1 en disponibilité)						
*2 (+ 1 en disponibilité)						
SECTEUR MEDICO-SOCIAL		**17**	**2**	**19**	**14**	
. Psychologue de classe normale	A	1		1	0	*1
. **Puéricultrice hors classe**	**A**	**3**	**1**	**4**	**3**	
. **Puéricultrice**	**A**	**2**	**1**	**3**	**1**	
. Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B	4		4	4	
. Auxiliaire de puériculture de classe normale	B	7		7	6	
*1 (+ 1 en disponibilité)						
TOTAL GENERAL (au 01/07/2022)		**550**	**5**	**555**	**420**	

dernière modification CM du 14 décembre 2021

Direction relations humaines

30/05/2022

ANNEXE 2- ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL PERMANENT

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/01/2022	CREATION	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/07/2022	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (11)									
Directeur de cabinet	A	ADM	1		1	1	883	art. L 333-1 = 1	
Conseiller Technique	A	ADM	1		1	0		art. L 333-1	
Ingénieur	A	TECHN	2		2	1	774	art L 332-8 2° = 1	
Technicien principal de 2e cl	B	TECHN	1		1	0			
Technicien	**B**	**TECHN**	**7**	**1**	**8**	**7**	**397 372 - 478**	**art L 332-13 = 1 ; art L 332-8 2° = 6**	
Adjoint Technique	C	TECHN	57		57	53	354 354 -355-356	art L 332-13 = 7 ; art L 332-8 2° = 46	
Attaché principal	A	ADM	2		2	1	843	art L 332-8 2° = 1	
Attaché	**A**	**ADM**	**0**	**1**	**1**	**1**	**567**	**art L 332-8 2° = 1**	
Rédacteur principal 1re	B	ADM	1		1	1	707	art L 332-14 = 1	
Rédacteur	B	ADM	1		1	1	372	art L 332-8 2° = 1	
Adjoint Administratif	**C**	**ADM**	**10**	**6**	**16**	**7**	**354 356 - 358**	**art. L 332-13 = 5 ; art L 332-8 2° = 2**	
Assistant de conservation du patrimoine	B	CULT	1		1	1	372	art L 332-8 2° = 1	
Adjoint du patrimoine	C	CULT	2		2	1	367	art. L 332-13 = 2	
Adjoint Animation	C	ANIM	5		5	1	356	art. L 332-13 = 1	
Psychologue hors classe	A	MED-SOC	1		1	1	995	art L 332-8 2° = 1	
Psychologue	A	MED-SOC	2		2	2	Vacation 619	art. L 332-13 = 1	1
Puéricultrice	**A**	**MED-SOC**	**0**	**1**	**1**	**0**			
Auxiliaire puericulture de classe normale	B	MED-SOC	2		2	0			
Educateur jeunes enfants de 2e cl	A	SOC	1		1	0			
Educateur des APS	B	SPORT	1		1	1	431	art L 332-13 = 1	
Assistante maternelle			8		8	4		art L 332-13 = 1	
TOTAL GENERAL (01/07/2022)			**106**	**9**	**115**	**84**			

ANNEXE 3 - ETAT DU PERSONNEL CONTRACTUEL NON PERMANENT (Art L 332-23 1°)

GRADES OU EMPLOIS	CAT	SECTEUR	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 15/12/2021	CREATION	EFFECTIFS BUDGETAIRES au 01/07/2022	EFFECTIFS POURVUS	BASES	CONTRAT	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES (11)									
Attaché principal	A	ADM	1		1	0			
Attaché	**A**	**ADM**	**0**	**2**	**2**	0			
Adjoint Administratif	C	ADM	2		2	0			
Ingénieur	**A**	**TECHN**	**0**	**1**	**1**	**0**			
Technicien	**B**	**TECHN**	**0**	**1**	**1**	**0**			
Adjoint Technique	C	TECHN	5		5	2	354		
Adjoint du patrimoine	C	CULT	1		1	0			
Adjoint Animation	C	ANIM	1		1	0			
Puéricultrice	**A**	**MED-SOC**	**0**	**1**	**1**	**0**			
Auxiliaire puericulture classe normale	B	MED-SOC	1		1	0			
TOTAL GENERAL (01/07/2022)			**11**	**5**	**16**	**2**			

Monsieur le Maire :
Merci M Sagnes, des interventions ? Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERNARD **DEL2022-06-275**

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE CHIENS DE DEFENSE DIT CHIENS POLICIERS AU PROFIT DE L'UNITE CYNOPHILE DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

———

VU le Code général de la fonction publique ;

VU le code de la sécurité intérieure et plus particulièrement ses articles L. 511-1, L. 511-5, L. 511-5-2 et L.533-1 ;

VU la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, notamment son article 7 ;

VU le décret n°2022-210 du 18 février 2022 relatif aux brigades cynophiles et modifiant le livre V du code de la sécurité intérieure ;

VU l'avis du Comité technique en date du 24/06/2022 ;

Mes chers collègues,

Considérant que dans le cadre du développement de son service de Police Municipale, la Ville de La Teste de Buch privilégie tout mode de travail permettant d'accroître la qualité et l'efficacité du service offert aux publics,

Considérant que la Police Municipale a pour objectif d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, de protéger et servir. Elle est chargée de faire respecter les arrêtés municipaux et d'en constater les infractions,

Considérant que la présence des chiens, à la fois dissuasive, bienveillante et vigilante, peut être non seulement de nature à renforcer au quotidien le sentiment de sécurité de la population, mais aussi permettre une médiation entre la population et les forces de l'ordre en favorisant leurs échanges.

Considérant de surcroît que la capture ou les interventions urgentes concernant des chiens dangereux, errants ou non tenus en laisse, demandent des compétences particulières et qu'une unité cynophile constitue également une réponse adaptée au besoin de protection des policiers municipaux, lors de leurs interventions,

Considérant que, n'étant pas dotée de structures permanentes pour l'accueil de chiens de police, la commune a donc proposé aux agents titulaires de la Police Municipale, propriétaires de chiens de défense, de les mettre à disposition de la Ville pendant leurs horaires de service, en contrepartie de la prise en charge de certaines prestations listées dans une convention,

Considérant qu'il convient de préciser que les chiens doivent être placés et traités dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de leur espèce et avec respect.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- APPROUVER la convention relative aux modalités de mise à disposition de chiens auprès de l'unité cynophile de la Ville ;
- INDEMNISER les frais fixes et les frais consommables sur présentation de justificatifs aux conducteurs canins signataires d'une convention ;
- INSCRIRE au budget les crédits correspondants ;
- AUTORISER le Maire à signer ladite convention ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Convention de mise à disposition de chiens de défense dit chiens policiers au profit de l'unité cynophile de la Police municipale de la Ville de La Teste de Buch
Note explicative de synthèse

Références

Le Code général de la fonction publique ;

Le Code de la sécurité intérieure et plus particulièrement ses articles L. 511-1, L. 511-5, L. 511-5-2 et L.533-1 ;

La loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés, notamment son article 7 ;

Le décret n°2022-210 du 18 février 2022 relatif aux brigades cynophiles et modifiant le livre V du code de la sécurité intérieure ;

Dans le cadre du développement de son service de Police Municipale, la Ville de La Teste de Buch privilégie tout mode de travail permettant d'accroître la qualité et l'efficacité du service offert aux publics. La Police Municipale a pour objectif d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, de protéger et servir. Elle est chargée de faire respecter les arrêtés municipaux et d'en constater les infractions.

Etant donné que la présence des chiens, à la fois dissuasive, bienveillante et vigilante, peut être non seulement de nature à renforcer au quotidien le sentiment de sécurité de la population, mais aussi permettre une médiation entre la population et les forces de l'ordre en favorisant leurs échanges. De surcroît, la capture ou les interventions urgentes concernant des chiens dangereux, errants ou non tenus en laisse, demandent des compétences particulières. Une unité cynophile constitue également une réponse adaptée au besoin de protection des policiers municipaux, lors de leurs interventions.

L'organisation du service de Police Municipale demeure de la compétence du Maire dès lors qu'elle n'affecte aucun principe de nature réglementaire ou législatif.
La ville de La Teste de Buch, n'étant pas dotée de structures permanentes pour l'accueil de chiens de police, a donc proposé aux agents titulaires de la Police Municipale, propriétaires de chiens de défense, de les mettre à disposition de la Ville pendant leurs horaires de service, en contrepartie de la prise en charge de certaines prestations listées dans la convention.

Considérant qu'il convient de préciser que les chiens doivent être placés et traités dans des conditions compatibles avec les impératifs biologiques de leur espèce et avec respect.

La présente délibération a pour objet de valider la prise en charge des frais liés à la propriété des chiens supportés par les conducteurs canins de l'unité cynophile, par la validation d'une convention de mise à disposition desdits canidés avec chaque conducteur canin pour une prise en charge par la Ville de tous les frais liés aux chiens, sur présentation de justificatifs.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
DE CHIENS DE DEFENSE DIT CHIENS POLICIERS AU PROFIT DE L'UNITE CYNOPHILE DE LA POLICE MUNICIPALE DE LA TESTE DE BUCH

ENTRE :

La Ville de La Teste de Buch, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, habilité par délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2022,

D'une part,

ET :

Madame/Monsieur _____, agent de Police municipale - maitre-chien, grade, matricule _____, propriétaire de _____, chien de race malinois, mâle/femelle, matricule _____,

D'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

Chapitre I : Dispositions générales
Article 1 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature jusqu'à la cessation des fonctions de l'agent, du décès ou de l'incapacité du chien _____.
Elle pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de deux mois.
Le préavis ne saurait s'appliquer en cas de faute grave de l'agent.

Chapitre II : Organisation du service
Article 2 : Désignation et mise à disposition du chien

L'agent nom, prénom, grade, titulaire de la police municipale de La Teste de Buch, est propriétaire d'un chien de race _____, mâle/femelle, dénommé _____, matricule _____.
L'agent, propriétaire du chien tel qu'apparaissant sur la carte de propriétaire délivrée le _____ par la centrale canine, dont copie est annexée aux présentes, met son chien à la disposition de la ville de La Teste de Buch, pour être affecté au sein de la Police Municipale, pendant les horaires de service du policier, qui sera son maître.
En dehors des horaires de travail de l'agent, il restera le maître du chien et devra lui apporter tous les bons soins pour le maintenir en bonne santé et le préserver de toute souffrance, peur ou détresse évitable.

Article 3 : Composition et activité de l'unité cynophile

A ce jour, l'unité cynophile est composée de deux agents et de trois chiens. Elle est placée sous l'autorité du Chef de Service de Police Municipale.

L'agent, conducteur de chien, a pour missions :
- d'exercer l'autorité organique sur l'unité cynophile,
- de définir les techniques d'emploi en fonction des instructions reçues, de veiller à leur bonne exécution dans le cadre des lois et règlements, dans le respect du code de déontologie et des règles de protection animale afin de préserver le chien de toute souffrance, peur ou détresse évitable.
- d'assurer la gestion opérationnelle et administrative de l'unité cynophile,
- de garantir sur le terrain l'effectivité des instructions reçues à travers une mission de contrôle et de coordination,
- d'informer l'autorité hiérarchique des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés,
- de veiller au suivi des moyens opérationnels spécifiques de l'unité cynophile,
- de gérer le véhicule municipal confié dans le cadre des activités de l'unité cynophile ainsi que le matériel spécifique mis à sa disposition.

L'activité du chien, au sein de l'unité cynophile de la Police Municipale, s'effectue sous la responsabilité de la Ville mais sous la seule surveillance de l'agent, son maître.

Article 4 : Horaires de travail

Le chef de service fixe les horaires de travail en tenant compte de la diversité des missions, de l'entretien et de l'entrainement du chien, ainsi que des données relatives à la délinquance et le niveau de tranquillité publique constaté.
Le chef de service de la Police Municipale énonce, selon les récurrences et conditions d'intervention fixée par l'autorité municipale, dans le respect du bienêtre animal, et à partir des conseils de l'agent maitre-chien, toutes les directives liées aux plages horaires d'intervention qui peuvent se dérouler en journée comme de nuit.
A ce titre, l'unité cynophile pourra être amenée à travailler sur des amplitudes et selon des horaires décalés, à l'instar de l'ensemble de l'équipe de police municipale.

Article 5 : Règle d'intervention des chiens

Les règles d'intervention des chiens sont précisées comme suit :
- L'effet recherché par l'emploi des chiens lors d'une action de la Police Municipale est avant tout psychologique, le chien doit pouvoir être employé dans tous les lieux où cela s'avère nécessaire. En ce sens, le chien est considéré autant comme une force de dissuasion que comme permettant une médiation entre la population et les forces de l'ordre, d'autant plus que sa présence sera requise sur des espaces et dans des temps différenciés,
- Le chien est placé sous le contrôle et la garde de son propriétaire qui a pour mission d'en assurer la maîtrise. Le chien est tenu en laisse avec muselière lors d'une intervention. Le démuselage est laissé à la seule appréciation de l'agent et un compte rendu systématique sera établi dans ce cas,
- Le chien pourra être requis contre un ou des assaillants dans le cadre de la légitime défense de soi-même ou d'autrui (article 122-5 du code pénal) ou dans le cadre de l'état de nécessité (article 122-7 du code pénal). En dehors de ces hypothèses, qui doivent en tout état de cause rester strictement nécessaires et proportionnées, le chien peut être requis en cas de crime ou délit flagrant pour appréhender le ou les

auteurs, sous réserve de modification de la législation ou d'une décision expresse de la collectivité.

Article 6 : Logistique de l'unité cynophile

Dès son affectation, le carnet de santé du chien est transmis au chef de service de Police Municipale. Il est renseigné en temps réel par l'agent, sur le suivi sanitaire du chien.

Equipements :
L'uniforme de l'agent devra répondre aux exigences de la règlementation en vigueur.
Les équipements divers sont fournis par la ville : la tenue d'homme de défense, des matériels spécifiques (laisse, muselières). Ces équipements devront être laissés sur le lieu de travail, étant entendu que les lieux d'entraînement sont considérés comme des lieux de travail.

Transports :
Le véhicule utilisé pour le transport du chien est spécifiquement adapté au transport des animaux. Il permet le transport confortable et en toute sécurité du chien et des personnels.

Locaux :
Pendant le service, la collectivité mettra à disposition un local qui permet au chien d'être hébergé dans de bonnes conditions respectueuses de son bienêtre. Il ne sera constitué aucun pôle canin dans l'enceinte de la Police Municipale. En dehors des horaires d'emploi cynophile, l'agent conservera le chien à son domicile ou tout autre endroit privé.

Entrainement du chien :
L'agent définira avec le chef de service de la Police Municipale les besoins et les conditions matérielles d'entrainement du chien et les techniques de défense canine et de conduite du chien. L'entrainement fait l'objet d'une convention de formation qui prévoit un programme annuel.
Seuls les entrainements définis et arrêtés par le service seront à la charge de la collectivité et seront inclus dans le cadre des heures de services soit un entrainement par mois. Toute autre activité relèvera de la responsabilité seule du conducteur de chien. La ville de La Teste de Buch prend en charge la formation initiale et continue de l'unité cynophile.

Chapitre III : Engagements des parties

Article 7 : Responsabilité du propriétaire du chien

En dehors des horaires de service, l'agent est seul responsable du chien.

Article 8 : Engagements du conducteur du chien

Démarches médicales :
L'agent s'engage à effectuer les démarches médicales nécessaires à l'entretien et à la bonne santé du chien et à mettre à jour son carnet de santé.

Mesures sanitaires :

L'effectif de l'unité cynophile est soumis aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions d'emploi des policiers municipaux.
L'agent aura à sa charge la mise en œuvre et le respect des mesures d'hygiène nécessaires au bienêtre du chien, pendant le service mais également en dehors des heures de service (entretien corporel, de l'habitat, des équipements, etc.).
Les conditions d'hébergement du chien devront respecter la dignité et la santé de l'animal, soit son bienêtre global.

Entrainements :
L'agent s'engage à assurer le maintien en condition de l'unité cynophile, à raison d'une séance par mois, dans un centre de formation ayant passé une convention de formation avec la ville de La Teste de Buch. La convention de formation détermine la mise en place de ces entrainements.
Ces séances s'effectuent sur le temps de travail de l'agent.

Article 9 : Engagements de la Ville

Soins vétérinaires :
En contrepartie de la mise à disposition du chien au sein de la police municipale, la ville de La Teste de Buch prend en charge son suivi médical, notamment :
- Les rappels annuels de vaccinations,
- Les produits nécessaires à l'entretien de l'animal (shampooing, vermifuge, traitement antiparasitaire),
- Les interventions chirurgicales faisant suite à tout incident dont l'animal serait victime dans l'exercice de ses fonctions,
- Les soins vétérinaires du chien liés à l'exercice de ses missions.

En cas de soins vétérinaires consécutifs à une blessure durant le service, le transport du chien chez le vétérinaire est à la charge de la collectivité et pourra se faire pendant les heures de service.

Le transport et les frais liés à une blessure née en dehors du service sont à la charge du propriétaire du chien. Le moment auquel s'effectuent ces soins, laissé à la libre appréciation du chef de service de la Police Municipale, doit intervenir prioritairement en dehors des heures de service.

Les soins vétérinaires obligatoires ou exceptionnels, non liés au service, sont assurés par l'agent, en concertation avec le chef de service de la Police Municipale. Le transport du chien est alors à la charge de l'agent en dehors des heures de service.
L'agent devra informer dans les plus brefs délais le Chef de service de la Police Municipale de l'état de santé du chien.

Besoins alimentaires du chien :
La ville de La Teste de Buch prend en charge les besoins alimentaires des chiens sur présentation des justificatifs correspondant.

Remboursement des frais :
Afin de bénéficier du remboursement des frais liés aux soins vétérinaires et aux besoins alimentaires du chien, le propriétaire s'engage à fournir les justificatifs correspondants.

Assurance :
Responsabilité Civile :

- Les sinistres survenant du fait de l'animal pendant le service (y compris sur le trajet domicile-travail) sont couverts par le contrat d'assurance souscrit par la ville auprès de la compagnie SMACL.
- Les sinistres survenant du fait de l'animal en dehors des horaires de service sont assurés par un contrat de responsabilité civile n°_____ souscrit personnellement par l'agent _____ auprès de la compagnie d'assurance _____.

Article 10 : Décès ou incapacité totale de travail du chien lié à l'exercice de ses fonctions

En cas de décès ou d'incapacité partielle ou totale de travail du chien, lié à l'exercice de ses fonctions, la ville de La Teste de Buch prendra en charge le dédommagement sur la base de la valeur d'achat du chien et appliquera un dédommagement du préjudice moral à hauteur de 2 000 euros.
L'incapacité devra être établie par certificat, soit par le vétérinaire en charge du suivi de l'animal, soit par l'organisme formateur si le chien est jugé non opérationnel.

Article 11 – Election de domicile

Pour l'exécution du présent acte et de ses suites, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

Article 12 – Litiges et compétence juridictionnelle

Eu égard aux prérogatives particulières de puissance publique édictées aux présentes, les parties conviennent de porter devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, tout différend ayant trait à l'exécution de celles-ci.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le

Pour l'agent et son chien,

Le Maire de La Teste de Buch
Patrick DAVET

Monsieur le Maire :
Merci M Bernard, des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M BOUDIGUE **DEL2022-06-276**

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SMACL ET MME LEGOFF SUITE A UNE CHUTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;

Vu la circulaire du 06 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;

Vu l'ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux rendue par le Juge des référés en date du 30 mars 2021 par laquelle est désignée un expert ;

Vu les conclusions du rapport d'expertise en date du 04 octobre 2021 ;

Vu le projet de protocole d'accord transactionnel ;

Mes chers collègues,

Considérant que par délibération du Conseil Municipal n°2020-07-155 en date du 16 juillet 2020, le Conseil Municipal a délégué au Maire le pouvoir de transiger avec des tiers dans la limite de 1 000 €. Au-delà de ce montant, une délibération préalable de l'organe délibérant est donc nécessaire pour autoriser la signature d'un protocole d'accord transactionnel ;

Considérant que Madame Claude LEGOFF a été victime d'une chute le 07 juillet 2019 alors qu'elle descendait les marches situées au mémorial des Péris en Mer à la Corniche. La victime a adressé à la Commune une demande d'indemnisation, pour défaut d'entretien normal du mémorial, qui a opposé son refus ;

Considérant qu'une ordonnance du Tribunal Administratif de Bordeaux en date du 30 mars 2021 a désigné un expert judiciaire à la suite d'une requête en référé expertise introduite par Madame LEGOFF ;

Considérant que le rapport d'expertise, en date du 04 octobre 2021 fixe les préjudices supportés par Madame LEGOFF et imputables à sa chute. L'indemnisation des préjudices étant portée à 7 629 euros ;

Considérant la volonté des parties de privilégier la voie transactionnelle afin de clore le différend et d'éviter l'introduction d'un recours indemnitaire par Madame LEGOFF. Un accord a été trouvé sur un partage des responsabilités à hauteur de 50% de la somme indiquée réduisant l'indemnisation à 3 814.50 euros ;

Considérant que la SMACL ASSURANCES, en sa qualité d'assureur de la Commune, prend en charge le montant indiqué et également les frais d'expertise à hauteur de 1 500.00 euros, soit une indemnisation totale de 5 314.50 euros ;

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes du protocole ci-joint,

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à procéder à la signature du protocole d'accord transactionnel visant à mettre fin au litige précité ; étant entendu que la somme sera directement versée à la requérante par l'assureur de la commune, SMACL Assurances, dans les conditions susvisées et ne seront donc pas prélevées sur le Budget de la commune.

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Note explicative de synthèse

Madame LEGOFF, Présidente du Comité d'entraide aux familles de marins péris en mer, a trébuché sur une marche ébréchée le 07 juillet 2019 au mémorial des Péris en Mer, situé à la Corniche, lors d'une cérémonie officielle.

L'assurance de Mme LEGOFF adressa à la Commune une demande de prise en charge à 100% des frais résultant de ce dommage, par un courrier du 29 juillet 2019.

En réponse, l'assureur de la Commune, la SMACL ASSURANCES, fait constater que la marche ébréchée ne présente pas une "dangerosité anormale susceptible d'engager la responsabilité de la collectivité". Cette argumentation est complétée en soulignant que la requérante connaissait les lieux et aurait dû redoubler de vigilance du fait que sa visibilité était restreinte par la gerbe de fleurs qu'elle portait.

Un chiffrage fut adressé à la Commune pour appuyer la réclamation indemnitaire qui s'élevait à 11 996.55€. La Commune, suivant la position de son assureur, a refusé cette prise en charge indemnitaire.

Face à ce refus, une requête en référé a été introduite par Madame LEGOFF, le 10 novembre 2020 et enregistrée sous le numéro N°2005109 à des fins d'expertise médicale. Par ordonnance du 30 mars 2021, le juge des référés a désigné le Docteur Philippe SENANT en qualité d'expert pour évaluer les dommages et établir un lien de causalité entre ces derniers et la chute faisant l'objet du litige.

L'expertise médicale s'est déroulée le 27 juillet 2021 pour laquelle la Commune était représentée, par désignation de la SMACL, du Docteur HAOUARI et de Maître NAVARRO. Le rapport d'expertise en date du 04 octobre 2021 conclut à une fracture du poignet qui nécessitera pour traitement une immobilisation avec rééducation fonctionnelle.

Les discussions entre les parties et leurs conseils juridiques ont abouti à trouver une issue amiable au litige et à la rédaction d'un projet de protocole d'accord transactionnel fixant des concessions réciproques que sont :

- **Concessions de la Commune et de la SMACL :**

La SMACL s'engage à verser à Madame LEGOFF, la somme de 5 314.50 € couvrant les préjudices subis à hauteur de 50% et les frais d'expertise judiciaire.

- **Concessions de Madame LEGOFF :**

En contrepartie, Madame LEGOFF s'engage à ne pas intenter d'action indemnitaire devant la juridiction administrative sur les préjudices ayant fait l'objet du rapport d'expertise du 04 octobre 2021 à l'encontre de la Commune et de la SMACL.

La délibération a donc pour objet de :

- **AUTORISER** Monsieur le maire à procéder à la signature du protocole d'accord transactionnel visant à mettre fin au litige précité ;

- **PRÉCISER** que la somme sera directement versée à la requérante par l'assureur de la commune, SMACL Assurances, dans les conditions susvisées et ne seront donc pas prélevées sur le Budget de la commune.

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La SMACL, prise en la personne de son représentant en exercice, domicilié ès qualités Direction indemnisations, TSA 67211, CS 20000, 79060 Niort Cedex 9 ;

La Commune de La Teste de Buch, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération n° XXX en date du 28 juin 2022, domicilié ès qualités Hôtel de Ville, 1 Esplanade Edmond Doré, B.P 50105, 33 164 La Teste de Buch Cedex ;

De première part ;

ET :

Madame Claude Bedaton veuve Legoff, née le 10 novembre 1947 à Casablanca (Maroc), de nationalité française, retraitée, domiciliée 10 Résidence Hameau des Pêcheurs, 1 rue des Platanes 33 260 La Teste de Buch.

De seconde part ;

Ensemble dénommées « Les parties »

IL A PREALABLEMENT ETE RAPPELE CE QUI SUIT :

1. Le 07 juillet 2019, Madame Legoff est victime d'une chute au niveau d'une marche située face au mémorial des péris en mer, à la Corniche, sur la Commune de La Teste de Buch.

Cette chute serait intervenue alors qu'elle descendait les marches pour déposer une gerbe de fleurs devant la stèle, et aurait trébuché.

2. Madame Legoff est évacuée au Centre Hospitalier d'Arcachon qui constate :

> *« Fracture métaphysaire radiale distale avec refend articulaire non déplacée.*
> *Immobilisation manchette.*
> *Rx de contrôle et avis ortho à J10 ».*

Ces lésions entrainent, sauf complications, une ITT de 28 jours.

3. Par une requête enregistrée le 10 novembre 2020, Madame Legoff demande au Tribunal Administratif de Bordeaux de désigner un expert chargé de déterminer la nature et l'étendue des préjudices subis du fait de cet accident.

4. Par ordonnance n°2005109 rendue le 30 mars 2021, le Tribunal Administratif de Bordeaux désigne le Docteur Philippe Senant afin de procéder aux opérations d'expertise sollicitées.

5. Le 04 octobre 2021, l'Expert dépose son rapport qui conclut :

> *« Mme Legoff. C a présenté un traumtatisme du memebre supérieur gauche avec fracture métaphysaire du radius, non déplacée, qui nécessitera pour traitement une immobilisation avec rééducation fonctionnelle. La rupture du tendon long extenseur du pouce gauche qui suscitera une intervention le 23 octobre 2019, n'est pas imputable à l'accident en cause, ce traumatisme n'ayant pas été constaté lors de l'examen de consolidation après retrait de l'immobilisation par résine ».*

L'Expert judiciaire fixe les chefs de préjudices définitifs comme suit :

> - DFTP du 07 juillet 2019 au 22 août 2019 : 30 % ; DFPT du 22 août 2019 au 22 octobre 2019 : 15 % ;
> - Date de consolidation : 22 octobre 2019 ;
> - DFP : 3% ;
> - Quantum doloris : 2,5/7 ;
> - Préjudice esthétique : 0/7 ;
> - Préjudice d'agrément avec une gêne modérée pour toute activité nécessitant une utilisation prolongée du poignet gauche ;
> - Gêne positionnelle lors des activités sexuelles, à relativiser à hauteur du DFP de 3% ;
> - Aide d'une tierce personne à raison de 1 heure par jour pendant la période de DFTP à 30% ;
> - Absence de soins post consolidation.

Il ajoute :

> *« L'état fonctionnel de Madame Legoff C. peut évoluer en aggravation ce qui nécessitera un nouvel examen de son dossier ».*

6. A la suite du dépôt du rapport final de l'expert, il est apparu que les parties étaient enclines à formuler des concessions réciproques et à trouver une issue amiable.

Dans ces circonstances, les parties se sont rapprochées, afin de trouver un terrain d'entente, permettant la rédaction du présent protocole d'accord, de garantir leurs intérêts propres et de mettre fin à leur différend.

C'est dans ces conditions qu'elles ont décidé de mettre un terme définitif au litige ci-dessus exposé, par la signature du présent protocole transactionnel, suivant les modalités décrites ci-dessous, en application de l'article 2044 du Code civil, qui dispose :

> *« La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître.*
>
> *Ce contrat doit être rédigé par écrit ».*

Le présent exposé faisant corps avec le présent acte, lequel, par commune volonté des parties, est dénommé « le protocole », « la transaction » ou « la convention ».

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet du protocole d'accord

Le présent protocole d'accord a pour objet de mettre fin au litige opposant Madame Legoff à la SMACL ainsi que la Commune de La Teste de Buch, relatif aux préjudices subis suite à l'accident intervenu le 07 juillet 2019, détaillés dans le rapport d'expertise du 04 octobre 2021.

Il est expressément mentionné que le présent protocole ne porte pas sur le ou les éventuel(s) litiges qui pourraient résulter d'éventuels dommages qui n'auraient pas fait l'objet des opérations d'expertise.

ARTICLE 2 : Obligations de la Commune de La Teste de Buch et de la SMACL

2.1. La SMACL s'engage à verser à Madame Legoff la somme de 5 314,50 € (cinq mille trois cent quatorze euros et cinquante centimes), couvrant :

- Déficit fonctionnel temporaire partiel 30% : (47 jours x 20 €) x 30% = 282 €

- Déficit fonctionnel temporaire partiel 15% : (62 jours x 20 €) x 15% = 186 €

- Déficit fonctionnel permanent : 3% x 950 € = 2 850 €

- Souffrances endurées (2,5/7) : 2 700 €

- Préjudice d'agrément : 500 €

- Préjudice sexuel : 500 €

- Aide d'une tierce personne : 47 jours x 13 € = 611 €

Soit 7 629 €.

La SMACL prend en charge, dans le cadre du partage de responsabilité, l'indemnisation de Madame Legoff à hauteur de 50 % des sommes indiquées ci-dessus.

Soit 3 814,50 €.

La SMACL prend également en charge les frais d'expertise à hauteur de 1 500 €.

Soit une indemnisation totale de **5 314,50 €.**

2.2. Comme stipulé ci-dessus, il est expressément mentionné que le présent protocole ne porte pas sur le ou les éventuel(s) litiges qui pourraient résulter d'éventuels dommages qui n'auraient pas fait l'objet des opérations d'expertise.

ARTICLE 3 : Obligations de Madame Legoff

En contrepartie, Madame Legoff s'engage à n'intenter aucune action indemnitaire devant la juridiction administrative portant sur les préjudices ayant fait l'objet du rapport d'expertise décrit ci-avant, à l'encontre de la Commune de La Teste-de Buch et de la SMACL.

ARTICLE 4 : Modalités d'exécution du présent protocole

La SMACL procèdera au virement de la somme de 5 314,50 € sur le RIB CARPA dédié qui a été transmis par Maître Blandine FILLATRE à la SCP CGCB & Associés, prise en la personne de Maître Gauci, le XXX, dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la régularisation du présent protocole par la SMACL.

ARTICLE 5 : Portée du présent protocole

5.1. Préalablement à sa signature, un exemplaire des présentes a été remis à chaque partie pour examen.

Chacune déclare être en capacité de signer le présent contrat.

A la suite de quoi, les parties ont déclaré en toute connaissance de cause persister dans leur décision de signer le présent accord en ayant donné leur consentement librement et de façon parfaitement éclairée, et avoir disposé du temps nécessaire pour négocier et arrêter les termes du présent accord transactionnel.

5.2. Le présent Protocole vaut transaction définitive et irrévocable au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, ce dont les parties reconnaissent avoir été parfaitement informées, chaque partie reconnaissant avoir fait abandon d'une partie de ses droits.

L'ensemble des clauses du présent protocole est indivisible.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de l'article 2052 du code civil, qui dispose que :

> *« La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet. »*

Conformément à ce texte, les parties renoncent expressément à toutes réclamations ou actions relatives à l'exécution, la cessation et / ou les conséquences de l'exécution du présent contrat, sous réserve de l'exécution des obligations précédemment mentionnées.

5.3. La créance éventuelle de la CPAM n'étant ni fixée, ni déclarée, la signature du présent protocole emporte réparation des préjudices précités à titre définitif et il est réputé conclu en parfaite connaissance des dispositions de la Loi de Finances du 21 décembre 2006.

En effet, les organismes sociaux pourront exercer leur recours sur les postes de préjudices pour lesquels ils ont versé des indemnités, ce recours s'exerçant poste par poste.

La présente convention sera dénoncée à la CPAM qui fera valoir sa créance définitive le cas échéant et le règlement de sa créance fera éventuellement l'objet d'un protocole séparé, étant précisé que la prise en charge de la SMACL et de la Commune sera limitée à 50 % de la créance éventuelle de la CPAM.

5.4. La violation par l'une des parties de ses obligations contractuelles stipulées au titre du présent protocole transactionnel ouvre pour l'autre partie, outre l'exception d'inexécution, une action en responsabilité contractuelle.

5.5 Moyennant la bonne exécution du présent protocole, les parties s'estiment pleinement remplies de leurs droits l'une à l'encontre de l'autre.

5.6. La présente transaction règle de façon définitive et irrévocable le litige intervenu entre les parties signataires visées à l'article 1er du présent protocole, à compter de la date de sa signature.

5.7. Le présent protocole fait notamment obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une action en justice ayant le même objet, conformément à l'article 2052 du même code.

Fait sur quatre pages, à LA TESTE DE BUCH et NIORT, le XXX

(Mention manuscrite avant signature « *Bon pour protocole d'accord définitif aux conditions ci-dessus, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil* »)

Madame Claude LEGOFF **La SMACL**

La Commune de La Teste de Buch
Le Maire,

Patrick DAVET

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue, des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. BOUDIGUE** **DEL2022-06-277**

ADHESION A L'ASSOCIATION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES UTILISANT DES SYSTEMES D'INFORMATION

ACPUSI

Mes chers collègues,

Considérant que l'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (ACPUSI) est une association qui, au 1er janvier 2022, regroupe plus de 170 collectivités territoriales ou établissement publics utilisateurs des logiciels CIVIL de la Société Ciril GROUP.

Considérant que cette association propose à l'ensemble de ses adhérents de bénéficier :

- De la force d'un "club utilisateur" indépendant,
- D'un partenariat constructif formalisé par une charte avec la société CIRIL pour des logiciels et des services de qualité,
- D'une remise de 5% sur l'ensemble des prestations CIRIL (hors contrats de maintenance) ainsi que sur le prix catalogue des modules complémentaires,
- D'une téléformation gratuite de 2h pour la 2ème année de souscription au service Assistance Formation En Ligne (AFEL),
- D'ateliers produits gratuits sur les logiciels CIRIL : Civil-Net Finances, Civil-Net RH, etc…,
- D'informations, d'échanges d'expériences et de conseils entre utilisateurs via simple inscription sur le site internet : www.acpusi.org,
- De la participation gratuite à l'Assemblée Générale avec des rencontres et débats avec les intervenants de la société Ciril GROUP sur leurs différents produits.

Considérant que l'adhésion donne lieu à une cotisation annuelle établie selon la strate de population de la commune ou type de structure précisé au règlement intérieur et que le tarif annuel pour une commune de la strate de 20 000 à 30 000 habitants est de 380 €,

Considérant l'intérêt pour les services municipaux d'adhérer à cette association, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générales, relations humaines, finances et budgets et services à la population du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- AUTORISER l'adhésion à l'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (ACPUSI) ;
- INSCRIRE chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle de la commune qui sera imputée au chapitre 011 « chapitre à caractère général » au compte *6281 « Concours divers » ;*
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer les documents afférents à l'adhésion et à la participation de la commune à l'ACPUSI.

ADHESION A L'ASSOCIATION DES COLLECTIVITES PUBLIQUES UTILISANT DES SYSTEMES D'INFORMATION
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Depuis près de vingt ans, les services de la ville de La Teste de Buch et de son CCAS utilisent des logiciels de la gamme CIVIL Société Ciril Groupe à travers les modules « Finances », « Ressources Humaines » et « Patrimoine ».

Afin d'optimiser leurs usages par la mutualisation des expériences entre utilisateurs, d'accéder à un ensemble de ressources composé d'ateliers thématiques, de documents techniques et fonctionnels et d'être force de proposition dans le développement de ces logiciels, il est opportun que les services de la Ville prennent une part active dans l'évolution de ces outils.

L'Association des Collectivités Publiques Utilisant des Systèmes d'Information (ACPUSI) est une association crée en 1984 qui, au 1er janvier 2022, regroupe plus de 170 collectivités territoriales ou établissement publics utilisateurs des logiciels CIVIL de la Société Ciril GROUP.

Elle propose à l'ensemble de ses adhérents de bénéficier :

- De la force d'un "club utilisateur" indépendant,
- D'un partenariat constructif formalisé par une charte avec la société CIRIL pour des logiciels et des services de qualité,
- D'une remise de 5% sur l'ensemble des prestations CIRIL (hors contrats de maintenance) ainsi que sur le prix catalogue des modules complémentaires,
- D'une téléformation gratuite de 2h pour la 2ème année de souscription au service Assistance Formation En Ligne (AFEL),
- D'ateliers produits gratuits sur les logiciels CIRIL : Civil-Net Finances, Civil-Net RH, etc…,
- D'informations, d'échanges d'expériences et de conseils entre utilisateurs via simple inscription sur le site internet : www.acpusi.org,
- De la participation gratuite à l'Assemblée Générale avec des rencontres et débats avec les intervenants de la société Ciril GROUP sur leurs différents produits.

L'adhésion donne lieu à une cotisation annuelle, établie selon la strate de population de la commune ou type de structure précisé au règlement intérieur. Le tarif pour une commune de la strate de La Teste de Buch (20 000 à 30 000 habitants) est de 380 € par an.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue. Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUDIGUE **DEL2022-06-278**

ADHESION A L'ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (AFIGESE)

Mes chers collègues,

Considérant que AFIGESE est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion, de l'évaluation des politiques publiques et plus généralement du management public,

Considérant que cette association a également pour objet d'affirmer l'attachement de ses membres aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales ;
- le citoyen au centre de la problématique du service public ;
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures.

Considérant que les statuts de l'association permettent aux collectivités territoriales et organismes de droit public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand professionnalisme et de performance de leur collectivité.

Considérant l'intérêt pour notre collectivité d'avoir des collaborateurs toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à nos problématiques par l'intermédiaire d'un réseau offrant des prestations nécessaires à notre gestion et une souplesse d'accès et de mobilisation,

Considérant qu'au vu de l'organisation de nos services, il est dit que notre collectivité aura un représentant au sein de cette association, soit pour l'année 2022 une cotisation de : 200 €.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générales, relations humaines, finances et budgets et services à la population du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- APPROUVER l'adhésion de notre commune à l'Association Finances – gestion – évaluation des collectivités territoriales (AFIGESE),
- INSCRIRE chaque année les crédits nécessaires correspondant à la cotisation annuelle qui sera imputée au chapitre 011 « charges à caractère général », compte 6281 « concours divers (cotisations) », dans le cadre des crédits ouverts annuellement dans le budget.
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer les documents afférents à l'adhésion et à la participation de la commune à AFIGESE.

ADHESION A L'ASSOCIATION FINANCES GESTION EVALUATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (AFIGESE)

Note explicative de synthèse

AFIGESE (Association Finances Gestion Evaluation des collectivités territoriales) est une association de professionnels des collectivités territoriales, travaillant sur les métiers des finances, du contrôle de gestion, de l'évaluation des politiques publiques et plus généralement du management public

Les moyens d'action de l'AFIGESE sont :

- l'organisation d'une manifestation annuelle appelée les Assises de la fonction financière, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques des collectivités territoriales,

- l'organisation de formations sur tout sujet concernant les métiers des quatre fonctions :

  - finances : optimisation de la gestion par le patrimoine**,** la fiscalité**,** la programmation budgétaire**,** la qualité comptable et les nouveaux référencements comptables **(**M57),

  - le contrôle de gestion interne : (cartographie des risques, tarification et calcul de coûts…), le contrôle de gestion externe (gestion des satellites, audit des associations…),

  - évaluation des politiques publiques de ses fondamentaux aux outils de perfectionnement

  - Management public : démarches managériales et organisationnelles (gestion de la donnée, pilotage de la masse salariale, conduite du changement…).

- la constitution de groupes de travail sur des sujets préoccupant les collectivités territoriales et se rapportant aux quatre fonctions et métiers cités ci-dessus.

Les statuts de l'association permettent aux collectivités territoriales et organismes de droit public de devenir membres de cette association, offrant ainsi à leurs cadres intéressés un lieu d'échanges, de formation et de confrontation des problèmes rencontrés, dans une optique de plus grand professionnalisme et de performance de leur collectivité.

La qualité de membre de cette association permettra notamment de bénéficier d'un tarif privilégié pour l'inscription d'élus ou d'agents de la collectivité aux Assises annuelles et à toute formation organisée par cette association ou en liaison avec d'autres partenaires, ainsi que de recevoir gratuitement tous les documents élaborés ou publiés par l'Association.

La cotisation de base annuelle est fixée à 200 € pour un représentant au sein de l'association. Compte tenu de l'intérêt pour notre collectivité d'avoir des collaborateurs toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à nos problématiques par l'intermédiaire d'un réseau offrant des prestations nécessaires à notre gestion et une souplesse d'accès et de mobilisation, il est proposé l'adhésion de notre collectivité à l'AFIGESE.

Monsieur le Maire :
Merci M Boudigue. Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2022-06-279**

EXERCICE 2022 - BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX
DECISION MODIFICATIVE N° 1

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-1 à L1616-20 et L 2311-1 à L 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 modifiée précisant les règles de la comptabilité publique et de présentation du budget et de ses modifications à compter du 01/01/2020 ;

Vu la délibération 2021-12-622 du 14 décembre 2021 adoptant le budget primitif pour l'exercice 2022 pour le budget annexe Ile aux Oiseaux,

Vu la délibération 2022-04-204 du 12 avril 2022 adoptant l'affectation du résultat du budget annexe Ile aux Oiseaux,

Vu la délibération 2022-04-208 du 12 avril 2022 adoptant le Budget Supplémentaire 2022 du budget annexe Ile aux Oiseaux

Mes chers collègues,

Considérant que le budget annexe Ile aux Oiseaux est voté au niveau du chapitre pour les sections de d'investissement et de fonctionnement, sans chapitres "opérations d'équipement" et sans vote formel pour chacun des chapitres.

Considérant que la Décision Modificative n°1 du budget annexe Ile aux Oiseaux pour l'exercice 2022 s'équilibre pour les sections d'investissement et de fonctionnement en dépenses et en recettes de la façon suivante :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		RECETTES DE FONCTIONNEMENT	
	Décision Modificative n°1		Décision Modificative n°1
Chapitre 011 : Charges à caractère général		Chapitre 013 : Atténuation de charges	
Chapitre 012 : Charges de personnel et frais assimilés		Chapitre 70 : Produits des services, du domaine & ventes diverses	
Chapitre 014 : Atténuation de produits		Chapitre 73 : Impôts et taxes	
Chapitre 65 : Autres charges courantes		Chapitre 74 : Dotations et participations	
		Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes	
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES	0,00	TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	0,00
Chapitre 66 : Charges financières		Chapitre 76 : Produits financiers	
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles		Chapitre 77 : Produits exceptionnels	
Chapitre 022 : Dépenses imprévues			
TOTAL DEP. REELLES DE FONCTIONNEMENT	0,00	TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	0,00
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	300,00		
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections		Chapitre 042 : Opérations ordre transfert entre sections	300,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'EXPLOITATION	300,00	TOTAL REC.D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	300,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	300,00	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	300,00
		002 Excédent de fonctionnement reporté	
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DM1/2022	300,00	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT DM1/2022	300,00

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		RECETTES D'INVESTISSEMENT	
	Décision Modificative		Décision Modificative
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles		Chapitre 13 : Subventions	0,00
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	0,00		
Chapitre 23 : Immobilisations en cours		Chapitre 23 : Immobilisations en cours	
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	0,00	TOTAL RECETTES D'EQUIPEMENT	0,00
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers et réserves		Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)	
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	0,00		
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières		Chapitre 27 : Autres immobilisations financières	
Chapitre 020 : Dépenses imprévues	0,00	Chapitre 024 : Produits de cessions	
TOTAL DEPENSES FINANCIERES	0,00	TOTAL RECETTES FINANCIERES	0,00
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers		Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers	
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	0,00	TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	0,00
		Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	300,00
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	300,00	Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	0,00
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	300,00	TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	300,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	300,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	300,00
		1068 Excédents de fonctionnement capitalisés	
		001 Solde d'exécution d'investissement reporté	
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DM1/2022	300,00	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT DM1/2022	300,00

Je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budgets, service à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget annexe Ile aux Oiseaux,

- ADOPTER la décision modificative n°1 du budget annexe, conformément à la répartition décrite ci-dessus,

- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

DECISION MODIFICATIVE N. 1
EXERCICE 2022 - BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX

Note explicative de synthèse

Le budget primitif 2022 du budget annexe ile aux Oiseaux a été voté le 14 décembre 2021. Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe ile aux Oiseaux a été voté le 12 avril 2022.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'ajuster les crédits ouverts au budget île aux Oiseaux de cet exercice 2022 dans le cadre de la décision modificative n°1.
Ces ajustements impactent les sections d'investissement et de fonctionnement, en dépenses et en recettes ordre.

Ce budget supplémentaire se décompose par section comme suivant :

I – Section de fonctionnement :

A) Dépenses de fonctionnement :

Les dépenses d'exploitation figurent dans la présentation générale du budget en page II A2 du budget sous la forme du tableau suivant :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
	Budget de l'exercice	Décision Modificative n°1	Total
Chapitre 011 : Charges à caractère général	71 300,00		71 300,00
Chapitre 012 : Charges de personnel et frais assimilés	52 000,00		52 000,00
Chapitre 014 : Atténuation de produits	0,00		
Chapitre 65 : Autres charges courantes	0,00		
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES	**123 300,00**	**0,00**	**123 300,00**
Chapitre 66 : Charges financières	0,00		0,00
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles			
Chapitre 022 : Dépenses imprévues	377,99		0,00
TOTAL DEP. REELLES DE FONCTIONNEMENT	**123 677,99**	**0,00**	**123 300,00**
Chapitre 023 : Virement à la section d'investissement	250 000,00	300,00	250 300,00
Chapitre 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	7 000,00		7 000,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'EXPLOITATION	**257 000,00**	**300,00**	**257 300,00**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**380 677,99**	**300,00**	**380 600,00**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DM1/2022	**380 677,99**	**300,00**	**380 977,99**

Dans la Décision Modificative n°1, les dépenses de fonctionnement augmentent de **300€.** Ces dépenses nouvelles sont des dépenses d'ordre de fonctionnement et sont imputées exclusivement :

- **au chapitre 023 « Virement à la section d'investissement »** pour un montant de **300 €,** correspondant à l'autofinancement libre dégagé par la section de fonctionnement.

B) Recettes de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement figurent dans la présentation générale du budget en page II A2 du budget sous la forme du tableau suivant :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
	Budget de l'exercice	**Décision Modificative n°1**	**Total**
Chapitre 013 : Atténuation de charges			
Chapitre 70 : Produits des services, du domaine & ventes diverses	76 850,00		76 850,00
Chapitre 73 : Impôts et taxes			
Chapitre 74 : Dotations et participations	39 700,00		39 700,00
Chapitre 75 : Autres prod. de gestion courantes			
TOTAL RECETTES DE GESTION COURANTE	**116 550,00**	**0,00**	**116 550,00**
Chapitre 76 : Produits financiers			
Chapitre 77 : Produits exceptionnels			
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**116 550,00**	**0,00**	**116 550,00**
Chapitre 042 : Opérations ordre transfert entre sections		300,00	300,00
TOTAL REC.D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**300,00**	**300,00**
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**116 550,00**	**300,00**	**116 850,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté	264 127,99		264 127,99
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT DM1/2022	**380 677,99**	**300,00**	**380 977,99**

Dans la Décision Modificative n°1, les recettes de fonctionnement augmentent de 300 €. Ces recettes nouvelles sont des recettes d'ordre de fonctionnement et sont imputées exclusivement :

- **au chapitre 042 « Opérations ordre de transfert entre sections »** pour un montant de **300€,** correspondant au compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférée au compte de résultat »**.**

Cette recette correspond à l'amortissement de la subvention versée par le Département de la Gironde dans le cadre de l'achat de matériel pour le bateau de l'Ile aux oiseaux.

La section de fonctionnement de la Décision Modificative n°1 du budget annexe de l'Ile aux Oiseaux s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 300 €.

Après vote de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022, le budget annexe de l'Ile aux Oiseaux s'équilibrera en section de fonctionnement à 380 977,99€.

II – Section d'investissement :

A) Dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement figurent dans la présentation générale du budget en page II A3 du budget sous la forme du tableau ci-après :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT			
	Budget de l'exercice	Décision Modificative	Total
Chapitre 20 : Immobilisations incorporelles			
Chapitre 21 : Immobilisations corporelles	389 850,00	0,00	389 850,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours			
TOTAL DEPENSES D'EQUIPEMENT	**389 850,00**	**0,00**	**389 850,00**
Chapitre 10 : Dotations, Fonds divers et réserves			
Chapitre 16 : Emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières			
Chapitre 020 : Dépenses imprévues	583,04	0,00	583,04
TOTAL DEPENSES FINANCIERES	**583,04**	**0,00**	**583,04**
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers			
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**390 433,04**	**0,00**	**390 433,04**
Chapitre 040 : Autres opérations d'ordre	0,00	300,00	300,00
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**0,00**	**300,00**	**300,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**390 433,04**	**300,00**	**390 733,04**
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT DM1/2022	**390 433,04**	**300,00**	**390 733,04**

Dans la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022, les dépenses d'investissement augmentent de **300 €**. Ces dépenses nouvelles sont des dépenses d'ordre d'investissement et sont imputées :

- **au chapitre 040 « opérations de transfert entre sections »** pour un montant de **300 €** correspondant au compte 13913 **«** Subventions d'investissement départementales rattachées aux actifs amortissables ».

B) Recettes d'investissement :

Les recettes d'investissement figurent dans la présentation générale du budget en page II A3 du budget sous la forme du tableau ci-après :

RECETTES D'INVESTISSEMENT			
	Budget de l'exercice	Décision Modificative n°1	Total
Chapitre 13 : Subventions	41 175,00	0,00	41 175,00
Chapitre 23 : Immobilisations en cours			
TOTAL RECETTES D'EQUIPEMENT	**41 175,00**	**0,00**	**41 175,00**
Chapitre 10 : Dotations (hors 1068)			
Chapitre 27 : Autres immobilisations financières			
Chapitre 024 : Produits de cessions			
TOTAL RECETTES FINANCIERES	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 45 : Travaux pour compte de tiers			
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**41 175,00**	**0,00**	**41 175,00**
Chapitre 021 : Virement de la section de fonctionnement	250 000,00	300,00	250 300,00
Chapitre 040 : Autres recettes d'ordre	7 000,00	0,00	7 000,00
Chapitre 041 : Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	**257 000,00**	**300,00**	**257 300,00**
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**298 175,00**	**300,00**	**298 475,00**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés		**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution d'investissement reporté	**92 258,04**	**0,00**	**92 258,04**
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT BUDGET ANNEXE ILE AUX OISEAUX 2022	**390 433,04**	**300,00**	**390 733,04**

Dans la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022, les recettes d'investissement augmentent de **300 €.** Ces recettes nouvelles sont des recettes d'ordre d'investissement et sont imputées :

- **au chapitre 021 « Virement de la section de fonctionnement »** pour un montant de **300 €** Cette recette est la contrepartie exacte des dépenses d'ordre de fonctionnement prévues au chapitre 023.

La section d'investissement de la Décision Modificative n°1 du budget annexe de l'Ile aux Oiseaux s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 300€.

Après vote de la Décision Modificative n°1, le budget annexe Ile aux Oiseaux s'équilibrera en section d'investissement à la somme de 390 733,04€.

La délibération a donc pour objet de :

- EXAMINER les différents chapitres qui constituent le budget annexe Ile aux Oiseaux,
- ADOPTER le Décision Modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget annexe Ile aux Oiseaux,
- CHARGER Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul. Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUCHONNET **DEL2022-06-280**

CONSEIL PORTUAIRE du PORT D'ARCACHON

Désignation des représentants

Mes chers collègues,

Vu la convention générale de transfert en date du 30 novembre 2016, conclue en application de l'article 22 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, stipulant que le Conseil Départemental de la Gironde transfère à la ville d'Arcachon l'aménagement, l'entretien et la gestion du port d'Arcachon,

Considérant qu'en tant que nouvelle autorité portuaire, la commune d'Arcachon a mis en place un Conseil Portuaire depuis le 1er janvier 2017,

Considérant que, conformément à l'article R5314-18 du Code des Transports, dans les ports dont les installations s'étendent sur plusieurs communes, le conseil portuaire est complété par un représentant désigné en son sein par le conseil municipal des autres communes sur le territoire desquelles s'étend le port.

Vu la délibération du conseil municipal du 29 juillet 2020 portant désignation des représentants de la commune au conseil portuaire, suite au renouvellement du conseil municipal, et désignant M. BOUCHONNET, titulaire, et M. BOUYROUX, suppléant,

Vu le courrier de la Ville d'Arcachon en date du 20 mai 2022 sollicitant la commune afin de déterminer les représentants de la commune à élire pour 5 ans,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- PROCÉDER au renouvellement de M. BOUCHONNET, titulaire et de M. BOUYROUX, suppléant pour siéger au Conseil portuaire d'Arcachon.

CONSEIL PORTUAIRE du PORT D'ARCACHON
Désignation des représentants
Note explicative de synthèse

Les conseils portuaires sont régis par les articles R5314.17 à 27 du Code des Transport. Ils sont obligatoirement consultés sur les objets suivants :

1° La délimitation administrative du port et ses modifications;
2° Le budget prévisionnel du port, les décisions de fonds de concours du concessionnaire;
3° Les tarifs et conditions d'usage des outillages, les droits de port;
4° Les avenants aux contrats de concession et les nouveaux contrats de concession;
5° Les projets d'opérations de travaux neufs;
6° Les sous-traités d'exploitation;
7° Les règlements particuliers de police.

Les conseils portuaires examinent la situation du port et son évolution sur les plans économique, financier, social, technique et administratif.

Le fonctionnement du conseil portuaire obéit aux règles suivantes :

1° Le conseil portuaire se réunit au moins deux fois par an ; ses séances ne sont pas publiques ; toutefois, il peut entendre toute personne qu'il juge utile,

2° Il est convoqué par son président quinze jours au moins avant la date prévue pour sa réunion. Il peut être convoqué sans condition de délai à la demande du préfet, ou d'un concessionnaire ou des deux tiers des membres du conseil ;

3° Le conseil portuaire ne peut délibérer valablement que si deux tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés. En l'absence dûment constatée du quorum, le conseil portuaire est à nouveau convoqué et peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents. Les avis sont pris à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante,

4° Un membre du conseil peut se faire représenter soit par un suppléant désigné dans les mêmes conditions et en même temps que les membres titulaires, soit, à défaut, par un autre membre du conseil appartenant à la même catégorie. Chacun ne peut recevoir qu'un seul mandat,

5° Lorsque l'avis n'est pas émis dans un délai de deux mois à compter de la saisine du conseil, il est réputé favorable.

La durée des mandats des membres du conseil portuaire est de cinq ans, il est renouvelable. Les fonctions de membre du conseil portuaire sont gratuites.

Lorsqu'un membre titulaire décède, démissionne ou perd la qualité en raison de laquelle il était désigné, il est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par un membre désigné dans les mêmes conditions.

La délibération a donc pour objet d'approuver le renouvellement de M. BOUCHONNET, titulaire et de M. BOUYROUX, suppléant pour siéger au Conseil portuaire d'Arcachon, conformément à la délibération du conseil municipal du 29 juillet 2020.

Monsieur le Maire :
Merci M Bouchonnet

Monsieur DUCASSE :
Vous savez le port d'Arcachon se situe en grande majorité sur le territoire de la Teste, cela serait bien que nos représentants demandent que ce port s'appelle un jour le port de la Teste-Arcachon

Monsieur le Maire :
C'est noté, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

J'ai lu récemment dans la presse, qu'il y a quelque chose qui est chez nous, dont des membres, d'anciens élus, sont au conseil d'administration, qui est l'hippodrome, et j'ai appris que l'hippodrome s'appelle la Teste bassin d'Arcachon, voyez ça va au contraire de ce que vous souhaitez.

J'ai souhaité de ne pas faire partie du CA, il y a mon prédécesseur et un autre élu, ils n'ont pas bataillé pour que ça ne s'appelle pas comme ça.

Rapporteur : M. BOUYROUX **DEL2022-06-281**

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2023

Vu le code général des collectivités territoriales en ses articles L.2333-6 à L2333-16 et R.2333-10 à R.2333-17 relatifs à la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 Novembre 2015 du conseil municipal instituant la TLPE ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 24 septembre 2020 du conseil municipal fixant les tarifs de la TLPE à compter du 1er janvier 2021 ;

Mes chers collègues,

Considérant que les tarifs maximaux de base de la TLPE sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année ;

Considérant pour 2023, le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE de cet indice est de + 2.8% pour 2021 (source INSEE),

Considérant, que le tarif maximal de référence s'élève pour 2023 à 22 € pour les communes de moins de 50 000 habitants appartenant à un établissement public de coopération intercommunale de 50 000 habitants et plus,

Considérant que ce tarif maximum de base fait l'objet de coefficients multiplicateurs non modulables, en fonction du support publicitaire et de sa superficie,

Considérant que les enseignes dont la somme des superficies correspondant à une même activité est inférieure ou égale à 7 m² sont exonérées,

Considérant que le Conseil Municipal peut, par délibération prise avant le 1er juillet de l'année précédant celle de l'imposition, décider d'exonérer une ou plusieurs catégories dont les enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est égale au plus à 12m2, les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux;

Considérant que le Conseil Municipal peut décider de faire bénéficier d'une réfaction de 50% les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m²,

Considérant que les tarifs maximaux de base peuvent être majorés sans toutefois excéder une augmentation du tarif de base par m2 d'un support de 5 euros par rapport à l'année précédente,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- FIXER le tarif de base à partir du 1er janvier 2023 identique au tarif de base 2021 (15.40€),

- FIXER à compter du 1er janvier 2023 les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure comme suit :

Catégorie de support	**Tarifs € 2022** *Par m² et par an*	**Tarifs € 2023** *Par m² et par an*
Dispositifs publicitaires et pré enseignes **non numériques** dont la superficie est égale ou inférieure à 50m² *(tarif de base)*	**15,40€**	**15,40€**
Dispositifs publicitaires ou pré enseignes **non numériques** dont la superficie est supérieure à 50m² *(tarif de base x 2)*	**30,80€**	**30.80€**
Dispositifs publicitaires et pré enseignes **numériques** dont la superficie est égale ou inférieure à 50m² *(tarif de base x 3)*	**46,20€**	**46,20€**
Dispositifs publicitaires ou pré enseignes **numériques** dont la superficie est supérieur à 50m²*(tarif de base x 6)*	**92,40€**	**92,40€**
Enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7m²	**Exonération**	**Exonération**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 7m² et inférieure ou égale à 12m² *(tarif de base)*	**15.40€**	**Exonération**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12m² et inférieure ou égale à 20m² *(tarif de base x 2)*	**30,80€**	**Réfaction de 50% soit 15.40 €**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 20m² et inférieure ou égale à 50m² *(tarif de base x2)*	**30.80€**	**30,80€**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 50m² *(tarif de base x4)*	**61,60€**	**61,60€**

Nb : pour les enseignes, la superficie prise en compte est la somme des superficies des enseignes apposées sur un immeuble ou installées sur un terrain, dépendances comprises, et relatives à une activité qui s'y exerce.

- De maintenir l'exonération des enseignes si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 7 m² ;

- D'exonérer les enseignes, autres que celles scellées au sol, dont la somme de leurs superficies correspondant à une même activité est inférieure ou égale à 12 m² ;

- D'appliquer une réfaction de 50 % du tarif concernant les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m² ;

- De maintenir les exonérations des dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux et les dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage.

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE A COMPTER DU 1ER JANVIER 2023

Note explicative de synthèse

Par délibération du 26 novembre 2015, la Conseil municipal de La Teste de Buch a approuvé l'institution de La taxe locale sur la publicité extérieure à compter du 1er janvier 2009, taxe se substituant à la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes.

Les tarifs maximaux de base de la TLPE sont réactualisés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année. Pour 2023, le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE de cet indice est de + 2.8% pour 2020 (source INSEE).

Ces tarifs font l'objet de multiplicateurs en fonction des supports et des superficies, tels qu'exposés ci-dessous :

Enseignes			**Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports non numériques)**		**Dispositifs publicitaires et préenseignes (supports numériques)**	
superficie inférieure ou égale à 12 m²	superficie supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²	superficie inférieure ou égale à 50 m²	superficie supérieure à 50 m²
tarif de base	*tarif de basex2*	*tarif de basex4*	*tarif de base*	*tarif de basex2*	*tarif de basex3*	*tarif de base x6*

Pour l'année 2023, le tarif de droit commun est 16,70€/m²/an, applicable au 1er janvier 2023 (taux de croissance IPC n-2 : +2.8%).
Compte tenu de l'appartenance à un EPCI de plus de 50 000 habitants et, conformément à l'article L.2333- 10 du CGCT, la commune peut choisir le tarif de la tranche supérieure soit 22€/m²/an ou un tarif intermédiaire.

Par ailleurs, conformément à la loi et aux limites posées par elle (article n° L.2333-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la collectivité peut choisir :

- d'appliquer ces tarifs maximaux ou des tarifs inférieurs,
- d'augmenter ou non les tarifs de façon annuelle.

Pour se faire, la collectivité doit respecter plusieurs conditions :

- La délibération doit être prise avant le 1er juillet de l'année précédant l'année d'application ;
- Le tarif de base par m2 appliqué à un support ne peut augmenter de plus de 5 Euros d'une année à l'autre
- L'augmentation du tarif de base par m2 est plafonné à 22 euros pour les communes de appartenant à un EPCI de plus de 50 000 habitants

Pour les années 2021 puis 2022, la commune avait opté pour un tarif intermédiaire de 15.40€/m²/an.
Il est proposé de conserver le tarif de 15.40€/m²/an à compter du 1er janvier 2023.

Afin de ne pas pénaliser les établissements disposant de petites et moyennes surfaces d'enseignes, il est proposé conformément à l'article L2333-7 et L2333-8 du CGCT :

- de maintenir l'exonération de la taxe sur les enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7m²,
- D'instaurer l'exonération pour les enseignes non scellées au sol dont la somme des superficies est inférieure ou égales à 12m²,
- D'instaurer la réfaction de 50% pour les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m².

Il est également proposer de maintenir les exonérations des dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux ;

La délibération a donc pour objet de :

- de maintenir le tarif de base à partir du 1er janvier 2023 au regard du tarif de base 2021 (15.40€)

- d'établir la grille tarifaire en appliquant les coefficients multiplicateurs en fonction du support,

- de maintenir l'exonération de la taxe sur les enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7m²,

- D'exonérer les enseignes, autres que celles scellées au sol, dont la somme de leurs superficies correspondant à une même activité est inférieure ou égale à 12 m² ;

- D'appliquer une réfaction de 50 % du tarif concernant les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m² ;

- De maintenir les exonérations des dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux et les dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage.

- De fixer les tarifs en 2023 comme suit :

Catégorie de support	Tarifs € 2022 *Par m² et par an*	Tarifs € 2023 *Par m² et par an*
Dispositifs publicitaires et pré enseignes **non numériques** dont la superficie est égale ou inférieure à 50m² *(tarif de base)*	**15,40€**	**15,40€**
Dispositifs publicitaires ou pré enseignes **non numériques** dont la superficie est supérieure à 50m² *(tarif de base x 2)*	**30,80€**	**30,80€**
Dispositifs publicitaires et pré enseignes **numériques** dont la superficie est égale ou inférieure à 50m² *(tarif de base x 3)*	**46,20€**	**46,20€**
Dispositifs publicitaires ou pré enseignes **numériques** dont la superficie est supérieur à 50m²*(tarif de base x 6)*	**92,40€**	**92,40€**
Enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7m²	**Exonération**	**Exonération**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 7m² et inférieure ou égale à 12m² *(tarif de base)*	**15.40€**	**Exonération**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12m² et inférieure ou égale à 20m² *(tarif de base x 2)*	**30.80€**	**Réfaction de 50% soit 15.40 €**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 20m2 et inférieure ou égale à 50m² *(tarif de base x2)*	**30.80€**	**30.80€**
Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 50m² *(tarif de base x4)*	**61.60€**	**61.60€**

Monsieur le Maire :
Merci M Bouyroux, on me signale que dans une résidence pas très loin il y a une canalisation d'eau qui a explosé, on va voir ça.

Des interventions ?

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PINDADO **DEL2022-06-282**

REDEVANCE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DES TRANSPORTS DE FONDS
TARIF 2022

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2121-29,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et notamment ses articles L2125-1, L.2125-3,
Vu la loi n°2000-646 du 10 juillet 2000, relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds, modifiée par la loi n°2009-526 du 12 mai 2009
Vu la délibération n°2021-12-621 du 14 décembre 2021 fixant les tarifs publics 2022

Mes chers collègues,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public,

Considérant qu'à ce jour aucun tarif n'est prévu pour l'occupation du domaine public des transports de fonds, il convient donc d'adopter la redevance correspondante pour l'année 2022

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public à 2990 euros annuel par place de stationnement réservée sur le domaine public par des convoyeurs de transports de fonds sur l'ensemble du territoire.

Fixation du tarif de la redevance pour l'occupation du domaine public des transports de fonds

Note explicative de synthèse

Lors de la séance du 14 décembre 2021, le Conseil Municipal s'est prononcé sur la revalorisation des redevances d'occupation du domaine public.

Cependant, il apparaît qu'aucun tarif n'a été fixé pour l'occupation du domaine public des transports de fonds utilisant les emplacements qui leur sont réservés à proximité des établissements bancaires.

Conformément à la loi n° 2000-646 du 10 juillet 2000 relative à la sécurité du dépôt et de la collecte de fonds par les entreprises privées visant un objectif de sécurité réaffirmé par l'article 5 du décret n° 2000-1234 du 18 décembre 2000, des arrêtés autorisant l'occupation privative des places de stationnement aux véhicules de transports de fonds et de laisser à ceux-ci des couloirs de circulation réservés, aux fins de supprimer ou raccourcir la phase de transport à pied des fonds sont existants.

Or en vertu de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), toute occupation du domaine public d'une collectivité territoriale donne lieu au paiement d'une redevance. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans des cas limitativement prévus par ce même article. La commune doit donc soumettre les convoyeurs de fonds à une redevance en contrepartie de l'occupation du domaine public inhérente à leur profession.

Le montant de la redevance « tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation » (CG3P article L2125-3). Le calcul de la redevance est donc laissé à la libre appréciation des organes délibérants des collectivités qui doivent, compte tenu des éléments du contexte local, apprécier le niveau de redevance appelée à être acquittée par les convoyeurs de fonds. Enfin cette redevance doit être payée par avance et annuellement.

Il est proposé comme tarif : 2990 euros annuel par place de stationnement réservée sur le domaine public par des convoyeurs de transports de fonds

La délibération a pour objet de :

- FIXER le tarif de redevance d'occupation du domaine public par place de stationnement « convoyeurs de transports de fonds » applicable à l'ensemble des places de stationnement de ce type accordée par arrêté et celle à venir sur l'ensemble du territoire.

Monsieur le Maire :
Merci M Pindado, Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. VOTION **DEL2022-06-283**

REDEVANCE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR PARTICIPATION DES FOOD-TRUCKS A UNE MANIFESTATION ASSOCIATIVE TARIF 2022

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2121-29,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et notamment ses articles L2125-1, L.2125-3,
Vu le code de la Voirie Routière,
Vu le Code de Commerce notamment les articles L 123-29, R123-32, R123-38,
Vu la délibération n°2021-12-621 du 14 décembre 2021 fixant les tarifs publics 2022

Mes chers collègues,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public

Considérant que la Ville souhaite développer l'offre de service dans le cadre des manifestations proposées par les associations comme précisé dans la note explicative de synthèse ci-jointe,

Considérant qu'à ce jour aucun tarif n'est prévu pour l'occupation du domaine public des food-trucks dans le cadre des manifestations associatives, il convient donc d'adopter la redevance correspondante pour l'année 2022,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, ressources humaines, finances et budget de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public à 100 euros par food-truck par jour dans le cadre des manifestations uniquement associatives se déroulant sur le domaine public de la Commune,

- PRECISER que le tarif de la redevance d'occupation du domaine public approuvé en conseil municipal du 14 décembre 2021 par food-truck et pour participation à une manifestation concerne les manifestations publiques ou privées non associatives.

Fixation du tarif de la redevance pour l'occupation du domaine public des food-trucks pour manifestation associative

Note explicative de synthèse

Lors de la séance du 14 décembre 2021, le Conseil Municipal s'est prononcé sur la revalorisation des redevances d'occupation du domaine public. Le tarif existant pour les emplacements de food-truck pour participation à une manifestation concerne les manifestations publiques ou privées.

Cependant, il apparaît qu'aucun tarif n'a été fixé pour l'occupation du domaine public des food-trucks dans le cadre des manifestations des associations de la Ville et qui ne sont pas en mesure d'assurer une offre de restauration par ses propres moyens.

Sollicitée par les différentes associations afin de développer ce type d'offre de restauration, sur le territoire, la Commune souhaite pouvoir l'autoriser dans le cadre des manifestations associatives uniquement à titre exceptionnel.

Toute occupation du domaine public est conditionnée par l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par voie d'arrêté. Dans un même temps, il revient à la Commune de fixer les tarifs d'occupation des food-trucks pour manifestation associative.

Le montant de la redevance « tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation » (CG3P article L2125-3). Le calcul de la redevance est donc laissé à la libre appréciation des organes délibérants des collectivités qui doivent, compte tenu des éléments du contexte local, apprécier le niveau de redevance appelée à être acquittée par les convoyeurs de fonds. Enfin cette redevance doit être payée par avance et annuellement.

Il est proposé comme tarif : 100 euros par jour par food-trucks pour les manifestations associatives comme précisé ci-dessus.

La délibération a pour objet de :

- FIXER le tarif de redevance d'occupation du domaine public par food-truck pour les manifestations associatives,

- PRECISER que le tarif de redevance d'occupation du domaine public approuvé en conseil municipal du 14 décembre 2021par food-truck et pour participation à une manifestation concerne les manifestations publiques ou privées non associatives.

Monsieur le Maire :
Merci M Pindado nous avons voulu faire le distinguo entre les Food trucks qui viennent dans le cadre d'une manifestation associative, quand il s'agit de professionnels qui veulent vendre un produit, le tarif n'est effectivement pas le même, puisqu' ils sont en concurrence avec des gens qui ont des restaurants, ou différents types de commerces.
Nous avons revu notre position dans des proportions qui restent raisonnables.

Monsieur DUCASSE :
Les redevances que peut percevoir la commune lors de ces manifestations associatives, nous avons voté pour le tarif sur des terrains publics mais non associatifs, le bénéfice qu'en tirera la commune est d'un intérêt extrêmement modeste, en revanche pour les petites associations comme pour les grandes, elle peut être très importante pour leur budget.

Elles les invitent à participer lors de leur manifestation, souvent vous avez remarqué il y a une désaffection des bénévoles, les anciens commencent à fatiguer, les jeunes préfèrent profiter des festivités, et de temps en temps nos associations ont tendance à appeler un marchand de crêpes ou hot dog qui leur verse ses redevances, en conséquence pour eux c'est très important et les revenus de l'implantation du Food truck dans l'intérêt et sous la responsabilité de nos associations, même sur le domaine public à condition que tout soit respecté, douane et règles d'hygiène, doivent être à notre avis destinés aux budgets des associations qui les invitent à y participer , pour nous la commune, c'est une faible perte, pour des petites associations ça peut être une grosse perte.
En conclusion, dans l'intérêt même de nos associations nous voterons contre cette délibération.

Monsieur le Maire :
Si le Food truck dit, le fruit de ma recette je le redistribue à l'association, on lui fera gratuitement mais à partir du moment où il fait une recette s'il pense qu'il va faire moins de 100€ de recette il faut qu'il arrête de faire Food truck.
A partir du moment où il y a quelqu'un qui vient, qui vend un produit, qui va faire une recette il se doit de participer à la vie testerine. Par contre s'il dit je viens mais je reverse ma recette à l'association, dans ce cas dans la convention on fera une dérogation et on lui dira vous venez gratuitement.
Je considère que 100 € c'est un prix totalement raisonnable et ce n'est pas un handicap.

Monsieur DUCASSE :
Pour avoir exercé ce métier de président d'association, je reconnais que c'était indispensable et que souvent nos intervenants extérieurs nous reversaient non pas la recette mais une partie de leur recette et la commune ne perdait pas grand-chose en laissant faire.

Monsieur le Maire :
Vous avez raison, les 100€ ça ne change pas notre budget, sur un budget de 80 millions ça nous perturbe pas mais je pense qu'ils viennent, ils font une recette, on leur demande de participer, on fait un effort, c'est dans le cadre d'une manifestation associative mais on ne peut pas la gratuité, qu'est ce qui est gratuit aujourd'hui, pas grand-chose.

Monsieur BOUDIGUE :
Une petite remarque, M Ducasse, je vous trouve bien généreux aujourd'hui, alors que quand nous avons fait une remise de 20% sur la taxe foncière, vous nous avez dit, « vous ruinez la ville » mais aujourd'hui l'argent public vous le distribuez généreusement.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote,

Oppositions : M. DUCASSE – Mme DELMAS – M. MAISONNAVE – Mme PHILIP – Mme MONTEIL MACARD par procuration - M. MURET par procuration – Mme PETAS par procuration

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à la majorité

Rapporteur : M. PINDADO **DEL2022-06-284**

REDEVANCE POUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PARCELLE GF n° 3 LIEUDIT BONNEVAL PAR L'ASSOCIATION « COLLECTIF KOMONO » TARIF 2022

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2121-29,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et notamment ses articles L2125-1, L.2125-3,
Vu la délibération n°2021-12-621 du 14 décembre 2021 fixant les tarifs publics 2022

Mes chers collègues,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de fixer les tarifs d'occupation du domaine public

Considérant qu'il convient d'adopter, pour l'année 2022, la redevance d'occupation du domaine public par l'association « collectif Komono » pour la parcelle GF n° 3 située lieudit « Bonneval » d'une superficie de 3 200 m²,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission administration générale, relations humaines, finances et budget services à la population du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- FIXER le montant de la redevance liée à l'occupation du domaine public par l'association « Collectif Komono » pour la parcelle GF n° 3 à 1 euro /m²/ an soit 3 200 euros pour l'année 2022.

Fixation du tarif de la redevance pour l'occupation du domaine public parcelle GF n° 3 de l'association « collectif Komono »

Note explicative de synthèse

La commune a signé une première convention d'occupation à titre précaire avec l'association dénommée « Collectif KoMoNò » depuis le 1er juillet 2017, concernant la parcelle GF n° 3, pour une superficie de 3200m2, située lieu-dit « Bonneval » dans la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert Moga à. Cette parcelle fait partie du Domaine Public Communal.

L'utilisation du domaine public doit donner lieu au paiement d'une redevance, qui peut être modulée en fonction de considérations d'intérêt général.

L'ordonnance n°2006-460 relative à la partie législative du nouveau Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) rappelle les principes généraux d'occupation et d'utilisation du domaine public. Parmi ceux-ci figurent, notamment, la nécessité pour l'occupant de disposer d'un titre l'y habilitant, délivré par le propriétaire ou le gestionnaire de la dépendance domaniale occupée, le caractère temporaire de l'occupation ou de l'utilisation, et le caractère révocable de l'autorisation.

Les articles L2125-1 et suivants du CG3P posent le principe que l'occupation ou l'utilisation du domaine public d'une personne publique mentionnée à l'article L1 du CG3P donne lieu, en contrepartie, au paiement d'une redevance, excepté lorsque l'occupation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ou lorsque l'occupation contribue à assurer la conservation du domaine public lui-même.

Le tarif de la redevance devra être est déterminé en fonction d'une part fixe, qui correspond à la valeur locative d'une propriété privée comparable à la dépendance du domaine public occupée, et d'une part variable, déterminée selon les avantages retirés par le titulaire du titre d'occupation du domaine public.

Il convient de souligner que des différences de traitement peuvent être établies, à condition qu'elles puissent être justifiées par des considérations d'intérêt général.

En effet, la détermination du montant des redevances pour l'occupation du domaine public doit prendre en considération le principe de l'égalité des usagers du domaine public.

Par conséquent, les collectivités territoriales peuvent fixer librement, en tenant compte des dispositions précitées mais également de l'intérêt public local, le montant des redevances dues pour l'occupation de leur domaine public.

Dans le cas des associations, dont l'activité est désintéressée et concourt à la satisfaction d'un intérêt général, l'avantage économique induit par l'occupation ou l'utilisation du domaine public est extrêmement faible.

Dès lors, la Commune peut octroyer à l'association dénommée « Collectif KoMoNò » un titre d'occupation en compensation d'une redevance qui tiendra compte uniquement de la

part fixe relative à la valeur locative du bien occupé ou utilisé, et dont le montant pourra être, au vu de l'appréciation de la collectivité territoriale, minimal, voire symbolique.

En outre, les dispositions de l'article L. 2144-3 du code général des collectivités territoriales qui n'ont pas été modifiées par le code général de la propriété des personnes publiques, prévoient que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation ».

Le montant de la redevance « tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation » (CG3P article L2125-3). Le calcul de la redevance est donc laissé à la libre appréciation des organes délibérants des collectivités qui doivent, compte tenu des éléments du contexte local, apprécier le niveau de redevance appelée à être acquittée par les convoyeurs de fonds. Enfin cette redevance doit être payée par avance et annuellement.

Il est proposé comme tarif, un tarif minimal, voire symbolique d'1euro/m²/an soit forfait annuel de 3 200.00 euros.

La délibération a pour objet de :

- FIXER le tarif de redevance d'occupation de la parcelle GF n° 3 d'1euro/m²/an.

Monsieur le Maire :
Merci M Pindado,

Madame PHILIPP :
Une très belle association loi 1901 qui est sur notre commune et qui a un impact énorme au niveau culturel, artistique, social et sportif, elle permet d'élargir considérablement l'offre créative sur notre commune et aussi d'éducation artistique et physique notamment pour les enfants, au profit des scolaires, des adultes elle contribue largement au rayonnement de notre ville et jusqu'à la métropole bordelaise.
Pourquoi la mise en place de cette redevance, les subventions que vous allouez à cette association vont-elles compenser cette nouvelle charge pour l'association ? je pense que c'est une association qui est subventionnée par la commune, et ensuite est-ce que ce type de redevance va être généralisé à toutes les associations qui utilisent des lieux publics communaux pour le déroulement et l'organisation de leurs activités artistiques culturelles ou sportives ?

Monsieur le Maire :
Il s'agit d'une équité, ils sont sur la commune, ils ont des subventions, ils font des recettes, mais ils ne s'y opposent pas, on en a parlé avec eux, ils se doivent comme je l'ai évoqué tout à l'heure de participer à la vie de la commune.

Monsieur DUCASSE :
Je ne connais pas Komono et il y a bien longtemps que j'ai arrêté de faire du cirque, mais est-ce qu'il y a d'autres associations qui paient une redevance pour le terrain qu'elles occupent, les jeunes du Captalat par exemple, est-ce que nous leur faisons payer une redevance ?

Monsieur le Maire :
Non, là c'est une association qui a des recettes, et ils se produisent, quand on les fait intervenir sur le marché pour les guinguettes du marché, ils sont payés par l'OT

Monsieur DUCASSE :
Je ne voudrais pas que ça dérive et faire payer d'autres associations un jour on ne fera pas payer un droit de place à l'harmonie ou…..

Monsieur le Maire :
Non, non, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BUSSE **DEL2022-06-285**

ADHESION AU SYSTEME DE CERTIFICATION FORESTIERE PEFC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Forestier et notamment les articles L.211-1, L214-3, R.214-1, R214-2 et R.214-6 à 8,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2019 approuvant l'application du régime forestier,
Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2020 portant application du régime forestier sur la commune de La Teste de Buch,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 avril 2022 approuvant l'Aménagement de la forêt communale pour la période 2022-2036,
Vu le cahier des charges national pour l'exploitant forestier relatif à l'exploitation des bois,

Mes chers collègues,

Considérant qu'une superficie de 216,38 ha de forêts communales est rattachée au régime forestier,

Considérant que la mise en œuvre de ce régime est confiée par la loi à un opérateur unique, l'Office National des Forêts, chargé de garantir une gestion durable des espaces naturels,

Considérant que l'Aménagement de la forêt communale pour la période 2022-2036 prévoit un engagement par la commune dans la certification PEFC (Program for the Endorsement of Forest Certification/Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières),

Considérant que la certification PEFC des parcelles soumises au régime forestier permettra d'apporter aux produits issus de la forêt communale les garanties éventuellement demandées par les industriels, les négociants et les consommateurs concernant la qualité de la gestion durable,

Considérant que la contribution financière à verser par la commune à PEFC, pour cinq années, s'élève à 20 € (forfait) auxquels il faut ajouter une cotisation de 0,65 € par hectare de forêt, ce qui représente un coût total de160,65 €.

En conséquence, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER l'adhésion de la Commune à PEFC Aquitaine,
- ACCEPTER que cette adhésion soit rendue publique,
- ACCEPTER le cahier des charges national relatif à l'exploitation des bois,
- AUTORISER Monsieur le Maire à régler la cotisation correspondante et à engager tout acte à intervenir.

ADHESION AU SYSTEME DE CERTIFICATION FORESTIERE PEFC

Note explicative de synthèse

I. Le contexte : une gestion durable des forêts communales assurée par l'ONF dans le cadre du régime forestier

Le régime forestier énonce un ensemble de principes visant à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine forestier des collectivités territoriales. La mise en œuvre de ce régime est confiée par la loi à un opérateur unique, l'Office National des Forêts (ONF).

L'entrée en vigueur du régime forestier sur la commune a été officialisé par un arrêté préfectoral en date du 30 mars 2020 pour une surface de 216,38 ha de forêts (voir carte du parcellaire ci-joint).

Le document de gestion de la forêt, appelé « Aménagement forestier », pour la période 2022-2036 a été approuvé par une délibération en date du 12 avril 2022 par le Conseil Municipal. Ce document, constitué d'un état des lieux de la forêt fixe les objectifs de gestion, les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre et contient un programme de travaux.

II. Adhésion au système de certification forestière PEFC

- **Exigences de gestion durable des forêts PEFC**

PEFC (Program for the Endorsement of Forest Certification/Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières) certifie la gestion durable des forêts sur la base d'un cahier des charges national (ci-joint).
Ce cahier des charges, dans son introduction, précise que la gestion forestière durable est *« une approche holistique définie comme la gérance et l'utilisation des forêts et des terrains boisés, d'une manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire actuellement et pour le futur les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes aux niveaux local, national et mondial et qu'elles ne causent pas de préjudice aux autres écosystèmes ».*

Le cahier des charges définit les exigences de gestion forestière devant être mises en œuvre par les propriétaires forestiers et les intervenants en forêt en France métropolitaine.

Ainsi, six standards de gestion doivent être déployés :

- se former et s'informer sur les pratiques de gestion et d'exploitation forestière durable,
- planifier et mettre en œuvre une gestion forestière durable et son amélioration continue,
- adopter des mesures de préservation de la biodiversité et de protection des sols et de l'eau,

- adopter et mettre en œuvre des mesures de maitrise des risques,
- contractualiser et s'assurer de la qualité des travaux forestiers,
- promouvoir la certification PEFC.

Ces standards sont détaillés au sein du cahier des charges ci-joint.

- **Objectifs de l'adhésion**

Les objectifs et programmes d'actions contenus dans l'Aménagement de la forêt communale, adopté lors du Conseil Municipal du 12 avril 2022, répondent totalement aux exigences du cahier des charges de PEFC.
Une adhésion à PEFC permettra ainsi de valoriser les choix de gestion effectués par la Ville. La forêt communale sera reconnue et valorisée pour la qualité de gestion qui est réalisée.

D'autre part, il existe aujourd'hui une forte attente de la part des acheteurs de bois et des consommateurs en termes d'achat éco-responsable. L'adhésion de la commune à PEFC, pour les parcelles gérées par l'ONF dans le cadre du régime forestier, permettra donc d'apporter aux produits issus de la forêt une garantie de gestion durable.

- **Coût d'adhésion**

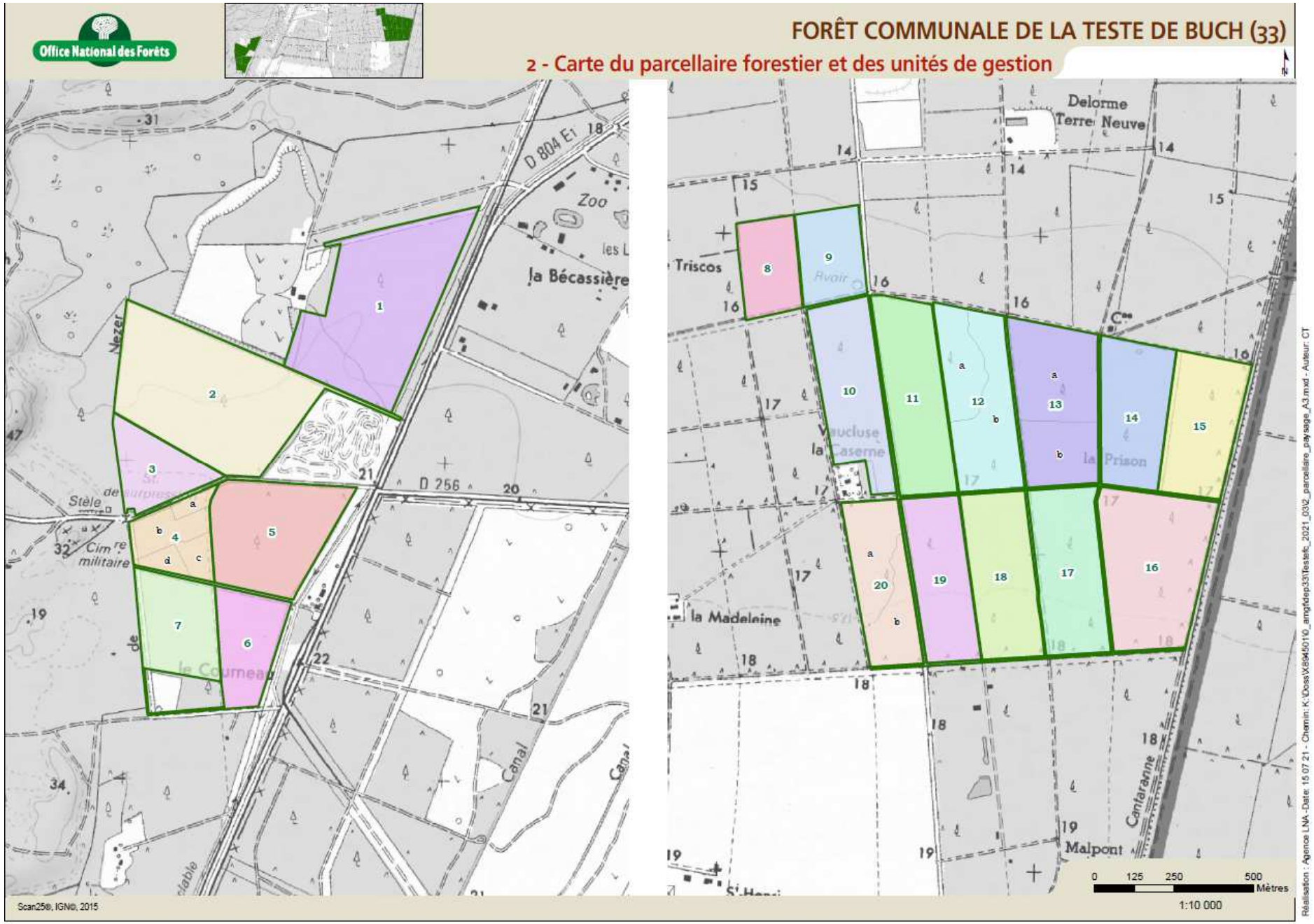
La contribution financière à verser par la commune à PEFC, pour cinq années, s'élève à 20 € (forfait) plus 0,65 € par hectare de forêt, soit un coût total de160,65 €.

La délibération a donc pour objet d' :

- APPROUVER l'adhésion de la Commune à PEFC Aquitaine,
- ACCEPTER que cette adhésion soit rendue publique,
- ACCEPTER le Cahier des Charges National pour l'Exploitant forestier relatif à l'exploitation des bois,
- AUTORISER Monsieur le Maire à régler la cotisation correspondante et à engager tout acte à intervenir.

PJ :

- carte du parcellaire forestier et des unités de gestion
- cahier des charges national PEFC relatif à l'exploitation des bois


Office National des Forêts
FORÊT COMMUNALE DE LA TESTE DE BUCH (33)
2 - Carte du parcellaire forestier et des unités de gestion
Delorme
Terre Neuve
Triscos
la Bécassière
Zoo
Stèle
Cimetière militaire
la Madeleine
Malpont
Cantarranne
Canal
D 804 E1
D 256
la Prison
0 125 250 500 Mètres
1:10 000
Scan25®, IGN©, 2015

1er Aout 2017

PEFC/FR ST 1003-1 : 2016

Règles de la gestion forestière durable – Exigences pour la France métropolitaine

PEFC France

PEFC
10-1-1
Promouvoir
la gestion durable
de la forêt

8, avenue de la République
75011 Paris
Tel: +33 (0)1 43 46 57 15, Fax: +33 (0)1 43 46 57 11
E-mail: contact@pefc-france.fr Web: www.pefc-france.org

Mention de copyright

© PEFC France 2016

Ce document de PEFC France est protégé par des droits d'auteur. Ce document est disponible gratuitement sur le site internet de PEFC France ou sur demande.

Tout ou partie de ce document protégé par la loi du copyright ne doit pas être modifié ou amendé, reproduit ou copié sous quelque forme ou tout moyen que ce soit à des fins commerciales sans une autorisation préalable de PEFC France.

Nom du document: Règles de la gestion forestière durable - Exigences pour la France métropolitaine -VERSION 2

Identification du document: PEFC/FR ST 1003-1 : 2016

Approuvé par: Assemblée générale extraordinaire de PEFC France **Date:** 21 juin 2016

Amendé par : Assemblée générale extraordinaire de PEFC France **Date:** 31 juillet 2017

Date d'émission: 1er Aout 2017

Date d'entrée en vigueur : 1er Aout 2017

Période de transition : 31 mai 2018

Avant-Propos

L'Association Française de Certification Forestière, dite également PEFC France, est le dépositaire exclusif de la marque PEFC en France et en assure la promotion sur le territoire national.

PEFC France, est l'un des membres fondateurs du Conseil PEFC. Elle a elle-même ses propres membres représentant toutes les parties prenantes de la filière forêt-bois, regroupés au sein de trois collèges : les producteurs, les transformateurs et les usagers de la forêt. L'organisation collégiale permet l'implication de tous les acteurs de la filière à travers la confrontation de points de vue différents. Cette organisation qui se veut très démocratique vise la recherche permanente d'un consensus autour de questions parfois polémiques.

A travers son schéma de certification forestière, l'association PEFC France définit des bonnes pratiques de gestion forestière adaptées à la forêt française. Ce schéma est révisé tous les 5 ans dans une optique d'amélioration continue.

Introduction

La gestion forestière durable est une approche holistique définie comme la gérance et l'utilisation des forêts et des terrains boisés, d'une manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire actuellement et pour le futur les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes aux niveaux local, national et mondial et qu'elles ne causent pas de préjudice aux autres écosystèmes.

La certification de la gestion forestière durable est le moyen permettant d'assurer la mise en application de pratiques conformes aux exigences du schéma français de certification forestière PEFC.

Les exigences de gestion forestière durable doivent être mises en œuvre par les propriétaires forestiers et les intervenants en forêt, participant à la certification régionale, de groupe ou individuelle.

Elles sont le résultat d'une réflexion nationale associant tous les acteurs impliqués dans la filière forêt-bois.

1 Domaine d'application

Le présent document spécifie les exigences applicables, en France métropolitaine, aux propriétaires, aux exploitants, et aux autres intervenants en forêt, en fonction de leurs activités respectives.

2 Définitions

Aménagement forestier : Document de planification de la gestion forestière rédigé par l'Office national des forêts, approuvé par l'Etat, obligatoire pour chaque forêt publique dès lors qu'elle relève juridiquement du régime forestier (forêts domaniales, des collectivités, des établissements publics).

Catalogue de stations forestières: Document présentant l'inventaire de tous les types de station présents dans une région naturelle et leur description précise, ainsi que des critères simples pour les reconnaître sur le terrain. Il comprend en principe cinq parties :

- une présentation générale de la région étudiée ;
- un exposé de la méthode utilisée pour le construire et des éléments de diagnostic qui en sont l'expression (assez souvent des groupes écologiques d'espèces) ;
- la description des différents types de station forestière, dans un ordre logique ;
- une clé de détermination des types de station ;
- des résultats synthétiques sur la région et des annexes diverses, en particulier sur la dynamique de la végétation, les habitats présents, voire des conseils pour la mise en valeur forestière.

CBPS : Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles
Document de gestion durable élaboré par le CRPF en conformité avec le Schéma Régional de Gestion Sylvicole, et approuvé par le préfet de région et destiné aux propriétaires forestiers de moins de 25 hectares. Le propriétaire y adhère pour 10 ans.
Le CBPS présente et fixe les recommandations générales et les bonnes pratiques sylvicoles qui permettent la gestion durable des peuplements forestiers.

Cloisonnement : Réseau de voies d'accès régulièrement espacées, ouvert pour faciliter les activités forestières de sylviculture et d'exploitation au sein d'un peuplement forestier.

Dégagement : Opération culturale ayant pour but de supprimer ou de diminuer la concurrence de la végétation susceptible de gêner le développement de semis et/ou de jeunes plants d'essences objectifs.

Dégagement en plein : Dégagement réalisé sur l'ensemble de la surface.

Dégagement sélectif : Dégagement, généralement manuel, reposant sur le fait que :

- seuls les brins concurrençant directement les pousses terminales des jeunes semis ou plants sont rabattus,
- tous les plants ou semis ne sont pas systématiquement dégagés.

Desserte forestière : Ensemble des voies privées et publiques permettant de desservir les parcelles forestières et d'accéder à la forêt pour sa gestion, son exploitation et sa protection. Elle doit être pertinente pour optimiser la récolte. Il faut l'accord de tous les propriétaires forestiers concernés pour ouvrir une desserte. La création de desserte peut faire l'objet de financement public.

DFCI : Défense des Forêts Contre l'Incendie.

Directive régionale d'aménagement (DRA) : Document règlementaire comprenant une analyse des caractéristiques des forêts, ainsi que les décisions techniques que se fixe l'Etat pour les forêts domaniales. Celles-ci sont destinées aux gestionnaires forestiers de l'ONF et concernent notamment les essences, les provenances, les diamètres d'exploitabilité, les traitements sylvicoles, la gestion foncière, l'accueil du public, etc... Elles sont élaborées par l'ONF à l'échelle d'un territoire ou d'un groupe de territoires et sont approuvées par le Ministre en charge des forêts. Au sein d'une même région administrative, il peut exister plusieurs DRA.

Eclaircie : Opération sylvicole consistant à réduire la densité d'un peuplement forestier en vue d'améliorer la croissance et la forme des arbres.

Epandage de boues : Apport sur un terrain, selon une répartition régulière et une dose prédéfinie, de boues issues de l'épuration des eaux usées en vue de leur dégradation par les micro-organismes du sol et d'une valorisation des éléments fertilisants.

Essence d'accompagnement : Végétation ligneuse introduite ou laissée autour d'une tige avec l'objectif de gainer celle-ci.
N'ayant pas de but propre de production, elle sera rabattue pour ne pas gêner le plant par la suite.

Essence objectif : Essence principale d'un peuplement forestier, bien adaptée aux conditions de sol et de climat et permettant de remplir les objectifs fixés. Les interventions sylvicoles seront réalisées en priorité à son profit.

Faune sauvage : Tout animal non détenu ou non élevé dans une exploitation.

Flore : Ensemble des espèces végétales (arbres, arbustes et plantes) qui sont présentes sur une surface donnée.

Forêt : Territoire occupant une superficie d'au moins 50 ares avec des arbres capables d'atteindre une hauteur supérieure à cinq mètres à maturité in situ, un couvert arboré de plus de 10 %, et une largeur moyenne d'au moins 20 mètres.
Les sites momentanément déboisés ou en régénération sont classés comme forêt même si leur couvert est inférieur à 10 % au moment de l'inventaire.
Elle n'inclut pas les terrains dont l'utilisation du sol prédominante est agricole ou urbaine.

Futaie : Peuplement forestier composé d'arbres issus de graines ou de boutures et composés d'une seule tige (définition proposée par l'IGN), qui peut faire l'objet de plusieurs modes de traitement :
- la futaie régulière (arbres d'une même classe d'âge) ;
- la futaie irrégulière (contenant des essences de toutes les classes d'âge).

Guide de station forestière : Guide pour le choix des essences regroupant les types de station présentant des potentialités forestières analogues en unités stationnelles (US) ayant les mêmes potentialités pour les principales essences d'une région, constituées par regroupement selon ce critère de types de station d'un (ou plusieurs) catalogue(s) ou à partir d'études écologiques régionales. Véritable document opérationnel (présentation attrayante, volume réduit, notions scientifiques simplifiées) pour les gestionnaires forestiers, il reprend les rubriques d'un catalogue (sauf l'exposé de la méthode) et fournit des informations pratiques sur des aspects appliqués liés aux stations : fertilité, habitats, dynamique de la végétation, conséquences de certaines pratiques sylvicoles, conseils pour le choix des essences à cultiver, etc.
Lisière : Limite entre deux milieux, dont l'un est généralement forestier, par exemple entre une forêt et une prairie. La lisière présente des conditions climatique et écologique particulières. Elle est pour cette raison soumise à une dynamique écopaysagère propre.

Lisière étagée : Lisière formée, de l'extérieur vers l'intérieur du bois, d'un ourlet herbeux, puis d'une strate arbustive et enfin d'une strate arborée.

Menus bois : Ensemble de la biomasse de la tige et des branches comprise dans les bois de diamètre inférieur à 7 cm (cime et petites branches) potentiellement valorisable en énergie (plaquettes, granulés).

Milieu humide : Voir définition de la zone humide

Natura 2000 : Réseau européen de sites naturels ou semi-naturels ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelles qu'ils contiennent

La constitution du réseau Natura 2000 a pour objectif de maintenir la diversité biologique des milieux, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales dans une logique de développement durable, et sachant que la conservation d'aires protégées et de la biodiversité présente également un intérêt économique à long terme.
La volonté de mettre en place un réseau européen de sites naturels correspond à un constat : la conservation de la biodiversité ne peut être efficace que si elle prend en compte les besoins des populations animales et végétales, qui ne connaissent pas les frontières administratives entre États. Ces derniers sont chargés de mettre en place le réseau Natura 2000 subsidiairement aux échelles locales.

OGM / Organisme génétiquement modifié : Organisme vivant dont le patrimoine génétique a été modifié par l'homme, par l'introduction d'un ou plusieurs gênes extérieurs à l'espèce.

Parquet (traitement par parquet): Unité de peuplement, présentant une certaine homogénéité (peuplement régulier ou irrégulier), d'une surface supérieure à 50 ares et cartographiable.

Peuplement forestier : Ensemble des arbres poussant sur un terrain forestier, quel que soit leur stade de développement.

Plan de chasse : Document administratif qui fixe le nombre d'animaux que le détenteur du droit de chasse sur un territoire peut/doit prélever chaque année.

PSG : Plan Simple de Gestion
Présenté par le propriétaire, le Plan Simple de Gestion (PSG) est un document de gestion durable qui fixe pour dix à vingt ans les règles de conduite de sa gestion forestière. Il est obligatoire pour toute forêt privée d'au moins 25 ha, et volontaire entre 10 et 25 hectares. Il comprend trois parties :
- Une analyse des peuplements dans leur contexte économique, environnemental et social.
- La définition des objectifs de gestion.
- Un programme de coupes et travaux.

Régénération / Renouvellement: Renouvellement obtenu par reproduction sexuée. Si celui-ci est obtenu par voie de semences naturellement installées, c'est une régénération naturelle, s'il est obtenu par des plantations ou des semis artificiels, c'est une régénération artificielle.

Rémanents forestiers : Ensemble des éléments qui restent sur le parterre de coupe après exploitation. Au sens strict, il s'agit principalement des menus bois (inférieurs à 7 cm de diamètre), mais aussi des branches de diamètre supérieur 7 cm non valorisées au moment de l'exploitation, des chutes et rebus divers, voire des petites tiges de diamètre non marchand mais coupées pour raison sylvicole. Le sens élargi associe les souches, potentiellement valorisables à des fins énergétiques, et le feuillage, susceptible d'être exporté dans certaines conditions d'exploitation.

RTG / Règlement Type de Gestion : Document élaboré par un expert forestier, un Organisme de Gestion en Commun (coopérative) ou l'Office national des forêts, pour un ensemble de peuplements similaires. Le propriétaire de moins de 25 ha peut y adhérer pour bénéficier d'un document de gestion durable. Il décrit les modalités d'exploitation, de reconstitution et de gestion par grand type de peuplement. Il donne également des indications sur la prise en compte des principaux enjeux environnementaux, et des recommandations sur la gestion des populations de grand gibier. Il doit être conforme au Schéma Régional de Gestion Sylvicole et est agréé par le CRPF.

Révolution : Durée nécessaire à la réalisation de l'ensemble des opérations de récolte et de renouvellement d'un peuplement.

Ripisylve : Ensemble des formations boisées sur les rives d'un cours d'eau, d'un plan d'eau, d'une rivière ou d'un fleuve.

Schéma de desserte forestière : Document prévoyant les équipements de voirie forestière dans le cadre d'une approche globale intégrant les paramètres économiques (optimisation de la mobilisation de la ressource), sociaux (exigence d'accès des autres usagers), environnementaux (protection des milieux fragiles) ainsi que les contraintes réglementaires, physiques et foncières. A l'échelle d'un territoire, le schéma de desserte représente aussi un outil de concertation entre les acteurs de l'espace forestier.

Schéma régional d'aménagement (SRA) : Document règlementaire précisant les modalités pratiques de mise en œuvre des Orientations régionales forestières pour une gestion multifonctionnelle des forêts publiques des collectivités et des établissements publics. Comme les DRA, il est élaboré par l'Office national des forêts et approuvé par l'Etat. Il comprend une analyse des caractéristiques des forêts et des recommandations techniques concernant,

comme les DRA, les essences, provenance, diamètre d'exploitabilité, traitement sylvicole, gestion foncière, accueil du public, etc...

Sous-étage : En structure régulière, espace occupé par l'ensemble des houppiers des arbres situés nettement en dessous (discontinuité) de celui des arbres du ou des étages supérieurs (principal, dominant, dominé). Par extension, le sous étage peut parfois comprendre les houppiers des arbustes ou arbrisseaux. Terme parfois étendu au cas des structures irrégulières. Végétation arbustive présente sous le couvert des arbres.

Sous-traitance : Opération par laquelle une entité (l'entreprise principale ou le donneur d'ordres) confie à une autre (le sous-traitant), sous sa responsabilité, l'exécution de tout ou partie d'un contrat d'entreprise.

SRGS : Schéma Régional de Gestion Sylvicole : Document réglementaire approuvé par le Ministre de l'Agriculture, dont le rôle est d'orienter la gestion des forêts privées de la région concernée dans le cadre de la politique forestière définie par l'État.
C'est également un document technique de gestion des bois et des forêts. Les documents de gestion forestière durable, tels que les PSG, RTG et les CBPS doivent s'y conformer.
Le SRGS propose une palette d'objectifs différents selon les petites régions naturelles (production de bois, protection contre l'incendie, aménagements agroforestiers, préservation du milieu naturel, loisirs, produits autres que le bois…).
Le propriétaire peut choisir, pour sa forêt, un ou plusieurs objectifs selon ses propres souhaits et les conditions du milieu.
A ces objectifs sont associées des interventions qui correspondent à une gestion durable.

Station forestière : Etendue de terrain de superficie variable (quelques m^2 à plusieurs dizaines d'ha), homogène dans ses conditions physiques et biologiques. Une station forestière justifie, pour une essence déterminée, une sylviculture précise avec laquelle on peut espérer une productivité comprise entre des limites connues.

Sylviculture : Ensemble des règles et des techniques permettant la culture, l'entretien et l'exploitation d'une forêt.

Taillis : Méthode de sylviculture et type de peuplement et dans lesquels les rejets des souches sont régulièrement recépés.

Taillis sous futaie : Méthode de sylviculture et type de peuplement et associant le taillis et la futaie sur une même parcelle.

Terre de bruyère : Terre très riche en humus et très acide. Elle se forme de la décomposition de végétaux (entre autres de Bruyère). Cette terre est sableuse donc perméable et surtout acide.

Tourbe : Matière organique fossile d'origine végétale qui se forme par fermentation et carbonification partielle anaérobie de végétaux.

Tourbière : Terrain où se forme la tourbe

Traitement forestier : Ensemble des opérations (travaux ou coupes...) destinées à diriger l'évolution d'un peuplement forestier dans le cadre d'un régime donné. On distingue : le traitement régulier, pour lequel on cherche à obtenir une futaie régulière ou taillis simple ; le traitement irrégulier, pour lequel on cherche à obtenir une futaie irrégulière ou jardinée ; et le traitement mixte qui est régulier pour le taillis et irrégulier pour la futaie.

Trouée : En forêt, petite surface (moins de 1 hectare) dépourvue d'arbres adultes.

Unité de gestion forestière : Parcelle homogène et cohérente du point de vue biogéographique et détenue par un même propriétaire, qui peut être constituée d'un ou plusieurs peuplements.

Zone humide : Terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. (Article L.211-1 du code de l'environnement).

3 Standard de gestion forestière durable applicable aux forêts de France métropolitaine

Standard de gestion forestière durable	Propriétaire forestier	Exploitant forestier et autres intervenants
Préambule		
La gestion forestière durable doit remplir les fonctions économiques, environnementales, et sociales de la forêt. Elle doit être conforme à la législation applicable concernant la forêt, la protection de l'environnement et de la nature, les espèces menacées et protégées, le droit d'occupation et d'utilisation du territoire pour les populations locales, le respect du droit de propriété, la santé, le travail et la sécurité, ainsi que le paiement des redevances et des taxes.	X	X
La gestion forestière durable doit prévoir, prévenir et empêcher l'utilisation illégale des terres, les feux allumés illégalement et toute autre activité illégale.	X	X
La forêt française est confrontée en particulier : – au changement climatique et à ses impacts ; – à la nécessité de la transition énergétique. C'est pourquoi la gestion forestière durable doit permettre, notamment, d'anticiper le changement climatique, et de fournir tous les produits issus de la forêt sans nuire à sa durabilité.	X	X
1. Se former et s'informer		
1.1 - Se former et s'informer sur les pratiques de gestion et d'exploitation forestière durable en se référant à la documentation disponible mise à disposition par les entités d'accès à la certification PEFC, les organismes membres de PEFC, et tout autre organisme compétent ; - Participer autant que nécessaire aux journées et stages de formation qu'ils organisent, afin de comprendre et de mettre en œuvre le présent standard et de pouvoir justifier ses choix.	X	X
1.2 Former son personnel au présent standard et à la qualité du travail en forêt (en particulier pour ce qui concerne la sécurité).	X	X
2. Planifier et mettre en œuvre une gestion forestière durable et son amélioration continue		
2.1 Pour les propriétaires forestiers de plus de 10 hectares d'un seul tenant, disposer, sauf cas particulier documenté approuvé par l'EAC, d'une garantie ou d'une présomption de garantie de gestion durable[1]: - Document d'aménagement ; - Plan simple de gestion ; - Règlement-type de gestion ; - Code des bonnes pratiques sylvicoles avec programme de coupes et travaux.	X	
2.2 En dessous de 10 ha d'un seul tenant, respecter les orientations forestières définies par les schémas régionaux de gestion sylvicole (SRGS), les schémas régionaux d'aménagement (SRA), les directives régionales d'aménagement (DRA). Ces documents sont publiquement disponibles.	X	
2.3 Conserver l'ensemble des documents relatifs à la gestion forestière permettant de retracer et de faire la preuve des opérations conduites, ainsi que des choix effectués par rapport au présent standard.	X	

2.4 - Assurer un renouvellement régulier de sa forêt par la régénération naturelle et/ou par la plantation et/ou le semis artificiel pour garantir la quantité et la qualité des ressources forestières. - Se référer aux catalogues ou aux guides existants, en privilégiant les essences locales ou acclimatées, adaptées à la station, et en tenant compte des connaissances sur le changement climatique. - Peuvent être introduites d'autres essences dans la mesure où elles sont référencées dans les documents régionaux (SRGS, SRA/DRA), encadrant la gestion forestière qui sont évalués sur un plan environnemental. *Note : Dans le cadre de l'adaptation au changement climatique, il est cependant possible d'introduire et de tester progressivement de nouvelles essences/variétés, adaptées aux changements constatés ou attendus, non référencées, sur des surfaces unitaires inférieures à 5 ha. Ces introductions expérimentales doivent être réalisées en lien avec un organisme qualifié.* Précisions relatives aux plantations et aux semis: - Utiliser du matériel forestier conforme à la réglementation et conseillé pour son adaptation à une utilisation locale. - Exiger et conserver le document relatif à l'origine des plants et graines qui accompagne obligatoirement les matériels forestiers de reproduction. *Note : Le choix de renouveler par plantation peut s'apprécier non seulement à l'échelle de la parcelle mais aussi à l'échelle d'un massif forestier et/ou de la région forestière (Cf. Classement IGN). La plantation forestière doit répondre aux conditions géo-climatiques de la station qui conditionnent le choix de l'essence et de la provenance.*	X	
2.5 - Favoriser la diversité des essences et/ou des variétés, y compris la diversité génétique, des structures de peuplement (régulières, irrégulières,…) et des traitements (futaies irrégulières, futaies par parquets, futaies régulières, taillis sous futaie, taillis simple, non intervention volontaire,…). - Conserver des zones irrégulières, les essences d'accompagnement et les sous-étages, sans compromettre les essences-objectifs. - Maintenir les lisières étagées, ou si possible les mettre en place. - Dans les zones de pente supérieure ou égale à 30%, privilégier les traitements irréguliers, pied à pied, ou par parquets.	X	
2.6 - Assurer le maintien de la quantité et de la qualité des ressources forestières à moyen et à long terme en utilisant des techniques qui minimisent les dégâts directs ou indirects aux ressources forestières, pédologiques, biologiques ou hydrologiques (hors dégâts de gibier). *Note : se reporter au point 4.7 pour les dégâts de gibier.* - Surveiller et contrôler l'exploitation des produits forestiers non-ligneux, lorsqu'elle est de la responsabilité du propriétaire ou du gestionnaire forestier et incluse dans la gestion forestière; - Hors contraintes particulières (tempêtes, incendies, problèmes phytosanitaires), respecter l'espace forestier en préservant la régénération, les arbres d'avenir et/ou de réserve, les essences à conserver, les sols, la faune, la flore en général, ainsi que les milieux naturels associés. - Réaliser les opérations de régénération, d'entretien et d'exploitation de manière à ne pas réduire la capacité productive de la forêt. *Note : en cas d'échec ou de non obtention des résultats attendus, le propriétaire doit rechercher et mettre en œuvre des solutions alternatives visant à restaurer les capacités de production du peuplement.* - Ne pas réaliser d'opérations sylvicoles se traduisant par une régression de traitement par rapport au peuplement initial. - Limiter les niveaux et les rythmes d'exploitation des produits ligneux et non ligneux pour assurer leur durabilité, en tenant compte de la sensibilité des sols aux perturbations physiques (tassement, érosion) et chimiques (exportations minérales et organiques). - Ne pas faire de coupe rase sans reconstitution d'un peuplement d'avenir dans les 5 ans; la coupe rase n'est pas une remise en cause de la gestion durable. - Les surfaces de coupes rases faisant l'objet d'une sensibilité paysagère ne pourront dépasser de 2 à 5 ha en pente (≥ 30 %) et 10 à 25 ha dans les autres cas sauf cas particulier documenté. *Note : La coupe définitive de régénération n'est pas considérée comme une coupe rase.*	X	X

2.7 S'assurer d'accès et de places de dépôts suffisants et adaptés pour une gestion forestière durable de sa propriété : § en tenant compte de l'existence éventuelle d'un schéma de desserte ou d'un autre dispositif ; § en limitant les incidences environnementales de la création de desserte forestière, en particulier sur les espèces et milieux remarquables ; § en veillant à respecter les cours d'eau et à préserver et leur fonction naturelle, ainsi que les sols.	X	
2.8 Faire bon usage des voies d'accès et de vidange et des places de dépôt adaptées, et prévues par le donneur d'ordre, et les remettre en état si nécessaire, après intervention.	X	X
2.9 Prendre en compte les contraintes particulières liées à la fréquentation, et les contraintes conventionnelles signalées par le donneur d'ordre et/ou le propriétaire forestier (en plus des clauses particulières d'exploitation), et mettre alors en place une signalétique spécifique (sécurité, chantier PEFC, itinéraire de substitution, ...).	X	X
3. Adopter des mesures de préservation de la biodiversité et de protection des sols et de l'eau		
3.1 - Prendre en compte, respecter, favoriser tout élément de biodiversité remarquable, connu et identifié (faune, flore, leurs habitats et milieux associés), notamment les zones/milieux humides. - Privilégier en particulier les périodes d'intervention permettant d'éviter de nuire aux espèces concernées durant leur période de reproduction. - Informer de manière documentée ses prestataires des éléments de biodiversité à préserver sur la forêt.	X	X
3.2 - Respecter les exigences liées à tout site protégé par la réglementation, dont le propriétaire forestier et/ou le donneur d'ordre ont connaissance. - En site Natura 2000 notamment, prendre en compte les modalités d'intervention préconisées dans : § les documents d'objectifs ; § ou les chartes et contrats auxquels le propriétaire a adhéré ; § ou les contrats souscrits par le propriétaire ; § ou les annexes aux schémas régionaux de gestion sylvicole (SRGS – «Annexes vertes»). - Fixer aux intervenants les prescriptions appropriées et indiquer les zones concernées sur le terrain. - Respecter la réglementation relative aux espèces et aux aires protégées. - Appliquer les prescriptions environnementales signalées par le propriétaire ou par le donneur d'ordre.	X	X
3.3 - Prendre en compte les zones de forte sensibilité paysagère, pour autant que le parcellaire et la surface d'intervention le permettent. - Respecter les sites remarquables, zones de relief, points de vue signalés par le donneur d'ordres et/ou le propriétaire forestier. - Préserver et respecter les éléments du patrimoine historique, culturel, architectural et paysager connus ou signalés, par le donneur d'ordre et/ou le propriétaire forestier. - Tenir compte de la valeur paysagère des forêts en conservant, par exemple, des structures forestières variées et en encourageant l'existence d'arbres attrayants, de bouquets et autres caractéristiques telles que couleurs, fleurs et fruits.	X	X
3.4 - Introduire et/ou maintenir des îlots de diversité, d'essences, de traitements et de structures. - Développer des îlots de vieillissement et/ou de sénescence.[2]	X	
3.5 Conserver à travers une gestion de maintien /recrutement, en l'appréciant au niveau de la propriété, des arbres vieux ou morts, sur pied et/ou au sol, en veillant au respect des impératifs de sécurité, d'assurance et de santé des forêts, en veillant aux impératifs de sécurité et en le signalant aux prestataires : § au moins un arbre mort ou sénescent par hectare ; § au moins un arbre à cavités visibles, vieux, ou très gros par hectare ; § du bois mort au sol de toutes dimensions et de toutes essences. *Note : En cas de risque pour la sécurité des personnes et des biens, ils pourront être simplement mis à terre.*	X	X

3.6 - Ne pas recourir aux fertilisants sauf en cas de nécessité constatée, et en aucun cas à proximité des cours d'eau, des ripisylves, des zones protégées et des habitats remarquables connus et identifiés. - Autant que possible, avoir recours à des alternatives efficaces autres que l'utilisation de fertilisants de synthèse. *Précisions relatives aux plantations et aux semis :* - *Pour les peuplements de pins maritimes notamment, limiter les apports de fertilisants au phosphore (P2O5) à la dose maximale de 150 U/ha en deux apports au moins dans la vie du peuplement.* - *Pour les peuplements de peuplier et de noyer à bois, limiter les apports d'azote à 120 U/ha en deux apports au moins dans la vie du peuplement.*	X	X
3.7 - Proscrire l'utilisation de tout produit phytopharmaceutique (herbicides, insecticides,…) : § à moins de 6 mètres des cours d'eau et plans d'eau permanents[3] ; § dans le périmètre immédiat et rapproché d'un captage d'eau potable ; § ou lorsqu'il est susceptible de porter atteinte à un habitat remarquable identifié. *Note : Cette restriction sera levée en cas de traitement collectif consécutif à une infestation déclarée par les Autorités et réalisées par des entreprises homologuées.* - Utiliser ces produits en limitant leur utilisation : § lorsque la vitalité et l'avenir des essences-objectifs sont compromis et qu'il n'existe pas d'alternative efficace à un coût raisonnable ; § à des fins de débroussaillement et de DFCI ; § pour éviter le tassement des sols fragiles par le passage répété d'engins lourds. - Proscrire l'utilisation de produits phytopharmaceutiques sur les grumes en forêt, sauf en cas de nécessité avérée lorsque la préservation et la conservation des grumes et/ou du peuplement sont menacés et qu'il n'existe pas d'alternative efficace à un coût raisonnable. - Etre détenteur du certificat individuel de produits phytopharmaceutiques (CIPP, catégorie décideur) ou faire appel à une entreprise agréée pour l'application de produits phytopharmaceutiques, laquelle devra se conformer aux instructions du fabricant du produit (notamment concernant les zones non traitées). - Seuls les produits homologués pour un usage forestier et listés sur le site internet de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, peuvent faire l'objet d'une utilisation. [4]	X	X
3.8 - Privilégier les dégagements mécaniques ou manuels par rapport aux dégagements chimiques. - Privilégier les dégagements sélectifs et localisés plutôt que non sélectifs et en plein.	X	X
3.9 - Faire état explicitement du traitement et du devenir des menus bois et des souches dans le contrat d'exploitation. - En cas de récolte des souches et menus bois, veiller à ne pas dégrader l'équilibre des sols. - Ne pas incinérer les souches et menus bois en forêt, sauf autorisation administrative. *Note : Cette exigence pourra être modifiée en fonction des résultats des travaux en cours menés par le GIP ECOFOR).*	X	X
4. Adopter et mettre en œuvre des mesures de maitrise des risques		
4.1 - S'informer sur les zones à risque d'incendie. - Appliquer les mesures adéquates dans les zones classées réglementairement comme sensibles au risque incendie (ex : débroussaillage, élagage, points d'eau, etc.).	X	X
4.2 - Ne pas procéder à l'extraction de terre de bruyère, de tourbe, et d'humus sur sol forestier à des fins commerciales. - Ne pas détruire les zones tourbeuses connues.	X	X
4.3 Ne pas recourir aux OGM en forêt.	X	

4.4 - Surveiller la santé et la vitalité des forêts, et informer les services compétents (Département de la santé des forêts ou correspondants observateurs) d'éventuelles attaques parasitaires, du développement d'espèces déclarées envahissantes, ou autres problèmes phytosanitaires observés. - Prendre les mesures nécessaires pour en éviter la propagation aux peuplements voisins (par exemple les traitements contre le Fomès lors des coupes de résineux sensibles), et/ou participer aux luttes collectives décidées par les Autorités.	X	X
4.5 Ne pas épandre de boues d'épuration ou industrielles, sauf dans le cadre de dispositifs particuliers expérimentaux légalement autorisés.	X	
4.6 - Les expérimentations en forêt sont encouragées dans la mesure où elles ne compromettent pas les objectifs de gestion. - Elles doivent être réalisées sous la responsabilité d'un organisme qualifié.	X	
4.7 Dans la mesure où le propriétaire exerce son droit de chasse : Prendre les mesures permettant de garantir l'équilibre forêt-gibier, condition nécessaire de la gestion durable de la forêt, notamment : - Effectuer, auprès du préfet de département, des demandes d'attribution de bracelets en nombre suffisant pour maintenir ou rétablir l'équilibre forêt-gibier, ou participer à cette démarche en cosignant avec les chasseurs, quand c'est possible, les demandes d'attribution, et en demandant aux autorités responsables un bilan de la réalisation effective des plans de tir autorisés. - Déclarer les dégâts de gibier auprès du préfet de département et/ou d'un organisme représentatif et s'assurer d'un suivi effectif de la déclaration. - En cas de déséquilibre forêt-gibier persistant, se renseigner auprès des organismes représentatifs, sur les voies de droit existantes permettant d'indemniser les dégâts et de garantir l'effectivité de l'équilibre forêt-gibier.	X	
4.8 Dans la mesure où le propriétaire ne peut exercer son droit de chasse, signaler les dégâts mettant en péril la pérennité des peuplements au préfet de département et/ou à un organisme représentatif, notamment pour demander un plan de chasse adapté et une indemnisation des dégâts constatés.	X	
4.9 En présence de bétail entrainant la rupture de l'équilibre sylvo-pastoral, prendre les mesures de gestion adéquates permettant de limiter la pression du pâturage.	X	
5. Contractualiser et s'assurer de la qualité des travaux forestiers		
5.1 Contractualiser en faisant référence aux exigences PEFC, toutes prestations de travaux, coupes, achat/vente de bois et gestion.	X	X
5.2 Respecter le contrat, les spécifications, et les prescriptions écrites du donneur d'ordres et/ou du propriétaire forestier.	X	X
5.3 Pour l'ensemble des travaux forestiers, respecter l'une des quatre modalités suivantes : - Faire signer par le prestataire les règles de la gestion forestière durable PEFC (PEFC/FR ST 1003-1 :2016, présent document) dans le cadre de la relation contractuelle avec l'exploitant ou le propriétaire. - Faire signer par le prestataire une charte ou un cahier des charges national reconnus par PEFC France. - Faire appel à un prestataire engagé dans la charte nationale de qualité « ETF-Gestion durable de la forêt », reconnue par PEFC France. - Faire appel à un prestataire participant à la certification forestière de l'entité d'accès à la certification PEFC régionale ou de groupe territorialement compétente.	X	X
5.4 Lors des coupes et travaux, s'informer et informer ses prestataires sur la sensibilité de ses sols et les préserver : - En utilisant des matériels et des techniques adaptés, en particulier dans les zones à fort risque d'érosion ou de tassement (en utilisant par exemple les techniques par câbles). - En limitant la circulation des engins (notamment en installant et en veillant à l'utilisation des cloisonnements). - En tenant compte des conditions météorologiques pour organiser le chantier et réaliser l'intervention (ne pas ouvrir le chantier ou l'arrêter en cas de conditions météorologiques inadaptées). - En prenant garde aux périodes et aux modalités de débardage (lesquelles devront être précisées dans le contrat de vente ou de travaux). - En laissant la coupe dans un état satisfaisant pour la suite des opérations sylvicoles.	X	X

5.5 - Informer tout intervenant de la présence de zones/milieux humides, de sources et de cours d'eau, de mares et de fossés afin qu'ils soient préservés lors des travaux. - Eviter d'y faire tomber des arbres, et ne pas y laisser des arbres abattus, et/ou des rémanents. - Si besoin, rétablir les écoulements préexistant aux travaux. - Maintenir la végétation de bordure qui protège les berges, en privilégiant les essences qui fixent les berges. - Ne pas franchir les cours d'eau et les mares. - Si le franchissement est inévitable, et sous réserve de la nécessité d'une démarche administrative, utiliser des techniques ou des matériels adaptés pour le franchissement de cours d'eau (ex: kit de franchissement). - Ne pas emprunter les bordures de cours d'eau pour déplacer les engins sauf en cas de nécessité ou de travaux de ripisylves. Utiliser alors les équipements adaptés permettant d'avoir un minimum d'impact sur ces milieux.	X	X
5.6 S'informer sur la présence de captage d'eau potable sur la propriété et respecter les servitudes réglementaires afférentes aux périmètres de protection telles que définies par l'article L1321-2 du code de la santé publique.	X	X
5.7 - Maintenir le matériel en bon état de fonctionnement. - Procéder à l'entretien des engins mécaniques hors des parcelles forestières et en tout cas à l'écart des cours d'eau, plans d'eau, fossés et zones humides. - Avoir toujours à disposition un kit d'absorption des huiles. - Utiliser, dans la mesure du possible, des huiles biodégradables.	X	X
5.8 - Récupérer les huiles (moteurs, hydrauliques) et les déchets non bois générés par l'activité d'exploitation forestière. - Procéder à l'élimination de ces déchets, sans induire d'autres dégâts en respectant la règlementation, notamment selon les filières appropriées pour les déchets recyclables. - Prendre des dispositions pour l'élimination et la valorisation des autres déchets. - Conserver, lorsqu'elles existent, les traces écrites de ces actions (ex : bon de réception ou de dépôt, registre, bordereau de suivi de déchets…).	X	X
5.9 - Identifier les risques liés aux postes de travail dans le document unique d'évaluation des risques. - Identifier et communiquer aux intéressés (salariés et sous-traitants) les risques spécifiques liés au chantier par la fiche de chantier. - Prendre toutes dispositions pour s'assurer que le travail en forêt est assuré dans des conditions de qualité, d'hygiène de sécurité, et de qualification, conformes aux réglementations en vigueur.	X	X
5.10 Informer par écrit l'entité d'accès à la certification PEFC si le propriétaire constate qu'une entreprise certifiée PEFC a réalisé sur sa propriété des travaux non-conformes au présent standard.	X	
6. Promouvoir la certification PEFC		
6.1 Promouvoir et expliquer la certification forestière PEFC et la démarche volontaire d'adhésion, dans la mesure de ses moyens, notamment par la signalétique affichée en forêt.	X	X
6.2 Communiquer les documents d'adhésion PEFC aux propriétaires non certifiés pour les inciter à adhérer.		X

[1] Article L.124-2 du code forestier
[2] Lorsque la taille de la propriété le permet.
[3] Sauf réglementation locale plus restrictive
[4] Pour rappel, la règlementation française n'autorise pas les pesticides OMS de types 1A et 1B en forêt

Monsieur le Maire :
Merci M Busse, Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme TILLEUL **DEL2022-06-286**

AMENAGEMENT DE LA FORET COMMUNALE
ETAT D'ASSIETTE ET DESTINATION DES COUPES DE BOIS 2022-2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Forestier et notamment les articles L.211-1, L214-3, R.214-1, R214-2 et R.214-6 à 8,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2019 approuvant l'application du régime forestier,
Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2020 portant application du régime forestier sur la commune de La Teste de Buch,
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 12 avril 2022 approuvant l'Aménagement de la forêt communale pour la période 2022-2036,
Vu le programme de coupes pour les années 2022 et 2023 proposé par l'Office National des Forêts ci-joint,
Vu le modèle de convention d'exploitation groupée de bois proposé par l'Office National des Forêts ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que la proposition de programme de coupes des années 2022 et 2023 présenté par l'Office National des Forêts fait suite à l'approbation par délibération du Conseil Municipal du 12 avril 2022 de l'Aménagement de la forêt communale sur la période 2022-2036,

Considérant que la vente de bois façonné permet une exploitation du bois par l'Office National des Forêts,

Considérant que les bois participeront aux ventes groupées de l'Office National des Forêts en vue d'alimenter les contrats d'approvisionnement existants avec des transformateurs de bois, conformément aux articles L214-7, L214-8, D214-22 et D214-23 du Code Forestier,

Considérant que l'exploitation sera réalisée par l'Office National des Forêts dans le cadre de conventions de vente et exploitation groupées,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER le programme des coupes de bois pour les années 2022 et 2023,
- APPROUVER la vente en bois façonné des parcelles concernées par le programme des coupes,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention d'exploitation groupée de bois avec l'ONF et à engager tout acte à intervenir nécessaire à la bonne réalisation des opérations de commercialisation des bois.

AMENAGEMENT DE LA FORET COMMUNALE
ETAT D'ASSIETTE ET DESTINATION DES COUPES DE BOIS 2022-2023
Note explicative de synthèse

Le contexte

Le régime forestier énonce un ensemble de principes visant à assurer la conservation et la mise en valeur du patrimoine forestier des collectivités territoriales. La mise en œuvre de ce régime est confiée par la loi à un opérateur unique, l'Office National des Forêts (ONF), chargé de garantir une gestion durable des espaces naturels tout en préservant l'intérêt du propriétaire.

L'entrée en vigueur de ce régime sur la commune a été officialisé par un arrêté préfectoral en date du 30 mars 2020 pour une surface de 216,38 ha de forêts (voir carte du parcellaire ci-joint).

L'Aménagement de la forêt communale pour la période 2022-2036 a été approuvé par une délibération en date du 12 avril 2022 par le Conseil Municipal. Ce document, qui permet de planifier la gestion de la forêt est constitué :

- d'un état des lieux de la forêt
- d'objectifs de gestion ainsi que des moyens à mettre en œuvre pour les atteindre et d'un programme d'actions
- d'un récapitulatif chiffré (volumes de bois à récolter, bilan financier prévisionnel et indicateurs de suivi).

Etat d'assiette et destination des coupes de bois 2022-2023

a. Programme de travaux

Suite à l'approbation de l'Aménagement de la forêt communale pour la période 2022-2036 par le Conseil Municipal, il s'agit désormais de définir l'état d'assiette et la destination des coupes de bois, c'est-à-dire la liste des parcelles concernées, leur surface, les types de coupe, les volumes à exploiter et le mode de vente.

Le programme de coupes pour les années 2022 et 2023, proposé par l'ONF (voir tableau ci-joint), est issu de l'Aménagement de la forêt communale 2022-2036. Sa mise en œuvre permettra donc de concrétiser les premiers travaux de l'Aménagement forestier.

Ainsi, l'état d'assiette pour les années 2022 et 2023 est centré sur :
- des coupes d'éclaircies
- des coupes en futaie irrégulière
- de l'extraction de petits bois

L'ensemble de ces travaux représente une surface de 175,45 ha pour un volume présumé réalisable total de 3446,25 m3.

- **Commercialisation des bois : vente en bois façonné dans le cadre d'une convention de vente et d'exploitation groupées**

Différents modes de vente du bois existent, notamment :

- les ventes sur pied par l'ONF en vente de gré à gré par soumission ou en vente de gré à gré simple. Dans ce cas, l'ONF désigne des arbres à récolter et l'acheteur effectue les travaux d'exploitation des bois. L'ONF s'assure seulement que l'exploitation s'est réalisée dans le respect de l'environnement et du reste du peuplement.

- les ventes en bois façonné. Dans ce cas, l'ONF exploite lui-même des bois avant de les commercialiser. Les équipes de l'ONF interviennent à chaque étape de l'exploitation, de l'encadrement des exploitants forestiers jusqu'à la présentation de bois pour commercialisation.

Il est proposé, conformément au programme ci-joint, une vente en bois façonnée pour les années 2022 et 2023. EN effet, ce mode de vente, pour les années 2022 et 2023 est plus appropriée que la vente sur pied compte-tenu du type de travaux prévus durant cette période, avec peu de gros bois (travaux d'éclaircies, d'extractions de petits bois et coupes en futaie irrégulière).

D'autre part, ce mode de vente présente l'avantage de maitriser la qualité d'exploitation avec un encadrement réalisé par l'ONF à chaque étape. Il permet également une juste valorisation du matériaux bois (pâte à papier, caissage, palettes, charpentes, lambris etc…) en adéquation avec les besoins de la filière locale.
Les ventes sont réalisées par l'ONF dans le cadre de contrats d'approvisionnement existants avec des transformateurs de bois locaux (voir carte des acheteurs de bois locaux ci-jointe).
D'un point de vue comptable, l'ONF assure l'avance de trésorerie pour la prise en charge des travaux d'exploitation.

Les modalités de vente et d'exploitation des bois par l'ONF sont précisées dans le modèle de convention d'exploitation groupée de bois ci-annexé. Il y est précisé que :

- l'exploitation groupée des bois désigne *« l'opération par laquelle une collectivité ou personne morale propriétaire met les bois à disposition de l'ONF alors qu'ils sont encore sur pied, afin qu'ils soient vendus façonnés dans le cadre de ventes groupées (en particulier de contrats d'approvisionnement), l'ONF prenant alors la responsabilité de leur exploitation, en qualité de donneur d'ordre ».*

- une vente groupée de bois, quant à elle, désigne *« l'opération par laquelle l'ONF procède, dans un contrat de vente unique conclu en son nom, à la mise en vente de bois provenant de plusieurs propriétaires de forêt relevant du régime forestier et reverse ensuite à chaque propriétaire la part qui lui revient, déduction faite des frais de recouvrement-reversement (article D214- 22) et, en cas d'exploitation groupée, des charges engagées par l'ONF pour l'exploitation des bois ».*

Les produits des ventes de bois sont reversés à la commune en tant que propriétaire. L'ONF se rémunère à hauteur de 1% des recettes afin de couvrir les frais de gestion et 12% des recettes de bois (frais de garderie).

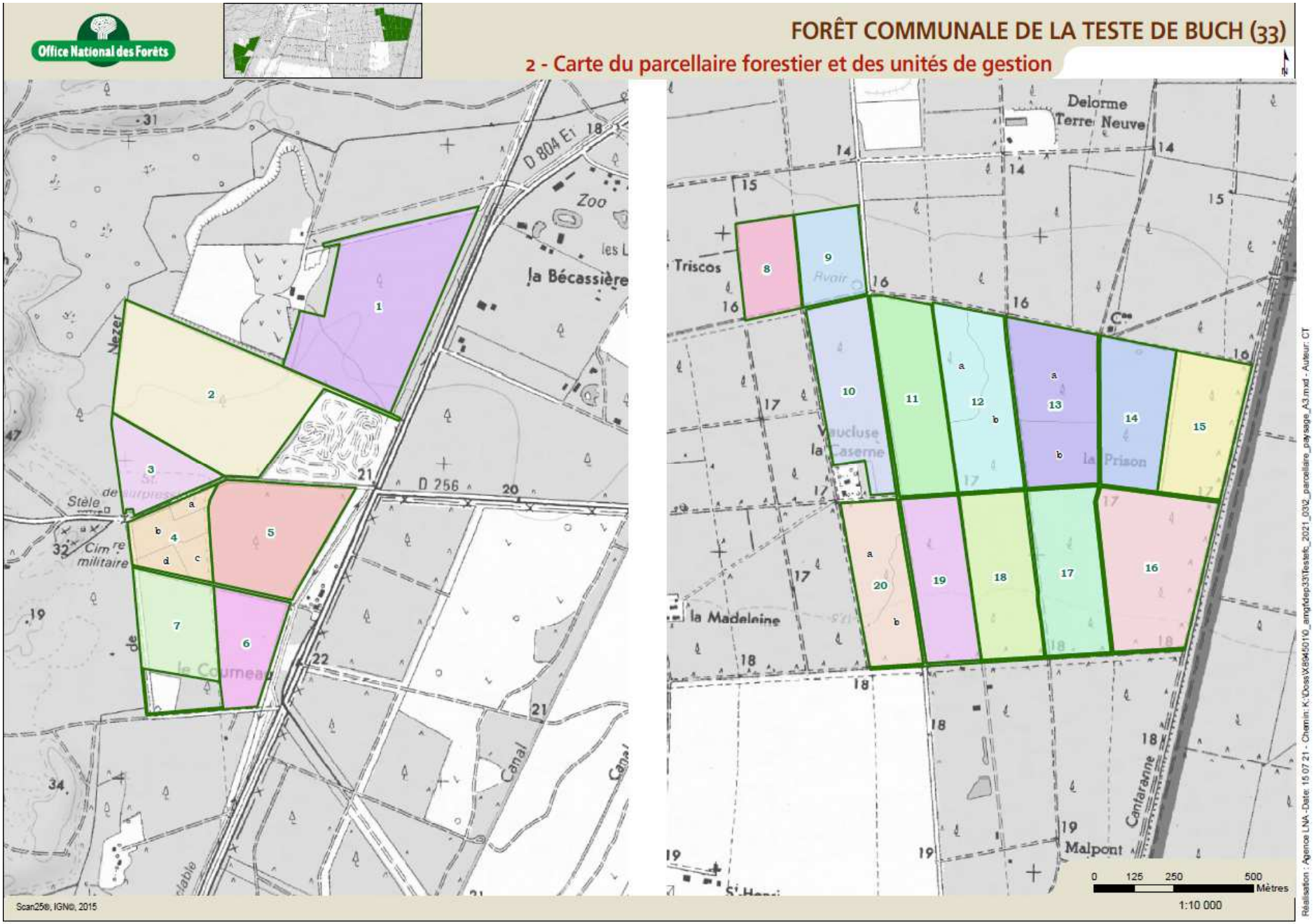
Pour rappel, comme cela est mentionné au sein de l'Aménagement forestier adopté par le Conseil Municipal le 12 avril 2022, le bilan prévisionnel financier de la gestion de la forêt est positif (12 379 €/an) sur la période 2022-2036.

La délibération a donc pour objet d' :

- APPROUVER le programme des coupes de bois pour les années 2022 et 2023,
- APPROUVER la vente en bois façonné des parcelles concernées par le programme des coupes pour les années 2022 et 2023,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer une convention d'exploitation groupée de bois avec l'ONF et à engager tout acte à intervenir nécessaire à la bonne réalisation des opérations de commercialisation des bois.

PJ :

- carte du parcellaire forestier et des unités de gestion
- tableau programme de travaux 2022 -2023
- carte des acheteurs de bois locaux
- schéma explicatif sur la convention d'exploitation groupée de bois
- modèle de convention de vente et exploitation groupées


Office National des Forêts
FORÊT COMMUNALE DE LA TESTE DE BUCH (33)
2 - Carte du parcellaire forestier et des unités de gestion
N
Delorme
Terre Neuve
Triscos
la Bécassière
Zoo
D 804 Et
D 256
Stèle
Cimetière militaire
la Madeleine
Malpont
Canfarnine
Canal
Prison
0 125 250 500 Mètres
1:10 000
Scan25®, IGN©, 2015
Réalisation : Agence LNA -Date: 15 07 21 - Chemin: K:\Dossiers\8045010_amgNdep33\Teste\fc_2021_0312_parcellaire_paysage_A3.mxd - Auteur: CT

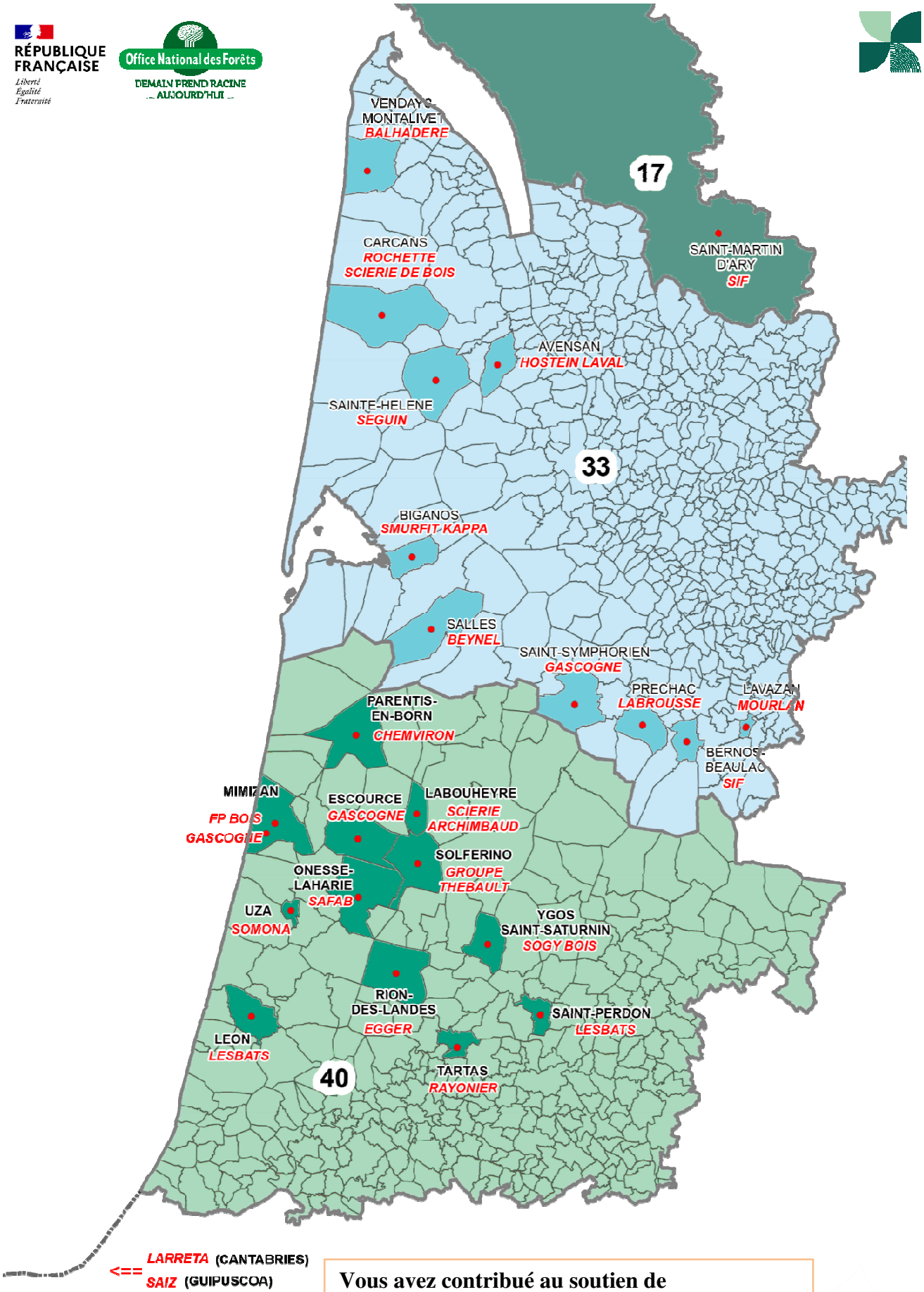
PROGRAMME DE TRAVAUX 2022- 2023

RECOLTE DE BOIS 2022							
Commune	**Canton**	**PARCELLE FORESTIERE**	**SURFACE COUPE**	**TYPE DE COUPE**	**VPR M3/HA**	**VOLUME TOTAL**	**Mode de vente**
La Teste	Le Courneau	**4b**	2,59	E1	15	38,85	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**4a**	0,77	E2	25	19,25	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**11**	11,53	E2	10	115,30	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**12a**	4,17	E2	15	62,55	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**13a**	8,14	E2	15	122,10	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**14**	9,69	E2	35	339,15	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**15**	9,77	E2	35	341,95	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**16**	13,10	E2	35	458,50	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**20b**	4,03	E2	30	120,90	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**8**	4,00	E4	30	120,00	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**9**	2,00	E4	30	60,00	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**1**	20,46	IRR	25	511,50	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**2**	22,06	IRR	20	441,20	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**3**	5,66	IRR	10	56,60	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**6**	6,40	IRR	25	160,00	Bois façonné
La Teste	Le Courneau	**7**	7,63	IRR	25	190,75	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**12b**	7,96	REX	5	39,80	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**13b**	4,85	REX	10	48,50	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**17**	10,86	REX	5	54,30	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**18**	10,55	REX	5	52,75	Bois façonné
Gujan-Mestras	Césarée	**19**	9,23	REX	10	92,30	Bois façonné
		TOTAL	**175,45**	**ha**		**3446,25**	**m3**

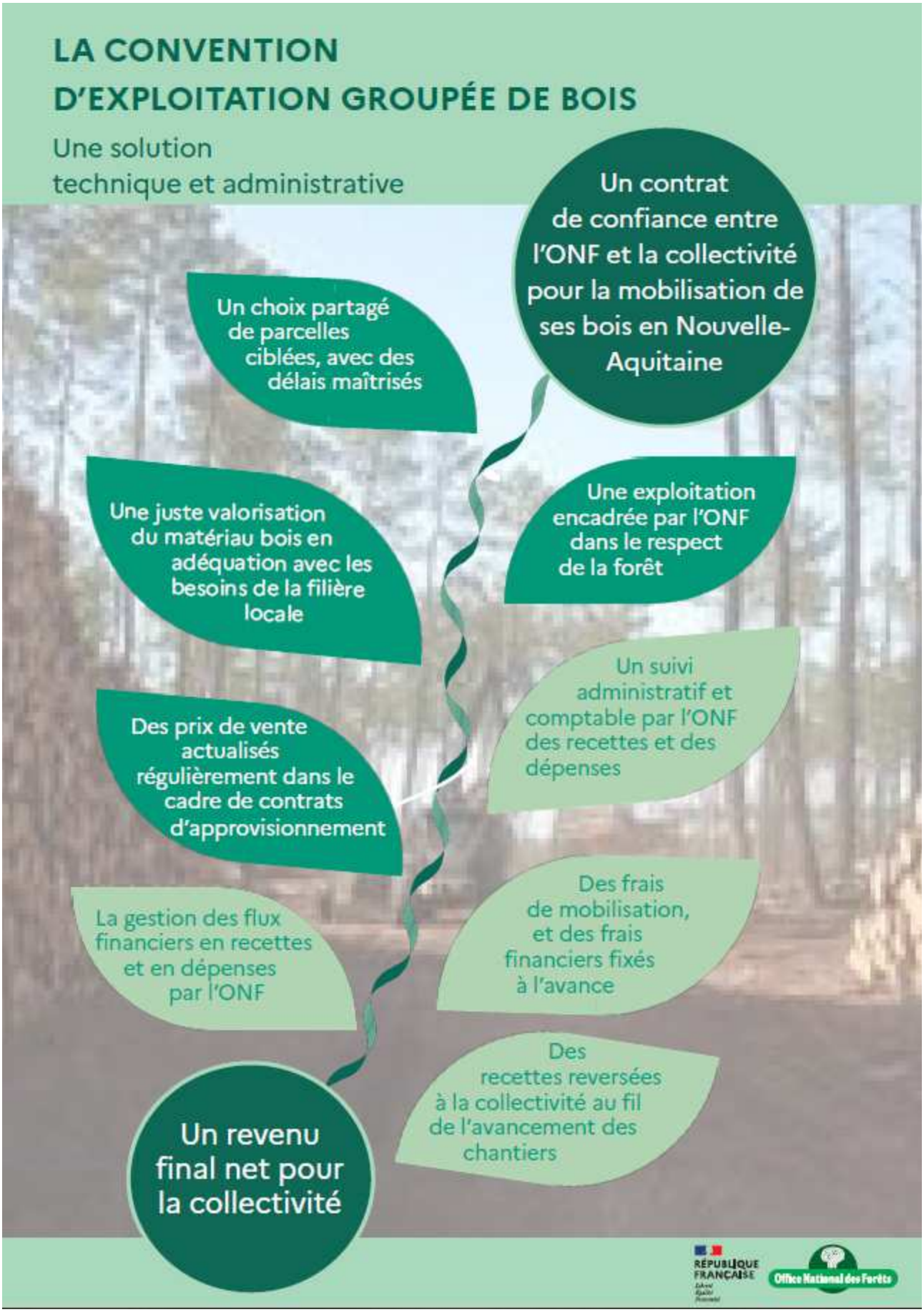
E1	Première éclaircie
E2	Deuxième éclaircie
E3	Troisième éclaircie
E4	Quatrième éclaircie

RA	Coupe rase
IRR	Coupe en futaie irrégulière
REX	Extraction petits bois

CARTE DES ACHETEURS DE BOIS LOCAUX



Vous avez contribué au soutien de
x emplois dans la filière bois


LA CONVENTION
D'EXPLOITATION GROUPÉE DE BOIS
Une solution
technique et administrative
Un contrat de confiance entre l'ONF et la collectivité pour la mobilisation de ses bois en Nouvelle-Aquitaine
Un choix partagé de parcelles ciblées, avec des délais maîtrisés
Une exploitation encadrée par l'ONF dans le respect de la forêt
Une juste valorisation du matériau bois en adéquation avec les besoins de la filière locale
Un suivi administratif et comptable par l'ONF des recettes et des dépenses
Des prix de vente actualisés régulièrement dans le cadre de contrats d'approvisionnement
Des frais de mobilisation, et des frais financiers fixés à l'avance
La gestion des flux financiers en recettes et en dépenses par l'ONF
Des recettes reversées à la collectivité au fil de l'avancement des chantiers
Un revenu final net pour la collectivité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Office National des Forêts


FORET COMMUNALE DE LA TESTE DE BUCH (33)
1 - Plan de situation
Office National des Forêts
Lège-Cap-Ferret
Arès
Andernos-les-Bains
Lanton
Audenge
Arcachon
la Teste-de-Buch
Gujan-Mestras
Biganos
Mios
Salles
Biscarrosse
Parentis-en-Born
Sanguinet
BASSIN D'ARCACHON
PARC NATUREL MARIN DU BASSIN D'ARCACHON
CAP FERRET
Dune du Pilat
Réserve Naturelle du Banc d'Arguin
Réserve Naturelle des Prés Salés d'Arès et de Lège-Cap-Ferret
Parcs à huîtres
Parc Ornithologique du Teich
Forêt Comm. de Biscarrosse
F. Dom. de la Teste
Étang de Cazaux et de Sanguinet
Étang de Biscarrosse
Emprise de la forêt
0 2 4 km
1:200 000
Scanreg®, IGN©, 2015
Réalisation : Agence LNA -Date: 15 07 21 - Chemin: K:\Doss\X89450110_amgt\dep33\Testefc_2021_0311_situation_portrait_A4.mxd - Auteur: CT

Office National des Forêts

CONVENTION D'EXPLOITATION GROUPEE DE BOIS
ENREGISTREE SOUS LE N° XXXX 21 E XXX

CONCLUE ENTRE :

L'Office National des Forêts, ET Etablissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro SIREN 662 043 116 PARIS RCS, dont le siège social est au 2 avenue de St Mandé, 75570 Paris Cedex 12, représenté par Yann ROLLAND..... en sa qualité de Chef du Service Bois Agence LNA..... Ci-après désigné par « **l'ONF** »,	**Le .....** **Collectivité / Personne morale propriétaire** *(barrer mention inutile)*, immatriculée sous le numéro SIRET ..... représenté par ..... en sa qualité de... ..... Ci-après désigné par « **le Propriétaire** »,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La présente convention est conclue en application des articles L 214-7 et L 214-8 du Code Forestier. En application de ces articles :

- **L'exploitation groupée des bois** désigne l'opération par laquelle une collectivité ou personne morale propriétaire met les bois à disposition de l'ONF alors qu'ils sont encore sur pied, afin qu'ils soient vendus façonnés dans le cadre de ventes groupées (en particulier de contrats d'approvisionnement), l'ONF prenant alors la responsabilité de leur exploitation, en qualité de donneur d'ordre.
- **Une vente groupée de bois** désigne l'opération par laquelle l'ONF procède, dans un contrat de vente unique conclu en son nom, à la mise en vente de bois provenant de plusieurs propriétaires de forêt relevant du régime forestier et reverse ensuite à chaque propriétaire la part qui lui revient, déduction faite des frais de recouvrement-reversement (article D214-22) et, en cas d'exploitation groupée, des charges engagées par l'ONF pour l'exploitation des bois.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de la présente convention est de définir les conditions particulières selon lesquelles le Propriétaire et l'ONF conviennent de mettre en œuvre une opération d'exploitation groupée conformément à la délibération du Propriétaire en date du ..... prise en application de l'article L214-7.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à l'exploitation des chantiers définis à l'article 3, et au suivi de la vente des bois qui en sont issus, notamment les opérations de recouvrement et de reversement du produit correspondant incluant les opérations de déduction des charges d'exploitation.

ARTICLE 3 - IDENTIFICATION DES BOIS MIS A DISPOSITION DE L'ONF

Les chantiers mis à disposition de l'ONF par le Propriétaire dans le cadre de la présente convention sont détaillés en annexe A.

ARTICLE 4 - MODALITES DE VENTE DES PRODUITS DE L'EXPLOITATION GROUPEE

Toutes les ventes s'effectuent conformément aux dispositions des règlements, conditions générales et clauses générales des ventes approuvées par le Conseil d'Administration de l'ONF.

Tous les produits issus des chantiers visés à l'article 3 sont destinés à être vendus dans le cadre du dispositif des ventes groupées. L'ONF assure la facturation au client, le recouvrement et reverse, après encaissement, le produit de la vente au Propriétaire déduction faites des frais de recouvrement et de reversement.

Une partie minoritaire des produits issus des chantiers visés à l'article 3 peut être également délivrée.

ARTICLE 5 - MODALITES D'EXPLOITATION DES BOIS PAR L'ONF

5.1 - Organisation de l'exploitation des bois par l'ONF

L'organisation de l'ensemble des opérations liées à l'exploitation et la livraison des bois assurée par l'ONF comprend notamment les missions suivantes :

- Etablissement du cahier des charges pour l'exploitation ;
- Passation des marchés de services forestiers ;
- Direction de l'exécution des travaux (planification en conformité avec les plannings de livraison des bois, délivrance des ordres de service et ordre de transport le cas échéant, surveillance des prestations commandées, réception des travaux) ;
- Paiement des travaux (vérification des décomptes, mise en paiement des factures) ;
- Gestion de la logistique et du transport si nécessaire ;
- Préparation des opérations de livraison et de réception des bois.

5.2 - Précisions sur la définition du cahier des charges

Le cahier des charges prévoit notamment :

- Le respect des dispositions du Cahier National des Prescriptions d'Exploitation Forestière ;

- Le respect des clauses particulières propres à chaque chantier ;
- Les prescriptions relatives à la bonne réalisation de chaque chantier, incluant les spécifications des produits à façonner et, le cas échéant, des dispositions spécifiques ajoutées à la demande de la commune.

5.3 - Précisions sur le cadre d'intervention des prestataires de services

Les travaux de bûcheronnage, de débardage et le cas échéant de transport, sont réalisés dans le cadre de marchés de services forestiers passés par l'ONF, conformément aux règles de la commande publique.

ARTICLE 6 - GESTION DES CHARGES ENGAGEES POUR L'EXPLOITATION DES BOIS

6.1 - Détermination du montant total des charges

Les charges dues par le propriétaire intègrent :

- Le coût des prestations de bûcheronnage et de débardage des bois issus des chantiers visés à l'article 3 de la présente convention ;
- Les autres charges éventuelles (par exemple : transport ou stockage, pour tout ou partie de ces bois) ;
- Le coût de l'organisation de l'ensemble de ces opérations par l'ONF.

Le coût des charges d'exploitation s'établit par chantier sur la base de prix unitaires contractuels définis en annexe B2. Ces prix unitaires s'appliquent aux quantités livrées et facturées aux acheteurs ainsi qu'aux quantités délivrées. Lorsque les unités appliquées aux quantités facturées ou délivrées sont différentes des unités utilisées pour le calcul des coûts unitaires, ces quantités sont converties par application des coefficients prévus en annexe B4.

Dans le cas où une partie des produits issus des chantiers concernés sont délivrés, les charges afférentes à leur exploitation sont prises en compte dans le calcul des charges prévisionnelles prélevées détaillé dans l'article 6.2 puis au moment du calcul du solde prévu à l'article 6.3.

Dans le cas où une partie des bois sont livrés sur le site d'un client et facturés « rendu-usine », le coût des charges afférentes s'établit comme la somme des moyens réels engagés par l'ONF pour réaliser ces missions de transport majorés des coûts d'organisation liés détaillés en Annexe B2.

6.2 - Déduction des charges lors des reversements au Propriétaire des produits des ventes groupées

Les charges engagées, définies ci-dessus, sont déduites lors des reversements du produit des ventes.

Dans le cas de bois livrés et facturés « bord de route », le montant déduit à chaque reversement est égal à 57 % du montant brut à reverser. Ce montant est arrondi à la centaine d'euro inférieure.

Dans le cas des bois livrés et facturés « rendu usine », le montant déduit à chaque reversement correspond aux charges de transports engagées, d'une part, et, aux charges d'exploitation égales à 57 % du montant brut à reverser après déduction des charges de

transport, d'autre part. Le montant des charges de transport est calculé par application du prix unitaire défini en annexe B2-2 au volume livré et facturé. Ce montant est arrondi à la centaine d'euro inférieure.

6.3 - Traitement du solde des charges

A l'issue de l'opération, l'ONF établit le décompte final des charges dues par le Propriétaire au titre de la présente convention (cf. 6.1 ci-dessus).

Le montant du solde des charges est établi par différence entre la valeur de ce décompte et la somme des charges déduites lors des reversements des produits (cf. 6.2 ci-dessus).

Si le montant des charges réellement dues au titre de la présente convention est inférieur aux montants des charges prélevées, le versement du solde dû par l'ONF fait l'objet d'avis de mise en paiement de solde transmis au Propriétaire et à son comptable.

Le cas échéant, si le montant des charges réellement dues au titre de la présente convention est supérieur aux montants des charges prélevées, le solde fait l'objet d'une facture émise par l'ONF et libellée au nom du Propriétaire.

6.4 - Régime TVA des charges

Le montant des charges d'exploitation, déduites à chaque reversement, est majorée de la TVA, au taux en vigueur au moment de la vente, applicable aux travaux d'exploitation forestière.

De même, au solde, le montant des charges restant dues par le Propriétaire ou à reverser au Propriétaire est majorée de la TVA, au taux en vigueur au moment de la vente, applicable aux travaux d'exploitation forestière.

ARTICLE 7 - PERSONNES RESPONSABLES DE L'EXECUTION DE LA CONVENTION

7.1 - Pour l'ONF

La personne responsable de l'exécution de la présente convention est : Yann ROLLAND..... en sa qualité de Chef du service Bois de l'agence Landes Nord Aquitaine

7.2 - Pour le Propriétaire

La personne responsable de l'exécution de la présente convention est : ..... en sa qualité de...

ARTICLE 8 - COMPTABLE DESTINATAIRE DES VERSEMENTS AU PROPRIETAIRE

Le comptable destinataire des versements est le comptable du Propriétaire. A ce titre :

- Il est destinataire d'une copie de la présente convention.
- Il est destinataire des avis de mise en paiement et du décompte récapitulatif de l'opération qui lui sont transmis directement par l'ONF.

ARTICLE 9 - REGIME DES RESPONSABILITES

Le Propriétaire reste propriétaire des bois jusqu'au transfert de propriété à l'acheteur de bois matérialisé conformément aux clauses générales de vente. A ce titre, il assume les risques de perte, dépréciation ou vol des bois inhérents à sa qualité de propriétaire.

L'ONF assume les responsabilités inhérentes à sa qualité de donneur d'ordre, notamment les dommages causés à la propriété forestière, à charge pour lui d'appeler en garantie les prestataires auteurs de ces dommages. A ce titre également :

- Il contrôle la régularité de la situation des entreprises intervenant sur les chantiers au regard des législations sociale et fiscale ;
- Il veille au respect, par les entrepreneurs, des prescriptions sécurité sur les chantiers et à leurs abords immédiats.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable de tout litige relatif à l'exécution du présent contrat.

En l'absence de règlement amiable, les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour en connaître.

Le ……., à

Pour l'ONF,	Pour le Propriétaire,
.....	.....

ANNEXE A – Liste des chantiers mis à disposition de l'ONF (art. 3)

Forêt	Parcelle	N° Etat d'assiette	Type de coupe	Principaux produits	Volume prévisionnel

ANNEXE B – Produits prévisionnels et Gestion des charges d'exploitation

Monsieur le Maire :
Merci Mme Tilleul,

Monsieur DUCASSE :
Je remarque toujours l'excellent travail des services de Mme Tilleull et Mme Darmanin, et de l'ONF, en ce moment la plupart des communes qui nous entourent, pour des mauvaises raisons, elles décrient l'ONF , leur avenir est fragilisé par le budget de l'Etat qui voudrait s'en débarrasser, je n'ose imaginer que l'ONF disparaisse sur notre littoral, historiquement c'est eux qui nous ont sauvés et nous devons les défendre, je les félicite et je rappelle à tous que l'ONF pour nous c'est la garantie de ne pas être envahi ni par la mer, ni par les sables depuis 200 ans.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERILLON **DEL2022-06-287**

FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RELOCALISATION DU TRONÇON NORD DE LA PISTE CYCLABLE SUR LE SITE DE LA LAGUNE EN FORET DOMANIALE

———

Vu *le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29, L2122-21 et L 2122-22,*

Vu *la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte,*

Vu *le document d'orientations et d'actions de la stratégie nationale de gestion de la bande côtière approuvé par le conseil d'administration du GIP le 20 février 2012,*

Vu *le Schéma Plan Plage du littoral aquitain,*

Vu *la délibération du Conseil municipal en date du 21 septembre 2016 concernant la mise en place d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la commune et l'ONF dans le cadre de la réalisation de l'étude de la stratégie locale de gestion de la bande côtière,*

Vu *la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2019 approuvant le principe des opérations et du plan de financement du plan d'actions de la stratégie locale de gestion du trait de côte sur la commune de La Teste de Buch,*

Vu *la délibération du Conseil Municipal en date du 13 avril 2021 validant le financement des travaux de relocalisation provisoire d'un tronçon de la piste cyclable sur le site de La Lagune,*

Vu *le projet de convention fixant les modalités d'octroi de l'aide communale pour les travaux de relocalisation du tronçon nord de la piste cyclable sur le site de La Lagune ci-joint,*

Mes chers collègues,

Considérant que le littoral de la commune est sujet à des phénomènes d'érosion chronique liés à l'action directe de la mer, conjugués aux flux et reflux des marées au niveau des passes et de l'évolution spatio-temporelle de celles-ci, qui se traduit par un recul progressif du trait de côte, un abaissement des plages et une érosion des dunes,

Considérant que la commune a fait le choix en 2013 de s'engager dans l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du trait de côte dans la continuité de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte et dans le cadre de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière en Aquitaine,

Considérant que la piste cyclable menacée d'effondrement sur le secteur de la Lagune, a fait l'objet de travaux de relocation provisoire d'urgence sur une distance de 300 ml au printemps 2021,

Considérant qu'il est nécessaire de rétablir une continuité cyclable de façon durable en rétro-littoral afin de sécuriser l'accueil des cyclistes,

Considérant que le coût estimatif des travaux s'élève à 270 400 € HT et que le plan de financement prévisionnel est le suivant :

- Région Nouvelle Aquitaine : 30% soit 81 120 € HT
- FEDER ou Etat : 30% soit 81 120 € HT
- Département de la Gironde : 20 % soit 54 080 € HT
- Commune de La Teste de Buch : 20% soit 54 080 € HT

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- ACCEPTER les modalités de contribution de la Commune à la relocalisation du tronçon nord de la piste cyclable sur le site de la lagune en forêt domaniale,

- AUTORISER Le Maire à signer la convention avec l'Office National des Forêts pour le financement des travaux de relocalisation du tronçon nord de la piste cyclable sur le site de la lagune en forêt domaniale et tout autre acte à intervenir,

- AUTORISER Monsieur Le Maire à procéder au mandatement de la somme de 54 080 € à l'Office National des Forêts *(les crédits sont inscrits au Budget Supplémentaire 2022).*

DES TRAVAUX DE RELOCALISATION DU TRONÇON NORD DE LA PISTE CYCLABLE SUR LE SITE DE LA LAGUNE EN FORET DOMANIALE

Note explicative de synthèse

I. CONTEXTE

a. Stratégie locale de gestion de la bande côtière

Depuis plusieurs années, le littoral de la commune est touché par un phénomène naturel aigu d'érosion entrainant un recul considérable du trait de côte. Dans la continuité de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte et dans le cadre de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière en Aquitaine portée par le groupement d'intérêt public (GIP) littoral aquitain, la commune a fait le choix en 2013 de s'engager dans l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du trait de côte.

Elle s'est d'abord associée, par convention, avec les villes de Lège Cap-Ferret et de Biscarrosse elles aussi touchées par les mêmes phénomènes ainsi qu'avec le SIBA, afin de réaliser un diagnostic préalable. Puis, en 2016, la commune a lancé l'élaboration de sa propre stratégie de laquelle ont découlé des scénarios de gestion et un plan d'actions. Cette phase a été découpée en deux volets distincts :

- un volet érosion,
- un volet Plans-Plages

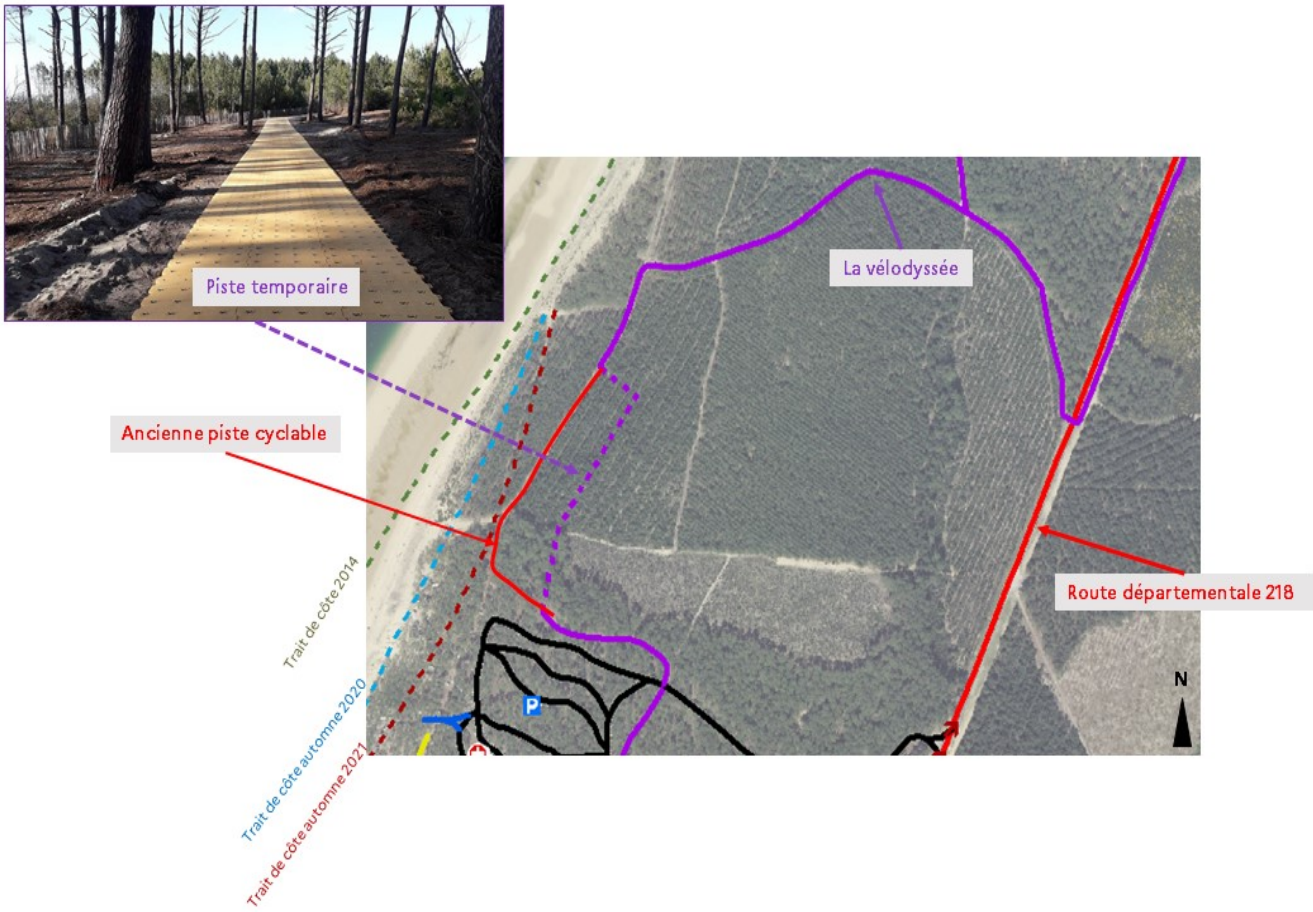
Pour ce dernier volet, un projet de relocalisation des plans plages est en cours. Il s'agit de prévoir leur relocalisation en fonction des phénomènes d'érosion, dans une stratégie de recul et d'aménagement résiliente pour anticiper les évolutions du trait de côte.

b. Une accélération de l'érosion sur le secteur de La Lagune qui a nécessité des travaux de relocalisation provisoire d'une portion de piste cyclable

Après un cycle érosif localisé au niveau du Petit Nice, le site de la Lagune est devenu depuis deux ans le secteur le plus impacté. Ainsi ce sont près de 90m de littoral qui ont été perdus depuis 2020 sur ce secteur.

Cette accélération de l'érosion a nécessité la mise en œuvre de travaux afin de relocaliser en urgence et de manière provisoire une partie de la piste cyclable au printemps 2021. Les travaux ont consisté à démonter une partie de la piste cyclable et à mettre en place des planchers amovibles sur une distance de 300m. Cette solution, validée par les services de l'Etat, n'était pas soumise à examen cas par cas, ce qui a permis une mise en œuvre rapide, au printemps 2021.

Le Conseil Municipal du 13 avril 2021 a validé le financement des travaux par la commune à hauteur de 20%, soit 20 000 € pour un coût total de100 000 €.



2/ Description du projet

a. Objectifs généraux

Le projet, porté par l'ONF, vise à créer un nouveau tronçon de piste cyclable, en forêt domaniale, au nord de la piste cyclable jusqu'au site de La Lagune afin de recréer une continuité cyclable de l'axe nord-sud reliant la vélodyssée, de la dune du Pilat à Biscarrosse, de manière pérenne en rétro-littoral.
Son tracé a été validé lors d'un Comité de Pilotage (composé de l'ONF, du GIP Littoral, de la Région, du Département, de la DDTM et de la commune) le 18 septembre 2020. Ces travaux s'inscrivent donc pleinement dans le projet global de relocalisation des plans plages qui repose sur le développement de la mobilité douce et la gestion environnementale des sites.

b. Description des opérations

Les opérations comprennent :
- La suppression du tronçon temporaire en planchers amovibles
- La démolition des 820 ml de l'ancien tronçon. Les matériaux seront stockés afin d'être réutilisés comme couche de fond pour les travaux de création. Ce tronçon sera ensuite renaturé.
- La création d'un nouveau tronçon en enrobé sur 830 ml et 2,5 m de large avec réutilisation des matériaux issus de la démolition. Afin de répondre aux exigences environnementales et paysagères, l'enrobé conciliera la maitrise des impacts environnementaux et les garanties de durabilité.

c. Plan de financement

Le coût prévisionnel du projet s'élève à 270 400 € HT. Il comprend les dépenses liées à l'investissement (création de voiries) et les dépenses de personnel liées à la mise en œuvre et au suivi du projet.

Poste de dépenses		Montant prévisionnel (€ HT)
Investissement		232 000
	Installation de chantier	8 000
	Démontage, renaturation stockage et recyclage des matériaux des tronçons pistes cyclables existants (y compris mise en sécurité des équipements de type ganivelles)	80 000
	Abattage, élagage, dessouchage et broyage de la végétation si nécessaire sur l'emprise	15 000
	Terrassement généraux et préparation de voirie (y compris accotement et découpage racinaire)	68 000
	Mise en œuvre des revêtements de type enrobé à froid	61 000
Prestataires externes		10 000
	Géomètre	5 000
	Coordinateur SPS	5 000
Charges de personnel (dédiées au projet)		28 400
	Suivis technique et administratif	22 900
	Suivis de chantier	5 500
Total		**270 400€ HT**

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :
- Région Nouvelle Aquitaine : 30% soit 81 120 € HT
- FEDER ou Etat : 30% soit 81 120 € HT
- Département de la Gironde : 20 % soit 54 080 € HT
- Commune de La Teste de Buch : 20% soit 54 080 € HT

d. Calendrier et procédures réglementaires

Le tracé du nouveau tronçon se trouvant sur un Espace Boisé Classé (EBC), une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour déclassement de l'EBC et permis d'aménager sont nécessaires et seront conduits en 2022 avant les travaux.
Les travaux seront réalisés à l'automne 2022 et terminés avant le printemps 2023.

e. Cartographie de situation



La délibération a donc pour objet d':

-ACCEPTER les modalités de contribution de la Commune à la relocalisation du tronçon nord de la piste cyclable sur le site de la lagune en forêt domaniale,

-AUTORISER Le Maire à signer la convention avec l'Office National des Forêts pour le financement des travaux,

-AUTORISER Le Maire à procéder au mandatement de la somme de 54 080 € à l'Office National des Forêts (les crédits sont inscrits au Budget Supplémentaire 2022).

CONVENTION
Entre
LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH
Et
L'OFFICE NATIONAL DES FORETS

Pour :

Programme de la Stratégie Locale de Gestion du Trait de Côte (Volet Plans Plages) :
Relocalisation définitive
du tronçon nord de la piste cyclable de La Lagune de la Commune de La TESTE de BUCH
en Forêt domaniale de La Teste De Buch

Entre les soussignés :

- **LA COMMUNE DE LA TESTE DE BUCH**, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, sis Hôtel de Ville, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, dûment habilité par délibération n°2020-07-155 du 28 juin 2022,

  Ci-après dénommée « la Commune de la Teste de Buch »

  Et,

- **L'OFFICE NATIONAL DES FORETS, Agence Landes Nord Aquitaine**, représenté par son Directeur, Monsieur Eric CONSTANTIN, situé 9, avenue Raymond Manaud 33524 BRUGES CEDEX,

  ci-après dénommé par « le bénéficiaire »

Préambule :

La Commune de La Teste de Buch est confrontée à une très forte dynamique érosive de son littoral.

Compte tenu :

- de l'impact des effets climatiques sur le recul du trait de côte durant les dernières décennies,
- des forts enjeux environnementaux, touristiques et économiques que revêt la forêt domaniale de La Teste dans sa partie littorale,
- des conclusions de la Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière et de son volet spécifique sur le secteur des 3 Plans Plages (CASAGEC / EL Paysages / ADAMAS, 2019) qui ont permis d'aboutir à la

définition d'un schéma d'aménagement adossé à un programme d'actions avec différents scénarii de relocalisation en fonction des phénomènes d'érosion.

L'ensemble des représentants des institutions (Etat / Région / Département / Commune de La Teste de Buch / GIP Littoral / ONF) a convenu de la nécessité d'effectuer les études préalables indispensables à la justification du scénario préférentiel à mettre en œuvre, dans le cadre de la stratégie de gestion de la bande côtière et des plans plages sur la commune de La Teste de Buch.
L'ONF a été mandaté par la commune en 2020 pour réaliser les études environnementales et règlementaires permettant de conclure à la faisabilité et l'évaluation financière des aménagements des plans plage déterminant le meilleur scénario à retenir.

Parallèlement, il a mis en place un protocole de confortement de suivi du trait de côte au niveau de chacun des secteurs des plans plage de La Teste de Buch.

Des épisodes érosifs importants ont été observés dans certains secteurs entre 2010 et 2015 au Petit Nice et depuis 2020 à La Lagune où près de 90 m de littoral ont été perdus depuis 2 ans. Ce recul important a nécessité de mettre en place des travaux d'urgence avec le démontage d'une partie de la voirie des plans plage et de la piste cyclable avec la mise en place au printemps 2021 d'un tronçon provisoire de piste cyclable selon une méthode innovante de plancher amovible.

Aussi, le projet de relocalisation des plans plage de La Teste, en cours d'étude, doit s'inscrire dans une stratégie de recul et d'aménagement résiliente pour anticiper les évolutions du trait de côte.

Ce projet sera réalisé en deux phases :

- **Une phase 1 de travaux d'urgence à réaliser à l'automne 2022 qui consiste à relocaliser définitivement le tronçon nord de la piste cyclable suite à la mise en place d'un tronçon provisoire pour rétablir la continuité cyclable de l'axe nord-sud reliant la vélodyssée de la dune du Pilat à Biscarrosse ;**

- Une phase de travaux de relocalisation des plans plage en rétro-littoral permettant une adaptation à l'évolution du trait de côte, qui interviendra à compter de 2023 après finalisation de l'avant-projet.

Les principes d'aménagement de ce projet global reposent sur le développement de la mobilité douce et la gestion environnementale des sites avec une recherche de solutions innovantes dans une logique de sobriété. Ils répondent aux grands objectifs du schéma régional Plan Plage actualisé en 2019 et visent à intégrer les risques naturels, garantir la sécurité des personnes et des milieux, à développer la qualité de l'accueil des usagers, à encourager les modes de déplacements doux, à limiter l'impact sur les ressources et à prendre en compte l'augmentation de la fréquentation.

Ces principes ont été validés lors du comité de pilotage du 20 octobre 2021 par l'ensemble des partenaires (collectivité, région, département, services de l'Etat, Gip Littoral).

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'octroi de l'aide communale allouée à l'Office National des Forêts pour la réalisation des travaux de relocalisation définitive du tronçon nord de la piste cyclable de La Lagune sur la commune de la Teste de Buch.

Ces travaux auront pour objectif de rétablir la continuité cyclable de l'axe nord-sud reliant la vélodyssée de la dune du Pilat à Biscarrosse de façon durable en rétro-littoral affranchie des phénomènes d'érosions littorales et de recul du trait de côte.

Pour rappel, la mise en œuvre de la relocalisation des plans plages et de la piste cyclable a pour intention de maintenir l'accueil du public dans des conditions optimisées de sécurité.

Article 2 – DESCRIPTION DES TRAVAUX ET CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

2.1. Descriptions des travaux

Le projet vise à créer un nouveau tronçon de piste cyclable au nord de la piste cyclable jusqu'au site de La Lagune afin de recréer une continuité cyclable et garantir la sécurité des usagers. Les opérations comprendront :

- La suppression du tronçon temporaire en planchers amovibles ;
- La démolition des 820 ml de l'ancien tronçon. Les matériaux seront stockés afin d'être réutilisés comme couche de fond pour les travaux de création. Ce tronçon sera ensuite renaturé ;
- La création d'un nouveau tronçon en enrobé sur 830 ml et 2,5 m de large avec réutilisation des matériaux issus de la démolition. Afin de répondre aux exigences environnementales et paysagères, l'enrobé conciliera la maitrise des impacts environnementaux et les garanties de durabilité sur un secteur emprunté sous couvert forestier.

La largeur de la piste sera conforme au schéma régional vélo et permettra de garantir la sécurité des usagers.

Les dépenses prévisionnelles comprennent :

- Les travaux d'investissement pour la création du tronçon de piste cyclable, la démolition de l'ancien tronçon,
- L'encadrement nécessaire à la réalisation du projet.

2.2. Calendrier prévisionnel de mise en œuvre

Le projet nécessite la mise en œuvre de procédures règlementaires (Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité du PLU pour déclassement de l'EBC et Permis d'Aménager) qui sont conduites en 2022 préalablement à la phase travaux.

Le projet sera réalisé à l'automne 2022, après enquête publique et après la saison estivale et sera achevé avant le printemps 2023.

Article 3. NATURE DES DEPENSES ET MONTANT DE L'AIDE

3.1. Nature des dépenses

Le montant prévisionnel des dépenses du projet s'élève à 270 400 € HT et comprend les dépenses liées à l'investissement (création de voiries) et les dépenses de personnel liées à la mise en œuvre du projet et son suivi.

Poste de dépenses		Montant prévisionnel (€ HT)
Investissement		232 000
	Installation de chantier	8 000
	Démontage, renaturation stockage et recyclage des matériaux des tronçons pistes cyclables existants (y compris mise en sécurité des équipements de type ganivelles)	80 000
	Abattage, élagage, dessouchage et broyage de la végétation si nécessaire sur l'emprise	15 000
	Terrassement généraux et préparation de voirie (y compris accotement et découpage racinaire)	68 000
	Mise en œuvre des revêtements de type enrobé à froid	61 000
Prestataires externes		10 000
	Géomètre	5 000
	Coordinateur SPS	5 000
Charges de personnel (dédiées au projet)		28 400

	Suivis technique et administratif	22 900
	Suivis de chantier	5 500
Total		**270 400€ HT**

3.2. Plan de financement

En avril 2022, l'ONF a sollicité l'ensemble des partenaires institutionnels (FEDER / Région / Département / Commune).

Le plan de financement prévisionnel s'établit comme suit :

	Taux de participation	**Montant de la participation (HT)**
Région Nouvelle Aquitaine	30%	81 120 €
FEDER ou Etat (CPER2021-2027 mobilités douces)	30%	81 120 €
Département de la Gironde	20%	54 080 €
Commune de La Teste de Buch	20%	54 080 €
	TOTAL	**270 400 €**

L'aide allouée au bénéficiaire est de 54 080 €.
Ce montant ne peut être révisable à la hausse. En outre, si le montant final des dépenses s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la subvention serait recalculée au prorata des dépenses réellement engagées et justifiées.

A noter que l'engagement par le maître d'ouvrage de toute action relevant de la gestion de l'accueil du public en forêt domaniale est dépendante des financements obtenus conformément aux dispositions du Code Forestier en la matière.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DES DEPENSES ET MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

4.1 Engagement et règlement des dépenses

L'ONF procèdera à l'engagement et au paiement des dépenses des travaux. Un état récapitulatif des dépenses réelles, certifié par l'Agent comptable de l'ONF, sera transmis lors de la demande de solde de la subvention accordée par chaque partenaire financier.

Une délibération communale entérinera ce plan de financement.

4.2 Modalités de versement

Le versement de la subvention sera effectué selon les modalités suivantes :
- une avance de 50%, sur présentation à la Commune de la Teste de Buch des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Une attestation de démarrage des travaux,
  - ✓ un RIB
- une 2eme avance de 30% sur présentation à la Commune de la Teste de Buch des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ un document indiquant l'état d'avancement de l'opération (production d'un rendu intermédiaire sur les travaux et factures)
  - ✓ ou un décompte des travaux atteignant 80% du coût prévu daté et signé du bénéficiaire et du Trésorier ou du comptable.
- le solde, sur présentation à la Commune de la Teste de Buch des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ du décompte définitif des dépenses liées à l'opération daté et signé du bénéficiaire et du trésorier ou du comptable,
  - ✓ d'une attestation du bénéficiaire indiquant la date d'achèvement de l'opération,
  - ✓ de la copie d'une photo du panneau de chantier, d'un dépliant ou tout autre support mentionnant le logo de la Commune de la Teste de Buch,
  - ✓ un RIB.

Article 5 : DELAIS A RESPECTER

Les travaux devront être achevés dans un délai de 2 ans à compter de la signature de la présente convention.

Les pièces justificatives exigées pour le versement du solde devront être produites au plus tard 6 mois avant le terme de la présente convention. Le non-respect de ce délai vaudra renoncement, par le bénéficiaire, à percevoir le solde de l'aide communale.

Article 6 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les travaux cités à l'article 1 de la présente convention.
Il a l'obligation d'informer la commune de la Teste de Buch, dès sa survenance :

- de tout changement intervenant dans le déroulement de l'opération (modification des délais d'exécution)
- de tout évènement d'importance susceptible de venir altérer l'économie de la présente convention et par conséquent de remettre en cause la participation financière de la commune de la Teste de Buch, tel que :
  - ✓ des modifications relatives aux statuts ou aux activités de sa structure,
  - ✓ une modification de la nature ou de l'objet du projet financé.

Le respect de ces obligations permettra :
- de réaliser un suivi attentif du bon déroulement de l'opération,
- d'assurer au mieux le paiement de l'aide communale.

Article 7 : OBLIGATION DE PUBLICITE

Le bénéficiaire a obligation de rendre visible le soutien apporté par la Commune de la Teste de Buch, notamment par :

1. l'apposition du logo de la Commune de la Teste de Buch lors de toute action de communication relative au projet,
2. la mise en place, pour les réalisations matérielles d'une signalétique permanente adaptée au mieux (panneau, panonceau ou autre) indiquant l'appui de la Commune de la Teste de Buch et dont la forme aura été préalablement approuvée par les services communaux.

Article 8 : CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION ET DE REVERSEMENT DE L'AIDE

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature par les deux parties.

1- Conditions de résiliation de la convention

Le non-respect des obligations prévues à l'article 5 du présent contrat, pendant sa durée de validité pourrait justifier sa résiliation par l'une des parties.

2- Conditions de reversement de l'aide

Par ailleurs, la commune de la Teste de Buch pourra exiger le reversement total ou partiel de l'aide communale dans les hypothèses suivantes :

- Si le projet est abandonné ou s'il a été partiellement réalisé,
- En cas de non-respect de l'article 4 du présent contrat (lorsqu'une avance a déjà été versée),
- Si l'aide est inutilisée ou utilisée de manière non conforme à son objet (cf. article 1 du présent contrat)

Le bénéficiaire s'interdit en outre de reverser tout ou partie de la subvention considérée à d'autres associations, sociétés ou collectivités, sauf convention ou autre accord écrit.

Article 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties conviennent qu'en cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, elles s'engagent à mettre en œuvre toutes voies de résolution amiable préalablement à la saisine du juge compétent, à savoir le Tribunal administratif de Bordeaux, 9 Rue Tastet, CS 21490, 33063 Bordeaux Cedex.

Article 10 : EXECUTION DU CONTRAT

Le Payeur Communal est le comptable assignataire de la dépense.

Etabli, en deux exemplaires originaux, à ……, le ……..

Pour la Commune de La Teste de Buch,	Pour l'ONF,
Le Maire,	Le Directeur de l'agence Landes Nord Aquitaine,
Patrick DAVET	Eric CONSTANTIN

Monsieur le Maire :
Merci M Berillon,

Madame PHILIPP :
Pourquoi la COBAS n'est pas dans le cofinancement puisqu'il s'agit d'une piste cyclable, la 4 voies a été financée par la COBAS alors que c'était une compétence de l'Etat, et j'ai une sollicitation, on parle de piste.. J'aimerais bien connaître les ambitions de votre majorité en matière de mobilité douce et durable et si également vous souhaitez vous doter d'une stratégie dans ce domaine. ?
On est dans une région fragile, impactée lourdement par l'érosion le réchauffement climatique et on est aussi dans une région qui est fortement touristique et convoitée.
Est-ce que la ville prévoit dans les années qui viennent d'aider les testerines et testerins à accélérer vers la transition écologique, vers une mobilité décarbonnée par exemple avec un chèque mobilité douce pour aider dans l'acquisition d'un vélo, vélo électrique car le territoire est spacieux ou encore d'un vélo cargo pour les familles.

Monsieur le Maire :
Le chèque c'est une manie dans une certaine famille politique, on distribue les chèques à tout le monde,
Pourquoi la COBAS n'intervient pas, parce qu'elle n'a pas compétence, elle ne peut intervenir sur une compétence qui est département, région, nous avions posé la question.
C'est la ville qui doit faire. Quant à la mobilité on a beaucoup avancé, lors d'un prochain conseil vous aurez un état précis sur toute la mobilité. C'est une grosse réflexion que nous avons et on a même très avancé, on sait très précisément ce que l'on veut, et comment nous voyons la ville sur les années à venir

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. AMBROISE **DEL2022-06-288**

CHARTE DE LA LAÏCITE
DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

Vu le Code des Collectivités territoriales ;
Vu la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 ;
Vu la Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat ;
Vu la Constitution du 4 octobre 1958 ;

Mes chers collègues,

Considérant la volonté de la commune de la Teste de Buch de rappeler au travers d'une charte la signification du principe de laïcité ainsi que sa portée,

Considérant que la commune de la Teste de Buch souhaite également réaffirmer son attachement au principe de laïcité au travers de cette charte, ainsi que celui de ses partenaires,

Considérant que les associations soutenues par la commune de la Teste de Buch s'engagent, en signant la charte, à respecter le principe de laïcité dans l'organisation de leurs activités,

Considérant que le soutien financier de la commune de la Teste de Buch aux associations sera désormais conditionné à la signature de la charte,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER la Charte de la laïcité ci-jointe et les conditions de son adhésion par les associations sollicitant une subvention municipale.
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à sa mise en œuvre.

Charte de la Laïcité
de la Ville de la Teste de Buch

Note explicative de synthèse

Le tissu associatif testerin, par son dynamisme et la variété de ses propositions, joue un rôle essentiel dans l'animation du territoire, son développement local et sa cohésion sociale.

La Ville de la Teste de Buch s'affirme comme partenaire privilégié des associations, notamment par le biais des nombreuses actions partenariales qu'elle mène avec un grand nombre d'entre elles, par son soutien logistique et administratif et les subventions qu'elle est amenée à verser.

En outre, en tant que collectivité territoriale, la Ville veille au respect du principe de laïcité et des valeurs de la République.

La présente charte a pour objectif de faire des acteurs du monde associatif des partenaires majeurs dans le relais et le respect de ce principe et des valeurs qui en découlent.

Ainsi, les associations qui solliciteront le concours de la Ville en déposant une demande de subvention devront être signataires de la charte, affirmant ainsi leur adhésion au principe de laïcité et de défense des valeurs républicaines.

La délibération a donc pour objet de :

- Approuver la Charte de la laïcité et les conditions de son adhésion par les associations sollicitant une subvention municipale.

CHARTE DE LA LAÏCITÉ
DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

PRÉAMBULE

L'article 1er de la Constitution de 1958 dispose que la France est une «République indivisible, laïque, démocratique et sociale ». Ces principes républicains résultent de l'histoire de France et constituent le socle de nos libertés individuelles et collectives.

Le principe de laïcité garantit la liberté de conscience et ainsi la liberté de croire ou de ne pas croire. « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi » (article 10 de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1789).

La République laïque organise la séparation des religions et de l'État. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Ainsi, la République n'admet aucune injonction ni contrainte visant à imposer l'adhésion à une conviction, religion ou à une pratique quelle qu'elle soit. Aucune religion ni aucun courant de pensée ne peut imposer ses prescriptions à la République.

La laïcité contribue à promouvoir une culture commune du respect, du dialogue, de la tolérance mutuelle et de la considération d'autrui comme semblable doté de la même dignité et des mêmes droits.

Au travers de cette charte, la ville de la Teste de Buch souhaite clarifier la signification et la portée du principe de laïcité, ainsi que son attachement à celui-ci comme condition du vivre-ensemble.

Considérant que la République laïque oblige autant qu'elle protège et garantit l'égalité entre toutes et tous, les signataires de cette charte s'engagent :

- à faire respecter, à promouvoir et à faire partager, dans chacune des actions menées, la mise en œuvre de la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité » en veillant à une juste application du principe de laïcité ;
- à prévenir les phénomènes de pressions, de rejet de l'autre ou de discriminations notamment à raison de sa religion, de sa conviction, de son sexe ou d'une quelconque appartenance réelle ou supposée.

ARTICLE 1 : LA LAÏCITÉ GARANTIT LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité garantit la liberté de conscience ce qui permet de croire ou de ne pas croire, de ne plus croire ou de changer de religion. La liberté de croire inclut celle de pratiquer une religion, en privé ou en public, dès lors que les manifestations de cette pratique ne portent pas atteinte à l'ordre public établi par la loi. La République laïque permet à toutes et tous d'affirmer publiquement leurs convictions sans que cela ne puisse les mettre en danger.

ARTICLE 2 : LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET À LA DIGNITÉ DES PERSONNES

La République laïque ne tolère aucune discrimination, notamment entre les femmes et les hommes, qu'elle découle d'un motif religieux ou autre. Elle garantit des droits égaux entre tous les citoyens et respecte toutes les croyances.

ARTICLE 3 : LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité, parce qu'elle fixe un cadre partagé et commun, constitué de droits et de devoirs, participe au développement de la citoyenneté.

C'est ainsi un bien commun, permettant l'harmonie sociale et devant à ce titre être promue et défendue par les pouvoirs publics et par tous les acteurs de la vie associative. Elle doit rassembler et ne pas être source de divisions.

ARTICLE 4 : LA LAÏCITÉ PERMET L'APPRENTISSAGE DE LA TOLÉRANCE

La laïcité permet l'expression de toutes les croyances, à partir du moment où leur manifestation ne trouble pas l'ordre public.

Elle suppose une culture du respect et de la compréhension de l'autre et rejette toute forme de violence et de discrimination.

Elle permet l'exercice de nos libertés, individuelles et collectives, et notamment la liberté de création et d'expression artistique.

ARTICLE 5 : LA LAÏCITÉ PARTICIPE AU DÉVELOPPEMENT DE LA FRATERNITÉ

La laïcité contribue à la mise en œuvre de l'idéal républicain de fraternité en renforçant l'unité de la nation autour de valeurs communes.

ARTICLE 6 : LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À L'ÉGAL ACCÈS AUX SERVICES ET ÉQUIPEMENTS PUBLICS

La laïcité garantit la neutralité de l'État, des collectivités locales et des services publics et leur parfaite impartialité vis-à-vis de tous les usagers, quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. La neutralité s'impose aux agents et salariés exerçant une mission de service public.

De même, toute discrimination en raison notamment de la religion, de la conviction, du genre ou de l'orientation sexuelle doit être poursuivie. Nul usager ne peut être exclu de l'accès aux services et équipements publics en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7 : LES ASSOCIATIONS SUBVENTIONNÉES PARTICIPENT À LA PROMOTION DE LA LAÏCITÉ

L'organisation des activités des associations subventionnées est respectueuse du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience, l'égalité et l'accueil de toutes et tous quelles que soient leurs convictions ou religion.

Pour les salariés et bénévoles de ces associations, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse peuvent leur être imposées sous réserve d'être justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur des associations.

De manière générale, la tenue d'offices, d'enseignement religieux, ou de toute autre forme de prosélytisme est proscrite dans les locaux mis à disposition des associations.

En cas du non-respect de la présente charte par les associations bénéficiant du soutien financier de la Ville, cette dernière se réserve le droit de retirer la subvention attribuée.

ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

Nom de l'association : …..……...

Les représentants de l'association s'engagent à respecter et promouvoir les principes inscrits dans la Charte de la Laïcité et des Valeurs Républicaines de la Teste de Buch.
Ils sont informés que la présente Charte est une pièce du dossier de demande de subvention auprès de la Ville de la Teste de Buch.
Ils s'engagent à fournir, à l'appui de leur demande de subvention, un bilan quantitatif et qualitatif de leur activité permettant d'apprécier l'adéquation de ladite activité avec son objet social et ses projets.
Ils sont également informés que, en cas de manquement grave et avéré aux engagements de la Charte, et à l'issue d'une procédure contradictoire conduite par les services de la Ville de la Teste de Buch, leur association ne pourra prétendre au versement de la subvention municipale ou devra rembourser les sommes indûment versées.

Le…… à……..……

Nom et prénom du représentant légal de l'association :
……

Signature :

Monsieur le Maire
Merci Mme Jeckel. Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme COUSIN **DEL2022-06-289**

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE SERVICE DE PREVENTION SPECIALISE PASSEREL

Mes chers collègues,

Considérant que le service de prévention PASSEREL appartient à l'Association Laïque du Prado, habilitée par le Conseil Départemental de la Gironde dans le cadre des missions de l'Aide Sociale à l'Enfance,

Considérant que le service de prévention PASSEREL intervient en s'appuyant sur les missions de la Prévention Spécialisée définies par le Code de l'Action Sociale et des Familles

Considérant que le service de prévention spécialité PASSEREL développe depuis plusieurs années un partenariat important sur le territoire de la COBAS avec les acteurs de l'aide sociale, de l'éducation, l'insertion, l'animation, la justice, la santé, la culture et de l'environnement

Considérant que la commune souhaite valoriser l'ensemble des actions menées en direction des jeunes au sein du service Jeunesse et Vie des quartiers autour d'actions récurrentes et concertées,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le service de prévention spécialisé PASSEREL,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.

CONVENTION de PARTENARIAT avec le SERVICE de PREVENTION SPECIALISE *PASSEREL*

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Autoriser M. Le Maire à signer la convention de partenariat avec le service de Prévention Spécialisé PASSEREL pour formaliser les partenariats existants avec les Services Jeunesse et Vie des Quartiers.

1 – Le Service de Prévention Spécialisé PASSEREL.

Les éducateurs spécialisés présents sur le territoire de la COBAS, interviennent sur les quartiers et les lieux de présence des jeunes dans l'objectif d'assurer ou recréer le lien social et de promouvoir ou soutenir des projets au sein des communes.
PASSEREL inscrit son intervention en s'appuyant sur les missions de la Prévention Spécialisée définies par le Code de l'Action Sociale et des Familles.
L'absence de mandat nominatif, la libre adhésion des jeunes, le respect de l'anonymat, la non-institutionnalisation des activités, constituent les principes sur lesquels les éducateurs spécialisés fondent leur action.
Le travail de rue qui caractérise cette pratique, consiste à aller à la rencontre des jeunes de 11 à 25 ans dans leurs lieux de vie et notamment dans l'espace public.
La présence régulière des éducateurs sur les communes, nous permet d'être repérés par les jeunes et de faire émerger, au fil du temps, des demandes individuelles et /ou collectives.
C'est ainsi que les éducateurs de PASSEREL accompagnent des jeunes et des groupes de jeunes, fragilisés voir en situation de rupture, dans la construction de leurs projets individuels et/ou collectifs
PASSEREL développe un partenariat important sur le territoire de la COBAS avec les acteurs de l'aide sociale, de l'éducation, de l'insertion, de 'animation, de la justice, de la santé, de la culture et de l'environnement.

2 – Modalités du partenariat avec les services Jeunesse et Vie des Quartiers.

Un partenariat régulier autour d'actions récurrentes et concertées, et la mise en œuvre d'un ou plusieurs chantiers éducatifs sur l'année.

PROJET D'INTERVENTIONS PARTAGEES

- Avec la Maison de quartier de la Règue verte : Dans les établissements scolaires secondaires, en lien avec les équipes éducatives de l'établissement, deux fois par mois sur le temps de la pause méridienne, une permanence éducative du service PASSEREL un mercredi après-midi sur 2 au sein de la Maison de quartier.

- Avec la Maison de quartier de la Règue verte : Durant les réunions de concertation avec les partenaires locaux (Mission Locale, Maison de Quartier de la Règue Verte, Passerel et Centre Social d'Arcachon), encadrées par la signature commune d'une charte déontologique.

- Avec le service jeunesse « l'Entrepotes » : Dans les établissements scolaires secondaires, en lien avec les équipes éducatives de l'établissement, deux fois par mois sur le temps de la pause méridienne.

- Sur signalement d'une structure de la Ville : dans le cas où la Maison de quartier de la Règue verte ou le service jeunesse repère une situation préoccupante, information au service de prévention spécialisée et proposition d'organisation de rencontre sur la structure si nécessaire.

MISE A DISPOSITION DE LOCAUX DE LA MAISON DE QUARTIER DE LA RÈGUE VERTE

Selon la disponibilité des locaux, possibilité d'utiliser une salle, sur les horaires d'ouverture, pour :

- Rencontres collectives de jeunes : demande effectuée au moins 1 mois avant la date prévue

- Rencontre ponctuelle de jeunes ou de leur famille ; espace confidentiel ; en fonction du besoin si locaux disponibles.

ACTIVITES JEUNES

L'équipe de l'Entrepotes et de la Maison de quartier de la Règue verte communiqueront régulièrement au service de prévention PASSEREL leurs programmes d'activités.
Le service prévention PASSEREL s'engage à diffuser ces informations auprès des jeunes qu'elle accompagne.

LES CHANTIERS EDUCATIFS

Outils d'insertion sociale et économique s'adressant aux jeunes de 16 à 25 ans. Ils ont pour objectif de mesurer la motivation, d'aider le jeune à adapter son comportement en intégrant en particulier les règles liées à la vie du groupe et de guider les pas vers une première insertion professionnelle tout en inscrivant le jeune dans une démarche citoyenne par le biais de sa participation à des travaux d'intérêt collectif.

CONVENTION
DE PARTENARIAT
Entre
LA MAIRIE DE LA TESTE DE BUCH
Et
LE SERVICE DE PREVENTION SPECIALISE PASSEREL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Ville de La Teste de Buch
Mairie
Esplanade Edmond Doré
LA TESTE DE BUCH,
Représentée par son Maire, Patrick DAVET

ET :

Le Service de Prévention Spécialisée PASSEREL (Association Laïque du Prado),
1 avenue du Général Leclerc, 33260 LA TESTE DE BUCH,
Représentée par sa responsable, Katia GAITEE,

Ci-après dénommée « le Service de prévention PASSEREL »

D'AUTRE PART,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Le service de prévention PASSEREL appartient à l'Association Laïque du Prado. Habilité par le Conseil Départemental de la Gironde dans le cadre des missions de l'Aide Sociale à l'Enfance, le service de prévention PASSEREL intervient en s'appuyant sur les missions de la Prévention Spécialisée définies par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les éducateurs de PASSEREL accompagnent des jeunes et des groupes de jeunes, de 11 à 25 ans en voie de marginalisation et /ou d'exclusion, fragilisés, voir en situation de rupture, dans la construction de leurs projets individuels et/ou collectifs.

Ce travail s'appuie sur le développement d'un partenariat important sur le territoire de la COBAS avec les acteurs de l'aide sociale, de l'éducation, de l'insertion, de l'animation, de la justice, de la santé, de la culture et de l'environnement.

La Ville de La Teste de Buch, notamment à travers les services en charge de ces publics que sont la Maison de quartier de la Régue verte et le service jeunesse, travaille régulièrement en partenariat avec les équipes du service de prévention PASSEREL.

Ce partenariat, existant depuis de nombreuses années, permet de répondre aux objectifs d'insertion des publics jeunes à travers la mise en place d'actions partagées et de chantiers éducatifs.

article 1 : **OBJET**

La présente convention fixe les modalités de partenariat entre les parties visant à mettre en œuvre des actions conjointes pour l'accompagnement des publics jeunes en insertion sur le territoire de la Ville.

Cet accompagnement s'articule autour de deux axes : un partenariat régulier autour d'actions récurrentes et concertées, et la mise en œuvre d'un ou plusieurs chantiers éducatifs sur l'année.

article 2 : **PARTENARIAT REGULIER**

Article 2.1 – PROJET D'INTERVENTIONS PARTAGEES

- Avec la Maison de quartier de la Regue verte : Dans les établissements scolaires secondaires, en lien avec les équipes éducatives de l'établissement, deux fois par mois sur le temps de la pause méridienne, une permanence éducative du service PASSEREL un mercredi après-midi sur 2 au sein de la Maison de quartier.

- Avec la Maison de quartier de la Regue verte : Durant les réunions de concertation avec les partenaires locaux (Mission Locale, Maison de Quartier de la Règue Verte, Passerel et Centre Social d'Arcachon), encadrées par la signature commune d'une charte déontologique.

- Avec le service jeunesse « l'Entrepotes » : Dans les établissements scolaires secondaires, en lien avec les équipes éducatives de l'établissement, deux fois par mois sur le temps de la pause méridienne.

- Sur signalement d'une structure de la Ville : dans le cas où la Maison de quartier de la Regue verte ou le service jeunesse repère une situation préoccupante, information au service de prévention spécialisée et proposition d'organisation de rencontre sur la structure si nécessaire.

Article 2.2 – MISE A DISPOSITION DE LOCAUX DE LA MAISON DE QUARTIER DE LA REGUE VERTE

Selon la disponibilité des locaux, possibilité d'utiliser une salle, sur les horaires d'ouverture, pour :

- Rencontres collectives de jeunes : demande effectuée au moins 1 mois avant la date prévue
- Rencontre ponctuelle de jeunes ou de leur famille ; espace confidentiel ; en fonction du besoin si locaux disponibles.

Article 2.3 – ACTIVITES JEUNES DE LA MAISON DE QUARTIER ET DE L'ENTREPOTES

L'équipe de l'Entrepotes et de la Maison de quartier de la Regue verte communiqueront régulièrement au service de prévention PASSEREL leurs programmes d'activités.
Le service prévention PASSEREL s'engage à diffuser ces informations auprès des jeunes qu'elle accompagne.

article 3 : **CHANTIERS EDUCATIFS**

Les chantiers éducatifs sont des outils d'insertion sociale et économique s'adressant aux jeunes de 16 à 25 ans. Ils ont pour objectif de mesurer la motivation, d'aider le jeune à adapter son comportement en intégrant en particulier les règles liées à la vie du groupe et de guider les pas vers une première insertion professionnelle tout en inscrivant le jeune dans un e démarche citoyenne par le biais de sa participation à des travaux d'intérêt collectif.

3.1. – Modalités d'organisation

Effectif mini/maxi : de 4 à 8 jeunes de 16 à 25 ans.
Durée mini/maxi (dont temps de préparation) : de 2 jours à 5 jours

3.2 – Engagement des parties

La Ville s'engage à prendre en charge :

- *La mobilisation d'un agent référent du chantier accueil ;*
- *La mise à disposition d'un espace adapté pour les repas ;*
- *La prise en charge du matériel technique spécifique au chantier (équipements éventuels, matériaux)*

Le service Passerel :

- *Contrats de travail et rémunération des jeunes (via essor entreprise d'insertion)*
- *Accompagnement des jeunes sur le chantier éducatif par des éducateurs spécialisés*
- *L'assurance des jeunes et de ses éducateurs sur toute la durée du chantier éducatif.*

3.3- Calendrier

Chaque chantier fera l'objet d'un engagement réciproque entre le service Passerel et le service d'accueil de la ville et spécifiera :

- *Les dates de préparation et la durée du chantier*
- *L'effectif accueilli*
- *Les objectifs du chantier*
- *Les référents de chaque partie.*

Cet engagement devra être établi au plus tard 1 mois avant le chantier, et signé par les référents du chantier.
Si les conditions climatiques viennent à faire annuler le chantier, celui-ci sera reporté ultérieurement en accord avec les parties.

Un exemplaire de l'engagement type est annexé à la présente convention.

article 4 : ASSURANCES

Chaque partie sera assurée pour sa propre responsabilité civile.

article 5 : ***DUREE DE LA CONVENTION***

Article 4.1 – Durée

La présente convention est consentie et acceptée à la date de sa signature pour une durée de 3 ans.

Article 4.2 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de trois mois.

article 6: ***CONTENTIEUX***

En cas de litige, la Mairie et l'Association privilégieront la recherche d'une solution amiable.
Toutes les notifications et significations seront réputées régulièrement faites aux domiciles élus ou mentionnés en tête des présentes.

article 7: ***ELECTION DE DOMICILE***

Pour l'exécution des présentes, de leurs suites, les parties ès-qualités élisent domicile :

Pour la Mairie :

Patrick DAVET
Maire de La Teste de Buch

Pour le service Passerel :
Association Laïque Le Prado
143-145 Cours Gambetta
33600 TALENCE

Fait à , en 2 exemplaires,
Le :

Monsieur DUFAILLY
Oui suite à l'incident il y a eu un compteur individuel au 3ème étage dans la résidence au-dessus du Spar qui a explosé, une énorme fuite d'eau dans la résidence beaucoup d'appartements inondés avec une coupure d'eau, EDF qui va couper l'électricité.
Quelques familles à reloger et ça commence à inonder dans le Spar, on va devoir le fermer

Monsieur le Maire
Merci, on reste vigilants

Monsieur le Maire :
Merci Mme Cousin. Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme SECQUES** **DEL2022-06-290**

PROJET D'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE 2022-2025

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE pour la PRESTATION ANIMATION GLOBALE et COORDINATION

Mes chers collègues,

Vu la circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 relatives aux 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément,

Vu la circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

Vu la délibération du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet 2022/2025,

Considérant que le nouveau projet d'Animation de la Vie Sociale a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 10 février 2022 pour une durée de 4 ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE pour la PRESTATION ANIMATION GLOBALE et COORDINATION.

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Signature de la convention d'objectifs et de financement pour la prestation Animation Globale et coordination pour 4 ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025.

Préambule

Créé en 2006, le centre social de La Teste a la particularité de développer un projet d'Animation de la Vie Sociale global et transversal au sein de 4 structures de proximité aujourd'hui dénommées « Maisons de quartier. »

Cette organisation vise à répondre aux besoins des habitants : en effet, le territoire communal est partagé par des zones naturelles importantes et des quartiers urbanisés éloignés les uns des autres avec des identités fortes : Centre-Ville, Cazaux, Pyla, Règue Verte-Aiguillon, notamment, dont les caractéristiques socio-économiques sont différentes.

1 – MODALITES de FINANCEMENT du CENTRE SOCIAL

La circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 précise les 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément.
La circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

L'Animation Globale et Coordination est une fonction constitutive d'un centre social, structure de proximité qui doit répondre aux finalités et missions décrites ci-dessous pour percevoir la subvention dite prestation de service Centre Social « Animation Globale et Coordination ».

Un Centre Social poursuit trois finalités de façon concomitante :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.
-

Et assure :

⇒ Des missions générales :
- **Lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité ;**
- **Lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.**

⇒ Des missions complémentaires :

- **Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations ;**
- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant leur proposer un accompagnement adapté ;
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire ;
- Mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise de responsabilités par les usagers et les bénévoles ;
- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'intervention prioritaires.

⇒ Concrètement, le gestionnaire s'engage à mettre en œuvre et à proposer

- Un projet social de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.
- Des actions ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.
- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles ;
- Une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux
- La production d'un projet social obligatoire qui prend en compte la place des habitants
- La mise en place d'actions diversifiées répondant aux besoins des habitants.

Mode de calcul de la prestation

La Caf verse une prestation de service (Ps), selon les modalités de calcul détaillées dans la formule ci-après :

Montant de la prestation de service = [(Total annuel des dépenses de pilotage + Quote part de logistique*) x 40%] dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf .
(174 348 e en 2021)

En 2021, montant de la prestation perçue s'est élevé à 69 739 euros, soit le montant maximum de la PS.

En 2022, il sera de 70785 euros, soit le montant maximum de la PS selon le barème 2022.

2 – LES AXES d'INTERVENTION PRIORITAIRES du PROJET d'ANIMATION de la VIE SOCIALE 2022/2025

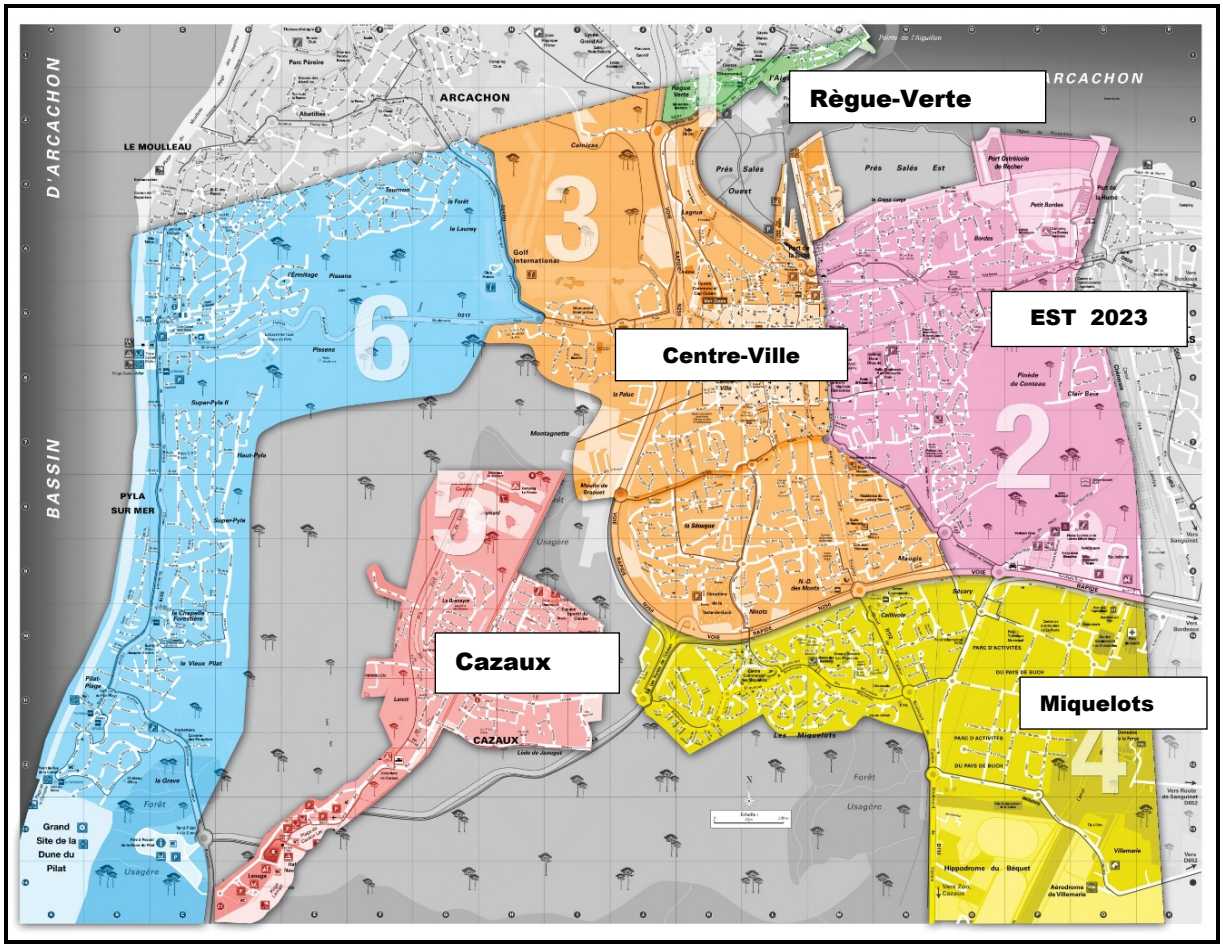
AXES d'INTERVENTION PIORITAIRES	OBJECTIFS
AXE 1 **Développer** **et** **Accompagner la Participation des Habitants**	✓ Vie Quotidienne des Quartiers Mettre en place de nouvelles modalités de fonctionnement des 6 Conseils de quartier / Installer des Permanences dans les structures de proximité Favoriser les Initiatives des habitants Accompagner la co-construction des projets ✓ Fonctionnement des maisons de quartier Développer les Ateliers d'Echanges de savoir-faire Renforcer les équipes Accompagnement à la scolarité, Equipe Mona Lisa, Jardins.. ✓ Collectifs Projets spécifiques Biblio / Familles/ Rucher/ « Repair Café » …
	Faire évoluer la gouvernance partagée du projet en valorisant l'engagement et l'expérience des bénévoles dans le projet global : - Création d'une instance transversale mixte pour organiser un « diagnostic partagé » permanent. - Création d'un « Conseil des Maisons » présidé par un élu.
	Renforcer l'engagement citoyen : - Création d'une Réserve Citoyenne pour impliquer des habitants sur des besoins ponctuels ou permanents au sein de services ou associations.
AXE 2 **Favoriser la Cohésion, l'équité sociale** **et** **territoriale.**	- Création d'un Espace de Vie Sociale à Cazaux - Création de 2 nouvelles Maisons de quartier : CENTRE VILLE 2022 / EST 2023 - Faciliter l'accès aux droits et l'inclusion numérique - Structurer le projet « Bien Vieillir » - Renforcer les partenariats avec les services et les associations locales.
AXE 3 **Développer l'accueil des familles**	- Renforcer le Soutien à la Parentalité : mise en œuvre du nouveau projet d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S) avec un accueil MDQ Miquelots. - Développer le fonctionnement de la LUDOTHEQUE - Développer les activités Enfants / Parents - Favoriser les liens entre les familles - Création d'une journée Spéciale « Familles »

3 – MISE EN ŒUVRE : LE SERVICE VIE DES QUARTIERS / DEMOCRATIE PARTICIPATIVE.

LES MISSIONS PRINCIPALES

- Pilotage et mise en œuvre du projet d'Animation de la Vie Sociale 2022/2025
- Pilotage et mise en œuvre du projet Espace de Vie Sociale à Cazaux 2022/2023
- Gestion des Maisons de quartier.
- Gestion et co-animation des 6 Conseils de quartier et du Conseil des Sages.

LE TERRITOIRE : périmètres des Conseils de quartiers et implantation des Maisons de quartier.



LES MOYENS HUMAINS

17 agents et 81 bénévoles sont impliqués dans le fonctionnement du service et des maisons de quartiers.

LES MAISONS DE QUARTIERS : plannings hebdomadaires.

Ces équipements de quartiers sont ouverts du lundi au samedi à l'ensemble de la population. En dehors du fonctionnement quotidien, chaque maison de quartier porte un projet spécifique.

CAZAUX / BIBLIOTHEQUE / RUCHER PARTAGE

« Espace de Vie Sociale »

JOURS	ACTIVITES / ACCUEIL / PERMANENCES	HORAIRES
LUNDI	Gym douce adaptée	9h30 - 10h15
	Projet Ecole Lafon	14h - 16h
	Permanence R.A. M sur RDV 1ER et 3°lundi	15h - 18h30
	Accompagnement à la scolarité	16h30 - 18h
	Atelier Guitare	19h - 21h
	Danse orientale adulte	18h - 19h30
MARDI	Relais Assistantes Maternelles	9h30 - 11h30
	Permanence Accès aux droits	9h - 12h
	«Jeux rigole », jeux de société, jeux de cartes	14h - 17h
	Bibliothèque	14h - 18h
	Coup de Pouce «CLAS »	16h30 - 18h
MERCREDI	Journée en Famille	10h - 17h
	Avec un espace jeu aménagé pour petits et grands !	
	Bonus Chaque dernier mercredi du mois venez	
	cuisiner en famille à 10h et déguster votre	10h - 17h
	préparation, sur inscription !!!!	13h30 - 14h30
	Bibliothèque, lecture kamishibaï, contes	14h30 - 15h30
	Atelier chant adultes	15h30 - 17h
	Atelier chant enfants	16h - 17h30
	Chorale	17h30 - 19h
	Atelier informatique débutant	18h - 19h30
	Atelier informatique	15h - 17h30
	Danse Orientale Adultes	
	Comité des lecteurs chaque dernier mercredi	
JEUDI	Ateliers « Bien Vieillir » + 55 ANS	10h - 12h30
	Atelier VITALITE	10h - 11h30
	Permanence ESSOR, 2eme jeudi du mois	10h - 12h
	Repas Séniors sur inscription (5 €)	12h - 14h
	Permanence Mission Locale sur RDV	14h - 17h
	Aquarelle	14h - 17h
	Bibliothèque	14h - 18h
	TEA TIME avec Penny, conversation anglaise	14h30 - 16h30
	Accompagnement à la scolarité	16h30 - 18h
VENDREDI	LAEP	9h - 12h30
	Marche Tranquille	10h
	Atelier chant	12h - 14h
	Atelier photo	17h - 18h30
	Accueil Famille « la classe est finie »	16h30 - 18h
SAMEDI	« Accompagnement à la scolarité » 6°, 5°	10h - 12h
	Atelier Peinture adultes / Bibliothèque	

MIQUELOTS / LUDOTHEQUE / ARTS CREATIFS

JOURS	ACTIVITES / ACCUEIL /PERMANENCES	HORAIRES
LUNDI	Tricot crochet Tarot « Accompagnement à la scolarité » secondaire	13h30 - 16h30 14h - 16h30 16h30 - 18h
MARDI	Marche active Café des arts en autonomie Atelier cuisine 3€ Permanence ESSOR 1er mardi de chaque mois Café des arts Echecs « Accompagnement à la scolarité » secondaire	9h - 12h 9h - 12h 10h - 14h 10h - 12h 14h - 17h 15h - 18h 16h30 - 18h30
MERCREDI	Ludothèque Le coin des petits Café des arts en autonomie	9h - 18h 9h - 12h 9h - 12h
JEUDI	Couture tricot Tarot Coup de pouce primaires et secondaires « Accompagnement à la scolarité »	13h30 - 16h30 14h - 16h30 16h30 - 18h30
VENDREDI	Café des arts poterie Gym forme 1€/séance Marche tranquille Permanence Accès aux droits Chantons ensemble Café des jeux Ludothèque « Jeux – mémorise » Soirée jeux 1 vendredi / mois	9h - 12h 9h10 - 10h10 10h30 - 11h30 9h - 12h 14h - 16h 12h - 14h 14h - 16h 20h - minuit
SAMEDI	Ludothèque Peinture sur figurines	10h - 12h 14h - 16h

REGUE VERTE / JARDIN PARTAGE / LAVERIE SOLIDAIRE

JOURS	ACTIVITES / ACCUEIL/ PERMANENCES	HORAIRES
LUNDI	L.A.E.P Lieu Accueil Enfants Parents Jeux de société/cartes Sophrologie : 24/01 7/02 7/03 4/04 16/05 (Amener tapis et couverture) **Coup de pouce** Primaires « Accompagnement à la scolarité » Collégiens et lycéens « soutien scolaire »	9h - 12h 14h - 16h 14h - 15h/15h - 16h 16h30 - 19h 16h30 - 19h
MARDI	Atelier créatif Atelier Initiation informatique 5€/10 séances **Coup de pouce** Primaires « Accompagnement à la scolarité » Collégiens et lycéens « soutien scolaire » Atelier théâtre	9h30 - 11h30 14h30 - 16h 16h30 - 19h 16h30 - 19h 18h - 19h30
MERCREDI	Atelier cuisine : repas cuisiné (3 €) ou partagé Atelier pâtisserie Projet jeunes 11-17 ans	9h30 - 12h 14h - 16h 14h - 17h
JEUDI	Atelier « souris verte » soutien à la parentalité Atelier savoir de base 2 Ateliers anglais initiation/perfectionnement **Coup de pouce** Primaires « Accompagnement à la scolarité » Collégiens et lycéens « soutien scolaire »	9h30 - 12h 10h - 12h 14h - 16h 16h30 - 19h 16h30 - 19h
VENDREDI	Ateliers « bien vieillir » + 55 ans • Atelier Mémoire : • Atelier Nutri Activ' Accueil	 9h30 - 11h30 14h - 17h
SAMEDI	Projets artistiques et culturels jeunes, jeunes adultes et familles	14h - 18h

CENTRE VILLE / ESPACE DE COWORKING / ACCOMPAGNEMENT NUMERIQUE / ACCES AUX DROITS

JOURS	ACTIVITES / ACCUEIL / PERMANENCES	HORAIRES
LUNDI	Accueil Permanence UDAF« Point Conseil Budget »3ème lundi sur rdv Atelier France Connect : 1er, 2ème, et 4ème lundi	9h - 19h 13h30 - 17h 14h - 15h30
MARDI	Accueil Permanence Monalisa physique ou téléphonique Permanence Handicap sans rdv 1er mardi et sur rdv le 3eme Atelier ANTS : 2ème mardi Permanence sur rdv ANTS : 4ème mardi Ateliers « Bien vieillir » - Informatique « débutant » : 1,8,15,22 et 29 mars et le 5 avril avec l'ASEPT - « Bien dans sa tête » : 15 avril et 6, 13, 20 mai avec Brain UP	9h - 17h30 10h - 11h 14h - 16h 14h - 15h30 14h - 17h 14h - 16h 14h - 16h
MERCREDI	Accueil **Matinée des familles (activités)** Atelier Informatique (cycle de 4 séances) avec un conseiller numérique Permanence Accès aux droits numérique sans rdv/sur rdv	9h - 19h 10h - 11h30 14h - 15h30 14h - 15h/15h -17h
JEUDI	Accueil Permanence « Seniors » info/démarche : 2eme jeudi Repair Café Atelier pour les personnes de 55 ans et + avec Nouvelles voies - Mes infos - mes démarches - Piège et fraude - Obsèques	13h30 - 19h 14h - 16h30 14h - 17h 14h - 16h
VENDREDI	Accueil Permanence conseiller numérique sur rdv : 2eme et 4eme vendredi Permanence ACT : 3ème vendredi	8h30 - 18h 9h - 12h 10h - 12h
SAMEDI	Accueil	9h - 13h

Année : **2022**
Commune : LA TESTE DE BUCH
Gestionnaire : 29
Sias : 200500030
Structure : **CS LA TESTE**
Code pièce : **Convention**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Gironde

Prestation de Service Centre Social « Animation Globale et Coordination »

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Centre social « Animation globale et coordination» constituent la présente convention.

Entre :

Le Centre Socio-Culturel deLa Teste de Buch, représentée par **Patrick DAVET,** Maire de la Teste de Buch 33260 LA TESTE DE BUCH.

Ci-après désigné «le gestionnaire».

Et :

La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, représentée par **Christine MANSIET**, la Directrice, dont le siège est situé rue du Docteur Gabriel Péry – 33078 Bordeaux.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'Allocations Familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte, à la prévention des exclusions, au maintien des liens familiaux.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires ;
- Contribuer à la structuration d'une offre « enfance et jeunesse » adaptée aux besoins des familles ;
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- Favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Centre social « Animation globale et coordination » pour l'équipement :

Nom et Coordonnées de la structure concernée :

Centre Socio-Culturel
Mairie
Hôtel de Ville / Service Vie des quartiers
33260 LA TESTE DE BUCH
Tel : 05 57 73 69 63
Mail : responsable.viedesquartiers@latestedebuch.fr

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Centre social « Animation globale et coordination »

L'Animation Globale et Coordination est une fonction constitutive d'un Centre Social ; celui-ci doit répondre aux finalités et missions décrites ci-dessous pour percevoir la subvention dite prestation de service Centre Social « Animation Globale et Coordination ».

Le Centre Social poursuit trois finalités de façon concomitante :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Le Centre Social assure :

⇒ Des missions générales :

- Lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité ;
- Lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

⇒ Des missions complémentaires :

- Organiser une fonction d'accueil et d'écoute des habitants-usagers, des familles et des groupes informels ou des associations ;
- Assurer une attention particulière aux familles et aux publics fragilisés, et le cas échéant leur proposer un accompagnement adapté ;
- Développer des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire ;
- Mettre en œuvre une organisation et/ou un plan d'actions visant à développer la participation et la prise de responsabilités par les usagers et les bénévoles ;
- Organiser la concertation et la coordination avec les professionnels et les acteurs impliqués dans les problématiques sociales du territoire et/ou sur leurs axes d'intervention prioritaires.

2 - Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Centre Social « Animation Globale et Coordination »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), selon les modalités de calcul détaillées dans la formule ci-après :

Montant de la prestation de service = [(Total annuel des dépenses de pilotage + Quote part de logistique*) x 40%] dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf

*la quote part de logistique est fixée par la Cnaf

Article 2 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet social de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.
Il s'engage à proposer des actions ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ;
- L'activité de l'équipement (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;
- Les mouvements de personnel en charge de la fonction pilotage ;
- Toute absence de directeur(rice) (pour décision de suspension ou proratisation de la Prestation de service) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard de l'observatoire des centres sociaux

Au regard de l'observatoire des centres sociaux, le gestionnaire s'engage annuellement à contribuer à l'observatoire national des structures de l'animation de la vie sociale par la production de données permettant le suivi des indicateurs nationaux.

3 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles ;
- Une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- La production d'un projet social obligatoire qui prend en compte la place des habitants ;
- La mise en place d'actions diversifiées répondant aux besoins des habitants.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son équipement, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

4 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal d'activité, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant l'activité d'animation globale couvert par la présente convention.

5 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts *(ne concerne pas les collectivités territoriales).*

6 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Centre social « Animation globale et coordination » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- Les pièces nécessaires au calcul de la prestation de service.

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- Les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- Les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service.

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

6.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention.

Associations – Mutuelles- Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Existence légale	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives	Attestation de non changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si existence en N-1)	

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou Caisse d'Epargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si existence en N-1)	

6.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention.

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Qualité du projet	Le projet social (intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux déclinés en actions)	Le projet social (intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux, ainsi que le programme prévisionnel d'actions)
Personnel	Organigramme prévisionnel du personnel précisant, les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure pour la mise en œuvre du projet social	Organigramme prévisionnel du personnel précisant les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure pour la mise en œuvre du projet social
Eléments financiers	Budget prévisionnel global de la structure de la première année de la convention et budget prévisionnel de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national	Budget prévisionnel global de la structure de la première année de la convention et budget prévisionnel de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national

Les pièces justificatives relatives au projet social nécessaires en cas de changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- Un courrier validé par le CA de la structure ou son représentant légal organisant la fonction de pilotage en cas d'absence du directeur

6.3 - Les pièces justificatives relatives aux gestionnaires nécessaires au paiement

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Eléments financiers	Budget prévisionnel N. global de la structure et budget prévisionnel N de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national	Compte de résultat de la structure et compte de résultat de la fonction pilotage identifiant les comptes retenus au niveau national
Activité	Acompte versé sous réserve de la présence en Caf du bilan du projet N-2	Bilan du projet N-1

7 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Le gestionnaire doit présenter un budget global de la structure toutes activités confondues ainsi qu'un budget détaillé de la fonction pilotage.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

****

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

La signature de la présente convention est conditionnée à la validation préalable du projet social du Centre social par le conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf.

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter sur la durée de la présente convention le versement de la prestation de service Centre social « Animation globale et coordination »

Ces documents pourront être adressés au gestionnaire sous forme dématérialisée.

****

Article 4 - Le versement de la subvention

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 2.6 de la présente convention, produites au plus tard le **31/01** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **31/01** peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le gestionnaire s'engage à communiquer à la Caf annuellement le détail de la fonction pilotage par fonction (fonction Direction, fonction Accueil, Comptabilité et gestion et Instances de décisions.

Avances / Acomptes

Le paiement des avances/acomptes est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans les « conditions particulières » de la présente convention selon les modalités suivantes :

- un 1er acompte de 40% à réception du droit prévisionnel N ;
- un 2ème acompte de 30% après la transmission des données définitives de N-1.

Régularisation

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs, dans les délais impartis.

Ce qui peut entraîner :

- Un versement complémentaire.

- La mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait l'objet d'une régularisation sur la PS due au titre de l'exercice suivant.

L'absence de fourniture de justificatifs **au 31 janvier N+1** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde.

****

Article 5 - Suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 - Suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la Caf.
L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.
L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.
La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

2 - Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.
Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 6 - La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue **du 01/01/2022 au 31/12/2025.**

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

****

Article 7 - La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention.

****

Article 8 - La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

Article 9 - Les recours

Recours amiable

La prestation de service Centre Social « Animation Globale et Coordination » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Le gestionnaire reconnait avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Centre social « Animation globale et coordination » et en avoir pris connaissance.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à Bordeaux, en 2 exemplaires.
Le 6 avril 2022

Christine MANSIET	Patrick DAVET
La Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales	Maire de La Teste de Buch

Charte
de la laïcité
de la branche Famille
avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

Monsieur le Maire
Merci Mme Secques. Des interventions ? nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme SECQUES** **DEL2022-06-291**

PROJET D'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE 2022-2025

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE pour la PRESTATION de SERVICE « ANIMATION COLLECTIVE FAMILLES ».

Mes chers collègues,

Vu la circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 relatives aux 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément,

Vu la circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

Vu la délibération du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet 2022/2025,

Considérant l'axe prioritaire n°3 du projet AVS 2022/2025, « Développer l'accueil des familles » et les actions détaillées,

Considérant que le nouveau projet d'Animation de la Vie Sociale a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 10 février 2022 pour une durée de 4 ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec la Caf de la Gironde.

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE pour la PRESTATION ANIMATION COLLECTIVE FAMILLES.

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération
Signature de la convention d'objectifs et de financement pour la prestation Animation Collective Familles pour une durée de 1 an.

1 – MODALITES de FINANCEMENT

Le projet familles, intégré au projet d'animation de la Vie Sociale 2022/25 vise à mettre en cohérence et en synergie les différentes actions destinées aux familles (enfants et parents).
Il vise également à soutenir les parents dans leur rôle éducatif.

Pour bénéficier de la prestation de service « Animation collective familles », le projet « familles » doit présenter les caractéristiques suivantes :

- Répondre aux problématiques familiales repérées sur le territoire ;
- Développer des actions collectives contribuant à l'épanouissement des parents et des enfants au renforcement de la cohésion intra-familiale et aux relations et solidarités inter-familiales ;
- Coordonner les actions et services de soutien à la parentalité développés au sein du centre social ;
- Faciliter l'articulation des actions familles du centre social avec celles conduites par les partenaires du territoire.

Le projet familles doit obligatoirement être porté par un « référent familles »
Son rôle est d'impulser et de fédérer les actions destinées aux familles. Il lui revient également de repérer et/ou de construire le « fil conducteur » à travers l'ensemble des actions « familles » conduites par le centre social.

La Caf verse une prestation de service (Ps), selon la formule de calcul (formule ci-après) :

Montant de la prestation de service = [(charges salariales du référent familles + quote part de logistique) x 60%] dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf (39470 euros /2022)
Montant prévisionnel de la PS pour 2022 : 23 682 euros.

2 – LE PROJET FAMILLES 2022/ 2025

Actions collectives favorisant la cohésion intrafamiliale et les solidarités interfamiliales

Ateliers en famille/ Sorties / Soirées / Evènements spécifiques

Activités proposées dans le cadre d'un programme spécifique, tel que les vacances ou une semaine thématique (développement durable, halloween, fête du jeu…)
Pendant les vacances de manière récurrente :1 sortie, 1 soirée et des ateliers.

« Souris verte » / REGUE VERTE / jeudi 9h/12h

Espace de partage convivial : les mamans s'apportent des conseils mutuels, partagent leur vie quotidienne. Elles peuvent s'appuyer sur l'expérience des professionnels et des bénévoles.
Présence d'une animatrice et de bénévoles ayant exercé dans la petite enfance.

« Le coin des petits » / MIQUELOTS mercredi 9h-12h

Ouvert aux familles ayant des enfants entre 0 et 5 ans, sans inscription préalable.
L'animatrice propose plusieurs ateliers pour les enfants, et les parents font AVEC.

Les mercredis en famille CAZAUX / journée

Mise à disposition de matériel pédagogique (jeux de société, jouets…).
Les professionnels accompagnent les familles sur ce temps, découverte de jeux, échange
1 fois par mois : un atelier cuisine et une activité kamishibaï dans le cadre de la bibliothèque de la Maison de quartier.

Les mercredis en famille Centre-ville / journée

Aménagement d'un espace ludique avec du matériel mis à disposition pour les familles, sorties et ateliers thématiques. Présence des professionnels pour favoriser les échanges. (Thématique : découverte des animaux d'avril/juin).

Autres activités supports d'échanges

Bibliothèque

Cazaux - mardi et jeudi de 14h à 18h et le mercredi toute la journée
Activité tout public. Possibilité de lire sur place ou d'emprunter
Implication des familles dans le choix des livres (comité de lecteur 1*/mois), lecture à voix haute, kamishibaï.

Ludothèque « Café des jeux » / Jeu sur place ou à emprunter

Miquelots - mardi et vendredi entre 12h et 14h et toute la journée le mercredi et le samedi / Soirée jeux le vendredi / Fête du jeu annuelle.
Ateliers « Echecs » et « Jeu Mémorise »

Jardin

MDQ Règue verte - du lundi au vendredi de 9h à 18h
Activité tout public

Actions de soutien à la parentalité :

« COUP DE POUCE / Accompagnement à la scolarité (C.L.A.S)

L'accompagnement à la scolarité se situe entre l'aide méthodologique et l'aide aux devoirs afin de favoriser l'autonomie des enfants.

Depuis la rentrée de septembre 2021 la MDQ de Cazaux propose dorénavant l'accompagnement des collégiens et la MDQ Miquelots accueille les collégiens et les primaires, répondant ainsi à un besoin en proximité.
Les enfants sont accueillis après l'école, un goûter leur est proposé et ensuite ils sont répartis par groupe avec un bénévole référent.
Cazaux :
Lundi, mardi et jeudi pour les primaires.
Mercredi après-midi et samedi matin pour les collégiens
Règue verte :
Lundi, mardi et jeudi pour les primaires, collégiens et lycéens
Miquelots :
Lundi et jeudi pour les primaires, Mardi et jeudi pour les collégiens

Coup de Pouce Cazaux « La classe est finie »

Temps partagé parents/enfants
MDQ Cazaux - vendredi 16h/18h30
4 thématiques : chant, cirque, photo, bibliothèque

Actions réalisées en lien avec les partenaires du territoire

Forum Vacances / Point Information Vacances

Projet co construit et co animé par les Conseillère en Economie Sociale et Familiale du Bassin.
PARTENAIRES : FJT, Centre Parental du Moulleau, CAF, MDSI, CCAS et le Centre Social d'Arcachon.
1 ½ journée d'accueil et d'animation avec des stands et animations autour des vacances.
L'objectif étant de favoriser les départs en vacances en levant les freins.

A développer

Café des parents

Afin de répondre aux besoins des familles mais aussi aux observations des professionnels, le café des parents pourrait être un outil adéquat.
Sous la forme d'une conférence/débat autour d'une thématique liée à la famille, ce temps serait l'occasion d'échanges entre pairs et d'amener une réflexion et des pistes de réponses par un professionnel.

La journée « FAMILLE »

1 fois dans l'année une journée autour de la parentalité. Ateliers, conférences, stands...

Année : **2022**
Commune : LA TESTE DE BUCH
Gestionnaire : 879
Sias : 200600026
Structure : CENTRE SOCIAL
Code pièces : **Convention**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Gironde

Prestation de Service Centre Social « Animation Collective Familles »

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Centre social « Animation collective familles » constituent la présente convention.

Entre :

Le Centre Socio-Culturel, représenté par **Patrick DAVET**, Maire de La Teste de Buch, dont le siège est situé : **Mairie de La Teste, Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH.**
Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, représentée par **Christine MANSIET**, la Directrice, dont le siège est situé rue du Docteur Gabriel Péry - 33078 Bordeaux.
Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte, à la prévention des exclusions, au maintien des liens familiaux.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations Familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires ;
- Contribuer à la structuration d'une offre « enfance et jeunesse » adaptée aux besoins des familles ;
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- Favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Centre Social « Animation Collective Familles ».

Nom et Coordonnées de la structure concernée :

Mairie
Service Vie des quartiers/ Centre Socio-Culturel
1 Esplanade Edmond Doré
33260 LA TESTE DE BUCH

Tel : 05 57 73 69 63
Mail : responsable.viedesquartiers@latestedebuch.fr

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Centre social « Animation collective familles ».

Le projet familles, intégré au projet d'animation globale du centre social, vise à mettre en cohérence et en synergie les différentes actions destinées aux familles (enfants et parents).
Il vise également à soutenir les parents dans leur rôle éducatif.

Pour bénéficier de la prestation de service Centre social « Animation collective familles », le projet « familles » doit présenter les caractéristiques suivantes :

- Répondre aux problématiques familiales repérées sur le territoire ;
- Développer des actions collectives contribuant à l'épanouissement des parents et des enfants au renforcement de la cohésion intra-familiale et aux relations et solidarités inter-familiales ;
- Coordonner les actions et services de soutien à la parentalité développés au sein du centre social ;
- Faciliter l'articulation des actions familles du centre social avec celles conduites par les partenaires du territoire.

Le projet familles doit obligatoirement être porté par un « référent familles » qualifié qui consacre au moins un mi-temps à cette fonction.
Son rôle est d'impulser et de fédérer les actions destinées aux familles. Il lui revient également de repérer et/ou de construire le « fil conducteur » à travers l'ensemble des actions « familles » conduites par le centre social.

Cette fonction ne peut être exercée par le responsable du centre social.

2 - Le mode de calcul de la subvention dite Prestation de Service Centre Social « Animation Collective Familles »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), selon la formule de calcul (formule ci-après) :

Montant de la prestation de service = [(charges salariales du référent familles + quote part de logistique*) x 60%] dans la limite d'un plafond fixé annuellement par la Cnaf

Un centre social ne peut être bénéficiaire que d'une seule prestation complémentaire Centre Social « Animation Collective Familles »

**la quote part de logistique du projet familles correspond à un pourcentage des charges salariales fixé par la Cnaf.*

Article 2 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité Animation Collective Familles

Le gestionnaire met en œuvre un projet familles de qualité, avec un personnel qualifié.
Il s'engage à proposer des actions ouvertes à toutes les familles en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- Les mouvements de personnel concernant le « référent familles » ;
- Toute absence de référent(e) familles (pour décision de suspension ou proratisation de la Prestation de service) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard de l'observatoire des centres sociaux

Au regard de l'observatoire des centres sociaux, le gestionnaire s'engage annuellement à contribuer à l'observatoire national des structures de l'animation de la vie sociale par la production de données permettant le suivi des indicateurs nationaux.

3 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à toutes les familles visant à favoriser la cohésion intra-familiale et les relations et solidarités inter-familiale ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles ;
- La mise en place d'actions diversifiées répondant aux besoins des familles.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de l'animation collective familles et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité » de la branche Famille avec ses partenaires, adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

4 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal d'activité, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant l'animation collective familles couverte par la présente convention.

5 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts *(ne concerne pas les collectivités territoriales).*

6 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Centre social « Animation collective Familles » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- Les pièces nécessaires au calcul de la prestation de service.

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- Les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- Les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service.

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

6.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles- Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Existence légale	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives	Attestation de non changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si la structure existait en N-1)	

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non-changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal où Caisse d'Epargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si la structure existait en N-1)	

6.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention.

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Qualité du projet	Projet d'animation collective familles intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux déclinés en actions	Projet d'animation collective familles intégrant les axes prioritaires et les objectifs généraux déclinés en actions
Personnel	Organigramme prévisionnel du personnel précisant les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure en incluant le personnel dédié à la mise en place du projet d'animation collective familles	Organigramme prévisionnel du personnel précisant les qualifications, le temps de travail des personnes intervenant dans la structure en incluant le personnel dédié à la mise en place du projet d'animation collective familles
Eléments financiers	Budget prévisionnel de la première année de la convention	Budget prévisionnel de la première année du renouvellement

Les pièces justificatives relatives à l'Animation collective familles » nécessaires en cas de changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- Un courrier validé par le CA de la structure ou son représentant légal organisant le projet en cas d'absence du référent familles

6.3 - Les pièces justificatives relatives à « l'Animation collectives familles » et nécessaires au paiement

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Eléments financiers	Budget prévisionnel de l'Animation collective familles N.	Compte de résultat de l'Animation collective familles de l'année N
Activité	Acompte versé sous réserve de la présence en Caf du bilan du projet famille N-2	Bilan du projet familles

****

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

La signature de la présente convention est conditionnée à la validation préalable du projet d'Animation Collectives Familles du Centre Social par le conseil d'administration ou par une instance délégataire de la Caf.

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter sur la durée de la présente convention le versement de la prestation de service Centre Social « Animation collective familles »

Ces documents pourront être adressés au gestionnaire sous forme dématérialisée.

****

Article 4 - Le versement de la subvention

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 2.6 de la présente convention, produites au plus tard **le *31/01*** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au ***31/01*** peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Avances / Acomptes

Le paiement des avances/acomptes est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans les « conditions particulières » de la présente convention selon les modalités suivantes :

- Avances/acomptes de **70%** du droit réel N-1 (ou droit prévisionnel N pour les créations de structure) lors de la régularisation N-1,

Régularisation

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs, dans les délais impartis.

Ce qui peut entraîner :

- Un versement complémentaire.

- La mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait l'objet d'une régularisation sur la PS due au titre de l'exercice suivant.

L'absence de fourniture de justificatifs **au 31 janvier N+1** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde.

****

Article 5 - Suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 - Suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'Animation collective familles qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.
L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.
La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

2 - Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.
Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 6 - La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue **du 01/01/2022 au 31/12/2025.**
La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

****

Article 7 - La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention.

****

Article 8 - La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

Article 9 - Les recours

Recours amiable

La prestation de service Centre social « Animation collectives familles » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Le gestionnaire reconnait avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Centre social « Animation collective familles » et en avoir pris connaissance.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à Bordeaux, en 2 exemplaires.
Le 6 avril 2022

Christine MANSIET	Patrick DAVET
La Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales	Maire de La Teste de Buch

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Sécurité sociale

Monsieur le Maire :
Merci Mme Secques nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme SECQUES** **DEL2022-06-292**

PROJET D'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE 2022-2025

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE POUR le VERSEMENT D'UNE SUBVENTION POUR LE PILOTAGE du PROJET D'ANIMATION de la VIE SOCIALE

Mes chers collègues,

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 13 décembre 2021 relative à l a mise en œuvre de la politique départementale de prévention et de lutte contre les vulnérabilités en faveur de la promotion du vivre et faire ensemble,

Vu la délibération conseil municipal du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet 2022/2025,

Considérant que le nouveau projet d'Animation de la Vie Sociale a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 10 février 2022 pour une durée de 4 ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025,

Considérant que dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement social, le Département de la Gironde soutient les projets *d'Animation de la Vie Sociale* (A.V.S) agréés par la CAF,

Considérant que le Département de la Gironde a décidé d'attribuer une subvention de 10 000 euros pour contribuer au pilotage du projet A.V.S de la commune pour 2022.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE POUR le VERSEMENT D'UNE SUBVENTION POUR LE PILOTAGE du PROJET D'ANIMATION de la VIE SOCIALE.

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Signature de la convention de partenariat avec le département pour le versement d'une subvention de 10000 euros pour le pilotage du projet d'Animation de la Vie Sociale.

1 - Modalités de versement de la subvention :

Le département de la Gironde finance les structures d'Animation de la Vie Sociale agréées par la Caf, c'est pourquoi le centre social doit favoriser :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Et développer des actions collectives permettant

- Le renforcement des liens sociaux et familiaux, les solidarités, le « vivre ensemble » et la lutte contre l'isolement.
- La coordination et le développement des initiatives des acteurs favorisant le collectif, l'intérêt général et l'engagement des habitants

Le versement de la subvention s'effectuera dès la signature de la convention.

2 – Pilotage du projet d'Animation de la Vie Sociale 2022 / 2025

Le pilotage du projet global est assuré par la responsable du service Vie des Quartiers/ Démocratie Participative avec les élus référents et les institutions partenaires qui siègent au Comité de pilotage.
Celui-ci se réunit une fois par an pour présentation du bilan d'activité.

La mise en œuvre est assuré par une équipe de 16 salariés et 80 bénévoles.

3 – Le projet d'Animation de la Vie Sociale 2022/ 2025

Nom de l'axe	Objectifs
AXE 1 – Développer et Accompagner la Participation des Habitants	✓ **Vie Quotidienne des Quartiers** Mettre en place de nouvelles modalités de fonctionnement des 6 Conseils de quartier / Installer des Permanences dans les structures de proximité Favoriser les Initiatives des habitants Accompagner la co-construction des projets ✓ **Fonctionnement des maisons de quartier** Développer les Ateliers d'Echanges de savoir-faire Renforcer les équipes Accompagnement à la scolarité, Equipe Mona Lisa, Jardins.. ✓ **Collectifs Projets spécifiques** Biblio / Familles/ Rucher/ « Repair Café » …
	Faire évoluer la gouvernance partagée du projet en valorisant l'engagement et l'expérience des bénévoles dans le projet global : - Création d'une instance transversale mixte pour organiser un « diagnostic partagé » permanent. - Création d'un « Conseil des Maisons » présidé par un élu.
	Renforcer l'engagement citoyen : - Création d'une Réserve Citoyenne pour impliquer des habitants sur des besoins ponctuels ou permanents au sein de services ou associations.
AXE 2 - Favoriser la Cohésion, l'équité sociale et territoriale	- Création d'un Espace de Vie Sociale à Cazaux - Création de 2 nouvelles Maisons de quartier : CENTRE VILLE 2022 / EST 2023 - Faciliter l'accès aux droits et l'inclusion numérique - Structurer le projet « Bien Vieillir » - Renforcer les partenariats avec les services et les associations locales.
AXE 3 – Développer l'accueil des familles	- Renforcer le Soutien à la Parentalité : mise en œuvre du nouveau projet d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S) avec un accueil MDQ Miquelots. - Développer le fonctionnement de la LUDOTHEQUE - Développer les activités Enfants / Parents - Favoriser les liens entre les familles - Création d'une journée Spéciale « Familles »

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Direction Générale Adjointe Chargée de la Solidarité
Pôle Solidarité développement Social
Direction Insertion et Inclusion
Missions Territoires et Développement Social

CONVENTION

Commune de LA TESTE DE BUCH Service Vie des quartiers

Centre social

ANNÉE 2022

Entre

Le Département de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean Luc GLEYZE, Conseiller départemental du canton du Sud Gironde, Hôtel du Département – Esplanade Charles-de-Gaulle – 33074 Bordeaux Cedex, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 28 mars 2022

D'une part,

Et

La **Commune de LA TESTE** Hotel de Ville Direction Animation Vie Sociale et des Sports Esplanade Edmond Doré BP 50 105 33 164 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président **M. Patrick DAVET**, autorisé statutairement à signer la présente convention

D'autre part,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 13 décembre 2021 relative à la mise en œuvre de la politique départementale de prévention et de lutte contre les vulnérabilités en faveur de la promotion du vivre et faire ensemble

PRÉAMBULE

Le Département de la Gironde reconnaît les Centres Sociaux et les Espaces de Vie Sociale comme de véritables leviers « du vivre ensemble » et du « faire ensemble » car ils participent au développement des personnes et des ressources des territoires.

Ces structures contribuent de ce fait aux axes de la politique de développement social, de participation et d'implication des citoyens développés sur l'ensemble du territoire girondin.

Cet engagement s'inscrit dans la politique de développement social actée par délibération du Conseil Départemental chaque année.

Pour ce faire, la présente convention a pour objet de définir les engagements et les obligations respectifs des deux parties.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La structure s'engage à assurer les missions de centre social étant définies comme :

- Un lieu de proximité qui touche tous les publics, à minima les familles, les enfants et les jeunes.

A ce titre, Il devra **poursuivre 3 finalités de façon concomitante** :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes,
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur les territoires,
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Son action se fonde sur des valeurs et des principes comme :

- Le respect de la dignité humaine
- La laïcité, la neutralité et la mixité sociale
- La solidarité
- La participation et le partenariat

Le centre social développe des actions collectives permettant :

- Le renforcement des liens sociaux et familiaux, les solidarités, le "vivre ensemble" et la lutte contre l'isolement.

- La coordination et le développement des initiatives des acteurs favorisant le collectif, l'intérêt général et l'engagement des habitants

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE LA SUBVENTION

Le Département apportera une subvention de **10 000 €**

Le versement de la subvention relative à l'action référencée ci-dessus s'effectuera dès la signature de la présente convention.

ARTICLE 3 : PARTENARIAT ET COOPERATIONS

Le Département veillera à ce que les actions engagées par le centre social :

- Soient diffusées et complémentaires à celles menées par les autres structures de proximité et particulièrement les MDS du Département,

- Puissent s'articuler avec les cadres politiques plus globaux sur les territoires tels que les pactes territoriaux référencés sur les neuf pôles territoriaux de solidarité.

Pour sa part, la structure veillera, chaque fois que nécessaire, à engager une concertation avec tous les partenaires locaux pour l'élaboration du projet social porté par l'équipement.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS FINANCIERES

La structure s'engage à fournir au Département (article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- Le rapport d'activité de l'année d'attribution de la subvention,
- Une copie des comptes de l'année d'attribution de la subvention (bilan – compte de résultats).

Si l'ensemble des subventions perçues annuellement par l'association est supérieure ou égale à 153 000 €, ces comptes devront être certifiés par un Commissaire aux Comptes.

- Un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001, relatifs à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques. Ce compte-rendu financier doit être remis au Département dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

ARTICLE 5 : OBLIGATION GENERALE D'INFORMATION

La structure s'engage à prévenir le Département par lettre recommandée avec accusé de réception de tout événement d'importance, susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de la structure et le principe de l'intervention départementale, tel qu'il est défini dans la présente convention :

- Difficultés financières graves, susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- Cessation d'activité,
- Ouverture d'une procédure collective de licenciement,
- Changement de l'équipe dirigeante.

Elle fera son affaire des divers impôts et taxes dont elle est redevable par le fait de ses activités, sans que le Département puisse avoir à se substituer à elle en cas de défaillance de sa part. Elle s'engage en outre à être en règle avec les services de l'URSSAF et les services fiscaux concernés par son activité.

La structure exerce les actions énumérées à l'article 1 de la présente convention, sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les bénéficiaires d'une aide départementale s'engagent à :

- Apposer le logo du Département sur l'ensemble des outils de communication de la structure (bulletin, newsletter, courriers adhérents, site internet, plaquette...),
- Citer l'implication du Département lors des prises de parole en interne et externe (interview, réunion publique, assemblée générale...),
- Poser une signalétique fournie par le Département dans les locaux de la structure (affiche, stickers...) affichant le soutien départemental,
- Logo à télécharger sur gironde.fr et pour tout contact dgsd-dircom@gironde.fr

ARTICLE 7 : CONTROLE ET EVALUATION

L'évaluation sera effectuée en référence à la présente convention, notamment au regard des objectifs indiqués dans l'article 1er

Un bilan annuel sera demandé mettant en lumière les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'activité de la structure faisant apparaître : les caractéristiques des publics touchés, les modalités de fonctionnement, les partenaires effectifs, le degré d'atteinte des objectifs visés, les difficultés rencontrées et l'évolution envisagée du projet social.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Département, en application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que *"toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention, peut être soumise au contrôle des délégué(e)s de la collectivité qui a accordé la subvention".*

ARTICLE 8 : EFFETS ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022, soit du 1er janvier au 31 décembre 2022.

ARTICLE 9 : RESILIATION

a) En cas de non-respect par la structure de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faillite grave de sa part, le Département pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai d'un mois, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

b) En cas de résiliation anticipée en cours d'année, la structure devra reverser au Conseil Départemental le montant des subventions perçues, soit en fonction des objectifs déjà réalisés dans le cadre du projet d'actions de l'année en cours, soit au prorata temporis.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Bordeaux est reconnu compétent.

Fait à Bordeaux, le

Le maire de la Commune

de LA TESTE DE BUCH

M. Patrick DAVET

Le Président du Conseil Départemental

Monsieur le Maire
Merci Mme Secques nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme DELFAUD** **DEL2022-06-293**

ESPACE DE VIE SOCIALE 2022-2023 DE CAZAUX

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE pour la PRESTATION de SERVICE « ANIMATION LOCALE »

Mes chers collègues,

Vu la circulaire de la Cnaf N° 56 de 1995 relatives aux 4 missions caractéristiques des équipements de proximité, les modalités du partenariat et la procédure de renouvellement de l'agrément,

Vu la circulaire Cnaf N° 2012 – 12 relative à l'Animation de la Vie Sociale.

Vu la délibération du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet Espace de la Vie Sociale de Cazaux,

Considérant que le nouveau projet d'Espace de la Vie Sociale de Cazaux a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 10 février 2022 pour une durée de 2 ans, soit du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.

CONVENTION d'OBJECTIFS et de FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA GIRONDE pour la PRESTATION de SERVICE « ANIMATION LOCALE ».

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Autoriser M. Le Maire à signer la convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales pour la prestation de service « Animation Locale ».

1 – Modalités de financement de l'« Espace de Vie Sociale » (E.V.S) de Cazaux :

Cadre de référence

L'agrément « espace de vie sociale » **permet d'ouvrir droit à la prestation de service « animation locale ».**

La décision d'agrément se fonde sur un socle de critères précisés dans la circulaire Cnaf n°2012 - 013 relative à l'animation de la vie sociale

La CAF de la Gironde a renouvelé l'agrément E.V.S au projet de la Maison de quartier de Cazaux le 10 février 2022.

L'**espace de vie sociale est** une structure de proximité qui touche tous les publics, a minima, les familles, les enfants et les jeunes pour développer les compétences des personnes et les impliquer dans la **vie sociale du territoire concerné**.

Pour bénéficier de la Prestation, l'Espace de Vie Sociale de Cazaux doit favoriser :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.
-

Et assurer

⇒ Des missions générales :

- Lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle, qui accueille toute la population en veillant à la mixité ;
- Lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

La Prestation vise à co financer le projet. Elle peut couvrir des dépenses de fonctionnement y compris des charges salariales.
La prestation de service est calculée selon la formule suivante :
Dépenses de fonctionnement dans la limite d'un plafond annuellement fixée par la CAF (39470€ pour 2022) x 60 %.
Le montant maximal accordé pour une 2022 sera de 23682 euros.

2 – Fonctionnement de la Maison de quartier de Cazaux.

La Maison de quartier de Cazaux propose les activités et animations suivantes tout au long de l'année :

- Accueil des habitants du lundi au vendredi de 9 à 18h30 et le samedi de 10 à 12h30.
- Accompagnement à la scolarité 3 soirs par semaine pour les élèves de l'école primaire et du collège le samedi matin.
- Bibliothèque animée par un collectif de lecteur : en soirée et en journée.
- Activités partagées enfants / parents le mercredi.
- Atelier photo.
- Ateliers d'échanges de savoir-faire animés par des bénévoles : aquarelle, danse, guitare…

  Nouveau :
- Projet d'aménagement d'un Jardin des senteurs et d'une Cabane à Lire
- Permanences des services de la Petite Enfance : LAEP et RAM.
- Permanence Accès aux droits / accompagnement numérique.

2 – Les axes prioritaires et plan d'actions du projet Espace de la Vie Sociale de Cazaux 2022 /2023

AXE 1 - VALORISER la BIBLIOTHEQUE comme « 3ème LIEU »

- Repenser l'installation de la Bibliothèque au sein de la structure.
- Fabrication et installation d'une Cabane à Lire dans le jardin extérieur
- Renforcer les missions du Comité de Lecteurs
- Développer les animations dans la bibliothèque

AXE 2 - DEVELOPPER L'ACCUEIL DES FAMILLES

- Favoriser les temps de partage entre parents et enfants « La Classe est finie » / Les RDV en Familles du Mercredi.
- Accompagnement à la scolarité pour les collégiens : mercredi et samedi.
- Utiliser de nouveaux supports d'animation…*Chant, Création d'un Rucher Participatif*

AXE 3 - DEVELOPPER LES SERVICES DE PROXIMITE

- Accès aux droits
- Point Numérique CAF
- Permanences des services de la Ville : LAEP / RAM / CCAS
- Permanences des Associations : Mission locale / Essor
- Mise en place de réunions partenaires

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
de la Gironde

Prestation de service « Animation locale »

Année : 2022
Commune : LA TESTE
Gestionnaire : 29 – Mairie
Structure : Evs de Cazaux
Type de pièce : Convention
Numéro SIAS : 2020100801

Mars 2022

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service « Animation locale » constitue la présente convention.

Entre :

La Commune de La Teste de Buch, représentée par **Monsieur Pactrick DAVET,** Maire, dont le siège est situé Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de la Gironde, représentée par **Madame Christine MANSIET**, Directrice, dont le siège est situé Rue du Docteur Gabriel Péri – 33078 Bordeaux.

Ci-après désignée « la CAF ».

Préambule : Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les CAF contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les CAF prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les CAF visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

Article 1 - L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite prestation de service « Animation Locale » pour l'équipement :

EVS de CAZAUX
Hotel de Ville
Service Vie des Quartiers
Esplanade Edmond Doré
33260 LA TESTE DE BUCH

Axes du projet « Animation locale » :
- Valoriser la bibliothèque comme 3è lieu
- Développer l'accueil des familles
- Développer les services de proximité

Objectif du projet « Animation locale » :
- Renforcement des liens sociaux et familiaux, les solidarités de voisinage
- Coordination des initiatives favorisant la vie collective et la prise de responsabilité des usagers

Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service « Animation Locale » (AL)

La prestation de service « animation locale » est destinée à soutenir les espaces de vie sociale, structures de petite taille implantées dans des zones faiblement équipées ou éloignées des pôles d'activité et sur lesquelles existe une forte demande sociale des familles.

L'espace de vie sociale poursuit trois finalités de façon concomitante :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Il assure des missions générales :

- Lieu de proximité à vocation globale, familiale et intergénérationnelle qui accueille toute la population en veillant à la mixité sociale ;
- Lieu d'animation de la vie sociale permettant aux habitants d'exprimer, de concevoir et de réaliser leurs projets.

****

Article 2 - L'éligibilité à la subvention dite prestation de service « Animation locale »

Pour pouvoir bénéficier d'un financement de la branche famille au titre de la PS « Animation Locale », le projet social de l'espace de vie sociale doit avoir été validé par le Conseil d'administration de la CAF qui se prononce au regard des enjeux de la politique d'animation de la vie sociale du territoire. Il doit ainsi comporter des actions permettant :

- le renforcement des liens sociaux et familiaux, et les solidarités de voisinage ;
- la coordination des initiatives favorisant la vie collective et la prise de responsabilité des usagers/habitants.

La Caf vérifie que la participation des usagers/habitants est prise en compte dans la méthodologie d'élaboration du projet social : réflexions amont, diagnostic, conception, mise en œuvre et évaluation.

Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service « Animation locale »

3.1 – Les modalités de calcul de la PS AL

La prestation de service « animation locale » vise à cofinancer la réalisation du projet d'animation locale. Elle couvre les dépenses de fonctionnement y compris les charges salariales s'il y a lieu.

Elle se calcule de la façon suivante :

Le montant de la PS = Dépenses de fonctionnement plafonnées x 60%

Chaque année, la CNAF diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service « Animation locale » sur le site institutionnel Caf.fr.

3.2 – Les modalités de versement de la PS « AL »

Le paiement par la CAF est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'article 5 et suivants de la présente convention, produites au plus tard ***30 juin*** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au ***30 juin*** peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite prestation de service Animation Locale (AL) est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 5.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la PS « Animation Locale », la CAF versera :

- un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1. (modalités préconisées par la CNAF).

****

Article 4 - Les engagements du gestionnaire

4.1 - Au regard de l'activité de l'espace de vie sociale

- Le conseil d'administration de la CAF doit être tenu informé de toute modification substantielle de fonctionnement en matière de personnel ou de gouvernance et/ou du projet initial de l'espace de vie sociale (pour validation des modifications).

Le gestionnaire s'engage à informer la CAF de tout changement apporté dans :

- le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- l'activité de l'équipement ou service (fonctionnement, gestion, axes d'intervention).

4.2 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- une accessibilité financière pour toutes les familles ;
- une implantation territoriale des activités en adéquation avec les besoins locaux ;
- le respect du projet social validé par le Conseil d'administration
- la prise en compte de la participation des usagers/habitants.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations familiales.

4.3 - Au regard de l'observatoire de l'Animation de la Vie Sociale (Sénacs)

Le gestionnaire s'engage annuellement à contribuer à l'observatoire national des structures d'animation de la vie sociale par la production de données permettant le suivi des indicateurs nationaux.

4.4 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la CAF sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

4.5 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage, sur toute la durée de la convention, au respect des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- de droit du travail ;
- de règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la CAF de tout changement apporté dans les statuts *(ne concerne pas les collectivités territoriales).*

En application du décret du 31 décembre 2021 approuvant le Contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, l'association atteste avoir souscrit au contrat d'engagement républicain. Tout manquement observé à ce titre est de nature à justifier un retrait de tout ou partie de la subvention accordée.

****

Article 5 - Les pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité. Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la CAF.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place ou sur pièce.

Le versement de la prestation de service « Animation Locale », s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après.

5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles- Comité social et économique

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les CSE : procès-verbal des dernières élections constitutives	Attestation de non-changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts datés et signés	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal, Bic, Iban, ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non-changement de situation
	- Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	- Statut attestant que l'activité non lucrative est bien prévue (principe de spécialité) nécessité d'un accord des gestionnaires	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	- Numéro SIREN / SIRET	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1) dédié à l'activité	
	- Attestation du commissaire aux comptes de séparation de la comptabilité pour l'activité «Animation locale »	- Attestation du commissaire aux comptes de séparation de la comptabilité pour l'activité « Animation locale »
	- Attestation sur l'honneur du dirigeant de non-redistribution des excédents d'exploitation	- Attestation sur l'honneur du dirigeant de non-redistribution des excédents d'exploitation

5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
ualité du projet	Projet animation locale, intégrant le programme prévisionnel d'actions et les moyens humains	Projet animation locale, intégrant le programme prévisionnel d'actions et les moyens humains
Eléments financiers	Budget prévisionnel de la première année de la convention	

5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite prestation de service « AL »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'acompte(s)	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif
Eléments financiers	Budget prévisionnel N.	Compte de résultat N.
Activité		Rapport d'activité et/ou état de réalisation des actions

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au projet « Animation locale » mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).
La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

****

Article 6 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

La signature de la présente convention est conditionnée à la validation préalable du projet social de l'espace de vie sociale concernant la PS « Animation Locale » par le Conseil d'Administration ou par une instance délégataire de la CAF.

La CAF adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit de la PS « AL ».

****

Article 7 - L'évaluation et le contrôle

7.1 - Le suivi des engagements et évaluation des actions

La CAF et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la CAF, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la CAF.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la CAF a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la CAF et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention .

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La CAF et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements :

- **Un comité de pilotage par an.**

7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la CAF, de l'emploi des fonds reçus.

La CAF, avec le concours éventuel de la CNAF et/ou d'autres CAF, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la CAF et le cas échéant de la CNAF, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc. La CAF peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.
Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la CAF, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 8 - La durée et la révision des termes de la convention

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2022 au 31/12/2023.**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention.

****

Article 9 – La fin de la convention

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la CAF, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la CAF, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la CAF non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la durée et la révision des termes » ci-dessus.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

Article 10 - Les recours

- **Recours amiable**

La prestation de service espace de vie sociale « Animation Locale », étant une subvention, Madame la Directrice de la CAF est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la CAF.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à Bordeaux, le 7 avril 2022
En 2 exemplaires

Christine MANSIET La Directrice, Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde	Patrick DAVET Maire, Commune de La Teste de Buch

Charte
de la laïcité
de la branche Famille
avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'Etat », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, d'hier à demain, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ
La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS
La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME
La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS
La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité, ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ
Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE
La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE
La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de leur adaptation. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Sécurité sociale

Monsieur le Maire
Merci Mme Delfaud nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme DELFAUD** **DEL2022-06-294**

ESPACE DE VIE SOCIALE 2022-2023 DE CAZAUX

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE POUR LE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION

Mes chers collègues,

Vu la délibération du Conseil départemental de la Gironde du 13 décembre 2021 relative à la mise en œuvre de la politique départementale de prévention et de lutte contre les vulnérabilités en faveur de la promotion du vivre et faire ensemble,

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2021 relative à la validation des axes prioritaires et du plan d'actions définis dans le cadre de la démarche de renouvellement de l'agrément pour le projet 2022/2023,

Considérant que le nouveau projet d'Espace de la Vie Sociale de Cazaux a reçu l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de la Gironde le 10 février 2022 pour une durée de 2 ans, du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023,

Considérant que dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement social, le Département de la Gironde soutient les projets *d'Animation de la Vie Sociale* (A.V.S) agréés par la CAF,

Considérant que le Département de la Gironde a décidé d'attribuer une subvention de 5000 euros pour contribuer au projet Espace de Vie Sociale de Cazaux pour 2022.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe.

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE POUR le VERSEMENT D'UNE SUBVENTION POUR LE PROJET ESPACE de VIE SOCIALE de CAZAUX.

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Signature de la convention de partenariat avec le département pour le versement d'une subvention de 5000 euros pour le projet Espace de Vie Sociale de Cazaux.

1 - Modalités de versement de la subvention :

La structure s'engage à assurer les missions d'espace de Vie sociale étant définies comme :

Un lieu de proximité qui touche tous les publics, à minima les familles, les enfants et les jeunes.

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes ;
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sur le territoire ;
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Et développer des actions collectives permettant

- Le renforcement des liens sociaux et familiaux, les solidarités, le « vivre ensemble » et la lutte contre l'isolement.
- La coordination et le développement des initiatives des acteurs favorisant le collectif, l'intérêt général et l'engagement des habitants

Le versement de la subvention s'effectuera dès la signature de la convention.

2 – Projet Espace de Vie Sociale de Cazaux 2022/ 2023

La Maison de quartier de Cazaux porte le projet Espace de Vie Sociale. La coordination est assurée par la responsable de la structure avec 2 salariés et 10 bénévoles.

Ce projet est intégré au projet global et se développe en interaction avec les autres maisons de quartier.

AXE 1 - VALORISER la BIBLIOTHEQUE comme « 3ème LIEU »

- Repenser l'installation de la Bibliothèque au sein de la structure.
- Fabrication et installation d'une Cabane à Lire dans le jardin extérieur
- Renforcer les missions du Comité de Lecteurs
- Développer les animations dans la bibliothèque

AXE 2 - DEVELOPPER L'ACCUEIL DES FAMILLES

- Favoriser les temps de partage entre parents et enfants « La Classe est finie » / Les RDV en Familles du Mercredi.
- Accompagnement à la scolarité pour les collégiens : mercredi et samedi.
- Utiliser de nouveaux supports d'animation…*Chant, Création d'un Rucher Participatif*

AXE 3 - DEVELOPPER LES SERVICES DE PROXIMITE

- Accès aux droits
- Point Numérique CAF
- Permanences des services de la Ville : LAEP / RAM / CCAS
- Permanences des Associations : Mission locale / Essor
- Mise en place de réunions partenaires

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Direction Générale Adjointe Chargée de la Solidarité
Pôle Solidarité développement Social
Direction Insertion et Inclusion
Missions Territoires et Développement Social

CONVENTION

Commune de la Teste de Buch – Service Vie des Quartiers

Espace de vie sociale de Cazaux

ANNÉE 2022

Entre

Le Département de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Jean Luc GLEYZE, Conseiller départemental du canton du Sud Gironde, Hôtel du Département – Esplanade Charles-de-Gaulle – 33074 Bordeaux Cedex, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 28 mars 2022

D'une part,

Et

LA TESTE DE BUCH Hotel de Ville Esplanade Jean Doré BP 50105 33 260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président **M. DAVET Patrick**, autorisé statutairement à signer la présente convention

D'autre part,

VU la délibération du Conseil Départemental en date du 13 décembre 2021 relative à la mise en œuvre de la politique départementale de prévention et de lutte contre les vulnérabilités en faveur de la promotion du vivre et faire ensemble

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Direction Générale Adjointe Chargée de la Solidarité
Pôle Solidarité développement Social
Direction Insertion et Inclusion
Missions Territoires et Développement Social

PRÉAMBULE

Le Département de la Gironde reconnaît les Centres Sociaux et les Espaces de Vie Sociale comme de véritables leviers « du vivre ensemble » et du « faire ensemble » car ils participent au développement des personnes et des ressources des territoires.

Ces structures contribuent de ce fait aux axes de la politique de développement social, de participation et d'implication des citoyens développés sur l'ensemble du territoire girondin.

Cet engagement s'inscrit dans la politique de développement social actée par délibération du Conseil Départemental chaque année.

Pour ce faire, la présente convention a pour objet de définir les engagements et les obligations respectifs des deux parties.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La structure s'engage à assurer les missions d'Espace de Vie Sociale étant définies comme :

- Un lieu de proximité qui touche tous les publics, à minima les familles, les enfants et les jeunes.

A ce titre, Il devra **poursuivre 3 finalités de façon concomitante** :

- L'inclusion sociale et la socialisation des personnes,
- Le développement des liens sociaux et la cohésion sociale sur les territoires,
- La prise de responsabilité des usagers et le développement de la citoyenneté de proximité.

Son action se fonde sur des valeurs et des principes comme :

- Le respect de la dignité humaine
- La laïcité, la neutralité et la mixité sociale
- La solidarité
- La participation et le partenariat

L'Espace de Vie Sociale développe des actions collectives permettant :

- Le renforcement des liens sociaux et familiaux, les solidarités, le "vivre ensemble" et la lutte contre l'isolement.
- La coordination et le développement des initiatives des acteurs favorisant le collectif, l'intérêt général et l'engagement des habitants

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE LA SUBVENTION

Le Département apportera une subvention de **5 000 €.**

Le versement de la subvention relative à l'action référencée ci-dessus s'effectuera dès la signature de la présente convention.

ARTICLE 3 : PARTENARIAT ET COOPERATIONS

Le Département veillera à ce que les actions engagées par l'Espace de Vie Sociale :

- Soient diffusées et complémentaires à celles menées par les autres structures de proximité et particulièrement les MDS du Département,
- Puissent s'articuler avec les cadres politiques plus globaux sur les territoires tels que les pactes territoriaux référencés sur les neuf pôles territoriaux de solidarité.

Pour sa part, la structure veillera, chaque fois que nécessaire, à engager une concertation avec tous les partenaires locaux pour l'élaboration du projet social porté par l'équipement.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS FINANCIERES

La structure s'engage à fournir au Département (article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales) :

- Le rapport d'activité de l'année d'attribution de la subvention,
- Une copie des comptes de l'année d'attribution de la subvention (bilan – compte de résultats).

Si l'ensemble des subventions perçues annuellement par la structure est supérieure ou égale à 153 000 €, ces comptes devront être certifiés par un Commissaire aux Comptes.

- Un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001, relatifs à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques. Ce compte-rendu financier doit être remis au Département dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

ARTICLE 5 : OBLIGATION GENERALE D'INFORMATION

La structure s'engage à prévenir le Département par lettre recommandée avec accusé de réception de tout événement d'importance, susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de la structure et le principe de l'intervention départementale, tel qu'il est défini dans la présente convention :

- Difficultés financières graves, susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- Cessation d'activité,
- Ouverture d'une procédure collective de licenciement,
- Changement de l'équipe dirigeante.

Elle fera son affaire des divers impôts et taxes dont elle est redevable par le fait de ses activités, sans que le Département puisse avoir à se substituer à elle en cas de défaillance de sa part. Elle s'engage en outre à être en règle avec les services de l'URSSAF et les services fiscaux concernés par son activité.

La structure exerce les actions énumérées à l'article 1 de la présente convention, sous sa responsabilité exclusive. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité du Département ne puisse être recherchée.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les bénéficiaires d'une aide départementale s'engagent à :

- Apposer le logo du Département sur l'ensemble des outils de communication de la structure (bulletin, newsletter, courriers adhérents, site internet, plaquette...),
- Citer l'implication du Département lors des prises de parole en interne et externe (interview, réunion publique, assemblée générale...),
- Poser une signalétique fournie par le Département dans les locaux de la structure (affiche, stickers...) affichant le soutien départemental,
- Logo à télécharger sur gironde.fr et pour tout contact dgsd-dircom@gironde.fr

ARTICLE 7 : CONTROLE ET EVALUATION

L'évaluation sera effectuée en référence à la présente convention, notamment au regard des objectifs indiqués dans l'article 1er

Un bilan annuel sera demandé mettant en lumière les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'activité de la structure faisant apparaître : les caractéristiques des publics touchés, les modalités de fonctionnement, les partenaires effectifs, le degré d'atteinte des objectifs visés, les difficultés rencontrées et l'évolution envisagée du projet social.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Département, en application de l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que *"toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention, peut être soumise au contrôle des délégué(e)s de la collectivité qui a accordé la subvention"*.

ARTICLE 8 : EFFETS ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022, soit du 1er janvier au 31 décembre 2022.

ARTICLE 9 : RESILIATION

a) En cas de non-respect par l'association de ses engagements contractuels, ainsi qu'en cas de faillite grave de sa part, le Département pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai d'un mois, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

b) En cas de résiliation anticipée en cours d'année, la structure devra reverser au Conseil Départemental le montant des subventions perçues, soit en fonction des objectifs déjà réalisés dans le cadre du projet d'actions de l'année en cours, soit au prorata temporis.

ARTICLE 10 : CONTENTIEUX

En cas de litige, le Tribunal Administratif de Bordeaux est reconnu compétent.

Fait à Bordeaux, le

Le Maire de

LA TESTE DE BUCH

M. DAVET Patrick

Le Président du Conseil Départemental

Monsieur le Maire
Merci Mme Delfaud, nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Un petit mot, le prochain conseil sera le 27 septembre, d'ici là la halle du marché de Cazaux sera terminée, fin juillet elle sera terminée il y a aura un bel outil pour nos amis commerçants cazalins et pas que, un bel outil que nous avions promis aux cazalins.

Rapporteur : **M BERNARD** **DEL2022-06-295**

CONVENTION de PARTENARIAT AVEC LA LIGUE CONTRE LE CANCER DE GIRONDE pour l'INSTAURATION d'ESPACES SANS TABAC

Mes chers collègues,

Considérant que La Ligue contre le cancer mène de nombreuses actions de lutte contre le tabagisme dont « Les Espaces sans Tabac »,

Considérant son engagement depuis quelques années dans la lutte contre le cancer avec l'organisation d'une Course, d'une Marche et d'ateliers de prévention dans le cadre d'Octobre Rose (Dépistage et prévention cancer du sein) la Ville de La Teste de Buch souhaite renforcer la mise en place d'actions de prévention dans le domaine de la lutte contre le tabagisme,

En conséquence, et comme précisé dans la note explicative de synthèse jointe à la présente délibération, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, relations humaines, finances et budgets, services à la population du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER l'instauration des ESPACES sans TABAC ci-dessous :

➢ A partir du 1er juillet 2022 :
Place Daniel Meller à Pyla : Zone boisée / Aire de jeux et espace vert comme Espace sans tabac

➢ du 1er juillet au 15 septembre :
Plage parallèle à la place Daniel Meller comme Plage sans tabac

– AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec La Ligue contre le cancer ci-jointe.

CONVENTION de PARTENARIAT avec LA LIGUE CONTRE LE CANCER de LA GIRONDE pour l'instauration d'ESPACES sans TABAC

Note explicative de synthèse

Objet de la délibération

Autoriser M. Le Maire à signer la convention de partenariat avec la Ligue contre le cancer pour la mise en place d'espaces sans tabac.

1 - Contexte du projet

Le Conseil de quartier du Pyla est à l'initiative de ce projet qui a obtenu le soutien des élus.
En effet, la ville de La Teste de Buch est engagée depuis quelques années dans la lutte contre le cancer avec l'organisation d'une Course, d'une Marche et d'ateliers de prévention dans le cadre d'Octobre Rose (dépistage et prévention cancer du sein)
Elle souhaite renforcer son engagement avec la création d'espaces sans tabac.

La Ligue Nationale contre le cancer est une association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique, reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses militants. Forte de plus de 700 000 adhérents et de ses 103 Comités départementaux présents sur tout le territoire y compris les DOM, TOM et POM.

La Ligue lutte dans 4 directions complémentaires :

- Information, prévention, promotion du dépistage / actions pour les malades et leurs proches

- Recherche / mobilisation de la société.

Les Espaces sans Tabac sont des lieux extérieurs délimités et/ou identifiés, où la consommation de tabac est interdite, Ils permettent :

- D'éliminer l'exposition au tabagisme passif, notamment des enfants,
- De réduire l'initiation au tabagisme des jeunes et encourager l'arrêt du tabac,
- De promouvoir l'exemplarité et la mise en place d'espaces publics conviviaux et sains,
- De préserver l'environnement des mégots de cigarettes et des incendies,
- De dé-normaliser le tabagisme afin de changer les attitudes face à un comportement néfaste pour la santé

2 - Lieux et dates de mise en œuvre

ESPACE SANS TABAC : Place Daniel Meller à Pyla
Zone boisée / Aire de jeux et espace vert
3 panneaux de 42/29.7 cm seront installés sur le site avec le visuel de La Ligue contre le Cancer.

⇒ A partir du 1er juillet 2022.





PLAGE SANS TABAC : Plage parallèle à la place Daniel Meller
Installation d'un panneau de 42/29.7 cm

⇒ Du 1 er juillet au 15 septembre 2022





CONVENTION DE PARTENARIAT

La Ville de LA TESTE DE BUCH
La Ligue contre le cancer Gironde
« ESPACE SANS TABAC »

La ville de LA TESTE DE BUCH

représentée par PATRICK DAVET, en qualité de MAIRE

SIRET :

Ci-après La Ville de La Teste de Buch

La Ligue contre le cancer Gironde, située 228 boulevard du Président Franklin Roosevelt 33800 Bordeaux

représentée par le Pr Dominique JAUBERT, agissant en qualité de Président.

SIRET : 781 850 094 00033

Ci-après **« LCC33»**

Vu le code de la Santé Publique et notamment les articles suivants :

- L.6134-1 et 2 relatifs aux coopérations hospitalières
- L. 6143-7 relatif aux compétences du directeur d'établissement de santé

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Préambule

La Ligue Nationale contre le cancer est une association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique, reposant sur la générosité du public et sur l'engagement de ses militants. Forte de plus de 700 000 adhérents et de ses 103 Comités départementaux présents sur tout le territoire y compris les DOM, TOM et POM, La Ligue lutte dans 4 directions complémentaires :

- information, prévention, promotion du dépistage ;
- actions pour les malades et leurs proches ;
- recherche ;
- mobilisation de la société.

C'est dans cette organisation que s'expriment la force et l'efficacité de la Ligue qui peut mener des actions nationales d'envergure, relayées au niveau local. Ceci est particulièrement important dans les domaines de la prévention, promotion du dépistage et de l'action pour les malades.

Politique de prévention Tabac de la Ligue contre le cancer Gironde :
Le service prévention de la Ligue contre le cancer mène de nombreuses actions de lutte contre le tabagisme :

- Prévention des conduites tabagiques en milieu scolaire : la 1ère cigarette, l'influence des copains et la manipulation de l'industrie du tabac.
- Ateliers de motivation à l'arrêt vers les salariés d'entreprises : identifier son profil de tabagie, lever les freins à l'arrêt, orienter vers des consultations d'aide à l'arrêt.
- Plaidoyer auprès des municipalités pour la mise en place d'Espaces sans Tabac.

La ville de La Teste de Buch est engagée depuis quelques années pour la lutte contre le cancer avec l'organisation d'une manifestation (course et Marche Roses) et d'ateliers de prévention dans le cadre d'Octobre Rose.
Elle souhaite renforcer son engagement avec la création d'espaces sans tabac.

Contexte

Première cause évitable de mortalité en France, le tabagisme est responsable de plus de 75000 morts par an dont 45 000 par cancer. Le nombre de morts liés au tabac s'accroît et pèse de plus en plus lourd sur notre système de protection sociale.
Et pourtant une majorité des fumeurs en France souhaiterait arrêter de fumer (80%) et regrette sa dépendance (88%).

L'instauration d'espace sans tabac est un instrument d'action à disposition des établissements pour participer à la lutte contre le tabac.

Qu'est-ce qu'un Espace sans Tabac ?

Les Espaces sans Tabac sont des lieux extérieurs délimités et/ou identifiés, où la consommation de tabac est interdite, tels que : plages, abords de lacs ou d'étangs, plages urbaines, piscines, aires de jeux, espaces verts, parcs, jardins, parcours de santé, abordes des écoles ou d'autres établissements publics. Ils permettent :

- D'éliminer l'exposition au tabagisme passif, notamment des enfants,
- De réduire l'initiation au tabagisme des jeunes et encourager l'arrêt du tabac,
- De promouvoir l'exemplarité et la mise en place d'espaces publics conviviaux et sains,
- De préserver l'environnement des mégots de cigarettes et des incendies,
- De dénormaliser le tabagisme afin de changer les attitudes face à un comportement néfaste pour la santé

La perception des Espaces sans Tabac

Selon la dernière enquête IPSOS de janvier 2020 auprès de 1043 personnes, l'adhésion de la population à ces espaces est élevée puisque 89% des personnes interrogées déclarent qu'il est souhaitable de protéger les personnes de la fumée du tabac dans les parcs et jardins, 86% aux abords des établissements scolaires et 81% sur les plages.

Article 1 : Engagements respectifs

1. La ville de La Teste de Buch

s'engage à :

- Valider le dispositif « Espace sans tabac »
- Mettre en œuvre les actions déclinées ci-après :

  - Interdire la consommation de tabac sur les espaces extérieurs identifiés ci-dessous et faire respecter cette disposition selon les moyens choisis en interne.
  - Signaler cette disposition « Espace sans tabac » par le logo officiel du label apposé sur des panneaux dans le périmètre des espaces extérieurs concernés.
  - Prendre à sa charge la réalisation de la signalétique
  - Faire figurer dans toute communication de cette action et sur la signalisation des panneaux « Espaces Sans Tabac » la mention "Avec le soutien de la Ligue contre le cancer Gironde" accompagnée du logo de l'association.

La création d'« Espaces sans tabac » envisagés sur le site de Pyla dans les lieux suivants:

- AIRE DE JEUX de la PLACE DANIEL MELLER (quartier du Pyla)





- PLAGE parallèle à la PLACE DANIEL MELLER (quartier du Pyla)



2 - La Ligue contre le cancer Gironde

La LCC33 s'engage à :

- Si la structure demandeuse le prévoit, participer à un comité pour le suivi de l'opération « Espace sans tabac »
- Accompagner la commune dans la mise en œuvre, l'inauguration et participer à des actions complémentaires de lutte contre le tabac à destination du grand public
- Signaler à La Ligue Nationale contre le cancer la signature de cette convention

De plus, la Ligue Nationale contre le cancer s'engage à :

- Faire figurer la commune dans un répertoire recensant les espaces et les plages sans tabac des villes de France intégrées à ce label.
- Assurer une communication autour de l'opération « Espace Sans Tabac ».

Article 2 : Modalités de communications sur le partenariat

Chacun des acteurs s'engage, dans le cadre du partenariat, à respecter les principes éthiques de l'autre partenaire.

Il s'engage également à ce qu'aucune communication portant sur les contenus du présent partenariat ne soit faite sans l'accord des autres parties.

Tout document ou support créé par l'un des partenaires, contenant une marque, un logo et/ou un signe distinctif de l'un des autres partenaires, sera soumis à un accord préalable et écrit de ce dernier.

Les partenaires s'engagent à n'utiliser ces marques, logos et/ou signe distinctif que dans le seul cadre de la réalisation de supports liés à ce partenariat et pour la durée de la présente convention.

Article 3 : Droits de propriété intellectuelle

La présente convention n'a ni pour objet ni pour effet de conférer un droit quelconque à l'une des parties sur les droits de propriété intellectuelle (et, en particulier, les marques) des autres parties.
Toute utilisation de la marque de l'un des partenaires ou toute publicité de quelque nature que ce soit est interdite, en dehors de la présente convention.
Les parties resteront propriétaires des droits de propriété intellectuelle attachés à leurs marques.

Article 4 : Modalités de modification de la convention

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée d'un an et renouvelable par tacite reconduction.
Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé entre les parties.

Article 5 : Résiliation

Elle peut être résiliée à échéance moyennant un préavis de 3 mois.
En cas de non respect par l'une des parties, d'un des engagements prévus par la présente convention, celle-ci pourra également être résiliée, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une

lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à la partie défaillante. Ce courrier devra motiver les raisons de la résiliation.

Article 6 : Attribution de juridiction

En cas de difficultés de mise en œuvre de la présente convention, les personnes référentes se concerteront afin de tenter de régler les différends.
A défaut, les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de cette convention.
Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis, en tant que besoin, près de la juridiction française compétente.

Fait à Bordeaux, le ……..
En 3 exemplaires originaux

Pour La ville de La Teste de Buch
Le Maire
Mr PATRICK DAVET

Pour La Ligue contre le cancer Gironde
Le Président,
Pr Dominique JAUBERT

Monsieur le Maire :
Merci M. Bernard, voilà une belle convention, des endroits on va y retrouver beaucoup de jeunes, à l'occasion de la soirée blanche nous avions remis des cendriers en plastique et cela a été très respecté, une excellente initiative

Monsieur DUCASSE :
Vous devez vous souvenir que depuis plusieurs années nous avions lancé l'opération zéro mégot sur les plages avec des boites qui ressemblaient à des boites aux lettres, sur les plages de cazaux on avait fait un test, 100 mégots au M² enterrés depuis des années, je n'avais pas osé en tant que fumeur de faire une plage zéro mégot, je vous remercie d'avoir passé l'étape supérieure

Monsieur BERNARD :
C'est une initiative partagée par le conseil de quartier qui en a émis pour la première fois l'idée et que nous avons retenue et consolidée avec la ligue contre le cancer, je pense que c'est un consensus et l'image de la démocratie participative ramenée à un espace territorial.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DESMOLLES **DEL2022-06-296**

THÉÂTRE CRAVEY

Remboursement de billets suite à l'annulation d'un concert, au report d'un autre et à un problème technique de la billetterie Sirius survenu lors d'un spectacle (période du 17 novembre 2021 au 2 avril 2022)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 12121-29,

Mes chers collègues,

Considérant qu'en raison d'un problème technique de la billetterie Sirius survenu le soir du spectacle du mercredi 17 novembre 2021,

Considérant qu'en raison de l'indisponibilité de l'artiste pour raisons médicales de pouvoir assurer son concert initialement programmé le samedi 22 janvier 2022, la ville a souhaité le reporter au samedi 2 avril 2022,

Considérant qu'en raison de la vente quasiment nulle de billets du concert du samedi 29 janvier 2022,

Considérant les demandes de remboursement des personnes qui n'ont pu assister à ces différentes représentations,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission administrative générale, ressources humaines, finances et budgets du 21 juin de bien vouloir :

- **ACCEPTER** de rembourser les personnes sur présentation d'un relevé d'identité bancaire et d'une pièce d'identité.

- **RÉGULARISER** ces dépenses d'un montant de 504 € par émission de mandats à l'article 673 « titres annulés sur exercices antérieurs » pour les recettes encaissées sur les exercices 2021 et 2022.

- **CHARGER** Monsieur le Maire de l'ensemble des formalités administratives relatives à ce dossier.

REMBOURSEMENT DE BILLETS – THÉÂTRE CRAVEY
DU 17 NOVEMBRE 2021 AU 2 AVRIL 2022
Note explicative de synthèse

Direction de la Vie Culturelle

Pour des raisons techniques, financières ou médicales, la Ville de La Teste de Buch a été contrainte d'annuler ou de reporter les représentations des spectacles programmés au Théâtre Cravey du 17 novembre 2021 au 2 avril 2022 :

- **Samedi 17 novembre 2021**, **Vincent Moscato Complètement Jojo** (problème technique de la billetterie Sirius),
- **Samedi 22 janvier** 2022 *(1ère date)* **reportée au samedi 2 avril 202**2 *(2ème date)*, **Sheila** (raison médicale),
- **Samedi 29 janvier 2022, Joy D** (faute de réservations, le concert a été annulé).

Ces représentations ont fait l'objet de vente de billets et d'encaissements de la régie d'avances et de recettes du service Culture. Il convient de rembourser les personnes qui ont acheté des billets des représentations annulées pour un montant total de 504 € selon la liste suivante :

- BELIN David : 30 €
- BOURDMOME Jacqueline : 50 €
- DABOS Michel et Vivianne : 50 €
- DARRIEUTORT Maxime : 60 €
- DESHAYES Sylvie : 30 €
- DUPLAN Marie-Christine : 25 €
- HANSEN Annick : 25 €
- KLOUTZ Auguste : 50 €
- LEGOT André : 69 €
- LENGUIN Philippe : 25 €
- PETIT Stéphane : 90 €

Les remboursements seront effectués sur présentation d'un relevé d'identité bancaire (RIB), d'une copie d'une pièce d'identité et de la restitution du ou des billets achetés ou pour les billets non édités, de la feuille de caisse avec le numéro de commande prouvant l'achat d'une place de spectacle.

Il est donc proposé de bien vouloir constater l'annulation des billets vendus et de procéder au remboursement pour un montant total de **504 €**. Les remboursements seront traités par la régie d'avance et de recettes du service Culture.

Il conviendra de procéder à la régularisation par émission de mandats pour un montant de **504 €** à l'article 673 « titres annulés sur exercices antérieurs » pour les recettes encaissées sur les exercices 2021 et 2022.

La délibération a donc pour objet d'approuver les remboursements des billets des spectacles du Théâtre Cravey annulés pour un montant de **504 €.**

Monsieur le Maire
Merci Mme Desmolles,

Monsieur DUCASSE :
Je vous remercie d'avoir fait venir ce festival de théâtre, dommage que ce soit sur un temps court et je remarque que vous citez d'être heureux de faire découvrir ou de re découvrir le théâtre Cravey et asseoir sa légitimité qui est prouvée par la pléiade de grands artistes qui vont venir s'y produire.
Légitimité du théâtre que vous combattez souvent que je trouve aujourd'hui bien reconnu.

Monsieur le Maire
Vous vous trompez, il y a que vous qui pensez ça, la légitimité du théâtre je ne la remets pas en cause puisque on veut faire une autre salle de spectacles. Ce que je remets en cause c'est le nombre de places insuffisantes, le coût, vous nous aviez présenté 2,5 millions on a fini à 6,5 millions, le nombre de places insuffisantes et des malfaçons partout. Jamais je ne remets en cause la salle
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme POULAIN **DEL2022-06-297**

SAISON CULTURELLE 2022-2023 - TARIFS FESTIVAL « LES SCENES D'OLIVIER MARCHAL »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 14 décembre 2021 approuvant les tarifs publics pour l'année 2022,

Mes chers collègues,

Considérant que La Ville de La Teste de Buch organise un festival de théâtre « les scènes d'Olivier Marchal » qui se déroulera du 10 au 20 novembre 2022 au Théâtre Cravey.

Considérant que la Ville de La Teste de Buch souhaite fixer des tarifs à l'unité, reconduire les tarifs réduits habituels et proposer des tarifs spéciaux sous forme de Pass donnant droit à des réductions.

Considérant que ces tarifs n'ont pas été fixés par la délibération n° DEL2021-12-621 du 14 décembre 2021, il convient de rajouter ces tarifs à la grille tarifaire du Théâtre Cravey.

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les tarifs relatifs au festival « Les scènes d'Olivier Marchal » et les conditions d'application pour la saison culturelle 2022-2023, comme suit

FESTIVAL LES SCENES D'OLIVIER MARCHAL (du 10 au 20 novembre 2022)

Tarif à l'unité

			Tarif Plein Adulte	Tarif réduit Adulte*	Tarif plein Jeune **	Tarif réduit Jeune ***
Jeudi 10	20h45	PAR LE BOUT DU NEZ	40 €	37 €	20 €	19 €
Vendredi 11	20h45	DI(X)VIN(S)	40 €	37 €	20 €	19 €
Samedi 12	20h45	L'AVARE	40 €	37 €	20 €	19 €
Dimanche 13	16h	EST-CE QUE J'AI UNE GUEULE D'ARLETTY	30 €	27 €	15 €	14 €
Vendredi 18	20h45	UN CONSEIL D'AMI	30 €	27 €	15 €	14 €
Samedi 19	20h45	THAT'S LIFE	30 €	27 €	15 €	14 €
Dimanche 20	16h	MOLIERE	30 €	27 €	15 €	14 €

Pass 20 %

Une remise de 20 % sur le total des billets achetés dès le 3ème spectacle différent acheté. L'achat des billets pourra s'effectuer en ligne ou au théâtre Cravey.

Pass 30% (réservé aux habitants de la Teste de Buch)

Une remise de 30 % sur le total des billets achetés dès le 1er spectacle acheté sur présentation d'un justificatif de domicile.
L'achat des billets s'effectuera obligatoirement au théâtre Cravey.
Le nombre de billets achetés par foyer ne pourra pas excéder 8 unités.

Tarif réduit

* Adulte :
- les seniors de plus de 65 ans, les groupes de plus de 10 personnes, les demandeurs d'emploi, les personnes bénéficiant de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) ou de revenu de Solidarité Active (RSA) ou de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), Les possesseurs de la carte du C.C.A.S, de l'Iddac ou Avignon Off de l'année.

** Jeune : scolaires et étudiants et moins de 18 ans.
*** Jeune : groupes scolaires et étudiants à partir de 10 personnes.

APPROBATION DES TARIFS
DU FESTIVAL « LES SCENES D'OLIVIER MARCHAL »

Note explicative de synthèse

La Ville de La Teste de Buch organise un festival de théâtre parrainé par Olivier Marchal « les scènes d'Olivier Marchal » qui se déroulera du 10 au 20 novembre 2022 au Théâtre Cravey.

Ce festival a vocation à proposer un évènement marquant, une manifestation artistique autour du spectacle vivant avec un programme éclectique et de qualité permettant d'attirer un public nombreux, de faire découvrir ou redécouvrir le théâtre Cravey et asseoir sa légitimité.

Cette notoriété peut à long terme inscrire la Ville de La Teste de Buch sur les tablettes des communes fabricantes d'événements culturels forts. Et au-delà de sa programmation, des retombées économiques majeures sur les entreprises commerciales de son territoire (restaurants, hôtels, bars, commerces…) sont à espérer.

7 spectacles portés par des artistes de renom seront proposés au public.

- Jeudi 10 /11/22 : Par le bout du nez (François Berléand et Antoine Dulery)
- Vendredi 11/11/22 : Di(x)Vin(x) François Xavier Demaison
- Samedi 12/11/22 : L'Avare (Michel Boujenah)
- Dimanche 13/11/22 : Est-ce que j'ai une gueule d'Arletty ? (Elodie Menant)
- Vendredi 18/11/22 : Un conseil d'ami (Marie Fugain, Christian Vadim, Manuel Gelin)
- Samedi 19/11/22 : That's life (Arnaud Ducruet)
- Dimanche 20/11/22 : Molière (Francis Huster)

La Ville de La Teste de Buch souhaite fixer des tarifs à l'unité, reconduire les tarifs réduits habituels et proposer des tarifs spéciaux sur forme de Pass donnant droit à des réductions selon les modalités suivantes :

Tarif à l'unité

			Tarif Plein Adulte	Tarif réduit Adulte*	Tarif plein Jeune **	Tarif réduit Jeune ***
Jeudi 10	20h45	PAR LE BOUT DU NEZ	40 €	37 €	20 €	19 €
Vendredi 11	20h45	DI(X)VIN(S)	40 €	37 €	20 €	19 €
Samedi 12	20h45	L'AVARE	40 €	37 €	20 €	19 €
Dimanche 13	16h	EST-CE QUE J'AI UNE GUEULE D'ARLETTY	30 €	27 €	15 €	14 €
Vendredi 18	20h45	UN CONSEIL D'AMI	30 €	27 €	15 €	14 €
Samedi 19	20h45	THAT'S LIFE	30 €	27 €	15 €	14 €
Dimanche 20	16h	MOLIERE	30 €	27 €	15 €	14 €

Tarif réduit
* Adulte :
- les seniors de plus de 65 ans, les groupes de plus de 10 personnes, les demandeurs d'emploi, les personnes bénéficiant de l'Allocation de Solidarité aux Personnes Agées (ASPA) ou de revenu de Solidarité Active (RSA) ou de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), Les possesseurs de la carte du C.C.A.S, de l'Iddac ou Avignon Off de l'année.

** Jeune : scolaires et étudiants et moins de 18 ans.
*** Jeune : groupes scolaires et étudiants à partir de 10 personnes.

Pass 20 %
Une remise de 20 % sur le total des billets achetés dès le 3ème spectacle diffèrent acheté.
Ce tarif permet à un large public d'assister à plusieurs spectacles.
L'achat des billets pourra s'effectuer en ligne ou au théâtre Cravey.

Pass 30% (réservé aux habitants de la Teste de Buch)
Une remise de 30 % sur le total des billets achetés dès le 1er spectacle acheté sur présentation d'un justificatif de domicile.
L'achat des billets s'effectuera obligatoirement au théâtre Cravey.
Le nombre de billets achetés par foyer ne pourra pas excéder 8 unités.
Le festival étant financé par la Ville, le lieu de résidence des acheteurs peut justifier l'application d'un tarif préférentiel. Ce tarif correspond à la politique municipale de donner accès à la culture au plus grand nombre de testerins.

Ces tarifs n'ayant pas été fixés dans la délibération DEL2021-12-621 du 14 décembre 2021, il convient de rajouter ces tarifs à la grille tarifaire du Théâtre Cravey.

La délibération a donc pour objet :

- d'APPROUVER les tarifs fixés pour le festival « Les scènes d'Olivier Marchal » dans le cadre de la saison culturelle 2022-2023.

Monsieur le Maire :

Merci Mme Poulain,
On ne va pas redire ce qui a été dit dans la presse concernant la tarification, tout le monde a bien compris que l'objectif est de faire venir les testerins en priorité à ce type de spectacles à un prix raisonnable voir un ou plusieurs spectacles. L'objectif n'étant pas de perdre de l'argent, ni d'en gagner, l'objectif est de faire venir les testerins sur un spectacle d'envergure et surtout de qualité.

Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme JECKEL **DEL2022-298**

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCATION COLLECTIF KOMONÒ 2022-2025

Vu le code général des collectivités territoriales
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que La commune de la Teste de Buch a pour objectif de mettre en place une politique culturelle autour de toutes les formes d'expressions artistiques et culturelles, elle souhaite favoriser la rencontre du public avec le monde du spectacle vivant.

Considérant que l'Association « Collectif KoMoNò » dont l'activité est l'enseignement des arts du cirque et la création artistique participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch et à son animation.

Considérant que La Ville de La Teste de Buch, dans la cadre de sa politique culturelle, souhaite renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Collectif KoMoNò ». Cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties pour la période 2022-2025 et permet de valider les relations de partenariat et plus particulièrement la participation de l'association aux animations culturelles et éducatives.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la Commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « Collectif KoMoNò ».

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la période 2022-2025 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH
ET L'ASSOCATION COLLECTIF KOMONÒ
2022-2025

Note explicative de synthèse

1/ PREAMBULE

La Ville de LA TESTE DE BUCH souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique culturelle, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Collectif KoMoNò ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties.

Elle précise les relations entre l'association « Collectif KoMoNò » et les services municipaux, de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition temporaire du domaine public communal. Elle traduit l'intérêt que la Ville porte à l'Association « Collectif KoMoNò » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités dont l'activité est l'enseignement des arts du cirque et la création artistique.

La convention entre la Ville et l'association « Collectif KoMoNò »» pour la période 2022-2025 permet de valider les relations de partenariat et plus particulièrement la participation de l'association aux animations culturelles et éducatives.

Le Collectif Komonò en chiffres
École du cirque
224 élèves en stage (Toussaint, Février, Eté)
270 adhérents
3 professeurs
5 intervenants ponctuels
19 artistes engagés
1 stagiaire BPJEPS

Le festival Teste à Têtes
1678 personnes sur le week-end
600 scolaires touchés (primaire/collège)
45 bénévoles
14 spectacles
5 partenaires financiers
1 association Junior engagée

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition de l'Association la parcelle cadastrée section GF n°3, d'une superficie de 47 Ha 95 a 96 ca, située au lieudit « Bonneval » sur la plaine des Sports et de loisirs Gilbert Moga.

L'association occupe un terrain d'environ 3200 m2 détaché de la parcelle précitée moyennant une redevance annuelle calculée sur la base des tarifs d'occupation du domaine public fixés tous les ans par délibération municipale. Pour l'année 2022, la redevance a été fixée à 3 200 €.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations culturelle testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication l'association « Collectif KoMoNò ».
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ LES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION « COLLECTIF KOMONÒ» :

L'association s'engage également à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement des disciplines circassiennes et le bon fonctionnement de l'Association. Elle s'engage à travailler en collaboration avec la Direction de la Vie Culturelle sur des projets autour des arts du cirque, se déroulant sur le territoire de la ville de La Teste de Buch, tel que le Carnaval…
Elle pourra mettre en place des interventions à titre gracieux au sein des structures municipales sur des actions éducatives et culturelles (écoles, alsh, maisons des quartiers, club ados…).

La présente convention est consentie à compter du 1er juillet 2022 et acceptée pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 30 juin 2025. Elle n'est pas reconductible.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « Collectif KoMoNò »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la période 2022-2025 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'ASSOCIATION « COLLECTIF KOMONÒ »

PREAMBULE :

Considérant que La commune de la Teste de Buch a pour objectif de mettre en place une politique culturelle autour de toutes les formes d'expressions artistiques et culturelles, elle souhaite favoriser la rencontre du public avec le monde du spectacle vivant.

Considérant que l'Association « Collectif KoMoNò », ancrée dans le tissu associatif, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

La Ville de La Teste de Buch souhaite formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Collectif KoMoNò ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après nommée « la Ville »,

D'une part,

Et

L'Association « Collectif KoMoNò » ayant son siège social Plaine des Sports Gilbert MOGA - 33260 LA TESTE DE BUCH - représentée par sa Présidente, dument habilitée, Madame Elsa LANDARD,

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations culturelles testerines.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leur conformité.

1.2 Autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal :

La Ville s'engage à mettre à disposition de l'Association la parcelle cadastrée section GF n°3, d'une superficie de 47 Ha 95 a 96 ca, située au lieudit « Bonneval » sur la plaine des Sports et de loisirs Gilbert Moga.
L'association dont l'objet est l'enseignement des arts du cirque et la création artistique occupe un terrain d'environ 3200 m2 détaché de la parcelle précitée. Cette emprise a été aménagée par l'Association en Ecole du Cirque.
L'autorisation est consentie moyennant une redevance annuelle calculée sur la base des tarifs d'occupation du domaine public fixés tous les ans par délibération municipale.

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition s'effectuera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations culturelles testerines.
Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, au moins un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (affichage, panneaux lumineux de la ville, site de la ville et réseaux sociaux) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire au moins un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline sur le territoire de la ville de La Teste de Buch et notamment le festival « Teste à têtes », des actions de formation et d'accès des jeunes testerins aux pratiques du cirque.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association aura formulé sa demande, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget,
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'Association s'engage à justifier, à tout moment, sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article I de la présente convention, l'Association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique culturelle, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes Testerins et développement des disciplines autour du cirque :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil en faveur des jeunes Testerins pour permettre en particulier l'accès aux enseignements des arts du cirque.

2.5 Partenariat

L'Association s'engage à participer soit bénévolement soit sous forme de prestations payantes aux actions et évènements culturels de la Ville tels que le Carnaval. Elle pourra mettre en place, à titre gracieux, des interventions au sein des structures municipales sur des actions éducatives et culturelles (écoles, alsh, maisons des quartiers, l'entrepote(s)…).

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.6 Promotion et Communication :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

2.7 Assurances :

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant qu'utilisateur/locataire devra souscrire une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.
La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie des locaux et bâtiments utilisés et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Responsabilité civile des objets confiés

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 3 : DUREE - MODIFICATION

La présente convention est consentie à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2025**. Cette présente convention n'est pas reconductible.
Une demande de renouvellement devra être adressée à Monsieur le Maire deux mois avant la date d'échéance de la convention.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant pris par l'instance délibérante de la ville de LA TESTE DE BUCH.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 4 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, **le : . . . . . .**

Le Maire	**La Présidente**
de La Teste de Buch	**de l'Association « Collectif KoMoNò »**
Patrick Davet	**Elsa Landard**

Monsieur le Maire :

Merci Mme Jeckel, Des interventions ? Nous passons au vote, nous leur reversons 13 000€ à Komono

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur DUCASSE :
Dans mes souvenirs on versait 15 000€ avant vous avez baissé la subvention.

Monsieur le Maire :
Tout baisse monsieur….

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2022-06229**

SALLE DE MUSCULATION MUNICIPALE

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR MODIFICATION DES TARIFS EN FAVEUR DES AGENTS DE LA VILLE ET DU CCAS

VU la délibération du conseil municipal portant approbation des Lignes Directrices de Gestion en faveur des agents de la Ville et du CCAS, à compter du 1er mai 2021 et notamment le plan d'action N°2 dédié à la qualité de vie au travail et l'amélioration des conditions de travail ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 décembre 2021 relative aux tarifs publics 2022,

VU l'accord du comité technique de la Ville du 24 juin 2022, concernant les nouveaux horaires d'ouverture de la Salle de Musculation Municipale et la gratuité des tarifs pour les agents de la ville et du CCAS ;

Mes chers collègues,

Considérant que la salle de musculation est un équipement municipal géré par un agent de la Ville dont les tarifs des abonnements sont fixés exclusivement en faveur des adhérents licenciés des clubs sportifs testerins,

Considérant que le cadre du plan d'action N°2 dédié à la qualité de vie au travail, la Ville souhaite favoriser l'accès des agents de la Ville et du CCAS à cet équipement

Considérant qu'il est nécessaire de définir le fonctionnement ainsi que les modalités d'adhésion et d'inscription à ladite structure,

En conséquence, je vous propose mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER le règlement intérieur de la salle de musculation municipale ci-joint,

- MAINTENIR le tarif des abonnements en faveur des adhérents issus des clubs sportifs Testerins pour les créneaux du Lundi au Vendredi comme suit : Abonnement trimestriel : 30€, Abonnement semestriel : 50€, Abonnement annuel : 95€, Abonnement Jeunes de 16 à 18 ans : Gratuité

- FIXER la gratuité de l'accès à la salle de musculation en faveur des agents titulaires et contractuels depuis plus de 6 mois de la Ville et du CCAS à partir du 1er septembre 2022.

Règlement intérieur de la salle de Musculation municipale de La Teste de Buch, Fixation des tarifs en faveur des Agents de la Ville et du CCAS

Note explicative de Synthèse

La salle de Musculation est un équipement municipal dont l'accès est géré par un agent de la Ville, qui organise l'activité, veille à la sécurité des utilisateurs, gère les inscriptions et les abonnements des adhérents à l'aide d'une fiche d'inscription délivrée par la Ville, en appliquant les tarifs dans le cadre d'une régie de recette municipale de la Ville.

L'accès à la salle de musculation est ouvert exclusivement au public âgé de 16 ans résolus. Les inscriptions sont exclusivement réservées aux adhérents de la salle de musculation qui doivent être membres d'un club Testerin affilié à une Fédération Française Sportive, titulaire d'une licence assurance Fédérale.

Fixation des Tarifs Abonnements Associatifs :

- Abonnement trimestre : 30 €,
- Abonnement semestre : 50 €,
- Abonnement annuel: 95 €,
- Abonnement Jeunes (de 16 à 18 ans) : **Gratuit**

Accès Gratuit aux Agents de la VILLE et du CCAS :

Dans le cadre du projet "Qualité de Vie au Travail", les agents de la Ville et du CCAS pourront s'inscrire gratuitement à la salle de Musculation sans obligation de présenter une adhésion à un Club Testerin, mais en présentant un certificat Médical « d'Aptitude à la pratique du sport ».

Les Agents de la Ville et du CCAS, pourront bénéficier ainsi des créneaux d'ouvertures de la salle de Musculation du Lundi au Vendredi pour une entrée en vigueur au 01 Septembre 2022.

Horaires et Jours d'ouverture : A partir du 01/09/2022

La salle est ouverte au public du lundi au vendredi de 12h00 à 14h00 et de 16h00 à 21h00.

La salle est fermée 1 mois durant l'été du 14 Juillet au 15 Août et 15 jours en période de Noël, ainsi que les jours fériés.

La Délibération propose :

- D'approuver le règlement intérieur de la salle de musculation ci-joint ;
- De fixer la gratuité de l'accès à la salle de musculation en faveur des agents de la Ville et du CCAS dans le cadre de la Qualité de Vie au Travail au sein des services municipaux et du CCAS définie au plan d'action n°2 des Lignes Directrices de Gestion.

REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE DE MUSCULATION MUNICIPALE DE LA TESTE DE BUCH

1- Définition :

La salle de Musculation est un équipement municipal dont l'accès est géré par un agent de la Ville, au regard des tarifs votés chaque année en Conseil municipal.
L'Agent de la Ville organise l'activité, veille à la sécurité des utilisateurs et gère les inscriptions des adhérents à l'aide d'une fiche d'inscription délivrée par la Ville.

2- Inscription et Admission :

- L'accès à la salle est exclusivement réservé au public âgé de plus de 16 ans.
- Les inscriptions des personnes sont exclusivement réservées aux adhérents des associations sportives testerines.
- Ces adhérents doivent être membres d'un club testerin affilié à une Fédération Française Sportive et être titulaire d'une licence d'assurance fédérale.
- Une attestation du Président du club testerin certifiant que la personne est bien adhérente d'un club sportif testerin, à jour de ses cotisations et assurances pour l'année sportive en cours sont nécessaires.
- Une fiche d'inscription accompagnée d'un certificat médical « Apte à la pratique sportive » devra être éditée pour chaque adhérent.

3- Tarif – Abonnements et Gratuités :

Tout abonnement à la salle de musculation doit faire l'objet d'une fiche d'Inscription qui stipule l'identité de la personne et la durée de l'abonnement.

Pour les adhérents majeurs membres d'une association sportive testerine les tarifs et durée d'abonnement sont fixés chaque année en conseil municipal.

Pour l'année 2022 les tarifs sont :

- **- Trimestriel 30,00 € - Semestriel 50,00 € - Annuel 95,00 €**

Concernant les adhérents âgés de 16 ans à 18 ans l'adhésion est gratuite. La fiche d'inscription est nécessaire accompagnée d'un certificat médical.

- **Accès Gratuit aux Agents de la VILLE et du CCAS :**

Dans le cadre du projet "Qualité de Vie au Travail", les agents titulaires et contractuels depuis plus de 6 mois de la Ville et du CCAS pourront s'inscrire gratuitement à la salle de musculation, sans obligation de présenter une adhésion à un

Club Testerin, mais en présentant un certificat Médical « d'Aptitude à la pratique du sport »

4- Jours et Horaires d'ouvertures

La salle de musculation est ouverte au public sur deux créneaux de 12h00 à 14h00 et de 16h00 à 21h00 du lundi au vendredi.
Les périodes de fermeture de la salle de musculation sont durant l'été du 14 juillet au 15 aout et pendant les vacances scolaire de Noël ainsi que tous les jours fériés de l'année.

5- Respect des règles :

- Le port d'une tenue appropriée est obligatoire (chaussures de sports propres et vêtements de sports) ;

- Une serviette propre pour limiter le contact de la sueur sur le cuir des appareils ;

- Respecter la propreté des vestiaires, douches et sanitaires ;

- Chaque abonné doit veiller à être couvert par une responsabilité civile car la ville décline toute responsabilité en cas de perte ou vol d'effet personnels.

6- Conditions Matérielles :

La salle s'étend sur 350 m² au premier étage de la salle Etienne Turpin située sur la plaine des sports Gilbert Moga :

Elle se compose de :

- 4 plateaux d'haltérophilie,
- un coin cardio avec 2 vélos, un tapis de course, un vélo elliptique,
- un coin abdos stretching,

7- Conditions particulières de la mise à disposition de la Salle de Musculation à l'Association « ASSOCIATION SPORTIVE LA FORCE TESTERINE » par convention :

Lors des périodes de congés de l'agent de la Ville, responsable de la salle de musculation, l'association « Association Sportive Force Testerine » pourra bénéficier de l'utilisation de l'équipement sous certaines conditions :

- Accueillir exclusivement les membres adhérents de « la Force Testerine », à jours de leurs cotisations et de leurs abonnements à la salle de musculation.

- Garantir de la présence d'un éducateur diplômé des activités de la musculation et de l'haltérophilie du Club pendant la durée des créneaux d'ouverture, garantissant ainsi la sécurité des utilisateurs.

- Les créneaux d'ouverture de la salle de musculation pendant les périodes de congés de l'agent de la Ville sont du lundi au vendredi de 16h à 20h ainsi que le mercredi de 14h à 16h et le samedi de 10h à 12h.

- Le club « La Force Testerine », par l'intermédiaire de son Président, engage sa totale responsabilité concernant la sécurité des adhérents pendant ces périodes ainsi que la bonne gestion du matériel et des locaux. Il fournira à cet effet toutes les attestations d'assurance s'y rattachant.

Patrick DAVET

Maire de La Teste de Buch
Conseiller départemental de la Gironde

Approuvé en conseil municipal du 28 juin 2022

Monsieur le Maire :
Merci M. Dufailly, nous souhaitons que nos agents soient en forme,

Monsieur DUCASSE :
La salle sera fermée entre 14h et 16h ? Par rapport à ce qui se faisait d'habitude ?

Monsieur DUFAILLY :
On a fait tout simplement une analyse de la fréquentation de cette salle et on s'est rendu compte qu'il n'y avait peu de fréquentation entre 14h et 16h. Il y avait une demande de venir plutôt entre 12h et 14h et plus tard le soir.
Si on a fait ça c'est pour développer le sport au travail pour permettre aux agents dans le cadre de la qualité de vie au travail qui s'inscrit dans le plan d'action n°2 des LDG de rendre cet accès libre et gratuit pour les agents de la ville.
Pour nous c'est l'ultime étape de notre politique sportive des 2 premières années, on a développé avec « sports en Buch » que l'on va renforcer en plus le samedi matin dans la salle de musculation, plus en septembre on va démarrer « sports santé » en collaboration avec le service des sports de l'hôpital, un public que l'on va accueillir sur prescription médicale adaptée.
Deux agents du service sont formés à ce titre-là, véritablement une politique sportive innovante pour notre commune.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BOUCHONNET **DEL2022-06-300**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et
L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE Section Char à Voile
Occupation du SPOT de la Salie Nord - Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important dans l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de disciplines, des volonté, de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association Sportive Testerine Char à Voile (A.S.T Char à Voile) contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire Communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association « A.S.T Char à Voile ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « AST Char à Voile » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat de l'Association « A.S.T Char à Voile »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison 2022/2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE « section CHAR A VOILE »
Occupation du SPOT de la Salie Nord - SAISON SPORTIVE 2022-2023 –
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « **A.S.T Char à Voile** ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre l'Association A.S.T Char à Voile et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association AST Char à Voile et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'Association A.S.T Char à Voile permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres.

La présente convention prend effet à compter du **1er juillet 2022** et prend fin le **30 juin 2023**.

Le S.P.O.T.

Situé sur le parking de la Salie Nord, en extension des toilettes déjà existantes, le S.P.O.T. est un bâtiment de 300 m² composé de locaux associatifs, avec vestiaires et espaces pour le rangement du matériel, d'une infirmerie, de douches, de sanitaires, d'une grande salle d'exposition et d'un hall d'accueil du public.

Ce bâtiment accueille **l'Association Sportive Testerine section Char à Voile** dans le **local n°1** de 30 m² à titre exclusif.

L'Annexe POINT GLISSE

Véritable terrasse sur l'océan, le point glisse est situé sur le rivage de la Salie Nord. Conçu pour être entièrement démontable, ce bâtiment construit sur des pieux est constitué de huit containers avec l'étage une terrasse couverte de 10 m² fournissant un large panorama de surveillance.

Cet équipement permet l'accueil des Maîtres-Nageurs Sauveteurs durant la saison estivale et des associations de sports de glisse pour leurs activités tout au long de l'année.

Ce bâtiment accueille « **l'Association Sportive Testerine section Char à Voile** dans **le container n°1**.

Commentaire sur l'A.S.T. Char à Voile

L'Association dénommée « A.S.T Char à Voile » est une section du club omnisports de l'A.S.T qui organise l'activité char à voile sur le territoire de la commune. Cette association pratique

son activité toute l'année sur les plages de la Salie Nord au profit de ses 32 adhérents. L'A.S.T Char à Voile est en recherche de recrutement d'un éducateur sportif spécialisé Char à Voile.

Plusieurs manifestations sont organisées par l'A.S.T Char à Voile :

- Course de ligue,
- Char à Voile au Féminin en mai,
- Sorties et Initiation au Char à Voile,
- Ramassage des plastiques et objets sur la plage de la Salie Nord,
- lors des sorties ou initiations tout au long de l'année.

LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'entraînements au profit de ses adhérents qui pratiquent l'activité en compétition et également de proposer une formation aux jeunes débutants à l'année.

Le Club s'engage également de développer ses activités au profit des divers publics, scolaire, centre de loisirs de la Ville et de la Cobas, centre social de la ville, en priorité et des publics touristiques durant la saison estivale.

Le Club s'engage également à participer à l'opération CAP 33 pendant la durée estivale.

LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaires, infirmerie, bureau, salle d'exposition) dans le bâtiment du S.P.O.T.

Un container n°1 de 15 m² (stockage matériel, lieu d'activités) dans l'équipement « Annexe Point Glisse » situé en pied de dune.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.
La mise à disposition du S.P.O.T et de l'Annexe Point Glisse est consentie à titre **gratuit**

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat de l'Association « A.S.T Char à Voile »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison 2022/2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH et
l'ASSOCIATION SPORTIVE TESTERINE « section Char à Voile »
Saison sportive 2022-2023

PRÉAMBULE

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « AST Char à Voile », participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « AST Char à Voile ».

ENTRE

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après dénommée la « Ville »,

d'une part,

Et

L'Association Sportive Testerine section char à voile, ayant son siège social à la Plaine des Sports Gilbert MOGA (chalet AST) à LA TESTE DE BUCH représentée par son président, dument habilité, Monsieur Stéphane CHEF,

Ci-après dénommée l' « A.S.T Char à Voile »,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 SUBVENTION

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 OBJECTIFS GENERAUX

A travers l'équipement du S.P.O.T géré par le Service des Sports, la Ville souhaite soutenir le Club dans le développement de ses activités en lui permettant de se structurer dans la gestion et l'organisation des diverses animations proposées au profit :

- de leurs adhérents licenciés,
- des publics scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA de la COBAS),
- des centres de loisirs et associations de la COBAS,
- de tout public privé ou associatif extérieur à la COBAS.

Les structures du territoire seront prioritaires par rapport aux publics se situant à l'extérieur de la COBAS.

1.3 MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT S.P.O.T ET L'ANNEXE POINT GLISSE

La Ville s'engage à mettre à disposition du Club contractant les installations sportives suivantes :

Le S.P.O.T de la Salie

- Le bâtiment situé sur le parking de la Salie Nord,
- Le bâtiment comprend 3 locaux de rangement associatif de 30 m²,
- Le Club bénéficie à titre exclusif du local n°1,
- Les douches, sanitaires, vestiaires, l'infirmerie, le bureau d'accueil et la salle d'exposition sont à la disposition partagée avec les autres associations et la Ville.

L'Annexe Point Glisse

Equipement situé en pied de Dune sur la Plage face à l'Océan.

Cet équipement, constitué de 8 locaux (containers maritimes), est destiné au rangement du matériel et à la mise en œuvre des activités.
Le Club bénéficie à titre exclusif du container n°1, d'une surface de 15 m².

Les autres locaux sont mis à disposition d'autres associations et de la Ville notamment l'été pour l'implantation du Poste de Secours.
Un état des lieux, établi contradictoirement est réalisé avant la signature de la convention, et annexé à la présente.

1.4 CONDITION D'UTILISATION DU S.P.O.T

Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Ville et le Club (Planning prévisionnel des créneaux d'entraînements, d'animations, des manifestations).

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par le Club**,** chacune des parties devra en être informée au préalable.

En dehors de ces périodes la Ville aura la libre disposition des lieux.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le Club**,** celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

Le SPOT pourra être mis à disposition de l'ONF pour des réunions ou des actions de sensibilisation du public à l'environnement.

Aucune activité commerciale ou soirée musicale ne sera tolérée dans l'équipement.

En aucun cas les bâtiments ne pourront être affectés au logement de personne.

L'heure de fermeture des équipements à toute activité est fixée à la tombée de la nuit.

1.5 MISE A DISPOSITION DE MATÉRIELS POUR LES OPERATIONS DE PROMOTION

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour les associations testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.6 AIDES EN MOYENS DE PROMOTION ET COMMUNICATION

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CLUB

2.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville.
- Le projet de l'Association et de ses sections pour la saison à venir.
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau.
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture.

- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association.
- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.

- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

2.2 OPÉRATIONS PARTENARIALES :

Dans le cadre des relations partenariales entre le Club et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le Club s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.3 OPÉRATIONS DE PROMOTION ET D'ANIMATION :

Le Club s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, les centres sociaux et les établissements scolaires.

2.4 OPÉRATIONS DE COMMUNICATION :

Le Club s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la Ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de manifestations, de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le Club à la Ville à la signature de la convention.

3.1 ACCUEIL DES MEMBRES DU CLUB :

Concernant les membres du Club, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements mis à disposition.

3.2 ACCUEIL DES SCOLAIRES :

Le Club s'engage à participer aux projets éducatifs de la Ville, et à l'accompagner dans le cadre du Sport Scolaire en faveur des établissements scolaires et ce en

partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la Ville pourra soutenir.

Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à ces activités, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du Club.

3.3 ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ET DES CENTRES SOCIAUX DE LA COBAS :

Le Club s'engage à proposer aux structures d'animations de la COBAS des séances d'activités sportives sur le site du S.P.O.T. Ces séances seront facturées à des conditions tarifaires préférentielles.

3.4 ENCADREMENT DES ACTIVITÉS :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du Club dans le cadre de la réglementation imposée par les Fédérations Françaises, du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education Nationale.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CLUB

La présente mise à disposition est accordée au Club pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments tel que décrit dans l'article 1.2, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du Club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Le Club est tenu de se conformer aux directives des Fédérations Françaises concernées par l'activité et au principe concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente mise à disposition du SPOT et de l'Annexe Point Glisse est consentie à **titre gratuit**.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La Ville fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes et impôts de toute nature que ce soit ainsi que la redevance ONF.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Le Club sera responsable de tout dommage causé, par la mise en place ou l'exploitation des installations concédées à titre gratuit par la Ville.
Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la Ville.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la Ville une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.
Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge du Club utilisateur.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le Club est tenu d'occuper personnellement et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.
Le Club ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par la Ville, que ce soit à des fins commerciales, marchandes ou non.

Le Club devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale.

Le Club ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la Ville. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Ville tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

Le Club ne pourra sous-traiter la mise à disposition de l'équipement. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de
son choix pour des prestations réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le Club**.** Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la Ville. Une fois signée, une copie de cette convention devra être adressée à la Ville.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le Club puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble. Tout ou partie de l'autorisation pourra être suspendue ou retirée par décision de Monsieur le Maire pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt général dûment motivée.

ARTICLE 9 : SORT DES INSTALLATIONS A LA FIN DE LA MISE A DISPOSITION

A la fin de la mise à disposition, pour quelque cause que ce soit, les équipements installés par le Club devront être enlevés et les lieux remis en leur état primitif. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la fin de la mise à disposition, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville.

Toutefois, si à la demande du Club, la Ville accepte que les équipements en tout ou partie ne soient pas enlevés, ceux-ci deviendront la propriété de la Ville sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

ARTICLE 10 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITÉ PAR LE CLUB

En cas de dépôt de bilan du Club ou en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de ces procédures.

ARTICLE 12 : ARBITRAGE

En ca de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Pour la Ville de La Teste de Buch	Pour l'Association Sportive Testerine
Le Maire de LA TESTE DE BUCH	**Le Président de l'AST**
Patrick DAVET	Stéphane CHEF

Monsieur le Maire :

Merci M Bouchonnet, Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M DUFAILLY **DEL2022-06-301**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et "Le CERCLE DE VOILE DE PYLA sur MER"

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Cercle de Voile de Pyla sur Mer contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Pyla sur Mer et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **21 juin 2022** de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Pyla sur Mer,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022-2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER - SAISON SPORTIVE 2022-2023 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Pyla sur Mer. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Pyla sur Mer et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Il traduit l'intérêt que la Commune porte au Cercle de Voile de Pyla sur Mer et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin **le 30 Juin 2023**.
La convention de partenariat proposée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'Association le Cercle de Voile de Pyla sur Mer :

Le CVPM compte **165** membres pratiquants à l'année et plus de 1 000 stagiaires à l'Ecole de voile durant la période estivale.
L'encadrement est constitué de 4 CDI salariés à l'année et 10 saisonniers sur la saison estivale.
Le niveau de pratique en individuel identifie **4 jeunes au niveau National** ainsi que **4 jeunes au niveau International.**

Concernant le dynamisme associatif, le CVPM est un partenaire actif de la Ville notamment dans le cadre de la Voile Scolaire au profit des Ecoles primaires de la Ville.
Plusieurs classes ont été accueillies en 2021 pour des raisons sanitaires liées au Covid-19.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, les installations sportives suivantes :

Sur le site du Pyla **:**

- Un Club House,
- Un Hangar à bateaux,
- Un Club de Moussaillons,
- Un Blockhaus à usage de lieu de stockage,
- Une Aire de stationnement de bateaux,
- Une Cale à bateaux,

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations Testerines.
- aider par des moyens de promotion et communication le Cercle de Voile de Pyla sur Mer.
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ LES ENGAGEMENTS DU CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER :

Il est à noter que le Président est : Monsieur LEBLOND Jérôme

- La Vice-Présidente : Mme BELLE-CROIX Sarah
- La Secrétaire : Mme RIGAUD Géraldine
- Le Trésorier : M. FARGREGORI Arnaud

- Le Cercle de Voile de Pyla sur Mer s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Cercle de Voile de Pyla sur Mer s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prendra effet à compter du : **1er Juillet 2022** et prendra fin **le 30 Juin 2023**. Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Pyla sur Mer,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022-2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE CERCLE DE VOILE DE PYLA SUR MER (C.V.P.M.)

Saison sportive 2022/2023

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que l'Association « le Cercle de Voile du Pyla sur Mer », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Considérant l'antériorité des aides directes ou indirectes dont bénéficie le C.V.P.M. depuis des années, des relations partenariales qui sont engagées et que les deux parties souhaitent formaliser :

ENTRE :

La ville de LA TESTE DE BUCH, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après dénommée la « Ville »,

d'une part,

Et

Ci-après dénommée le « Cercle de Voile de Pyla sur Mer CVPM »,

Le Cercle de Voile de Pyla sur Mer ayant son siège social, Place Daniel Meller 33115 Pyla Sur Mer, représenté par son Président, dûment habilité, Monsieur LEBLOND Jérôme,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La Ville s'engage à mettre à disposition du C.V.P.M. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui définit les dispositions d'application.

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les Opérations de promotion :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts communs définies par la ville pour les associations Testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et Communication :

Les Interventions de la Ville en matière de prestations de communication pour le C.V.P.M. (conception et impression d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attribution de ces prestations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU C.V.P.M.

2.1 Affectation de la Subvention de la Ville :

Le C.V.P.M. s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'Association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le 30 juin de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'association et de ses sections pour la saison à venir.
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.
- Un compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics,
- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.

- Le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir.
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention, et des mises à disposition éventuelles.

➢ Le C.V.P.M. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le C.V.P.M. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le C.V.P.M. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le C.V.P.M. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le C.V.P.M. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le C.V.P.M. à la commune.

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'Association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le C.V.P.M.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le C.V.P.M. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune dans le cadre du dispositif « Voile

Scolaire » en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la commune soutiendra au travers d'une subvention annuelle. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à la voile scolaire, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du C.V.P.M.

3.3 Accueil des Centres de Loisirs et du Centre Social de la Commune :

Le C.V.P.M. s'engage, à proposer des séances de découverte des activités de la voile à des conditions tarifaires préférentielles, aux structures d'animations communales (les Centres de Loisirs et le Centre Social de la Commune).

3.4 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'état, salariées ou par des licenciés bénévoles du club dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Voile.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CVPM

4.1 Équipement à usage Spécialisé :

Autorisation est donnée au Cercle de Voile de Pyla sur Mer d'occuper, à titre temporaire, un terrain situé Place Meller, cadastré BS 431p, d'une superficie de 4000 m² environ sur l'emplacement défini sur le plan cadastral, sur lequel est implanté un bâtiment à usage sportif :

- Un club house – superficie utile 159 m² et ses dépendances,
- Un hangar à bateaux/atelier avec rangement en mezzanine, inclues deux douches – superficie utile 207 m²,
- Un club de moussaillons – superficie utile 25 m²,
- Un blockhaus à usage de lieu de stockage-superficie utile 10 m²,
- Une aire pour stationnement des bateaux-superficie utile environ 2 480 m²,

L'autorisation comprend aussi l'utilisation de la cale de mise à l'eau.

La présente autorisation est accordée au C.V.P.M. pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments ci-dessus désignés, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

L'Association est tenue de se conformer aux directives de la Fédération Française de Voile et au principe du classement national des clubs qui en découlent notamment concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

L'Association est autorisée à placer sur l'emprise du terrain ainsi délimité les bateaux de ses adhérents.

4.2 Responsabilité pour Dommages :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité. Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l'utilisateur.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

ARTICLE 5 : CHARGES DU CLUB

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles mobilières, de tout abonnement et consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone des locaux utilisés ainsi que des contrats de maintenance de chauffage et d'alarme.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers, taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à **titre gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le C.V.P.M. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées.

ARTICLE 8 CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le C.V.P.M. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le C.V.P.M. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le C.V.P.M. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ou de les détériorer.

Le C.V.P.M. ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la commune. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Commune tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation du dit projet.

Le C.V.P.M. ne pourra sous-traiter l'activité. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations de type service de boissons ou de repas, réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le C.V.P.M. Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la commune.

Etant observé que la domanialité du terrain s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt générale dûment motivée. Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION PAR LE PERMISSIONNAIRE :

Dans le cas où le permissionnaire aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition, il pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.
La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 : REVOCATION DE L'AUTORISATION POUR INEXECUTION DES CONDITIONS D'UTILISATION :

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'AUTORISATION

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le C.V.P.M., devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai d'un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre. En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du C.V.P.M. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle**.**

ARTICLE 12 : PREAVIS

Une décision de révocation de retrait décidée par la Ville fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**. Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 14 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du C.V.P.M. en cours de saison survenant avant le paiement de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 15 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH,

Le Maire	**Le Président**
de LA TESTE DE BUCH	**du Cercle de Voile Pyla sur Mer**
Patrick DAVET	Jérôme LEBLOND

Monsieur le Maire :

Merci M Dufailly. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M.BOUYROUX **DEL2022-06-302**

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH
et Le CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que le Cercle de Voile de Cazaux Lac contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Cercle de Voile de Cazaux Lac.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Cazaux Lac et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Cazaux Lac,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE CERCLE DE VOILE
DE CAZAUX LAC - SAISON SPORTIVE 2022-2023 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le Cercle de Voile de Cazaux Lac. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le Cercle de Voile de Cazaux Lac et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte au Cercle de Voile de Cazaux Lac et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**. La convention de partenariat proposée au Cercle de Voile de Cazaux Lac permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'association le Cercle de Voile de Cazaux Lac :

Le CVCL avec ses 251 licenciés dont **135 adhérents** à l'année, accueille plus de 4800 personnes sur la période estivale (groupes, stages, cours particuliers, location, mais aussi avec plus de 900 participants de CAP33).
Concernant les jeunes**, 62 jeunes** de moins de 18 ans sont adhérents permanent du Club les 4/6 ans au jardin des mers les 7/14 ans débutant et perfectionnement les de 15 ans pratiquent en compétition.
Le plus haut niveau de pratique est représenté par les seniors au niveau National.
Les catégories jeunes sont également présentes au niveau départemental et Régional.

Le CVCL participe activement à la vie communale en s'impliquant dans *:*

- Le Sport Scolaire à travers le dispositif « Voile Scolaire » accueille chaque année des élèves des classes de CM2 des Ecole primaires de la Ville.
- Les Activités au profit de la jeunesse avec l'accueil des ALSH et en période de vacances scolaires.
- Le Dispositif CAP 33 (découvertes gratuites et stages d'approfondissements) au profit des divers publics pendant la saison estivale a pu être maintenu.
- L'Accueil de la natation scolaire pour plus de 300 élèves des écoles pour l'Année Scolaire 2021/2022 sur le site naturel du lac au Cercle de Voile de Cazaux est maintenu.
- Plusieurs manifestations (régates ou journées Handicap) ont été organisées par le CVCL en 2022.
- Le CVCL s'est engagé à développer la pratique de la voile sportive « HANDI VALIDE » plusieurs actions sont organisées en faveur des publics handicapés, grâce à l'acquisition de bateaux adaptés.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, les installations sportives suivantes :

- Le Club house,
- Des Sanitaires,
- Un Bureau.
- Un Hangar atelier,
- Un Local,

De plus, la ville s'engage également à :

- mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations Testerines.
- aider par des moyens de promotion et communication le Cercle de Voile de Cazaux Lac.
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ LES ENGAGEMENTS DU CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC :

Il est à noter que le Président : M. DUCHESNE FERCHAL Hervé,
- Le Secrétaire Général : M. DUBES Francis,
- Le Trésorier : M. DINET Patrick.

- Le Cercle de Voile de Cazaux Lac s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le Dossier de demande de subvention devra être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Cercle de Voile de Cazaux Lac s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

La présente convention prend effet à compter du **1er juillet 2022** au **30 juin 2023**.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le cercle de voile de Cazaux Lac,
- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE CERCLE DE VOILE DE CAZAUX LAC (C.V.C.L.)
Saison sportive 2022/2023

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que l'Association « le Cercle de Voile de Cazaux-Lac », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « le Cercle de Voile de Cazaux-Lac ».

ENTRE :

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après dénommé la « Ville »,

d'une part,

Et :

Le Cercle de Voile Cazaux Lac ayant son siège social à la Halte Nautique de Cazaux Lac, à LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, dûment habilité, Monsieur Hervé DUCHESNE-FERCHAL,

Ci-après dénommé le « C.V.C.L ».,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La ville s'engage à mettre à disposition du C.V.C.L. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui en définit les dispositions d'applications

1.3 Mise à disposition d'Equipements, de Matériels pour les opérations de promotion :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts communs définies par la ville pour les associations testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et Communication :

Les interventions de la ville en matière de prestations de communication pour le C.V.C.L. (conception et impression d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attribution de ces prestations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU C.V.C.L.

2.1 Affectation de la Subvention de la VILLE :

Le C.V.C.L. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'association C.V.C.L. et de ses sections pour la saison à venir.
- Le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale.

- Un compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente, le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics,

- L'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir,
- Le calendrier des manifestations de la saison à venir.
- Les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée.
- La copie des diplômes La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, le C.V.C.L. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

➢ Le C.V.C.L. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le C.V.C.L. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le C.V.C.L. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le C.V.C.L. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le C.V.C.L. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le C.V.C.L. à la commune.

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le C.V.C.L.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le C.V.C.L. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune dans le cadre du dispositif "voile scolaire" en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la commune soutiendra au travers d'une subvention annuelle. Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à la voile scolaire, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du C.V.C.L.

3.3 Accueil des Centres de Loisirs et du Centre Social de la Commune :

Le C.V.P.M. s'engage, à proposer des séances de découverte des activités de la voile à des conditions tarifaires préférentielles, aux structures d'animations communales (les Centres de Loisirs et le Centre Social de la Commune).

3.4 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'état, salariées ou par des licenciés bénévoles de l'Association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Voile.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CVCL

4.1 Équipements à usage spécialisé :

Autorisation est donnée au Cercle de Voile de Cazaux Lac d'occuper, à titre temporaire, un terrain situé en bordure du Lac de Cazaux, sur une partie des parcelles cadastrées CY 18, CY 19, CY 68 et CY 76 d'une surface de 7100 m² **,** sur lequel sont implantés :

- Un Hangar atelier – superficie utile 218 m²
- Le Club house – superficie utile 30,80 m²
- Sanitaires – superficie utile 43,50 m²
- Un Local – superficie utile 20 m²
- Un Bureau – superficie utile 30,20 m²

En outre, la partie du Lac de Cazaux située au droit de l'emprise accordée au C.V.C.L. sera réservée à l'usage exclusif du C.V.C.L. et de ses adhérents et ce, sur une profondeur de 120 m de la limite des eaux du Lac de Cazaux.

A l'intérieur de ce périmètre réservé, le C.V.C.L. a installé :

- Une zone d'appontement comprenant trois pontons d'une longueur de 35m, 51m et 95m servant d'embarcadère et de débarcadère,
- Une rampe de mise à l'eau pour les bateaux de sécurité du C.V.C.L.

La présente autorisation est accordée au C.V.C.L. pour lui permettre d'utiliser l'ensemble des bâtiments ci-dessus désignés et une partie du plan d'eau, à des fins

sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable compte tenu du fait que la commune de LA TESTE DE BUCH elle-même est titulaire d'une décision individuelle d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public de la défense sur la Base Aérienne 120 de CAZAUX (n° 12 – 2001 du 22 juin 2001). Autorisation qui lui confère le droit d'occuper à titre temporaire la zone ouest de la partie girondine du Lac de Cazaux qui, située en dehors du polygone du champ de tir de la base est comprise entre la limite ouest dudit polygone et la rive ouest du Lac tel qu'il est indiqué sur l'A.O.T.

Par ailleurs, il est également donné autorisation au Cercle de Voile de Cazaux Lac d'occuper, à titre temporaire, la bande de terrain d'une superficie de 1 585 m² longeant la rue Osmin Dupuy au droit de l'emprise actuelle du C.V.C.L., à usage d'aire de stationnement des véhicules des seuls membres du C.V.C.L. (cf. avenant n° 01 du 22 juin 2001).

Tout abattage d'arbres à l'intérieur du périmètre concédé devra faire l'objet d'une demande écrite à Monsieur le Maire.

Enfin, le Cercle de Voile de Cazaux Lac est propriétaire de la grue située à l'entrée du port, hors du périmètre autorisé, et utilisée exclusivement par les adhérents du C.V.C.L.

4.2 <u>Responsabilité pour Dommages</u> :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité. Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge de l'utilisateur.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

<u>ARTICLE 5 : CHARGES DU CLUB</u>

L'utilisateur devra s'acquitter des contributions personnelles, mobilières et de tous les abonnements et consommations, eau, gaz, électricité et de téléphone ainsi que des contrats de maintenance de chauffage et d'alarme.

<u>ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE</u>

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers, taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

ARTICLE 7 : REDEVANCE

La présente autorisation est consentie à **titre gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le C.V.C.L. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION

Le C.V.C.L. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le C.V.C.L. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le C.V.C.L. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ni de les détériorer.

Toute cession totale ou partielle de la présente autorisation est interdite sauf accord exprès du Service Spécial des Bases Aériennes après avis du Directeur des Services Fiscaux et de Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

Etant observé que la domanialité publique du plan d'eau et des terrains s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision ministérielle, à quelque époque que ce soit, et sans observer de délai, si l'intérêt de la défense l'exige ou par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police ou de sécurité.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION PAR LE PERMISSIONNAIRE

Dans le cas où le club aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition, le permissionnaire pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.
La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 : REVOCATION DE L'AUTORISATION POUR INEXECUTION DES CONDITIONS D'UTILISATION

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

ARTICLE 11 : SORT DES INSTALLATIONS A LA CESSION DE L'AUTORISATION

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le C.V.C.L, devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai d'un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du C.V.C.L. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

ARTICLE 12 : PREAVIS

Une décision de révocation de retrait décidée par la Ville fera l'objet d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois.

ARTICLE 13 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.
Cette présente convention n'est pas reconductible. Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 14 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du C.V.C.L. en cours de saison survenant avant le paiement de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 15 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 16 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Le Maire **de LA TESTE DE BUCH**	**Le Président** **du Cercle de Voile de Cazaux Lac**
Patrick DAVET	**Hervé DUCHESNE- FERCHAL**

Monsieur le Maire :

Merci M Bouyroux Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2022-06-303**

CONVENTION DE PARTENARIAT
Entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et LES JEUNES DU CAPTALAT « Section Gymnastique »

Saison sportive 2022/2023

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que Les Jeunes du Captalat section Gymnastique, contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat les relations qui existent entre la Ville et Les Jeunes du Captalat – section Gymnastique.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre Les Jeunes du Captalat – section Gymnastique et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la Commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association Les Jeunes du Captalat - section Gymnastique,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération et tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LES JEUNES DU CAPTALAT

- section Gymnastique - SAISON SPORTIVE 2022-2023 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Jeunes du Captalat ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre l'association « Les Jeunes du Captalat » et les services municipaux, de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la Ville porte à l'Association « Les Jeunes du Captalat » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La Convention de Partenariat proposée aux « Jeunes du Captalat » en 2022/2023 permet de valider les relations de partenariat avec la ville et plus particulièrement l'utilisation de la salle de Gymnastique de la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA.

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.

1/ Commentaire sur l'Association des Jeunes du Captalat :

359 Adhérents au club dont **295** jeunes de moins de 18 ans
Le niveau de pratique en compétition est National pour les filles et inter-régional et National pour les garçons.
La mise à disposition du nouveau gymnase permet la création de nouvelles sections :

- Bébé Gym, Eveil Gym, Ecole de Gym, Gym Acrobatique,
- Trampoline, Acrosport, Gym Adultes et Gym Santé Sénior, Handi gym, Team gym,
- 6 éducateurs sont salariés de l'Association, dont 2 emplois aidés.

Plusieurs compétitions de Niveaux Régionales sont organisées par « les Jeunes du Captalat » tout au long de la saison sportive.
Le club participe également aux grandes manifestations de la Ville (Fête du Port, Forum des Associations).

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, la salle de gymnastique implantée sur la Plaine des Sports Gilbert MOGA.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les Associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication « Les Jeunes du Captalat ».
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3/ <u>LES ENGAGEMENTS DES « JEUNES DU CAPTALAT »</u> :

Il est à noter que la Présidente est : Madame DOMINGUES Monique,

- Le Vice-Président : M. PIGEON Jean-Louis
- Le Secrétaire : Mme DARRIGADE Emma
- La Trésorière : Mme FERNANDEZ Régine

- L'Association s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'Association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédente, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association « Les Jeunes du Captalat » s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où Marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association Les Jeunes du Captalat - section Gymnastique,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LES JEUNES DU CAPTALAT – SECTION GYMNASTIQUE –

Saison sportive 2022/2023

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après nommée « la Ville »,

D'une part,

Et

L'Association Les Jeunes du Captalat – Section Gymnastique ayant son siège social Plaine des Sports Gilbert MOGA - 33260 LA TESTE DE BUCH - représentée par sa Présidente, dument habilitée, Madame Monique DOMINGUES,

Ci-après nommée « l'Association »

D'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.4 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition de l'Association **la salle de gymnastique** de la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, dans les conditions définies ci-dessous à l'article 3.

1.5 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formation et d'accès des jeunes aux pratiques sportives.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,

- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget,
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 <u>Opérations partenariales :</u>

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'Association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 <u>Accueil des jeunes Testerins et développement du sport éducatif</u> :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil en faveur des jeunes Testerins pour permettre en particulier l'accès à la discipline par :

- Un encadrement diplômé d'état pour les éducateurs salariés de l'association dans le cadre de la réglementation imposée par le Ministère des Sports,
- Une Ecole de Sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- Une contribution au développement du Sport Scolaire dans le primaire et dans le secondaire.

2.7 <u>Opérations de promotion et d'animation</u> :

L'Association s'engage à assurer la représentativité des équipes fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les Centres de Loisirs ou le CCAS.

2.8 <u>Ethique et lutte contre les pratiques déviantes</u> :

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des gymnastes notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des pratiquants à moyen ou long terme.

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.7 <u>Utilisation des équipements sportifs mis à disposition</u>

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, l'Association « Les Jeunes du Captalat » s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité,

- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où Marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

2.8 Promotion et Communication :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

3.1 Equipement et installation mis à disposition :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association, la salle de gymnastique (type X, L – 3ème catégorie) située sur la plaine des sports G.MOGA dont elle est propriétaire.

Cet équipement est constitué :

- d'une aire d'évolution de gymnastique,
- d'une salle de chorégraphie,
- de trois vestiaires (hommes, femmes, enfants, entraîneurs),
- un local de rangement matériel,
- un bureau administratif
- un club house

3.2 Etat des lieux :

L'équipement mis à disposition devra faire l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

3.3 Utilisations :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un Planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisation pour chacune des salles de l'équipement (salle de chorégraphie et aire d'évolution de gymnastique) distinctement.

- Le Calendrier des compétitions sportives

Ces créneaux d'utilisation sont établis en concertation entre les parties.
Ces périodes d'utilisation doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition.

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

3.4 Accueil des scolaires de la Ville

Les Ecoles primaires de la Ville auront accès à la salle de gymnastique dans le temps et les périodes scolaires selon un planning élaboré par le service des sports en début de chaque année scolaire.
Les classes sous la responsabilité de leurs enseignants et accompagnées des ETAPS de la ville auront accès à la salle de Gymnastique, la salle de chorégraphie ainsi qu'aux vestiaires.
Concernant l'utilisation du matériel appartenant aux Jeunes du Captalat, les enseignants et les ETAPS s'engagent à n'utiliser que le matériel suivant autorisé par l'Association :

-Pour les agrès :

Le praticable, la poutre basse, la poutre haute, une barre fixe (côté masculin), une barre parallèle (côté masculin), une barre asymétrique (côté féminin), l'espalier.

-Pour le matériel pédagogique :

Les caisses en bois (socle), le cheval en mousse, les plaintes, les blocs, tapis de réception, les tremplins, les poutres en mousses.
Dans le cas où les enseignants seraient seuls, sans la présence des ETAPS, les classes n'auront pas accès au matériel pédagogique de l'Association mais exclusivement au praticable et à la salle de chorégraphie.

Les enseignants et les ETAPS de chaque classe, s'engagent à signaler aux responsables de l'Association, dans les plus brefs délais, toutes détériorations ou dégradations du matériel constatées à leur arrivée ou causées par les élèves lors de la séance d'EPS.

3.5 Assurances :

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant qu'utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.
La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol.
- Responsabilité civile des objets confiés

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.6 Dispositions financières :

La mise à disposition des équipements est effectuée à **titre gracieux**.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

3.7 Dispositions informatives :

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'Association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives à :

- Des compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- Des stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- Des stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville,

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 4 : DUREE - MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**. Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, **le : . . . . . .**

Le Maire, **de la Teste de Buch,**	**La Présidente,** **de l'Association Les Jeunes du Captalat** **– Section Gymnastique –,**
Patrick DAVET	Monique DOMINGUES

Monsieur le Maire :

Merci M Dufailly. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **Mme JECKEL** **DEL2022-06-304**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et « GRIMPE EN TESTE »

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Grimpe en Teste » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association « Grimpe en Teste »,

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « Grimpe en Teste » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du **21 juin 2022** de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Grimpe en Teste »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération et tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION
« GRIMPE EN TESTE » - SAISON SPORTIVE 2022-2023 -

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Grimpe en Teste. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre l'association Grimpe en Teste et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte à l'association Grimpe en Teste et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.
La convention de partenariat proposée à l'Association Grimpe en Teste permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'Association « Grimpe en Teste » :

L'Association Grimpe en Teste est composée de :
140 adhérents, dont 85 jeunes licenciés de moins de 18 ans, chiffre qui est en net augmentation chez les jeunes.
L'encadrement est composé de 12 initiateurs Fédéraux.
L'Association est affiliée à la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade.

2/ LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

Il est à noter que le Président est : Monsieur GALLINO Christian

- Le Secrétaire : M. FORET Bernard
- Le Trésorier : M. FOURNIER Bertrand

- Le Projet du Club est de favoriser le développement de la pratique de l'escalade en ouvrant cette activité à toutes les catégories d'âge dès 8 ans.

- Organiser la formation des bénévoles pour encadrer les débutants et ouvrir des créneaux supplémentaires.

- Dès que l'encadrement sera suffisant, le mur d'escalade sera ouvert chaque soir de la semaine.

- L'Association souhaite participer aux compétitions qui sont organisées au niveau du comité départemental.

3/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition du club, un local de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau) dans le bâtiment de la salle de gymnastique. Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.
La mise à disposition de la structure d'escalade est consentie **à titre gratuit**.

4/ MISE A DISPOSITION DU CLUB :

- **LA STRUCTURE ARTIFICIELLE D'ESCALADE**

Située sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA, dans l'enceinte de la salle de gymnastique, la structure d'escalade est composée d'un mur d'escalade de 25m de long sur 10m de haut. (Surface de grimpe : 288 m²)

Plusieurs locaux sont associés à l'équipement :

- Vestiaires,
- Espaces pour le rangement du matériel,
- Bureau et infirmerie,
- Vestiaires et sanitaires,
- d'un Hall d'accueil du public.

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Grimpe en Teste »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION
« GRIMPE EN TESTE »

Saison sportive 2022/2023

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Grimpe en Teste », participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Grimpe en Teste ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après dénommée « la Ville »,

d'une part,

Et

L'Association « Grimpe en Teste **»** ayant son siège social à la Plaine des sports Gilbert MOGA 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur Christian GALLINO**,**

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association **la structure d'escalade** intégrée à la salle de gymnastique située sur la Plaine des sports et de loisirs Gilbert MOGA dont elle est propriétaire dans les conditions définies par la présente convention.

Cet équipement est constitué :

- Un mur d'escalade de 10 m de hauteur et de 25 m de longueur,
- Un vestiaire,
- Un local de rangement,
- Un bureau associatif.

Les installations et les locaux mis à disposition de l'Association devront être utilisés conformément à leur destination et dans le respect de la présente convention.

La mise à disposition des équipements est effectuée **à titre gratuit**

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition de matériel se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives testerines. Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations. Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Objet de l'Association :

L'Association organise dans des conditions accessibles au plus grand nombre, la gestion, l'animation, l'enseignement et la compétition de la pratique de l'escalade dans le respect des statuts et du règlement intérieur de la Fédération Française de la Montagne et de l'Escalade à laquelle elle sera obligatoirement affiliée et l'intégralité de ses membres licenciés.
L'objectif de l'Association est de promouvoir en particulier la pratique de l'escalade en faveur des jeunes Testerins sous forme d'initiation et de perfectionnement permettant ainsi l'accès de cette pratique sportive dans un cadre sécuritaire et de formation.

2.2 Obligations de l'Association :

L'Association s'engage à :

- Aviser immédiatement la Ville de tout dysfonctionnement ou dégradations de l'équipement et de la nécessité de procéder à des réparations.
- Assurer l'entretien du mur et des équipements associés, nécessaires à la pratique de l'escalade.
- Réserver l'accès exclusivement aux membres licenciés de l'Association qui seront les seuls autorisés à pénétrer dans l'établissement durant les créneaux d'ouvertures prévus par l'association.
- L'accès au mur d'escalade ne pourra se faire exclusivement qu'en présence d'un moniteur agréé par l'association.
- L'utilisation de l'équipement devra se faire selon les règles de bonnes pratiques de l'activité escalade, afin d'éviter toutes dégradations des installations.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

2.3 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formations et d'accès des jeunes aux pratiques sportives

2.4 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville,
- Le projet de l'Association et de ses sections pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget,
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association,

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisations de l'espace d'escalade (Mur),
- Un calendrier des compétitions sportives,

Ces créneaux d'utilisations sont établis en concertation entre les parties.

Ces périodes d'utilisations doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives à l'organisation :

- De compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- De stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- De stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, qui nécessiteront l'élaboration d'un calendrier annuel, en concertation avec le Service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des membres de l'Association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition n'est pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition).

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect de ces dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et, consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

ARTICLE 4 : ETAT DES LIEUX :

L'équipement devra faire, préalablement à la mise à disposition, l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

ARTICLE 5 : ASSURANCES :

Chacune des deux parties, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités. La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre, Tempête, grêle,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur. (Contrôle et validité du mur d'escalade au regard de la réglementation.).

ARTICLE 6 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**. Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive. Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant. Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 8 : ARBITRAGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Pour la Ville, **Le Maire de la Teste de Buch**	**Pour l'Association,** **Le Président**
Patrick DAVET	Christian GALLINO

Monsieur le Maire :

Merci Mme Jeckel. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SLACK **DEL2022-06-305**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et
« le FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON »

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Le Football Club Bassin d'Arcachon » contribue à la promotion et au développement de la pratique du Football sur le territoire Communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Football Club Bassin d'Arcachon,

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le « Football Club Bassin d'Arcachon » et les Services Municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « le Football club du Bassin d'Arcachon »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération et tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET FOOTBALL CLUB DU BASSIN D'ARCACHON – SAISON SPORTIVE 2022-2023 –

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH souhaite dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la ville et le Football Club Bassin d'Arcachon (F.C.B.A). Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le FCBA et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la Commune porte au FCBA et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter **du 1er Juillet 2022** et prendra fin **le 30 Juin 2023**.
La convention de partenariat proposée au FCBA permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

L'Association dénommée le FCBA est issue d'un regroupement entre les Communes d'Arcachon, Gujan-Mestras, et La Teste de Buch le 04 Juin 2013. Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'une stratégie sur le long terme, visant à faire évoluer le club. Celle-ci s'appuiera sur la formation des jeunes, ainsi que le développement de la formation de ses éducateurs afin d'assurer un encadrement de qualité.

1/ Commentaires sur l'Association FCBA :

Il est à noter que le Président : M. WALKOWIAK Jacques,

- La Secrétaire Générale : M. ROUDANT Yoan
- Le Trésorier : M. DE CARO Jean

Le Football Club Bassin d'Arcachon compte **679 licenciés** se répartissant de la manière suivante :

- **112** Seniors dont 15 Féminines, **69** Jeunes 18 /19 ans dont 15 filles,
- **119** Jeunes 14 /17 ans dont 1 Fille, **50** Jeunes 12/13 ans,
- **123** Bénévoles et Cadres,

Ecole de Football :

- **206** Enfants de 4/11 ans, dont 5 filles.

Par ailleurs, l'Equipe Première séniors A évolue au plus haut niveau du championnat Régional de la Nouvelle Aquitaine (R1), l'équipe Séniors B en R2, l'équipe Séniors C en D2.
Le FCBA engage également les équipes de U13 à U19 qui participent aux championnats départementaux et Régionaux.
Une équipe Sénior Féminine est engagée en championnat Régional.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

En plus du soutien de la subvention annuelle, la ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

1) Sur le Stade Jean de Grailly :

- le Terrain d'honneur, le Terrain Annexe 1,
- les 4 Vestiaires du stade, ainsi que le local « Rangement matériel » du Club, sous l'entière responsabilité du FCBA.
- le Siège du football : (bâtiment d'une surface de 140 m²),*
  Heures d'occupation du Lundi au Dimanche de 9h00 à 21h30,
  pour une utilisation de secrétariat et de réception à vocation associative.

***** *A noter que pour l'occupation du siège l'Association Football Club Pays de Buch pourra l'utiliser en partage avec le FCBA.*

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines,
- Aider par des moyens de promotion et communication le FCBA.

3/ LES ENGAGEMENTS DU FOOTBALL CLUB DU BASSIN D'ARCACHON :

- Le FCBA s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le FCBA devra fournir à la Ville, en début de saison sportive un calendrier des compétions, ainsi qu'un planning hebdomadaire des entraînements par catégorie pour les Terrains honneur et annexe1du Stade Jean de Grailly, afin que la Ville puisse ensuite éditer le planning hebdomadaire au regard de l'utilisation des autres associations.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le FCBA s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

Cette présente convention n'est pas reconductible. Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive. Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci. Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « le Football club du Bassin d'Arcachon »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L' ASSOCIATION « FOOTBALL CLUB BASSIN D'ARCACHON »
(F.C.B.A.)

Saison sportive 2022/2023

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Football Club du Bassin d'Arcachon», ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Football Club du Bassin d'Arcachon ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après nommée « la Ville »,

d'une part,

Et

L'Association Football Club Bassin d'Arcachon, ayant son siège social 20 Rue Henri Dheurle, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité, Monsieur WALKOWIAK Jacques,

Ci-après dénommée « FCBA »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 30 juin de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition des Equipements Sportifs :

Terrains de Football Annexe 1 et Honneur du Stade Jean de Grailly :

L'Association FCBA devra fournir à la Ville en début de saison sportive un calendrier des compétitions ainsi qu'un planning hebdomadaire des entraînements pour chaque catégorie, qui se dérouleront sur les terrains Annexe et Honneur du Stade Jean de Grailly.
La Ville éditera et validera un planning hebdomadaire des créneaux d'entraînement du FCBA au regard de l'utilisation des autres associations.

Vestiaires du Football du Stade Jean de Grailly :

La Ville mettra à disposition de l'Association, les vestiaires du Stade Jean de Grailly, situés sous les tribunes, pour les périodes d'entraînements et de matchs en compétition.

Siège du Football :

La Ville mettra à disposition le siège du football (bâtiment d'une surface de 140 m²)
situé dans l'enceinte du Stade Jean de Grailly (côté rue Henri Dheurle), pour une utilisation de secrétariat et de réception à vocation exclusivement associative.
Les heures d'occupation de ce siège, par les membres du FCBA devront être strictement respectées :

- Du Lundi au Dimanche,
- Heure d'ouverture : 09h00,
- Heure de fermeture : 21h30 (dernier délai).

Il est à noter que l'Association ***Football Club Pays de Buch*** pourra utiliser le siège du Football en partage avec le FCBA sur diverses périodes.

Local Rangement :

La Ville mettra également à disposition un local de « Rangement matériel » situé sous les tribunes, exclusivement au profit du FCBA et sous son entière responsabilité, notamment concernant le matériel appartenant au FCBA.

1.3 Conditions de Mise à disposition de ces Equipements

La mise à disposition est consentie pour des utilisations exclusivement liées à la pratique du football en faveur des adhérents du club pour la durée de la saison sportive (de juin à septembre).

En dehors de ces périodes définies par le planning d'utilisation, la Ville aura la libre disposition des lieux mis à disposition du FCBA.

La Ville s'engage à informer l'Association dans un délai d'une semaine de l'indisponibilité des terrains de football pour des organisations ou toutes autres manifestations communales pouvant avoir lieu sur le site du Stade Jean de Grailly.

Pour des raisons d'intempéries de grande ampleur, la Ville informera l'Association le jour même de la prise de l'arrêté municipal de la fermeture des terrains.
Aucune indemnité de quelque nature que ce soit ou mise à disposition d'équipement équivalent ne pourra être exigé à la Ville par l'Association.

1.4 Mise à disposition de Matériels pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts commun définies par la ville pour les associations Testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.5 Aides en moyens de Promotion et de Communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU FCBA

2.1 Affectation de la Subvention de La Ville :

Le F.C.B.A. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'Association devra formuler sa demande annuelle par courrier adressé à Monsieur Le Maire 1 mois avant la fin de l'année sportive soit le 1er Juin. Cette demande devra être accompagné des documents suivants :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le Projet du F.C.B.A. et de ses sections pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière Assemblée Générale,

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

2.3 Accueil des jeunes Testerins et encadrement

L'Association s'engage à :

- Suivre les règlements intérieurs des locaux mis à disposition,
- Disposer au sein de sa structure d'éducateurs diplômés,
- Développer la formation de ces éducateurs diplômés pour assurer un encadrement de qualité et ainsi perdurer l'activité sportive de l'Association.

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès en priorité des jeunes Testerins à la pratique du football autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes des enfants sans spécialisation précoce pouvant les contrarier.

2.4 Equipements mis à disposition

L'Association doit respecter strictement le calendrier d'attribution des créneaux d'entraînement édité par le service des Sports, tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Dans le cas ou les biens mis à disposition ne seraient pas utilisés par l'Association, elle devra en avertir la Ville préalablement dans un délai de quinze jours minimum.

ARTICLE 3 : ASSURANCES

Chacune des deux parties garanties, par une assurance appropriée, les risques inhérents à l'utilisation de l'équipement sportif définit à l'article 1.3.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité et notamment :

- Incendie et dégradation du fait de ses adhérents,
- Vol de matériel appartenant à l'Association et à la Ville si un tel matériel était mis à disposition,
- Responsabilité civile des adhérents de l'Association.

La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre **gracieux.**
L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations, dont elle aura été reconnue responsable directement ou du fait des tiers et qui auront été constatées pendant les périodes d'utilisation de l'équipement.

ARTICLE 5 : DUREE - MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin **le 30 Juin 2023.**
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelé par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 8 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le **…….**

Pour la Ville,	**Pour l'Association FCBA,**
Le Maire de la Teste de Buch	**Le Président**
Patrick DAVET	M. WALKOWIAK Jacques

Monsieur le Maire :

Merci M Slack. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur SLACK

Avec le football club du bassin d'Arcachon, le foot féminin est pratiqué depuis longtemps mais vit dans l'ombre de son homologue masculin toutefois son développement s'est accéléré depuis quelques décennies grâce au nombre croissant de joueuses et aux résultats spectaculaires de l'équipe nationale dans les compétitions internationales.
Au niveau local un an après sa création, l'équipe 1ère du football club du bassin d'Arcachon a déjà franchi le cap et est montée en division régionale.
Nous souhaitons promouvoir cette discipline et axer l'évolution de celle-ci en installant pour tous les matchs officiels sur le terrain Jean de Grailly au centre-ville de la Teste.
C'est de nos jours un grand vecteur d'évolution, ces projets sont soutenus par la FFF et c'est dans ce but et cet esprit que nous voulons les mettre dans les meilleures conditions pour se développer, grandir et représenter notre ville.

Rapporteur : Mme DESMOLLES **DEL2022-06-306**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville DE LA TESTE DE BUCH et LE TENNIS CLUB de LA TESTE

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association du Tennis Club de La Teste contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de La Teste.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre le Tennis Club de La Teste et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la Commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association Tennis club de La Teste,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération et tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET LE TENNIS CLUB DE LA TESTE

SAISON SPORTIVE 2022/2023

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La Ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de La Teste. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le Tennis Club de La Teste et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la Ville porte au Tennis Club de La Teste et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**. La convention de partenariat proposée au Tennis Club de La Teste permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'association le Tennis Club de La Teste :

Le Tennis Club de La Teste compte **433 adhérents** dont **184** jeunes de moins de 18 ans.
Plusieurs tournois sont organisés tout au long de l'année sur la Plaine des Sports G. MOGA.
Concernant le dynamisme associatif, le Tennis Club de La Teste participe à la vie communale en s'impliquant dans le sport scolaire, notamment au profit des élèves de l'école Brémontier.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, à titre gracieux, les installations sportives suivantes :

Equipement Sportif mis à disposition du TCLT :

1. *Sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :*

   - Le Club house,
   - La Salle couverte (avec ses 2 courts en terre battue),
   - Les 10 Courts de tennis extérieurs (6 courts en béton poreux et 2 courts en terre Synthétique et 2 courts en résine),
   - Le Mur d'entraînement,
   - 2 terrains de Padel,
   - 2 terrains de Padel couverts.

2. *Sur le site du Pyla :*

   - Le Local accueil Pyla,
   - Les 4 Courts de Tennis,

- Le Mur d'entraînement,

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication le Tennis Club de La Teste en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU TENNIS CLUB DE LA TESTE :

Il est à noter que le Président : M. RUSIG Bernard,

- Vice-président : M. BELVAL Patrick,
- Le Trésorier : M. BOULANT Hubert

- Le Tennis Club de La Teste s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention devra être adressé à la Ville avant le 30 juin de l'année précédant le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

- Le Tennis Club de La Teste s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville, et plus particulièrement au sport scolaire.
Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Tennis Club de La Teste s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales ou marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location.
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association Tennis club de La Teste,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION « TENNIS CLUB DE LA TESTE » (T.C.L.T.)

Saison sportive 2022/2023

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert,

Considérant que le T.C.L.T. ancrée dans le tissu associatif Testerin participe à la promotion de la ville de LA TESTE DE BUCH, à son animation et contribue à son développement territorial,

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Tennis Club de La Teste ».

ENTRE :

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après nommée la « Ville »,

d'une part,

Et :

Le Tennis Club La Teste ayant son siège social à La Plaine des Sports Gilbert MOGA, à LA TESTE DE BUCH, représenté par son Président, dument habilité, Monsieur Bernard RUSIG,

Ci-après dénommé le « T.C.L.T »,

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 30 juin de l'année précédente.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des Installations Sportives :

La ville s'engage à mettre à disposition du T.C.L.T. contractant les installations sportives dont la liste figure dans l'article 4 qui en définit les dispositions d'applications.

1.3 Mise à disposition, de Matériels pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts commun définies par la ville pour les associations Testerines.

Toute demande en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.4 Aides en moyens de Promotion et de Communication :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à M. le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU T.C.L.T.

2.1 Affectation de la Subvention de La Ville :

Le T.C.L.T. s'engage à affecter la subvention attribuée par la ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de son activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

2.2 Documents Administratifs et Comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'Association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- le projet de l'association T.C.L.T. et de ses sections pour la saison à venir,
- le procès-verbal de la dernière Assemblée Générale,

- une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente, le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics,
- l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- le budget prévisionnel par section et général de la saison à venir,
- le calendrier des manifestations de la saison à venir,
- les procès-verbaux des Conseils d'Administration de l'année écoulée,

➢ Le T.C.L.T. devra fournir régulièrement les procès-verbaux des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration ainsi que toutes les modifications intervenues dans les statuts, la composition du Conseil d'Administration et du bureau.

D'une manière générale, le T.C.L.T. s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la ville l'utilisation des subventions et des mises à disposition éventuelles.

2.3 Opérations Partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales entre le T.C.L.T. et la ville pour lesquelles la ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le T.C.L.T. s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la ville.

2.4 Opérations de Promotion et d'Animation :

Le T.C.L.T. s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets éducatifs et d'animations mis en place par la ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, le centre social et le milieu scolaire.

2.5 Opérations de Communication :

Le T.C.L.T. s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la ville de LA TESTE DE BUCH, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

Les documents comprenant le logo de la ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

3.1 Accueil des membres de l'Association :

Concernant les membres de l'association, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements de la commune gérés par le T.C.L.T.

3.2 Accueil des Scolaires :

Le T.C.L.T. s'engage à participer aux projets éducatifs de la ville de LA TESTE DE BUCH et à accompagner la commune en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées à des conditions préférentielles en faveur des écoles primaires de la commune.

3.3 Encadrement des Activités :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du club dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Tennis.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU T.C.L.T.

4.1 Les Installations mises à disposition du T.C.L.T. sont :

a) sur la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert MOGA :

- Le Club house,
- La Salle couverte (avec ses 2 courts en terre battue),
- 10 Courts de tennis extérieurs *(6 courts en béton poreux et 2 courts en terre Synthétique et 2 courts en résine*),
- 1 Mur d'entraînement,
- 2 terrains de Padel,
- 2 terrains de Padel couverts,

b) sur le site du Pyla :

- Le Local accueil Pyla,
- 4 Courts de Tennis en résine,
- 1 Mur d'entraînement,

4.2 Entretien et Rénovation des Equipements à la charge de la Commune :

a) Les bâtiments :

La maintenance des bâtiments sera à la charge de la ville, notamment les réparations concernant :

- Les peintures extérieures,
- L'assainissement,
- Le chauffage,
- L'électricité et les systèmes électriques,
- La plomberie,
- L'étanchéité des toitures,
- Les éclairages extérieurs,

Les réparations de gros œuvre nécessitant un investissement important pourront faire l'objet d'un arbitrage budgétaire impliquant un délai de réalisation, lié au vote du budget municipal.

b) Les équipements sportifs extérieurs :

- Le démoussage et l'entretien des surfaces des courts extérieurs en béton poreux,
- La maintenance des grillages et portillons,

c) Les espaces extérieurs :

L'entretien des espaces extérieurs sera à la charge de la ville, notamment sur les points suivants :

- Les espaces verts et les plantations,
- L'éclairage des courts,
- Les tables et les bancs,

4.3 Entretien des Equipements Sportifs à la charge du Tennis Club de La Teste :

L'entretien et la maintenance intérieurs des bâtiments seront assurés par le T.C.L.T., notamment les locaux d'accueil au public, les vestiaires, les sanitaires.

L'entretien des courts de tennis sera à la charge du T.C.L.T., notamment sur les points suivants :

- Le traçage des courts de tennis,
- La maintenance des petits équipements (chaises arbitres, poteaux et filets),
- L'entretien des courts extérieurs en terre battue synthétique.
- L'apport de silice sur les courts de tennis synthétiques (type classic-clay).

4.4 Responsabilité pour Dommages :

Le bénéficiaire sera responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation de ses installations et de celles concédées à titre gratuit par la municipalité.

Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la commune de LA TESTE DE BUCH.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la mairie de LA TESTE DE BUCH une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.

4.5 Charges du Club :

L'utilisateur devra s'acquitter de ses contributions personnelles ainsi que de tout abonnement et consommations d'eau, de gaz, d'électricité et de téléphone, dans la mesure où ces consommations exclusives au T.C.L.T. sont identifiables.

Concernant plus particulièrement les charges d'eau et d'électricité, celles-ci resteront à la charge de la commune. Néanmoins, ces conditions seront revues le jour où des branchements privatifs seront installés.

4.6 Charges de la Commune :

La commune de LA TESTE DE BUCH fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes, impôts fonciers et taxes d'enlèvement des ordures ménagères.

4.7 Redevance :

La présente autorisation est consentie à titre **gratuit**. Cette libéralité ne sera maintenue que dans la mesure où le T.C.L.T. ne percevra aucune redevance en contrepartie des services rendus et ne tirera pas un quelconque profit des installations mises à sa disposition par la commune ou autorisées

ARTICLE 5 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le T.C.L.T. est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Le T.C.L.T. ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par le propriétaire, que ce soit à des fins commerciales ou marchandes.

Le T.C.L.T. devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments appartenant à la commune en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale ou de les détériorer.

Le T.C.L.T. s'engage à appliquer les directives du règlement du 25 juin 1980 traitant de l'incendie et mouvements de panique dans les établissements recevant du public. L'utilisateur des lieux aura un regard particulier sur :

- la vacuité des issues de secours,
- le respect strict du nombre de personnes admises dans les bâtiments,
- tout disfonctionnement technique sera signalé le plus rapidement possible aux services compétents de la mairie,
- veiller à la mise à jour du registre de sécurité (signature des intervenants techniques),

Le T.C.L.T. ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la commune. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Commune tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation du dit projet.

Le T.C.L.T. ne pourra sous-traiter l'activité. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations de type service de boissons ou de repas, réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le T.C.L.T. Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la commune.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le permissionnaire puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer

d'immeuble, tout ou partie de l'autorisation pourra être retirée par décision du Conseil Municipal pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt générale dûment motivée.
Le retrait de l'autorisation ne donnera droit au paiement d'aucune indemnité.

5.1 <u>Résiliation par le Permissionnaire</u> :

Dans le cas où le permissionnaire aurait décidé de cesser d'utiliser le bien mis à sa disposition avant la date prévue, il pourra demander le retrait de l'autorisation donnée, en notifiant moyennant un préavis d'un mois, sa décision par lettre recommandée, adressée à Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH.

La résiliation ne donnera lieu à paiement d'aucune indemnité.

5.2 <u>Révocation de l'Autorisation pour inexécutions des conditions d'utilisation</u> :

Faute par le permissionnaire de se conformer à une quelconque des clauses générales ou particulières de la présente convention, l'autorisation pourra être révoquée sur simple délibération du Conseil Municipal.

5.3 <u>Sort des Installations à la cession de l'Autorisation</u> :

A la cession pour quelque cause que ce soit de l'autorisation, les installations, qui auront été réalisées par le T.C.L.T., devront être enlevées et les lieux remis en leur état primitif par le permissionnaire. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois à dater de la cessation de l'autorisation, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par l'administration.

Toutefois, si à la demande du permissionnaire, l'administration accepte que des installations en tout ou partie ne soient pas enlevées, celles-ci deviendront la propriété de la commune sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

En tout état de cause, avant tout enlèvement du matériel ou d'installations, le permissionnaire devra justifier auprès de l'administration de leur entière propriété.

Toutefois, les immobilisations figurant à l'actif du bilan du T.C.L.T. pourront être reprises par celui-ci ou par son successeur pour leur valeur comptable résiduelle.

<u>ARTICLE 6 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION</u>

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 7 : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas de dépôt de bilan du T.C.L.T. en cours de saison survenant avant le paiement du solde de la subvention, le paiement de celle-ci ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la ville de LA TESTE DE BUCH devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 8 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 9 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le ……..

Le Maire **de LA TESTE DE BUCH**	Le Président du Tennis Club de La Teste
Patrick DAVET	Bernard RUSIG

Monsieur le Maire :

Merci Mme Desmolles, Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELEPINE **DEL2022-06-307**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et "LE TENNIS CLUB de CAZAUX "

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L 2121-29
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association du Tennis Club de Cazaux contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat les relations qui existent entre la Ville et l'Association du Tennis Club de Cazaux.

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association du Tennis Club de Cazaux et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Tennis club de Cazaux »

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération et tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE TENNIS CLUB DE CAZAUX - SAISON SPORTIVE 2022-2023 -

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et le Tennis Club de Cazaux. Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements, elle précise les relations administratives entre le Tennis Club de Cazaux et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements. Elle traduit l'intérêt que la commune porte au Tennis Club de Cazaux et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La présente convention prendra effet à compter **du 1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.
La convention de partenariat proposée au Tennis Club de Cazaux permet de valider les relations de partenariat avec la ville qui sont de plusieurs ordres :

1/ Commentaires sur l'association Tennis Club Cazaux :

Le Club compte au total **271 adhérents**, dont **115 jeunes** licenciés de moins de 18 ans.
Le niveau de pratique interrégional en individuel et régional en équipe, valorise le club sur le critère "Niveau de pratique".
Concernant le dynamisme associatif, le Tennis Club de Cazaux participe à la vie communale en s'impliquant dans le sport scolaire, particulièrement au sein de l'Ecole Lafon, ainsi que pour l'opération CAP 33 avec le Beach Tennis.

2/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, les installations sportives suivantes :

Sur Le site du Clavier :

- 2 nouveaux Courts de tennis en béton poreux, construits en 2022,
- 2 Courts de tennis en béton poreux avec une structure couverte neuve,
- 2 Courts de tennis en synthétique,
- 1 Mur d'entraînement,
- 1 Terrain de Padel,
- L'accès aux sanitaires de la Salle du Clavier,

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la ville pour les associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication le Tennis Club de Cazaux en application du règlement municipal de la vie associative.

3/ LES ENGAGEMENTS DU TENNIS CLUB DE CAZAUX :

Il est à noter que le Président : M. MALLEVRE Cédric,

- Le Vice-Président : M. DUBROCA Patrick
- Le Trésorier : M. PALLARO Olivier

- Le Tennis Club de Cazaux s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- Le dossier de demande de subvention doit être adressé à la Ville avant l'année précédant, le vote du budget de la commune, accompagné de toutes les pièces administratives et comptables.

Concernant les équipements sportifs mis à disposition par la ville, le Tennis Club de Cazaux s'engage, plus particulièrement à :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de L'activité.

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'association « Tennis club de Cazaux »,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
LE TENNIS CLUB DE CAZAUX

Saison sportive 2022/2023

PREAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Tennis Club de Cazaux », ancrée dans le tissu associatif testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue à son développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Tennis Club de Cazaux ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après nommée « la Ville »,

d'une part,

Et

L'Association Le Tennis Club de Cazaux ayant son siège social 68 Rue Raymond Sanchez à Cazaux représentée par son Président, dument habilité, Monsieur Cédric MALLEVRE,

Ci-après nommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention :

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
L'Association doit formuler sa demande de subvention par la remise du dossier de demande de subvention avant le 30 juin de l'année précédente.
Le montant de cette subvention sera déterminé dans le cadre du budget prévisionnel de la Ville.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à disposition les installations sportives situées sur le site du Clavier, dans les conditions définies ci-dessous à l'article 3.

1.3 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien, en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formation et d'accès des jeunes et aux pratiques sportives.

2.2 Documents administratifs et comptables :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente.

Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.

- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale l'association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, de l'utilisation de la subvention.

2.3 Opérations partenariales :

Dans le cadre des relations partenariales pour lesquelles la Ville s'implique par des aides, telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, l'association s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.4 Accueil des jeunes testerins et développement du sport éducatif :

L'Association s'engage à mettre en œuvre les conditions d'accueil pour permettre l'accès des Testerins et des plus jeunes en particulier à la discipline par :

- Un encadrement diplômé d'état pour les éducateurs salariés de l'association dans le cadre de la réglementation imposée par la Fédération Française de Tennis,
- Une Ecole de Sport autour d'un projet éducatif prenant en compte les rythmes de développement des enfants, sans spécialisation précoce pouvant les contrarier,
- Une contribution au développement du Sport Scolaire dans le primaire en particulier dans le temps d'activités périscolaire au sein de l'Ecole Lafon.

2.5 Opérations de promotion et d'animation :

L'Association s'engage à assurer la représentativité des équipes fanion dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animation mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les Centres de Loisirs ou le CCAS.

2.6 Ethique et lutte contre les pratiques déviantes :

L'Association s'engage à tout mettre en œuvre pour préserver la santé des pratiquants notamment au travers de mesures strictes de lutte anti-dopage et de mise en application des méthodes d'entraînement permettant une adaptation à l'effort sans recours à des produits ou des méthodes mettant en danger la santé des pratiquants à moyen ou long termes.

Tout manquement constaté à cet engagement entraînerait la résiliation de plein droit et sans indemnité aucune de la présente convention.

2.7 Promotion et Communication :

L'Association s'engage à mentionner, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, son partenariat avec la Ville de La Teste de Buch, par exemple au moyen de l'apposition du logo de la Ville.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

3.1 Equipement et installation mis à disposition :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de L'Association, les installations sportives situées sur le site du Clavier dont elle est propriétaire.

Ces équipements sont constitués :

- 2 Courts de tennis en béton poreux, construits en 2022,
- 2 Courts de tennis en béton poreux avec une couverture neuve,
- 2 Courts de tennis en revêtement synthétique,
- 1 mur d'entraînement en béton
- 1 court de Padel
- L'accès aux sanitaires de la salle du Clavier,

3.2 Etat des lieux :

L'équipement mis à disposition devra faire l'objet d'un état des lieux d'entrée et de sortie, établi contradictoirement entre les parties.

3.3 Utilisations :

La période d'utilisation par l'Association est définie par :

- Un Planning d'entraînements hebdomadaire identifiant les créneaux horaires d'utilisation,
- Le Calendrier des compétitions sportives,

Ces créneaux d'utilisation sont établis en concertation entre les parties.

Ces périodes d'utilisation doivent respecter strictement le calendrier d'occupation tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ainsi mis à disposition ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par l'Association, chacune des parties devra en être informée au préalable un (1) mois auparavant.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition.

D'une manière générale, les membres de l'Association devront respecter le règlement intérieur, affiché dans l'équipement. En cas de non-respect des dispositions, la Ville pourra, sur simple mise en demeure restée sans effet, interdire l'accès de l'équipement.

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à chaque équipement et consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

En dehors des périodes de mise à disposition à l'Association, la Ville aura la libre disposition des lieux et en assumera la responsabilité.

3.4 Assurances :

Chacune des deux parties, la Ville en tant que propriétaire et l'Association en tant qu'utilisateur, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités.

La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

3.5 Dispositions financières :

La mise à disposition des équipements est effectuée à titre gracieux.

L'Association prendra à sa charge les réparations des dégradations qu'elles soient de son fait ou de celui de ses membres.

3.6 Dispositions informatives :

Afin que la Ville puisse coordonner l'utilisation de l'équipement, il est impératif que l'Association informe par courrier de l'annulation ou de la nécessité de plages horaires supplémentaires relatives :

- Des compétitions et championnats, dès leurs parutions officielles,
- Des stages organisés par l'Association, au minimum un (1) mois avant la date effective,
- Des stages organisés par La Ligue ou le Comité, en collaboration avec l'Association, mise en place d'un calendrier annuel, en concertation avec le service des Sports de la Ville.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des catégories de l'association, tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

ARTICLE 4 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.
Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 5 : DIFFICULTES FINANCIERES DE L'ASSOCIATION

En cas de dépôt de bilan de l'Association, le paiement de la subvention, ne sera pas effectué. D'autre part, en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de cette procédure.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différent à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Le Maire, **de la Teste de Buch,**	Le Président, de l'Association «Tennis Club Cazaux»,
Patrick DAVET	Cédric MALLEVRE

Monsieur le Maire :

Merci Mme Delepine. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DEVARIEUX **DEL2022-06-308**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et
« L'UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON "
Occupation du SPOT de la Salie Nord - Saison sportive 2022-2023-

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L2121-29,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal,

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023, renouveler par une convention de partenariat l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers Collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022, de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération et tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET L'ASSOCIATION
« L'UNION DES SURFS CLUBS BASSIN D'ARCACHON »
SAISON SPORTIVE 2022-2023

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

La ville de LA TESTE DE BUCH a souhaité, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A.) Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Elle précise les relations administratives entre l'Association « l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » et les services municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'équipements.
Elle traduit l'intérêt que la commune porte à l'association « Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A.) » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

La convention de partenariat proposée à l'Association « l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon » permet de valider les relations de partenariat avec la Ville qui sont de plusieurs ordres.

La présente convention prend effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.

Le S.P.O.T. :
Situé sur le parking de la Salie Nord, en extension des toilettes déjà existantes, le S.P.O.T. est un bâtiment de 300m² composé de locaux associatifs, avec vestiaires et espaces pour le rangement du matériel, d'une infirmerie, de douches, de sanitaires, d'une grande salle d'exposition et d'un hall d'accueil du public.

Ce bâtiment accueille l'**Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** dans **les locaux n°1 et 2** de 30 m² à titre exclusif.

L'Annexe POINT GLISSE :
Véritable terrasse sur l'océan, le point glisse est situé sur le rivage de la Salie Nord. Conçu pour être entièrement démontable, ce bâtiment construit sur des pieux est constitué de huit containers avec à l'étage une terrasse couverte de 10m² fournissant un large panorama de surveillance.

Cet équipement permettra l'accueil des Maîtres-Nageurs Sauveteurs durant la saison estivale et des associations de sports de glisse pour leurs activités tout au long de l'année.

Ce bâtiment accueille l'association sportive : l'**Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon** dans **les containers n°3 et 5**.

Commentaires sur l'Association « U.S.C.B.A. » :
L'Union des Surfs Clubs Bassin d'Arcachon est une Association qui organise les activités de Glisse toute l'année sur le littoral de la Commune au profit de ses 220 adhérents, 192 jeunes de moins de 18 ans.
D'autre part l'USCBA organise plusieurs manifestations sportives.

LES ENGAGEMENTS DU CLUB :

L'association dénommée « **USCBA** » est issue de la fusion des clubs de surf du territoire de la COBAS, qui organise l'activité surf, paddle board, longboard, bodyboard et skimboard sur le territoire.

Le projet principal du club réside dans la mise en œuvre d'entraînements au profit de ses adhérents qui pratiquent l'activité en compétition et également de proposer une formation aux jeunes débutants à l'année.

Le Club s'engage également de développer ses activités au profit des divers publics, scolaire, centre de loisirs, centres sociaux de la COBAS en priorité et des publics touristiques durant la saison estivale.

- L'USCBA a accueilli en 2021, 2 classes de CM2 dans le cadre du Surf Scolaire,
- L'USCBA a participé à l'opération CAP 33 pendant la durée estivale dont 375 personnes ont bénéficié d'une découverte gratuite en 2021.
- L'USCBA développe des actions en faveur du public en situation d'handicap, en proposant des séances de surf à l'association «M en Rouge», ainsi que la participation à la journée HANDI SURF.

- L'USCBA a pour projet associatif pour la saison 2022-2023 :

  - Des séances d'initiation et de découverte du HandiSurf sont programmées une fois par semaine.
  - Les entrainements hebdomadaires en faveur des adhérents du club,
  - L'Encadrement du Surf-Scolaire pour plusieurs classes de CM2 des écoles de la Ville,
  - La Journée « Portes Ouvertes Collège »,
  - La Journée « Portes Ouvertes Handisurf »,
  - L'Organisation d'une étape du Championnat de France Surf/Bodyboard,
  - L'Organisation d'une étape de la Coupe de France Surf/Bodyboard.

LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La Ville soutien le Club « USCBA » par l'attribution d'une subvention annuelle de fonctionnement ainsi qu'une subvention concernant le surf scolaire qui font l'objet d'une délibération complémentaire.

La Ville s'engage à mettre à disposition du club, deux locaux de stockage de matériel à titre exclusif et des espaces communs (vestiaire, infirmerie, bureau, salle d'exposition) dans le bâtiment du S.P.O.T.

Deux containers de 15m2 (stockage matériel, lieu d'activités) dans l'équipement « Annexe Point Glisse » situé en pied de dune.

Les conditions d'utilisation de ces équipements sont libellées dans la convention.

La mise à disposition du S.P.O.T et de l'annexe Point Glisse est consentie **à titre gratuit.**

Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Union des surfs clubs du Bassin d'Arcachon,

- AUTORISER Monsieur le Maire à SIGNER la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'UNION DES SURFS CLUBS DU BASSIN D'ARCACHON
Saison sportive 2022/2023

PRÉAMBULE

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association «L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A)», participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement de la pratique de l'escalade.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon (U.S.C.B.A)».

ENTRE

La Ville de LA TESTE DE BUCH, 1 esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**,

Ci-après dénommée la « Ville »,

d'une part,

ET

L'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon ayant son siège social au SPOT de la Salie Nord – Route de Biscarrosse – 33260 LA TESTE DE BUCH –, représentée par son président, dument habilité, Monsieur Nicolas PADOIS.

Ci-après dénommée l' « USCBA »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE

1.1 SUBVENTION

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel.
Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.2 OBJECTIFS GENERAUX :

A travers le dispositif du S.P.O.T géré par le Service des Sports, la Ville souhaite soutenir le Club dans le développement de ses activités en lui permettant de se structurer dans la gestion et l'organisation des diverses animations proposées au profit :

- de leurs adhérents licenciés,
- des publics scolaires (écoles primaires, collèges, lycées, CFA de la COBAS),
- des centres de loisirs et associations de la COBAS,
- de tout public privé ou associatif extérieur à la COBAS.

Les structures du territoire seront prioritaires par rapport aux publics se situant à l'extérieur de la COBAS.

1.3 MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT S.P.O.T. ET L'ANNEXE POINT GLISSE :

Ville s'engage à mettre à disposition du Club contractant les installations sportives suivantes :

Le S.P.O.T de la Salie

- Le bâtiment situé sur le parking de la Salie Nord, comprend 3 locaux de rangement associatif de 30 m2,
- Le Club bénéficie à titre exclusif des locaux n°2 et 3,
- Les douches, sanitaires, vestiaires, l'infirmerie, le bureau d'accueil et la salle d'exposition sont à la disposition partagée avec les autres associations et la Ville.

L'Annexe Point Glisse

Equipement situé en pied de Dune sur la Plage face à l'Océan.

Cet équipement, constitué de 8 locaux (containers maritimes), est destiné au rangement du matériel et à la mise en œuvre des activités.
Le Club bénéficie à titre exclusif des containers N°3 et 5, d'une surface de 15 m2 chacun.

Les autres locaux sont mis à disposition d'autres associations et de la Ville notamment l'été pour l'implantation du Poste de Secours.
Un état des lieux, établi contradictoirement est réalisé avant la signature de la convention, et annexé à la présente.

1.4 CONDITION DE L'UTILISATION DU S.P.O.T. :

Le calendrier d'utilisation est établi en concertation entre la Ville et le Club (Planning prévisionnel des créneaux d'entraînements, d'animations, des manifestations).

Les utilisateurs doivent respecter strictement le calendrier des attributions tant sur le plan des plages horaires que sur celui de la nature des activités.

Lorsque l'équipement ne sera pas utilisable du fait de la Ville, ou non utilisé par le Club**,** chacune des parties devra en être informée au préalable.

En dehors de ces périodes, la Ville aura la libre disposition des lieux.

Pendant le temps d'utilisation des équipements par le Club**,** celui-ci assumera la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'il utilise.

Le SPOT pourra être mis à disposition de l'ONF pour des réunions ou des actions de sensibilisation du public à l'environnement.

Aucune activité commerciale ou soirée musicale ne sera tolérée dans l'équipement.

En aucun cas les bâtiments ne pourront être affectés au logement de personne.

L'heure de fermeture des équipements à toute activité est fixée à la tombée de la nuit.

1.5 MISE A DISPOSITION DE MATERIELS POUR LES OPERATIONS DE PROMOTION :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour les associations Testerines.
Toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

1.6 AIDES EN MOYES DE PROMOTION ET COMMUNICATION :

Toute demande de soutien en communication (conception et impression d'affiches, documents…) fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur le Maire 1 mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU CLUB

2.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES :

Préalablement à l'attribution d'une subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le **30 juin** de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville.
- Le projet de l'Association et de ses sections pour la saison à venir.
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau.

- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture.
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association.

- Une copie du compte de résultat, de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés.
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tous documents permettant d'établir la sincérité du budget.
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association.

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

2.2 OPERATIONS PARTENARIALES :

Dans le cadre des relations partenariales entre le Club et la Ville pour lesquelles la Ville s'implique par les aides telles que décrites dans l'article 1 de la présente convention, le Club s'engage à accompagner les objectifs relevant de l'intérêt général pour la mise en œuvre de la politique sportive, éducative et socio-économique de la Ville.

2.3 OPÉRATIONS DE PROMOTION ET D'ANIMATION :

Le Club s'engage à assurer la représentativité de ses adhérents dans les opérations développées par la Ville, manifestations, réceptions, ainsi que les projets d'animations mis en place par la Ville que ce soit au titre des opérations menées par les ALSH, les centres sociaux et les établissements scolaires.

2.4 OPÉRATIONS DE COMMUNICATION :

Le Club s'engage à faire apparaître sur les principaux documents informatifs ou promotionnels la participation de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.
Les documents comprenant le logo de la Ville doivent être soumis à la validation de la Direction de la Communication.

ARTICLE 3 : ACCUEIL ET ANIMATION DU SITE

Un projet d'animation devra permettre d'animer le site, notamment sous forme de manifestations, de stages et de cours individuels. Ce projet sera proposé par le Club à la Ville à la signature de la convention.

3.1 ACCUEIL DES MEMBRES DU CLUB :

Concernant les membres du Club, ceux-ci devront pouvoir bénéficier de l'accès à l'ensemble des équipements mis à disposition.

3.2 ACCUEIL DES SCOLAIRES :

Le Club s'engage à participer aux projets éducatifs de la Ville, et à l'accompagner dans le cadre du Sport Scolaire en faveur des établissements scolaires et ce en partenariat avec l'Inspection Académique de la Gironde. Les activités liées à ce dispositif seront proposées au regard d'un projet global que la Ville pourra soutenir.
Cette action fera l'objet d'une délibération du Conseil Municipal spécifique à ces activités, permettant d'évaluer le niveau d'intervention du Club.

3.3 ACCUEIL DES CENTRES DE LOISIRS ET DES CENTRES SOCIAUX DE LA COBAS :

Le Club s'engage à proposer aux structures d'animations de la COBAS des séances d'activités sportives sur le site du S.P.O.T. Ces séances seront facturées à des conditions tarifaires préférentielles.

3.4 ENCADREMENT DES ACTIVITÉS :

L'encadrement devra être assuré par des personnes diplômées d'Etat, salariées ou par des licenciés bénévoles du Club dans le cadre de la réglementation imposée par les Fédérations Françaises, du Ministère de la Jeunesse et des Sports et de l'Education Nationale.

ARTICLE 4 : UTILISATIONS DES INSTALLATIONS SPORTIVES MISES A DISPOSITION DU CLUB

La présente mise à disposition est accordée au Club pour lui permettre d'utiliser la parcelle et les bâtiments tel que décrit dans l'article 1.2, à des fins sportives tout en soumettant leur utilisation par les adhérents du Club aux pouvoirs réglementaires du Maire de LA TESTE DE BUCH.

Le Club est tenu de se conformer aux directives des Fédérations Françaises concernées par l'activité et au principe concernant l'organisation de l'accueil des activités en faveur des membres sur les aspects : hygiène, sécurité et réglementation de la pratique.

ARTICLE 5 : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente mise à disposition du SPOT et de l'Annexe Point Glisse est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 6 : CHARGES DE LA COMMUNE

La Ville fait sienne les charges incombant normalement à tout propriétaire de bâtiment ainsi que des taxes et impôts de toute nature que ce soit ainsi que la redevance ONF.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Le Club sera responsable de tout dommage causé, par la mise en place ou l'exploitation des installations concédées à titre gratuit par la Ville.
Il devra obligatoirement :

- Couvrir sa responsabilité locative (bâtiments et contenu) et responsabilité civile liée à l'activité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.
- Renoncer au terme de la police souscrite à tout recours contre la Ville.

Il fera la preuve qu'il s'est bien conformé à l'obligation qui lui est faite en adressant à la Ville une copie de la police d'assurance et chaque année copie de l'attestation correspondante.
Pour toute dégradation des équipements dûment prouvée, la réparation sera à la charge du Club utilisateur.

ARTICLE 8 : CARACTÈRE DE L'OCCUPATION :

Le Club est tenu d'occuper personnellement et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition, en assumant la responsabilité et la surveillance des locaux.

Le Club ne pourra en aucun cas sous-louer les équipements mis à sa disposition par la Ville, que ce soit à des fins commerciales, marchandes ou non.

Le Club devra conserver un aspect accueillant à l'ensemble du périmètre mis à sa disposition. De même, il devra maintenir l'intérieur des bâtiments en bon état et ne faire aucuns travaux susceptibles d'en modifier leur vocation initiale.

Le Club ne pourra procéder à des aménagements susceptibles de changer l'état des lieux, à des modifications des bâtiments existants ou à des adjonctions de construction sans y avoir été préalablement autorisé par la Ville. Il devra donc soumettre à l'agrément de la Ville tout projet de travaux qu'il entend réaliser et constituera à cet effet un dossier complet permettant l'appréciation dudit projet.

Le Club ne pourra sous-traiter la mise à disposition de l'équipement. Il conserve toutefois la possibilité de faire appel à tout intervenant extérieur de son choix pour des prestations réservées à ses membres et leurs invités. Dans ce cas, une convention sera passée entre le prestataire de service et le Club**.** Celle-ci devra obligatoirement faire l'objet d'une validation par la Ville. Une fois signée, une copie de cette convention devra être adressée à la Ville.

La domanialité du terrain s'oppose à ce que le Club puisse invoquer à son profit l'application des dispositions législatives régissant les baux à loyer d'immeuble. Tout ou partie de l'autorisation pourra être suspendue ou retirée par décision de Monsieur le Maire pour des raisons de police, de sécurité ou toute autre raison d'intérêt général dûment motivée.

ARTICLE 9 : SORT DES INSTALLATIONS A LA FIN DE LA MISE A DISPOSITION

A la fin de la mise à disposition, pour quelque cause que ce soit, les équipements installés par le Club devront être enlevés et les lieux remis en leur état primitif. A défaut par celui-ci de s'être acquitté de cette obligation dans un délai de un mois

à dater de la fin de la mise à disposition, il pourra y être pourvu d'office, à ses frais et risques par la Ville.

Toutefois, si à la demande du Club, la Ville accepte que les équipements en tout ou partie ne soient pas enlevés, ceux-ci deviendront la propriété de la Ville sans que cette dernière soit tenue au versement d'une indemnité à ce titre.

ARTICLE 10 : DURÉE – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023**.

Cette présente convention n'est pas reconductible.

Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée d'un an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 11 : CESSATION D'ACTIVITÉ PAR LE CLUB

En cas de dépôt de bilan du Club ou en cas de déclenchement d'une procédure administrative de cessation de paiement, la Ville devra en être informée dans les huit jours suivant le début de ces procédures.

ARTICLE 12 : ARBITRAGE

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

ARTICLE 13 : CONTENTIEUX

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Fait à LA TESTE DE BUCH, le :

Pour la Ville de La Teste de Buch	Pour l'Union des Surfs Clubs du Bassin d'Arcachon
Le Maire de LA TESTE DE BUCH	Le Président
Patrick DAVET	Nicolas PADOIS

Monsieur le Maire :

Merci Mme Devarieux. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Monsieur DUCASSE :
Une question technique, je ne comprends pas pourquoi on évoque toutes ces conventions alors que l'on va devoir les reprendre lors du vote du budget pour déterminer les subventions, il va falloir les revoir ?

M DUFAILLY :
C'est le fait que ce sont des clubs qui ont un équipement exclusif, c'est ceux-là que l'on passe au budget c'est ceux qui ont une subvention supérieure à 23 000.

Rapporteur : M VOTION **DEL2022-06-309**

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre la Ville de LA TESTE DE BUCH et « LES ARCHERS DU BASSIN »

Saison sportive 2022-2023

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29,

Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le sport constitue un élément important de l'éducation, de l'intégration et de la vie sociale de la Ville de LA TESTE DE BUCH, qu'il porte en lui des valeurs, pour les jeunes Testerins, de par les qualités de discipline, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « les Archers du Bassin » contribue à la promotion et au développement des activités physiques et sportives sur le territoire communal.

Considérant que la Ville souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive pour l'année 2022/2023 renouveler par une convention l'ensemble des relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Archers du Bassin ».

Considérant que cette convention définit les obligations réciproques de chacune des parties et précise les relations administratives entre l'Association « les Archers du Bassin » et les services municipaux de manière à faciliter les relations et la communication.

En conséquence, je vous demande mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « Les Archers du Bassin »

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération ainsi que tous avenants éventuels.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET « LES ARCHERS DU BASSIN »
SAISON SPORTIVE 2022-2023

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Par arrêté du 7 décembre 2001, Monsieur Le Préfet de la Région Aquitaine, Préfet de la Gironde, a autorisé la transformation du district Sud Bassin en Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS). Ce changement de statut a eu pour conséquence le transfert de compétences entre la COBAS et ses Communes membres. En particulier, a été opéré le retrait à la COBAS de la compétence « stand de tir à l'arc » au profit de la Commune de La Teste de Buch.

Ce transfert a été acté par la convention en date du 8 Juillet 2002 par laquelle la COBAS a mis à la disposition de la Commune de La Teste de Buch, à titre gratuit, l'ensemble des biens immeubles supportant le stand de tir, sis lieudit « Villemarie », avenue de l'Aérodrome.

La ville de LA TESTE DE BUCH souhaite, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, formaliser par une convention l'ensemble des interventions et relations qui existent entre la Ville et l'Association « Les Archers du Bassin ». Cette convention définit les engagements réciproques de chacune des parties, ainsi que les modalités de contrôle de ces engagements.

Le projet de la convention précise les relations administratives entre l'Association « Les Archers du Bassin » et les Services Municipaux de manière à faciliter la communication au-delà de la mise à disposition d'un « Stand de Tir à l'Arc ».

Il traduit l'intérêt que la commune porte à l'Association « Archers du Bassin » et témoigne de l'engagement de celle-ci à accompagner le développement de ses activités sportives.

1/ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

La ville s'engage à mettre à disposition, **à titre gracieux**, l'installation sportive,

- Stand de Tir à l'Arc à Villemarie avenue de l'Aérodrome sur la Parcelle Cadastrée Section AY n°18.

De plus, la ville s'engage également à :

- Mettre à disposition des équipements, du matériel, pour les opérations de promotion selon les règles définies par la Ville pour les associations Testerines.
- Aider par des moyens de promotion et communication les « Archers du Bassin ».
- La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques qui incombent au propriétaire et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

2/ LES ENGAGEMENTS « DES ARCHERS DU BASSIN » :

Le Club compte 141 adhérents dont 61 jeunes de – de 18 ans.

Il est à noter que le Président est : Monsieur KIEFFER Gilles,

- Son Vice-Président : M. RAMPNOUX Nicolas
- Son Secrétaire : M. PHIDIAS Gilbert
- Sa Trésorière : M. TUFFOU Jean

- L'Association « Les Archers du Bassin » s'engage à affecter la subvention aux financements des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de l'activité sportive et le bon fonctionnement de l'association.

- **Les équipements sportifs mis à disposition par la Ville :**

L'Association « Les Archers du Bassin » s'engage, plus particulièrement à souscrire et prendre à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité :

- Assurer la responsabilité et la surveillance de ceux-ci,
- Incendie et dégradation du fait de ses adhérents,
- Vol de matériels appartenant à l'Association et à la Ville si un tel matériel était mis à disposition,
- Souscrire obligatoirement une assurance appropriée concernant les risques nés de l'activité.
- Interdire l'utilisation de ces équipements à des fins commerciales où marchandes, y compris dans le cadre de la sous-location,

La présente convention prendra effet à compter du : **1er Juillet 2022** et prendra fin **le 30 Juin 2023**. Cette présente convention n'est pas reconductible. Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci. Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

La délibération a donc pour objet de :

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec l'Association « Les Archers du Bassin »

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat pour la saison sportive 2022/2023 jointe à la présente délibération.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET
L'ASSOCIATION « LES ARCHERS DU BASSIN »

Saison sportive 2022/2023

PRÉAMBULE :

Considérant que le sport représente un vecteur important de la vie sociale, économique et culturelle de la Ville, qu'il porte en lui des valeurs éducatives pour les jeunes Testerins de par les qualités de rigueur, de volonté et de persévérance qu'il requiert.

Considérant que l'Association « Les Archers du Bassin », ancrée dans le tissus associatif Testerin, participe à la promotion de la Ville de la Teste de Buch, à son animation et contribue au développement territorial.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique sportive, la Ville de La Teste de Buch a souhaité formaliser par la présente convention de partenariat l'ensemble des interventions et relations existantes avec l'Association « Les Archers du Bassin ».

ENTRE

La Ville de La Teste de Buch, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, dûment habilité, Monsieur Patrick DAVET,
en exécution d'une délibération du Conseil municipal du **28 juin 2022**.

Ci-après dénommée « la Ville »

d'une part,

Et

L'Association « Les Archers du Bassin », ayant son siège social Avenue de l'Aérodrome, 33260 LA TESTE DE BUCH, représentée par son Président, dument habilité,
Gilles KIEFFER,

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

ARTICLE 1 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE :

1.1 Subvention

La Ville alloue à l'Association une subvention au titre de l'aide attribuée aux associations sportives Testerines pour la saison sportive en cours.
Le montant de cette subvention est déterminé dans le cadre de l'élaboration du budget prévisionnel de la Ville. Le versement de la subvention est conditionné à la remise du dossier de demande de subvention ainsi qu'à à l'analyse des documents et de leurs conformités.

1.4 Mise à disposition et entretien des équipements sportifs :

La Ville s'engage à mettre à la disposition de l'Association la propriété d'une superficie de 36 275 m² supportant les installations du Stand de Tir à l'Arc sises lieudit « Villemarie », avenue de l'Aérodrome sur la parcelle cadastrée section AY n° 18 comprenant notamment un bâtiment de 574 m².
La mise à disposition des équipements est effectuée **à titre gratuit**.

1.5 Mise à disposition du matériel pour les manifestations :

La mise à disposition se fera selon les conditions et les règles de prêts définies par la Ville pour l'ensemble des associations sportives Testerines.
Aussi, toute demande de soutien en matériel et logistique fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire, un (1) mois avant la date de la manifestation.

1.4 Assistance en moyens de promotions et communications :

Les interventions de la Ville en matière de prestations de communication (conception d'affiches, documents…) se feront en application des conditions générales d'attributions de la Ville en faveur des associations.
Toute demande de soutien en moyen de communication fera l'objet d'un courrier adressé à Monsieur Le Maire un (1) mois avant la date de la manifestation.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

2.1 Objet de l'Association :

L'Association organise dans des conditions accessibles au plus grand nombre, la gestion, l'animation, l'enseignement et la compétition de la pratique du Tir à l'Arc dans le respect des statuts et du règlement de la Fédération Française de Tir à l'Arc à laquelle elle sera obligatoirement affiliée et l'intégralité de ses membres licenciés.
L'objectif de l'Association est de promouvoir en particulier la pratique du Tir à l'Arc en faveur des jeunes Testerins sous forme d'initiation et de perfectionnement permettant ainsi l'accès de cette pratique sportive dans un cadre sécuritaire et de formation.

2.2 Affectation de la subvention de la Ville :

L'Association s'engage à affecter la subvention attribuée par la Ville au financement des actions présentant un caractère d'intérêt général pour le développement de la discipline, des actions de formations et d'accès des jeunes aux pratiques sportives.

2.3 **Documents administratifs et comptables :**

Préalablement à l'attribution de la subvention, l'association devra formuler sa demande de subvention, en bonne et due forme, avant le 30 juin de l'année précédente, accompagnée des pièces suivantes :

- Le formulaire de demande de subvention édité par la Ville,
- Le projet de l'Association pour la saison à venir,
- Une copie des derniers statuts de l'Association et la composition du bureau,
- Une copie du récépissé de déclaration en Préfecture,
- Le PV de la dernière AG, présentant le bilan moral et sportif de l'Association,
- Une copie du compte de résultat, du bilan et des annexes de la saison précédente. Le compte de résultat devra faire apparaître le montant des subventions des différents partenaires publics ainsi que l'état des conventions signées avec les partenaires privés,
- Le budget prévisionnel de la prochaine saison ainsi que tout document permettant d'établir la sincérité du budget,
- La copie des diplômes de tous les éducateurs intervenants pendant les créneaux d'entraînements de l'Association,

D'une manière générale, l'Association s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville l'utilisation de la subvention.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DE L'EQUIPEMENT SPORTIF :

Le bénéficiaire devra occuper cet équipement (terrain et installations) uniquement dans le cadre de son activité.

L'Association prend possession des lieux dans l'état où ils se trouvent au jour de la signature de la présente.

L'Association sera tenue à une utilisation des lieux ainsi mis à disposition en bon père de famille et en assurera l'entretien courant. Elle ne pourra rien faire qui puisse nuire à la tranquillité et à la jouissance paisible des autres occupants et voisins.

Tous travaux ou aménagements susceptibles de modifier l'état des lieux devront faire l'objet d'une demande écrite de l'association, accompagnée de documents techniques permettant d'évaluer l'état du projet par les Services Municipaux compétents. Aucune modification ne pourra être effectuée sans le consentement préalable et écrit de la commune.

Elle ne pourra effectuer aucun déboisement sur le terrain sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la Ville et le cas échéant une autorisation délivrée par l'autorisation administrative compétente.

Le bénéficiaire ne pourra en aucun cas sous louer les biens mis à disposition, sous peine de résiliation automatique de la présente convention.

L'Association devra payer les contributions personnelles mobilières ainsi que toutes les charges découlant de l'occupation.

Ces règles sont applicables à l'ensemble des membres de l'Association tout manquement d'informations ou de précisions demandées sur celles-ci pourra faire

l'objet, par la Ville d'une procédure de résiliation de la présente convention, sans possibilité pour l'Association de réclamer une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit.

Pendant le temps d'utilisation de l'équipement par l'Association cette dernière assumera seule la responsabilité et la surveillance des équipements et matériels qu'elle utilise (présents ou introduit par elle dans le bien mis à disposition).

Les membres de l'Association devront prendre connaissance des règles de sécurité propres à l'équipement et, consulter régulièrement le cahier de suivi en matière d'entretien et y porter toutes les observations nécessaires.

ARTICLE 4 : ASSURANCES :

Chacune des deux parties, garantit par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux.

L'Association souscrira et prendra à sa charge les assurances concernant les risques nés de l'activité (recours des tiers, incendie ou vol de matériel lui appartenant), qui devront être couverts par une police de responsabilité civile d'activités. La Ville prendra à sa charge les assurances concernant les risques suivants :

- Incendie de l'immeuble et du matériel qui lui appartient,
- Dégât des eaux et bris de glaces,
- Foudre,
- Explosions,
- Dommages électriques,
- Tempête, grêle,
- Vol et détérioration à la suite de vol,
- Responsabilité civile des objets confiés,

La Ville assumera la responsabilité qui incombe au propriétaire ainsi qu'une responsabilité civile des biens confiés et notamment le maintien de l'équipement en conformité avec les règles de sécurité en vigueur.

ARTICLE 5 : DUREE – MODIFICATION

La présente convention prendra effet à compter du **1er Juillet 2022** et prendra fin le **30 Juin 2023.** Cette présente convention n'est pas reconductible.
Elle pourra être renouvelée par une nouvelle convention d'une durée de 1 an, l'objectif étant d'être en conformité avec la temporalité de la saison sportive.
Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.
Cette convention pourra être résiliée à tout moment en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX :

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à La Teste de Buch, en deux exemplaires originaux, le :

Pour la Ville, **Le Maire de la Teste de Buch**	**Pour l'Association,** **Le Président**
Patrick DAVET	Gilles KIEFFER

Monsieur le Maire :

Merci M Votion. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Toute cette série de délibérations ça prouve que notre ville est sportive, dynamique.
Nous l'avons fait il y a quelques jours M Dufailly et l'équipe des sports nous avons reçu tous les sportifs qui ont été couronnés de succès, on le fait tous les 3 mois. Cela va du championnat de France de Roller et les 2 montées du Handball et du Rugby.

Monsieur DUFAILLY :
Cette année a été très riche de succès, pour l'ensemble des clubs, la boxe, gym, natation, la pétanque, le roller.
On le fait tous les 3 mois ici, c'est très apprécié, on va continuer dans ce sens-là.
On a voulu développer sur les 2 premières années notre politique sportive, c'était vraiment axé sur le sport de masse, c'est un peu ressorti de la crise sanitaire, là il s'agit du sport d'élite mais il ne faut pas opposer les 2, puisque le club d'élite on en a besoin pour le recrutement de nos clubs, c'est indispensable et un bel exemple qui montre l'excellence.

Rapporteur : **M. SLACK** **DEL2022-06-310**

OPÉRATION CAP33 2022
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la convention de partenariat ci-jointe,

Mes chers Collègues,

Considérant que depuis plusieurs années l'opération CAP33 est mise en œuvre par la Commune et sur son territoire en partenariat avec le Conseil départemental,

Considérant qu'il convient de définir les obligations réciproques des parties ainsi que les modalités de financement et de mise en œuvre pour l'année 2022

Considérant que la commune fait appel à diverses entreprises ou associations afin de contribuer à la mise en valeur de l'évènement,

Considérant que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget 2022.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie, vie collective et associative du 21 Juin 2022 de bien vouloir :

- RECONDUIRE l'opération CAP33 pour l'été 2022,

- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde

- AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif et à signer toutes les conventions avec les entreprises ou associations partenaires de l'opération ainsi que la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde.

OPERATION CAP33
CONVENTION DE PARTENARIAT
AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Le dispositif CAP33 a pour objet de favoriser l'accès aux pratiques des activités sportives, pendant les vacances, au profit des publics adultes et jeunes de plus de 15 ans.

Cette politique d'accessibilité de tous aux sports s'appuie sur un partenariat entre la Commune, le Conseil départemental, les associations sportives locales ainsi que les comités départementaux mais également grâce à un partenariat avec des entreprises du territoire afin de contribuer à la mise en valeur de l'évènement et obtenir des lots de récompenses (exemple : Entrées gratuites au Zoo de la Teste, Aqualand, KidParc). Ces lots sont obtenus par conventions en échange de l'implantation de visuels sur les différents sites d'animations.

Ces activités sportives proposées au grand public se déclinent essentiellement en trois formules :

- **Les découvertes gratuites** organisées chaque semaine, proposant des activités sportives et de loisirs variés ;

- **Les séances d'approfondissements** payantes permettant sur plusieurs séances de s'initier ou de se perfectionner au sein des Clubs organisateurs ;

- **Les tournois** et animations au profit des publics favorisant ainsi sport et convivialité.

La Commune, pour cette dix-neuvième édition, est maître-d'œuvre de l'opération. Elle a désigné une cheffe de Centre CAP33 et un référent administratif saisonnier chargé de la mise en œuvre de l'opération sur les aspects suivants :

- **Formaliser le projet d'animation** et le partenariat avec les Associations locales et les comités Départementaux participants ;

- **Recruter l'équipe d'animateurs** et assurer la gestion et l'administration des emplois **saisonniers** ainsi que la masse salariale (soit 22 mois saisonniers pour l'année 2022) ;

- **Mobiliser les installations sportives**, les sites d'animations (plages) et locaux d'accueil en faveur du dispositif ;

- **Percevoir la contribution financière** du Conseil départemental de la Gironde ;

- **Assurer la gestion et l'administration** de l'opération avec le soutien du conseiller en développement du sport du département ;

- **Dresser un bilan quantitatif et qualitatif** de l'opération permettant de mesurer l'accompagnement du Conseil départemental, notamment sur les subventions liées aux mois saisonniers.

Il est à noter que le Conseil départemental demande à la Commune la prise en charge des mois saisonniers liés au dispositif. En contrepartie, le Conseil départemental accompagne chaque mois saisonnier d'une **subvention de 700 €**, une **aide de 1 500 €** liée au référent cheffe de centre qui est agent permanent de la collectivité ainsi qu'une **aide forfaitaire concernant la formation CAP33 de 720 €.**

Depuis plusieurs années le Conseil départemental a décidé d'appliquer **un coefficient de pondération** aux subventions qu'il attribue aux Villes du département. Pour la ville de la TESTE DE BUCH le **coefficient de pondération est de 0,77.** Ainsi cette année la subvention totale s'élevé à **13 567.40 €**.

La Commune a souhaité permettre aux associations locales d'organiser les activités de **découvertes gratuites** par l'intermédiaire de leurs propres éducateurs sportifs qui seront rémunérés par la Commune au prorata de **2 mois saisonniers.**

La Commune valorise les ETAPS de la Ville représentant **2 mois saisonniers**.

La Commune recrute 9 animateurs saisonniers pour constituer l'équipe CAP33 permettant l'organisation des tournois, des animations plages, ainsi que les manifestations et évènements sportifs ou culturels à hauteur de **18 mois saisonniers.**

Les mini stages sont confiés aux associations locales partenaires du dispositif CAP33. Les recettes sont laissées aux clubs permettant à ceux-ci de favoriser l'emploi associatif saisonnier.

En conséquence, le coût de la masse salariale du dispositif CAP33 représentera pour la Ville :

2 mois saisonniers *en faveur des Associations locales, soit* :

2 354,30 € (mois brut chargé) x 2 mois = **4 708,60 €**

20 mois saisonniers*, en faveur de l'équipe d'Animateurs CAP33, soit* :

2 589,73 € (mois brut chargé) x 20 mois = **51 794,60 €**

Soit une masse salariale brute de : **56 503,20 €**

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION CAP33- 2022

BUDGET PREVISIONNEL DE L'OPERATION CAP33 2022			
CHARGES		**PRODUITS**	
Masse salariale : 22 mois saisonniers 2 x 2 354.30 € 20 x 2 589.73 €	56 503,20 €	Subvention conseil Départemental : - aide mois saisonniers : 22 x 700 = 15 400 € - aide chef de Centre : 1 x 1 500 = 1 500 € - aide forfaitaire formation : 9 x 80 = 720 €	
Trophées/tee-shirts Réceptions/Repas Achat petit matériel Achat Abris de jardin	500€ 500€ 1 000€ 1 000€	Coefficient de pondération : 0.77 X 17 620 €	13 567.40 €
		Participation de la Commune	45 435.80 €
TOTAL	**59 003.20 €**	**TOTAL**	**59 003.20 €**

La participation de la Commune est de 45 435,80 € pour 2022.

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

L'objet de la convention, bâtie conformément au cahier des charges de l'opération CAP33 est de définir l'obligation du Conseil départemental et de la Commune.

Le Conseil départemental veille à la cohérence de l'opération CAP33 sur les aspects suivants :

- Labellisation du centre CAP33 de la Commune,
- Définition du plan de communication et impression des programmes et des affiches,
- Dotation de lots et de signalisation du dispositif,
- Accompagnement financier sur 22 mois saisonniers et du chef de Centre (versement de la subvention : 50 % dés le retour de la convention et le solde au vu du bilan),
- Le conseiller en développement du sport du Conseil départemental s'assurera du bon déroulement de l'opération, conformément au cahier des charges.

Cette convention est conclue pour la durée de l'opération CAP33, du 1er juillet au 31 août 2022 et est signée par Monsieur le Maire de LA TESTE DE BUCH et Monsieur le Président du Conseil départemental de la Gironde.

La délibération a donc pour objet de :

- RECONDUIRE l'opération CAP33 pour l'été 2022,
- APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde,
- AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif et à signer toutes les conventions avec les entreprises ou associations partenaires de l'opération ainsi que la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde.

Gironde
LE DÉPARTEMENT

Convention de partenariat 2022

CAP33

entre

le **Département de la Gironde**, Esplanade Charles de Gaulle, 33074 Bordeaux Cedex, représenté par son Président Monsieur Jean-Luc GLEYZE, en exécution du vote du Budget Primitif 2022 du 13 décembre 2021 et de la délibération de la Commission permanente du , ci-après dénommé le Département,

d'une part,

et

la **Collectivité organisatrice :** la Commune de LA TESTE DE BUCH, représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du , ci-après dénommée la Collectivité,

d'autre part,

Préambule :

La pratique des activités sportives et culturelles contribue fortement à l'épanouissement, à l'enrichissement et à l'intégration sociale des adultes et des jeunes girondins qui s'y adonnent.

Le temps des vacances constitue un moment particulièrement privilégié où pourront être initiées des actions de découverte, de sensibilisation et d'apprentissages qui trouveront d'autant plus leur pleine efficacité que les publics visés seront disponibles.

Cette politique d'accessibilité de tous au sport et à la culture gagnera en efficacité en s'appuyant sur une concertation entre les institutions qui œuvrent dans ces domaines et sur une participation des acteurs locaux, associations et communes, tant sur le plan de la conception que de la mise en œuvre.

Cette dynamique partenariale, au-delà de la valorisation des ressources locales qu'elle favorise, permet d'initier un dispositif constituant un élément structurant de la politique éducative des collectivités partenaires et de s'inscrire au sein des politiques globales de développement local, de création d'emplois et d'aménagement du territoire.

Pour ce faire, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : objet

L'objet de la présente convention est de définir les obligations des différentes parties ainsi que de préciser les modalités de financement et de mise en place de l'opération CAP33 pour l'année 2022.

Article 2 : engagements du Département

Le Département participe au financement de l'opération selon les critères adoptés lors du vote du Budget Primitif (BP) 2022, le 13 décembre 2021.
Les crédits inscrits au BP prennent en compte la subvention allouée aux collectivités organisatrices et les dépenses liées à la communication et aux partenariats.

Le Département veille à la cohérence de l'opération dans son ensemble, en s'appuyant notamment sur ses Conseillers.ères en Développement du Sport et de la Vie Associative.

Plus particulièrement, le Département est chargé de :

- Labelliser les collectivités partenaires de l'opération CAP33 ;
- S'assurer que le recrutement du Chef de centre et des animateurs est en adéquation avec la législation en vigueur et le programme d'animation ;
- Définir le plan de communication de l'opération CAP33 y compris la mise en page et l'impression des programmes ;
- Suivre la partie administrative et la gestion globale de l'opération au niveau départemental ;
- S'assurer du bon déroulement de l'opération conformément au « Cahier des Charges » ;
- Effectuer le bilan et l'évaluation du dispositif global.

Article 3 : subvention et modalités de versement

Sur la base du dossier de demande subvention, le montant total d'intervention financière du Département est fixé au maximum à 12 489 € (Douze mille quatre cent quatre-vingt-neuf euros) au titre de l'année 2022.

Dans le contexte de crise sanitaire lié au Covid-19, le montant définitif de la subvention sera calculé après analyse du contexte et sur la base du bilan établi et transmis par la Collectivité. Cette analyse tiendra compte notamment du nombre d'éducateurs recrutés par la Collectivité, de la mise en œuvre effective des animations et après vérification, de la conformité de l'opération au « Cahier des charges ».

Dès lors, la Collectivité pourra percevoir tout ou partie de la somme initialement votée.
La participation financière du Département fera l'objet de 2 versements :

- 50 % à la signature de la présente convention,
- Le solde à l'issue de la saison, calculé au vu du bilan produit conformément à l'article 4.2.

Article 4 : engagements de la Collectivité

4.1. Elaboration du projet local

La Collectivité est maître d'ouvrage de l'opération sur le plan local.

Elle s'engage à associer et à tenir informés les services du Département et tout particulièrement le (la) Conseiller.ère en Développement du Sport et de la Vie Associative de secteur tout au long de la phase de préparation mais aussi durant la mise en œuvre de l'action, sur les points ci-après :

- Formalisation du projet local d'animation ;
- Prévision des engagements financiers ;
- Recrutement des animateurs saisonniers en cohérence avec le programme envisagé et conformément aux textes législatifs en vigueur ;
- Programmation de la mobilisation des installations sportives, socioculturelles, des locaux d'accueil et des locaux d'animation ;
- Réunions avec les partenaires locaux.

4.2. Mise en œuvre

La Collectivité, maître d'ouvrage, a la responsabilité de l'organisation de l'opération pour 2022, et à ce titre elle :

- Assure la gestion, le recrutement et la contractualisation des animateurs spécialement affectés pour l'opération en se conformant au nombre de mois saisonniers déclaré dans le dossier de demande de subvention ;
- Conventionne avec les associations locales ;
- Met en place la communication conformément au « Cahier des Charges » ;
- Contracte toutes les assurances nécessaires et obligatoires dont celle de la responsabilité civile ;
- Assure l'administration et la gestion de l'opération avec le soutien du Conseiller.ère en Développement du Sport et de la Vie Associative ;
- Assure la prise en charge et le retour du matériel d'animation mis à disposition du centre par le Département ;
- Dresse le bilan quantitatif et qualitatif de l'opération au niveau local ;
- Garantie, dans le contexte de crise sanitaire actuelle, la mise en œuvre des directives et préconisations nationales et des arrêtés préfectoraux.

La Collectivité désignera une « personne ressource » investie des prérogatives nécessaires à une prise de décision rapide concernant l'opération CAP33 et communiquera son nom et ses coordonnées au Département.

4.3. Intégration et hébergement de l'équipe d'animation

L'équipe d'animation a pour rôle de mobiliser autour d'elle les énergies locales. La complémentarité de l'ensemble des partenaires locaux, associatifs, privés et de l'équipe d'animation est indispensable à la réussite de l'opération. La Collectivité s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer une bonne intégration de l'équipe d'animation au niveau local.

La Collectivité, en tant qu'employeur, s'engage à héberger les animateurs n'habitant pas sur son territoire, dans des conditions matérielles de confort convenables (une chambre par animateur, sanitaires, douches chaudes, cuisine équipée, coin repas). Elle devra tout mettre en œuvre pour faciliter la restauration de l'équipe d'animation.

La Collectivité organisera une entrevue hebdomadaire entre le coordinateur de l'équipe d'animation et le responsable municipal « personne ressource » désigné par la Collectivité.

4.4. Installations d'animation

La Collectivité mobilisera les installations sportives, socioculturelles et d'accueil nécessaires à la mise en œuvre du programme d'animation CAP33. Un programme d'utilisation devra être établi. Les aménagements de ces équipements en matière d'animation et de sécurité sont du ressort de la Collectivité. Les moyens logistiques nécessaires au bon déroulement des animations (local de stockage, services administratifs, services techniques) devront également être définis par la Collectivité.

L'accueil et l'information du public représentant une charge importante, la Collectivité mettra tout en œuvre pour aider l'équipe d'animation dans ces domaines.

Article 5 : subvention en investissement et fonctionnement pour l'aide aux communes et aux EPCI : contreparties

Tout maître d'ouvrage et tout bénéficiaire d'une aide départementale s'engage à :

- Reprendre le logo du Département sur l'ensemble des outils d'information et de communication dont dispose la structure ;
- Insérer le logo avec un lien interactif sur son site internet ;
- Pour les travaux, réaliser un panneau de chantier et afficher le logo et montant du financement départemental pendant toute la durée des travaux et transmettre une photographie du panneau de chantier ;
- Dans le cas d'études, le logo devra figurer sur tout document remis par le cabinet d'étude ;
- Inviter systématiquement le Président du Conseil départemental de la Gironde au lancement d'une action et à l'inauguration de toute opération subventionnée.

Logo à télécharger sur gironde.fr et contact communication dgsd-dircom@gironde.f

Le non-respect de ces modalités peut entraîner la remise en cause de la subvention.

Article 6 : durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2022, incluant la saison estivale et les petites vacances scolaires.

Article 7 : arbitrage et contentieux

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution de fonds publics.

Fait à Bordeaux, en 2 exemplaires originaux le,

Le Président du Conseil départemental,

Jean-Luc GLEYZE
Conseiller Départemental du
Canton Sud-Gironde

Le Maire de la Commune
de LA TESTE DE BUCH,

Patrick DAVET

Monsieur le Maire :

Merci M Slack. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2022-06-311**

MODIFICATION DU REGLEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE, DES ACCUEILS PERISCOLAIRES, DES AIDES AUX DEVOIRS ET DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,
Vu la délibération du 13 avril 2021 portant sur la modification du Règlement de la restauration scolaire, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement,
Vu le projet de règlement modifié ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant les évolutions du service rendu aux familles et dans le cadre des futures inscriptions,

Considérant que les modifications portent sur le **Titre 8 – Absences** du règlement de la restauration scolaire, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement en vigueur,

Considérant qu'elles définissent les motifs d'absences justifiées et fixent les délais de transmission des justificatifs au service Education-Jeunesse pour l'ensemble des activités,

Considérant qu'il est ajouté une clause relative à l'interruption de l'admission des enfants au sein des Accueils de Loisirs Sans Hébergement, pour une période de trois mois et ce dès la troisième absence injustifiée sur le mois.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER le nouveau règlement ci-joint.

MODIFICATION DU REGLEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE, DES ACCUEILS PERISCOLAIRES, DES AIDES AUX DEVOIRS ET DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

Note explicative de synthèse

Dans le cadre des futures inscriptions et avant diffusion aux familles, il convient d'apporter des modifications au règlement de la restauration scolaire, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement en vigueur.

Ces modifications prennent en compte les évolutions du service rendu aux familles et portent sur **le titre 8 – Absences** du règlement, incluant la définition des motifs d'absences justifiées, les délais de transmission des justificatifs au service Education-Jeunesse et l'ajout d'une clause relative à l'interruption de l'admission des enfants au sein des Accueils de Loisirs Sans Hébergement, en cas d'absences non justifiées fréquentes.

Le titre 8 - Absences est modifié comme suit :

Les absences constatées sur les différentes activités font l'objet d'une facturation si elles ne sont pas justifiées par la présentation :

- d'un certificat médical de l'enfant, ou d'un de ses proches s'il s'agit d'une maladie contagieuse ;
- d'un justificatif de réunion solennelle de famille (mariage ou décès) ;
- d'un empêchement causé par un accident durant le transport.

Les justificatifs sont à adresser par tout moyen et uniquement au service Education-Jeunesse dans les délais suivants :

1. **Pour la restauration scolaire**, **l'accueil périscolaire et les aides aux devoirs** :

   Au plus tard dans les huit jours suivant le premier jour d'absence.

2. **Pour les Accueils de Loisirs Sans Hébergement :**

   a. ALSH du mercredi : avant la fin de la semaine concernée ;

   b. ALSH des vacances : au plus tard dans les huit jours suivant le premier jour d'absence.

Pour des raisons d'organisation et de sécurité dans les A.L.S.H., en cas d'absence imprévue le jour J, les parents doivent prévenir dès que possible le matin le centre.

En raison d'un grand nombre de demandes d'accueils sur nos ALSH qui ne sont pas réalisées, la Ville interrompra l'admission des enfants au sein de ces structures pour une période de 3 mois et dès la troisième absence injustifiée sur le mois.

Ce règlement entrera en vigueur dès sa publication. Il sera téléchargeable sur le site de la Ville et transmis par mail à toutes les familles, ou remis sur simple demande par le service Education-Jeunesse et les différentes structures d'accueil.

REGLEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE, DES ACCUEILS PÉRISCOLAIRES, DES AIDES AUX DEVOIRS ET DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

PRÉAMBULE

Ce présent règlement est téléchargeable sur le site de la Ville www.latestedebuch.fr dans la rubrique Enfance et Jeunesse, et disponible sur demande au service Education-Jeunesse et dans les différentes structures d'accueil.

Il concerne les services péri et extra scolaires organisés par la Ville à destination des enfants scolarisés en écoles maternelles et élémentaires :

1. la restauration scolaire
2. les accueils périscolaires
3. les aides aux devoirs
4. les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (A.L.S.H.)

La Ville de La Teste de Buch a délégué le service de la restauration scolaire à une société qui a à sa charge la confection, la livraison des repas et la facturation aux familles. La Ville est responsable de la commande des repas au délégataire et du temps de la pause méridienne incluant le service aux enfants.

La Ville de La Teste de Buch organise des accueils de loisirs et périscolaires déclarés auprès de la Direction Départementale de la Jeunesse, de l'Engagement et du Sport et subventionnés par la Caisse d'Allocations Familiales et la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde.

Chaque Accueil de Loisirs et périscolaire fonctionne selon son propre projet pédagogique - disponible sur simple demande auprès de chaque structure - dont découlent des projets d'animation. Leur principale mission est d'accueillir les enfants dans des conditions optimales en garantissant leur sécurité affective, morale et physique.

Les objectifs éducatifs principaux des accueils visent l'apprentissage des enfants sur la vie en collectivité et l'accompagnement vers l'autonomie, en favorisant l'écoute et le respect de leurs besoins.

Le personnel d'animation s'attache tout particulièrement à respecter les rythmes individuels des enfants, en fonction de leur âge. L'organisation générale tend au maximum vers une souplesse facilitant la vie des familles.

Il est toutefois conseillé aux parents d'être vigilants et de veiller à ce que l'amplitude horaire journalière de présence du jeune enfant au sein des accueils ne génère pas trop de fatigue et de privilégier, si possible, un mode de garde mieux adapté à ses besoins.

Les parents sont informés de la nature des activités proposées, en consultant les plannings affichés sur les structures et en se rapprochant des équipes d'animation.

TITRE 1 : FONCTIONNEMENT :

1. **La restauration scolaire :**
   Elle fonctionne les lundis, mardis, jeudis et vendredis scolaires. Les horaires sont les suivants :
   - Les écoles maternelles : 11h50 à 13h50 ;
   - Les écoles élémentaires : 12h00-14h00.

   Pendant la pause méridienne, les enfants sont sous la responsabilité de la Mairie de La Teste de Buch. Le temps du repas est un temps éducatif et convivial, et le personnel municipal a pour mission d'éveiller les enfants au goût, en les accompagnant et en les incitant à découvrir de nouvelles saveurs, sans toutefois les forcer.

   Sauf pour des raisons de santé, aucune sortie n'est autorisée à l'intérieur de la pause méridienne.
   En revanche, pour les enfants qui ne déjeunent pas à l'école, et dont les parents travaillent, un retour est possible avant le début de la classe. Ce retour s'effectuera sur demande des parents, et en accord avec la direction de l'école et du périscolaire.

   Une commission des menus composée des représentants de la Ville, des parents d'élèves et de la société de restauration délégataire se réunit régulièrement ; elle évoque les menus de la période écoulée, et ajuste si besoin et valide la composition des menus proposés pour la période future.

2. **Les accueils périscolaires** fonctionnent dans chaque école publique, de 7h15 le matin avant la classe ainsi que le soir, après la classe jusqu'à 18h30. L'accueil du soir commence par un goûter, puis différentes activités sont proposées aux enfants.

3. **L'aide aux devoirs** est organisée dans les écoles publiques élémentaires, sous réserve de candidatures suffisantes pour permettre à la Ville le recrutement des intervenants. Le dispositif tend à fournir à l'élève un encadrement pédagogique pendant la réalisation de ses devoirs. L'inscription à l'aide aux devoirs n'exonère cependant pas les parents d'assurer un contrôle et un suivi personnels.
   Les séances commencent après la classe, suite à un goûter servi par les agents municipaux. La durée des séances est d'une heure maximum.

   Les enfants qui fréquentent l'aide aux devoirs et dont les parents travaillent peuvent ensuite rejoindre gratuitement l'accueil périscolaire.

4. **Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement** (A.L.S.H.) fonctionnent les mercredis en demi-journée avec repas (matin ou après-midi) ou en journée complète, et seulement en journée complète pendant les vacances scolaires. Ils proposent aux enfants des activités éducatives adaptées à chaque tranche d'âge.

   Pendant les vacances, les A.L.S.H. sont ouverts de 7h30 à 18h30. Un temps de garderie est prévu de 7h30 à 9h00 et de 17h00 à 18h30. Un service de ramassage en bus est organisé matin et soir sur les A.L.S.H. qui le nécessitent.

Les A.L.S.H. maternels « Caz'aux Bambins » et « Bambins du Bassin » accueillent les enfants de 3 ans à 6 ans et « Graines de Sable » et « Les Ecureuils du Lac » accueillent les enfants de 6 ans à 12 ans.

Les A.L.S.H. « Graines de Sable » et « Les Ecureuils du Lac » proposent des **stages « Sports Vacances », dispositif départemental girondin, destinés aux 10-12 ans**, selon une programmation établie par la Ville et des modalités d'inscription communiquées aux familles pour chaque période. Une progression pédagogique étant visée et le nombre de places étant limité, **la présence de l'enfant est impérative sur la semaine complète** (du lundi au vendredi).

L'enfant accueilli en A.L.S.H. est sous la responsabilité de la Ville dès qu'il est inscrit sur la liste d'appel en arrivant le matin. Exceptionnellement, la ou les personnes responsables de l'enfant peuvent demander à reprendre ce dernier avant le début de l'accueil du soir. Dans ce cas, ils doivent en informer la responsable de la structure afin de voir si cela est possible (en fonction des activités et sorties organisées ce jour-là).

TITRE 2 : LA CONSTITUTION DU DOSSIER ENFANT :

La constitution d'un Dossier Enfant, effectuée auprès du Service Education-Jeunesse, implique la présentation de plusieurs pièces justificatives. Ce dossier ainsi que les pièces annexes contiennent des données indispensables à l'inscription dans nos structures péri et extra scolaires, et représentent une autorisation parentale permettant à la commune de prendre en charge l'enfant sur les temps péri et extra scolaires.

En cas de non-renouvellement des pièces obligatoires, l'inscription ne sera pas prise en compte.

Les représentants légaux qui jouissent de l'autorité parentale doivent impérativement être mentionnés sur le dossier.

Il est demandé aux familles, pour la sécurité de l'enfant, de mentionner d'autres personnes adultes ressources qui peuvent être contactées pour venir chercher l'enfant en cas d'empêchement des parents. Un enfant ne pourra être remis à un enfant mineur qu'à titre très exceptionnel et sur présentation d'une autorisation écrite d'un des représentants légaux. **Toutes les personnes autorisées à venir chercher l'enfant doivent être inscrites sur le Dossier Enfant.**

En cas d'autorisation exceptionnelle d'une personne non mentionnée sur le Dossier Enfant, le représentant légal devra prévenir par tout moyen la structure d'accueil ; la personne qui viendra chercher l'enfant devra être munie d'une pièce d'identité qu'elle présentera au personnel municipal.

Dans le cadre d'une garde alternée entraînant une facturation à chacun des parents, chaque représentant légal devra déposer un Dossier Enfant accompagné d'un calendrier mentionnant ses semaines d'hébergement.
Pour les cas de garde alternée ne nécessitant pas de facturation séparée, le représentant légal payeur pourra déposer un seul Dossier Enfant, et n'aura pas à fournir de calendrier. Cela signifie que **les codes d'accès privés au site Espace Famille,** qui permettent la visualisation de toutes les inscriptions de l'enfant, les demandes de réservation

ou d'annulation, la consultation et le paiement des factures, **seront identiques pour les deux représentants légaux.**

Le Dossier Enfant peut être téléchargé sur le site de la Ville www.latestedebuch.fr dans la rubrique Enfance et Jeunesse.

TITRE 3 : CONDITIONS D'ADMISSION

L'admission des enfants est liée à la constitution du Dossier Enfant.

1. **La restauration scolaire :**
   Tous les enfants scolarisés ont accès à la restauration scolaire.

2. **Les accueils périscolaires :**
   L'accès aux accueils périscolaires est réservé aux enfants dont les membres du foyer travaillent. La présentation d'un justificatif d'emploi est demandée lors de l'inscription.

3. **L'aide aux devoirs :**
   Tous les enfants inscrits en école élémentaire peuvent bénéficier de l'aide aux devoirs.
   Afin de rendre le meilleur service aux enfants, les séances d'aide aux devoirs ont une **capacité d'accueil limitée**, en fonction du nombre d'intervenants recrutés par la Ville. Par conséquent, la Ville peut être amenée à refuser une demande d'inscription si la capacité d'accueil est atteinte.

4. **Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement :**
   Peuvent en bénéficier tous les enfants de 3 à 12 ans.
   Sont admis en priorité les enfants dont les membres du foyer travaillent et résident dans notre commune.

   Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement étant déclarés auprès de la Direction Départementale de la Jeunesse, de l'Engagement et du Sport, ils ont une capacité d'accueil limitée, en fonction des locaux et du taux d'encadrement. Par conséquent, la Ville peut être amenée à refuser une demande d'inscription si la capacité d'accueil est atteinte.

5. **Dérogations :**
   Des demandes de dérogations peuvent être formulées par les familles pour chacun des services précités; chaque situation sera examinée par la Commission présidée par Monsieur le Maire ou son représentant, et la décision sera prise en considérant l'intérêt de l'enfant et de sa famille.

TITRE 4 : INSCRIPTIONS - MODIFICATIONS :

1. **La restauration scolaire et les accueils périscolaires :**
   Les demandes d'inscription sont réalisées pour l'année scolaire par le biais du Dossier Enfant mentionnant les jours de fréquentation souhaités.

   Pour un renouvellement d'inscription : le dossier doit être impérativement constitué pendant l'été, dans le délai fixé par le service Education-Jeunesse.

Pour les nouveaux arrivants en cours d'année scolaire : le dossier devra impérativement être déposé avant la fin de la première semaine de présence de l'enfant.

En cas de non-respect de ces délais, le service Education contactera la famille pour convenir d'un rendez-vous pour la constitution du dossier.

Les familles peuvent modifier leurs réservations de la manière suivante :

• Pour les jours de la semaine en cours : sur l'école auprès du personnel périscolaire, jusqu'au matin-même avant l'heure d'entrée en classe.

• Pour les semaines suivantes : Les familles peuvent saisir, grâce à leurs codes d'accès confidentiels, leurs demandes de réservation et d'annulation de repas et d'accueils du soir sur le site de la ville Rubrique Enfance et Jeunesse / Espace Accueil Famille, jusqu'au vendredi matin avant 8h00.

Les familles qui déposent une demande de modification sur le site Espace Accueil Famille reçoivent une réponse du service par courriel, et peuvent par la suite visualiser leur calendrier de réservations.

2. L'aide aux devoirs :

Les demandes d'inscription sont effectuées par le biais du Dossier Enfant pour l'année scolaire.
Les demandes de modification, annulation ou rajout, ne pourront s'effectuer que par période, soit sur le site Espace Famille, soit auprès du service Education-Jeunesse. Cinq périodes sont identifiées, de vacances à vacances.
Aucune modification – annulation ou rajout – ne sera acceptée sur la période en cours.

Pour les élèves nouveaux arrivants en cours d'année scolaire, ou à la demande d'un enseignant dans l'intérêt de l'enfant, une inscription pourra être acceptée, si la capacité d'accueil n'est pas atteinte.

3. Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement :

Sur une année scolaire, quatre périodes d'inscription sont identifiées pour les vacances scolaires. Ces périodes sont communiquées par service Education-Jeunesse et consultables sur le site de la Ville dans la Rubrique Enfance et Jeunesse. Elles permettent aux familles d'anticiper et de réserver en fonction de leurs besoins, et à la Ville d'organiser au mieux le fonctionnement des accueils.

Les familles peuvent saisir, grâce à leurs codes d'accès confidentiels, leurs demandes de réservations et de modifications sur le site Espace Accueil Famille dans les délais suivants :

- Pour les mercredis : jusqu'au lundi précédent avant 8h00 ;
- Pour les petites vacances scolaires (Toussaint, Hiver, Printemps) : jusqu'à onze jours* avant le premier jour des vacances ;
- Pour l'été : jusqu'à vingt jours* avant le premier jour de chaque mois.

Les familles n'ayant pas d'accès Internet peuvent également, dans les mêmes délais, venir directement au service renseigner une demande de réservation et de modification.

* *x jours : samedi et dimanche inclus.*

Après examen des demandes, un courriel d'acceptation ou de refus sera adressé aux familles.

TITRE 5 : TARIFICATION

Les tarifs de la restauration scolaire, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement de l'année scolaire N+1, ainsi que leur mode de calcul, sont fixés chaque année par délibération présentée en Conseil Municipal.

1. **La restauration scolaire :**
   Les tarifs de la restauration scolaire auxquels peut s'appliquer une dégressivité sont calculés par le service Education-Jeunesse en fonction des ressources du foyer, sur présentation de pièces justificatives mentionnées sur le Dossier Enfant et conformément à la délibération annuelle des tarifs municipaux. La Ville prend en charge une partie du coût réel des repas.

2. **Les accueils périscolaires :**
   Les tarifs des accueils périscolaires sont calculés en fonction du quotient familial de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde, auquel s'applique un taux d'effort.

   Le Ville de la Teste de Buch et son partenaire, la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, participent aux frais des accueils périscolaires.

3. **L'aide aux devoirs :**
   Les tarifs des séances d'aide aux devoirs sont fixés en fonction du quotient familial de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde.

4. **Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement :**
   La participation demandée aux familles est calculée en fonction de leur quotient familial de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, auquel est appliqué un taux d'effort fixé par délibération du Conseil Municipal. Un tarif « plancher » et un tarif « plafond », révisables tous les ans, s'appliquent à toutes les familles résidant sur la Ville de La Teste de Buch, un justificatif de résidence du ou des représentants légaux faisant foi.

   Un tarif modulé et spécifique est prévu pour les familles extérieures à la commune.

   Le tarif A.L.S.H. comprend le transport, l'accueil du matin et du soir, le repas du midi, le goûter et les animations. Le tarif des stages sportifs correspond à celui de la Journée A.L.S.H., appliqué sur la semaine complète. La participation demandée aux familles ne représente qu'une partie du coût réel. La Ville de La Teste de Buch et son principal partenaire, la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde compensent la différence.

TITRE 6 : FACTURATION

1. La restauration scolaire :

La société en charge de la Délégation de Service Public est responsable de la facturation et de l'encaissement auprès des familles. Tout problème lié à la facturation ou au règlement des prestations se solutionne donc entre les familles et le prestataire titulaire du moment. Il en sera de même pour les repas ne respectant pas les conditions d'admission du Titre 3.

Une facturation mensuelle à destination des familles est établie par le concessionnaire. Elle intervient à mois échu.

Tout repas non réservé dans les délais impartis fera l'objet d'une facturation différenciée, au tarif le plus élevé, conformément à la délibération municipale annuelle des tarifs publics.

L'accueil exceptionnel d'un enfant à la restauration, sous réserve d'une autorisation par la Ville, donnera lieu également à l'application du tarif repas non réservé.

2. Les accueils périscolaires, l'aide aux devoirs et les accueils de loisirs sans hébergement :

Une facture globale, regroupant les diverses activités précitées, est établie par la Ville à chaque fin de mois. Le paiement doit impérativement intervenir avant la date limite mentionnée sur la facture.

Chaque journée réservée est facturée, sauf si une demande d'annulation a été transmise dans les délais impartis *(cf Titre 4 : Inscription-Modification)*

Concernant les accueils périscolaires du soir, tout accueil non réservé dans les délais impartis fera l'objet d'une facturation différenciée, au tarif le plus élevé, conformément à la délibération municipale annuelle des tarifs publics.

L'accueil exceptionnel d'un enfant à l'accueil périscolaire du soir, sous réserve d'une autorisation par la Ville, donnera lieu également à l'application du tarif accueil du soir non réservé.

Toute journée ou demi-journée d'A.L.S.H. commencée est due.

3. Une démarche éco responsable :

En début d'année scolaire, la société en charge de la restauration scolaire et la Ville, pour les services péri et extrascolaires, proposent à chaque famille d'adhérer à la facture en ligne et ne plus recevoir de facture papier par courrier.

Afin d'encourager les démarches éco responsables des familles tout au long de l'année, un courriel joignant les factures sous format PDF sera envoyé à tous chaque mois, avec un rappel pour adhérer à la facture en ligne.

4. Différents modes de paiement sont proposés :

- Par prélèvement automatique,
- En ligne sur le site sécurisé de l'Espace Accueil Famille :

https://latestedebuch.espace-famille.net/latestedebuch/index.do

• Par chèque libellé à l'ordre de la société de restauration pour la cantine et à l'ordre de « Régie A.L.S.H. et périscolaire » pour le péri et l'extrascolaire,

• Par Chèque Emploi Service Universel (C.E.S.U.), *uniquement pour le péri et l'extrascolaire,*

• En numéraire directement à l'Espace Accueil Familles

• Pour les règlements en chèque et numéraire de la restauration scolaire, la société délégataire assure une permanence à la Cuisine Centrale.

TITRE 7 : NON PAIEMENT

En cas de difficultés financières, les familles sont invitées à se rapprocher dans les meilleurs délais du service Education-Jeunesse qui étudiera leur situation, en lien avec le CCAS, et proposera un accompagnement.

1. **La restauration scolaire** : la procédure de recouvrement mise en œuvre par la société délégataire est, à titre d'information, la suivante :

- Edition de la facture à mois échu ;
- Relance 8 jours après l'émission de la facture ;
- Relance 8 jours après la première relance ;
- Mise en contentieux, avec frais dans un délai de 1 à 20 jours après validation par la Ville ;
- A défaut de paiement de la dette dans les délais impartis, la Ville en est informée et la créance sera majorée des frais de recouvrement contentieux par le cabinet de recouvrement, et une pénalité forfaitaire de 70 euros sera prononcée en application du présent règlement de service.

2. **Les accueils périscolaires, aides aux devoirs et accueils loisirs sans hébergement** : la ville procède de la manière suivante :

- Edition de la facture à mois échu ;
- Relance 15 jours après l'émission de la facture ;
- Transmission des factures impayées au Trésor Public pour émission d'un titre de recette.

Interruption de l'admission :

La ville se réserve le droit d'interrompre l'admission des enfants aux services de restauration et d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement si elle constate un montant d'impayés supérieur ou égal à 60 euros.

TITRE 8 : ABSENCES

Les absences constatées sur les différentes activités font l'objet d'une facturation si elles ne sont pas justifiées par la présentation :

- d'un certificat médical de l'enfant, ou d'un de ses proches s'il s'agit d'une maladie contagieuse ;
- d'un justificatif de réunion solennelle de famille (mariage ou décès) ;
- d'un empêchement causé par un accident durant le transport.

Les justificatifs sont à adresser par tout moyen et uniquement au service Education-Jeunesse dans les délais suivants :

1. Pour la restauration scolaire, l'accueil périscolaire et les aides aux devoirs :

Au plus tard dans les huit jours suivant le premier jour d'absence.

2.Pour les Accueils de Loisirs Sans Hébergement :

a. ALSH du mercredi : avant la fin de la semaine concernée ;

b. ALSH des vacances : au plus tard dans les huit jours suivant le premier jour d'absence.

Pour des raisons d'organisation et de sécurité dans les A.L.S.H., en cas d'absence imprévue le jour J, les parents doivent prévenir dès que possible le matin le centre.

En raison d'un grand nombre de demandes d'accueils sur nos ALSH qui ne sont pas réalisées, la Ville interrompra l'admission des enfants au sein de ces structures pour une période de 3 mois et dès la troisième absence injustifiée sur le mois.

TITRE 9 : RETARDS

Il est demandé aux parents de respecter les horaires des accueils.

Tout empêchement ne permettant pas aux parents de venir chercher l'enfant avant 18h30 doit être signalé par téléphone au personnel municipal.

En cas d'impossibilité par le personnel de contacter les parents, il sera fait appel aux personnes ressources mentionnées sur le Dossier Enfant. A défaut, et en dernier recours, il sera fait appel aux services de Police.

Le non-respect des horaires entraînera les sanctions suivantes :

- 1er retard : rappel des horaires par le personnel et attestation de retard à remplir ;

- 2ème retard : envoi d'un courrier rappelant les horaires et invitant les parents à trouver une solution aux problèmes éventuels ;
- 3ème retard : rencontre avec le responsable de service ;
- 4ème retard : exclusion d'une semaine de l'accueil périscolaire ;
- 5ème retard : exclusion définitive pour l'année scolaire de l'accueil périscolaire.

TITRE 10 : SANTE - SECURITE

Un enfant fébrile ne pourra pas être accueilli sur l'accueil de loisirs ou l'accueil périscolaire.

De même, si un état de fébrilité se déclare au cours de la journée, la famille sera contactée. Selon le degré de gravité, il sera demandé au parent de venir le chercher. Il est donc essentiel que le Dossier Enfant soit correctement complété et que les coordonnées téléphoniques des représentants légaux et des personnes ressources soient mises à jour par les familles.

Les allergies et tout autre aspect relatif à la santé de l'enfant doivent impérativement être signalés au moment de l'inscription et mentionnés sur la fiche sanitaire de liaison.

En cas d'accident même d'apparence bénigne, la direction fera appel au Samu ou aux Pompiers, seuls habilités à évaluer la blessure et à assurer si besoin les conditions de transport à l'hôpital. La famille sera prévenue simultanément, ou à défaut, les personnes ressources.

Aucun médicament ne pourra être administré à un enfant, sauf dans le cadre précis d'un Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I.). Ce projet est établi en début d'année scolaire ou en cours d'année, entre les parents, le Directeur d'école, le médecin scolaire et Monsieur le Maire ou son représentant.

Ainsi, **toute allergie alimentaire ou toute pathologie doivent impérativement être signalées** afin de mettre en place un protocole d'accueil adéquat. L'enfant présentant une allergie alimentaire et faisant l'objet d'un P.A.I. peut porter son repas et le manger dans le réfectoire.

Concernant la sécurité, les enfants ne doivent ni porter sur eux, ni amener aucun objet personnel ou de valeur. La Ville décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol.

Afin d'éviter des erreurs ou des pertes de vêtements, il est conseillé de marquer ces derniers au nom de l'enfant, notamment pour les accueils de loisirs sans hébergement.

TITRE 11 : DISCIPLINE

L'enfant doit respecter le personnel municipal mais également le matériel et le mobilier mis à sa disposition, ainsi que les produits alimentaires servis.

Toute attitude perturbant le bon déroulement des accueils (langage grossier, insulte, dégradation, violence,) fera l'objet d'une rencontre entre la direction de la structure et le ou les représentants légaux de l'enfant, afin d'évoquer les soucis rencontrés et rechercher ensemble des solutions.

Tout écart de langage ou de conduite constaté par le personnel municipal entraînera les sanctions suivantes :

• 1er avertissement : sanction laissée à l'appréciation du personnel sous couvert de l'autorité municipale, et information orale du parent par la direction de la structure ;
• 2ème avertissement : envoi d'un courrier à au(x) représentant(s) de l'enfant ;
• 3ème avertissement : exclusion d'une semaine ;
• 4ème avertissement : exclusion définitive pour l'année scolaire.

Les représentants de l'enfant s'engagent à respecter et à faire respecter par leur enfant le présent règlement, ayant pour objectifs le bon déroulement des temps d'accueil ainsi qu'une qualité des services rendus aux familles.

Patrick DAVET,

Maire de La Teste de Buch

Règlement approuvé par délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2022

Monsieur PASTOUREAU :

Avant je voudrais rappeler qu'il y a eu sur les réseaux sociaux une petite émotion à propos du nombre d'enfants qui ne seraient pas accueillis dans les ALSH cet été. Nous avons rétabli les vrais chiffres qui sont beaucoup moins importants que ceux qui étaient annoncés.

Nous avons réfléchi à cette question, durant les vacances de printemps avec les services on a visité les ALSH, je m'étais ému que beaucoup de places étaient vacantes du fait que les parents inscrivent les enfants mais ne les amènent pas. Cela est un vrai problème, l'ALSH du Pyla on a 70 places il y a que 52 enfants de présents. Pour l'essentiel de ces cas il n'y avait aucun coup de téléphone, aucune excuse, rien.

La délibération d'aujourd'hui est une première réponse à cette émotion relayée par les réseaux sociaux. L'année dernière on n'a pas eu de problèmes, c'était l'année du covid, on ne s'est pas posé la question, mais dans les futurs projets on essaiera de regarder comment ça va se passer, de regarder le nombre d'enfants qui ne sera pas admis sachant qu'il y a une offre complémentaire avec la COBAS.

Ceci est la 1ère réponse à ce problème qui a été évoqué par certains parents.

Lecture de la délibération

Madame PHILIPP :

J'ai pu voir moi aussi sur les réseaux sociaux l'émotion de certaines personnes, et c'est vrai que c'est une vraie problématique, savez-vous pourquoi ils bloquent les places et qu'ils ne mettent pas les enfants ?

Est-ce que c'est dans le stress de se retrouver sans solution, cette exclusion automatique pour 3 mois peut sembler un peu rude, est-ce que vous allez faire du cas par cas, pour les familles qui sont sans solution et que les 2 parents travaillent c'est une vraie inquiétude même si on sait que la commune ne peut pas tout solutionner.

Monsieur le Maire :

Juste dire on s'est aperçus que ceux qui le font c'est toujours les mêmes, si eux ils ont du stress ils en créent aussi à ceux qui n'ont pas de place alors qu'ils savent qu'il y a des places vacantes.

Au bout d'un moment il faut mettre une règle et c'est ce que nous faisons.

Monsieur PASTOUREAU :

D'autant plus que les gens préfèrent payer, ils payent mais ne mettent pas leur enfant, il y a toutes sortes d'explications, il y en a ils ont les grands-parents, il y en a qui partent en voyage mais au cas où ils ne partent pas on aura la place de réservé.

Si c'était un phénomène marginal ce n'est pas très grave, mais 18 places sur 70 c'est énorme, et la mairie paye quand même le personnel et tout ce qui va avec alors que ça ne sert pas.

Ce sont des absences injustifiées bien évidemment, si la personne téléphone en disant mon enfant est malade et fournit un certificat elle ne sera pas concernée. Il faut bien un jour ou l'autre mettre une limite, il nous manquait une quarantaine de places, vous imaginez 18 sur un seul ALSH, vous multipliez par 3 mais on ne doit pas être loin des 40 places qui manquent.

Je ne dis pas que cela va solutionner la totalité du problème, mais on essaiera quand même de fournir un maximum de propositions aux parents qui nous font des demandes.

Madame PHILIPP :

Mais quand ils bloquent pour l'année, ils peuvent annuler, et ils ne le font pas ?

Monsieur PASTOUREAU :

Oui, et c'est bien là le problème,

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau aujourd'hui tout le monde a la réponse, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2022-06-312**

TARIFS PUBLICS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE ET DU SERVICE EDUCATION-JEUNESSE

A partir du 1er septembre 2022 pour l'ensemble des tarifs, à l'exception de ceux de l'ALSH 11-17 ans qui entrent en vigueur à partir du 1er octobre 2022

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2331-2,

Mes chers collègues,

Considérant que pour chaque rentrée scolaire, le conseil municipal fixe les tarifs de la restauration scolaire et municipale, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs et des accueils de loisirs sans hébergement.

Considérant que les tarifs dégressifs de la restauration scolaire sont calculés par le service Education-Jeunesse de la façon suivante : Revenus mensuels nets imposables du foyer + Prestations familiales + Pension alimentaire versée ou à déduire, à diviser par *le nombre de parts* = Quotient Familial.

Considérant que la référence pour le calcul des tarifs des services périscolaires et extrascolaires est le Quotient Familial de la Caisse d'Allocations Familiales et de la Mutualité Sociale Agricole de la Gironde.

Considérant que pour les familles non affiliées à ces deux organismes, le service Education-Jeunesse détermine le quotient familial au vu des revenus du foyer, selon le même mode de calcul de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.

Considérant qu'au vu des bilans annuels réalisés par les services, il vous est proposé de maintenir les tarifs appliqués aux familles et aux usagers pour l'année scolaire 2022-2023.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 28 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les tarifs ci-dessous,
- AUTORISER le Maire à les diffuser aux familles et aux usagers et à les faire appliquer.

TARIFS VIE EDUCATIVE ET JEUNESSE

TARIFS SERVICES PERISCOLAIRES - RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE

Tarifs T.T.C. applicables à partir du 1er septembre 2022 jusqu'au 31 août 2023

Les accueils périscolaires étant subventionnés par la CAF, les tarifs sont déterminés en fonction du Quotient CAF des familles.

QUOTIENT PLANCHER : 400
QUOTIENT PLAFOND : 1200

ACCUEILS PERISCOLAIRES	FORMULES ET TARIFS		
	Formules:	Tarif plancher	Tarif plafond
Accueil du matin	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,00116	0,46 €	1,39 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		0,93 €
Accueil du soir	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,00231	0,92 €	2,77 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		1,85 €
	Accueil du soir non réservé		5,00 €
Accueil du soir pour PAI	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,00184	0,74 €	2,21 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		1,47 €
Aide aux devoirs	Tarifs plancher et plafond sans taux d'effort	2,04 €	3,64 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		2,84 €

Les tarifs de la restauration scolaire sont calculés par le service Education, et prennent en compte les revenus mensuels nets imposables du foyer, les prestations familiales, les pensions alimentaires versées ou à déduire.

QUOTIENT PLANCHER : 400
QUOTIENT PLAFOND : 1100

RESTAURATION SCOLAIRE	QUOTIENTS FAMILIAUX	FORMULES ET TARIFS	
Repas	Inf ou égal à 400	Tarif plancher	0,98 €
	De 401 jusqu'à 600	QFX0,64/200-0,30	de 0,98€ à 1,62€
	De 601 jusqu'à 800	QFX0,57/200-0,09	de 1,62€ à 2,19€
	De 801 jusqu'à 1000	QFX0,81/200-1,05	de 2,19€ à 3,00€
	De 1001 jusqu'à 1100	QFX0,70/100-4,00	de 3,00€ à 3,70€
	Sup à 1100 et extérieurs	Tarif plafond	3,70 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		2,19 €
Repas non réservé maternelle			5,18 €
Repas non réservé élémentaire			5,42 €
Repas PAI	Inf ou égal à 400	Tarif plancher	0,51 €
	De 401 jusqu'à 600	QFX0,24/200+0,03	de 0,51€ à 0,75€
	De 601 jusqu'à 800	QFX0,23/200+0,06	de 0,75€ à 0,98€
	De 801 jusqu'à 1000	QFX0,18/200+0,26	de 0,98€ à 1,16€
	De 1001 jusqu'à 1100	QFX0,28/100-1,64	de 1,16€ à 1,44€
	Sup à 1100 et extérieurs	Tarif plafond	1,44 €
	Pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil (si les revenus des parents biologiques sont inconnus)		0,98 €

Repas adultes servies dans les écoles (facturés par le prestataire dans le cadre de la DSP) :		
Personnel municipal affecté dans les écoles		3,70€ TTC
Enseignants, Personnel Inspection Académique, Parents d'élèves		5,43€ TTC

Cas dérogatoires de familles extérieures pouvant bénéficier des tarifs communaux:

. Les familles dont les enfants sont scolarisés en classe de U.L.I.S. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent.

. Les familles en garde alternée quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

RESTAURATION MUNICIPALE (libre choix du plateau repas - TVA 10%) :		TARIFS
Personnel ville- CCAS - Stagiaires de l'enseignement (prises en compte des droits d'admission)		2,41€ TTC
Repas adulte services publics autre que la ville et le CCAS		Pas de participation de la Ville

TARIFS DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 3-12 ANS

Tarifs T.T.C. applicables à partir du 1er septembre 2022 jusqu'au 31 août 2023

Les A.L.S.H. étant subventionnés par la CAF, les tarifs sont déterminés en fonction du Quotient CAF des familles.

QUOTIENT PLANCHER : 300
QUOTIENT PLAFOND : 1200

A.L.S.H. 3-12 ans Mercredi et vacances	**FORMULES ET TARIFS**		
	Formules:	Tarif plancher	Tarif plafond
Pour les familles résidant sur La Teste de Buch			
1/2 Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,0075	2,25 €	9,00 €
Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,01	3,00 €	12,00 €
Pour les familles extérieures			
1/2 Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,01125	3,38 €	13,50 €
Journée avec repas	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,015	4,50 €	18,00 €
Pour les familles résidant sur La Teste de Buch et extérieures			
1/2 Journée pour PAI	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,0066	1,98 €	7,92 €
Journée pour PAI	Quotient CAF x taux d'effort fixé à 0,009	2,70 €	10,80 €
1/2 Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus			6,75 €
Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus			9,00 €
1/2 Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus et déclaré en PAI alimentaire			5,94 €
Journée pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil si les revenus des parents biologiques sont inconnus et déclaré en PAI alimentaire			8,10 €

TARIFS Du MULTI-SITES 11-17 ANS

Tarifs T.T.C. applicables à partir du 1er octobre 2022 jusqu'au 30 septembre 2023

Déclaré A.L.S.H. l'accueil Multi-sites est subventionné par la CAF; les tarifs sont déterminés en fonction du Quotient CAF des familles.

QUOTIENT PLANCHER : 500
QUOTIENT PLAFOND : 1200

	FORMULES ET TARIFS	
	Tranches	Tarif
Pour les familles résidant sur La Teste de Buch		
Adhésion annuelle	Quotient CAF de 0 à 500	3,00 €
	Quotient CAF de 501 à 900	6,00 €
	Quotient CAF de 901 à 1200 et plus	9,00 €
Participation aux activités payantes	Quelque soit le Quotient Familial	30% du coût
Participation aux séjours	Quotient CAF de 0 à 500	15% du coût
	Quotient CAF de 501 à 900	20% du coût
	Quotient CAF de 901 à 1200 et plus	30% du coût
Pour les familles extérieures		
Adhésion annuelle	Quelque soit le Quotient Familial	15,00 €
Participation aux activités payantes	Quelque soit le Quotient Familial	30% du coût
Participation aux séjours	Quelque soit le Quotient Familial	40% du coût

Cas dérogatoires de familles extérieures pouvant bénéficier des tarifs communaux:

. Les familles dont les enfants sont scolarisés en classe de U.L.I.S. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent.

. Les familles en garde alternée quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

TARIFS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE ET DU SERVICE EDUCATION-JEUNESSE

A partir du 1er septembre 2022 pour l'ensemble des tarifs, à l'exception de ceux de l'ALSH 11-17 ans qui entrent en vigueur à partir du 1er octobre 2022

Note explicative de synthèse

RAPPEL DES TARIFS EN VIGUEUR

Les tarifs de la restauration scolaire et municipale, des accueils périscolaires, des accueils de loisirs sans hébergement et des aides aux devoirs sont fixés chaque année en application des délibérations du Conseil Municipal.

Les tarifs en vigueur sont les suivants :

1- LES REPAS SCOLAIRES

Dans le cadre de la Délégation de Service Public de la restauration collective de la Ville et du C.C.A.S., les repas sont facturés aux familles par la société délégataire.

Les tarifs dégressifs de la restauration scolaire, accordés aux familles domiciliées sur la commune, sont calculés par le service Education de la façon suivante :
Revenus mensuels nets imposables du foyer + Prestations familiales + Pension alimentaire versée ou à déduire, à diviser par *le nombre de parts* = Quotient Familial.

Le Quotient Familial appartient ensuite à l'une des cinq tranches, chacune ayant un coefficient multiplicateur qui détermine le tarif du foyer.

Le nombre de parts est calculé comme suit :
1 personne seule ou 2 parents : 2 parts
1 enfant à charge : 0.5 part
Le troisième enfant : 1 part
A partir du quatrième enfant, un enfant compte 0.5 part.

Le montant global des revenus mensuels du foyer à ne pas dépasser pour prétendre à un tarif dégressif sont les suivants :

1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	5 enfants
2 750 €	3 300 €	4 400 €	4 950 €	5 500 €

Les pièces à fournir pour l'ensemble du foyer pour le calcul d'un tarif dégressif à la restauration :

- ✓ Le dernier Avis d'imposition (sur les revenus de l'année N-1),
- ✓ Les 3 derniers bulletins de salaire,
- ✓ Les attestations d'allocations CAF ou MSA,
- ✓ L'avis de paiement Assedic ou indemnités journalières de Sécurité Sociale,
- ✓ Un justificatif de pension alimentaire perçue ou versée.

Tarif des repas enfants :

Quotient familial inférieur ou égal à 400 **0.98 €**

Quotient familial supérieur à 400 jusqu'à 600 **de 0.98 à 1.62 €**
selon la formule : *QF x 0.64 : 200 – 0.30*

Quotient familial supérieur à 600 jusqu'à 800 **de 1.62 € à 2.19 €**
selon la formule : *QF x 0.57 : 200 – 0.09*

Quotient familial supérieur à 800 jusqu'à 1000 **de 2.19 € à 3.00 €**
selon la formule : *QF x 0.81 : 200 – 1.05*

Quotient familial supérieur à 1000 jusqu'à 1100 **de 3.00 € à 3.70 €**
Selon la formule : *QF x 0.70 : 100 – 4.00*

Quotient familial supérieur à 1100 et extérieurs **3.70 €**

Tarif repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil : 2.19 €
(si les revenus des parents biologiques sont inconnus)

Tarif des repas non réservés dans les délais impartis :
Les délais de réservation sont les suivants : pour la semaine en cours, auprès du personnel municipal de l'école avant l'heure d'entrée en classe ; pour les semaines suivantes, jusqu'au vendredi précédent avant 8 heures sur le site Espace Accueil Famille. En dehors de ces délais, les tarifs appliqués sont les suivants :
Repas maternelle non réservé **5.18 €**
Repas élémentaire non réservé **5.42 €**

Tarif des repas enfants déclarés en PAI (repas fourni par la famille) :

Quotient familial inférieur ou égal à 400 **0.51 €**

Quotient familial supérieur à 400 jusqu'à 600 **de 0.51 € à 0.75 €**
Selon la formule : *QF x 0.24 : 200 + 0.03*

Quotient familial supérieur à 600 jusqu'à 800 **de 0.75 € à 0.98 €**
Selon la formule : *QF x 0.23 : 200 + 0.06*

Quotient familial supérieur à 800 jusqu'à 1000 **de 0.98 € à 1.16 €**
Selon la formule : *QF x 0.18 : 200 + 0.26*

Quotient familial supérieur à 1000 jusqu'à 1100 **de 1.16 € à 1.44 €**
Selon la formule : *QF x 0.28 : 100 – 1.64*

Quotient familial supérieur à 1100 et extérieurs **1.44 €**

Tarif repas PAI pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil : 0.98 €
(si les revenus des parents biologiques sont inconnus)

Tarifs des repas adultes servis dans les écoles :

Personnel municipal affecté dans les écoles : **3.70 €**
Enseignants, personnel Inspection Académique, parents d'élèves : **5.43 €**

2- LES ACCUEILS PERISCOLAIRES

Nos accueils périscolaires, ouverts avant la classe et après la classe, sont déclarés « Accueils de Loisirs Sans Hébergement » auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et sont de ce fait subventionnés par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde. Ils sont facturés par la Ville en fonction du Quotient Familial C.A.F ou M.S.A. de la Gironde.

Le Quotient familial C.A.F. et M.S.A. plancher est fixé à 400 et le Quotient C.A.F. et M.S.A. plafond est fixé à 1200. Le quotient plafond est appliqué aux familles extérieures.

Tarif accueil du matin : **0.46 € à 1.39 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule : Quotient C.A.F. x 0.00116

Tarif accueil du matin pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 0.93 €**

Tarif accueil du soir : **0.92 € à 2.77 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule : Quotient C.A.F. x 0.00231

Tarif accueil du soir pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 1.85 €**

Tarif accueil du soir pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans goûter) : **0.74 € à 2.21 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.00184

Tarif accueil du soir PAI pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 1.47 €**

Tarif pour accueil du soir non réservé : 5.00 €

Les tarifs de l'accueil du soir comprennent le goûter (à l'exception des PAI) et les activités périscolaires mises en œuvre sur ce temps.

3- LES SEANCES D'AIDE AUX DEVOIRS

Tarif de la séance :
Pour Quotients C.A.F. inférieurs à 1200 : **2.04 €**
Pour Quotients C.A.F. égal ou supérieurs à 1200 et familles extérieures : **3.64 €**

Tarif séance aide aux devoirs pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 2.84 €**

4- LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 3-12 ANS

Les Accueils de Loisirs Sans Hébergement sont, comme les accueils périscolaires, déclarés auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et subventionnés par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde. Ils sont facturés par la Ville en fonction du Quotient Familial C.A.F ou M.S.A. de la Gironde.

Le Quotient familial C.A.F. et M.S.A. plancher est fixé à 300 et le Quotient C.A.F. et M.S.A. plafond est fixé à 1200.

Pour les familles résidant à La Teste de Buch :
Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi avec repas : **2.25 € à 9.00 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.0075

Tarif de la journée du mercredi et des vacances : **3.00 € à 12.00 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.01

Pour les familles extérieures :
Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi avec repas : **3.38 € à 13.50 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.01125

Tarif de la journée du mercredi et des vacances : **4.50 € à 18.00 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.015

Pour les familles résidant à La Teste de Buch et extérieures :
Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : **1.98 € à 7.92 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.0066

Tarif de la journée du mercredi et des vacances pour un enfant déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : **2.70 € à 10.80 €** en fonction du quotient C.A.F. selon la formule :
Quotient C.A.F. x 0.009

Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi avec repas pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 6.75 €**

Tarif de la journée du mercredi et des vacances pour enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **: 9.00 €**

Tarif de la demi-journée (matin ou après-midi) du mercredi pour un enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus, **et déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : 5.94 €**

Tarif de la journée du mercredi et des vacances pour un enfant placé en famille ou foyer d'accueil, si les revenus des parents biologiques sont inconnus **et déclaré en PAI alimentaire (sans repas et sans goûter) : 8.10 €**

Les tarifs comprennent les repas, les goûters, sauf pour les enfants déclarés en PAI alimentaire, et les activités et les sorties proposées.

5- LES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 11-17 ANS

Les dispositifs d'accueil des jeunes de 11 à 17 ans sont regroupés en un secteur dénommé l'Entrep(o)tes, déclaré auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et subventionné par la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde. Les tarifs sont fixés par la Ville en fonction du Quotient Familial C.A.F ou M.S.A. de la Gironde.

• Adhésion annuelle :

Pour les familles résidant à La Teste de Buch :

Le tarif de l'adhésion annuelle est déterminé en fonction du Quotient Familial :

Tarif pour un Quotient Familial de 0 à 500 : **3.00 €**
Tarif pour un Quotient Familial de 501 à 900 : **6.00 €**
Tarif pour un Quotient Familial de 901 à 1200 et plus : **9.00 €**

Pour les familles extérieures :

Tarif de l'adhésion annuelle : 15 €

L'adhésion annuelle ouvre droit à :

- Un accueil libre sur les sites fixes avec des projets et des activités proposées par l'équipe d'animation,
- Un accueil sur des pratiques culturelles, sportives, culinaires …, développées au sein des « Stages curieux »,
- L'accompagnement à la scolarité,
- L'accompagnement de projets de jeunes et de la Junior Association.

• Participation des familles aux coûts de certaines activités payantes dites « de consommation » : 30% du coût de l'activité, *pour les familles résidant à La Teste de Buch et extérieures.*

• Participation des familles aux coûts des séjours :

Pour les familles résidant à La Teste de Buch :

La participation des familles aux coûts des séjours est déterminée en fonction du Quotient Familial :

Taux de participation pour un Quotient Familial de 0 à 500 : **15%**
Taux de participation pour un Quotient Familial de 501 à 900 : **20%**
Taux de participation pour un Quotient Familial de 901 à 1200 et plus : **30%**

Pour les familles extérieures :

Taux de participation : 40%

• Tarifs de vente de petits articles de restauration :

Boissons 33cl	1.00 €
Boissons 20 cl	0.50 €
Boissons chaudes	0.50 €
Soupes	0.50 €
Barres chocolatées	0.50 €
Sachet individuel de gâteaux	0.50 €
Compote individuelle	0.50 €

Pour tous les services précités, des familles domiciliées en dehors de la commune de La Teste de Buch peuvent bénéficier, par dérogation, des tarifs dégressifs, dans les conditions suivantes :

. Les familles extérieures dont les enfants sont scolarisées en U.L.I.S. dans les écoles Gambetta et Saint Vincent,

. Les familles en garde alternée quand l'un des parents est domicilié sur la commune et que l'enfant est inscrit dans une école de la commune.

6- LA RESTAURATION MUNICIPALE

Le self municipal est organisé en cafétéria et offre quatre catégories d'entrées, de plats, de fromages et de desserts. Les usagers peuvent donc composer librement leur plateau repas, dont le prix est fixé en fonction de leurs choix.

La Ville participe pour le personnel de la Ville et du CCAS, et pour les stagiaires de l'Enseignement, en prenant à sa charge les droits d'admission d'un montant de 2.41 euros TTC.

BILAN DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

La Ville a signé un contrat de Délégation de Service Public de la restauration collective avec la société SOGERES, pour une période de cinq ans, du 1er septembre 2018 jusqu'à sept jours calendaires avant l'année scolaire 2023-2024.

Le périmètre de délégation comprend, pour la Ville, la restauration scolaire, la restauration des accueils de loisirs et la restauration des personnels municipaux. Dans son cahier des charges, la Commune a mis l'accent sur la qualité des repas servis, en termes d'équilibre alimentaire, d'origine des produits entrant dans leur composition, de fabrication sur place, de qualité gustative et de variété, tout en restant dans une maîtrise forte des coûts de production et une amélioration du rapport qualité/prix.

Année scolaire 2018-2019

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,56 €	0,98 €	21%	3,58 €	79%
	3,70 €	81%	0,86 €	19%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,81 €	0,98 €	20%	3,83 €	80%
	3,70 €	77%	1,11 €	23%

Année scolaire 2019-2020

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,66 €	0,98 €	21%	3,68 €	79%
	3,70 €	79%	0,96 €	21%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,89 €	0,98 €	20%	3,91 €	80%
	3,70 €	76%	1,19 €	24%

Année scolaire 2020-2021

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,77 €	0,98 €	21%	3,77 €	79%
	3,70 €	78%	1,07 €	22%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
5,01 €	0,98 €	20%	3,91 €	80%
	3,70 €	74%	1,19 €	26%

Année scolaire 2021-2022

Prix d'un Repas maternelle	Participation des familles		Reste à charge Ville	
4,78 €	0,98 €	20,50%	3,80 €	79,50%
	3,70 €	77,41%	1,08 €	22,59%
Prix d'un Repas élémentaire	Participation des familles		Reste à charge Ville	
5,02 €	0,98 €	19,52%	4,04 €	80,48%
	3,70 €	73,71%	1,32 €	26 ,29%

L'évolution des tarifs dégressifs accordés aux familles :
Le pourcentage des tarifs dégressifs accordés aux familles en fonction de leurs revenus s'élève à 23% en 2020-2021(contre 26% en 2019-2020).

Conformément au contrat de délégation de service public, la révision des prix sera communiquée par Sogeres à la ville au mois de juillet pour application au 1er septembre. Les nouveaux tarifs 2022-2023 ne sont donc pas connus à ce jour.

Le bilan annuel 2020-2021 montre une hausse du nombre de repas enfants scolaires par rapport 2019-2020 (181 175 contre 139 503) impactée à la crise sanitaire et à la période de fermeture des établissements scolaires. Pour rappel, le bilan 2018-2019 faisait apparaître un total de repas enfants de 192 634.

Parallèlement, le reste à charge de la Ville s'élève à 290 080€. Son taux reste équivalent à celui de l'année précédente puisqu'il représente 32% du prix total des repas.

BILAN ANNUEL 2019-2020		
Type de repas	Nbre repas	Coût repas
Repas maternelles livrés	44 841	208 779,70 €
Repas élémentaires livrés	94662	463 181,17 €
Repas adultes livrés	449	2 592,53 €
Total des repas	**139 952**	**674 553,40 €**
Facturation aux familles	68%	459 307,52 €
Repas offerts par Sogeres aux familles		3 190,56 €
Reste à charge de la Ville	**31%**	**212 055,32 €**
Tarif moyen d'un repas enfant		**3,23 €**

BILAN ANNUEL 2020-2021		
Type de repas	Nbre repas	Coût repas
Repas maternelles livrés	60 830	289 915, 78 €
Repas élémentaires livrés	120 345	602 928,45 €
Repas adultes livrés	474	2 802.29 €
Total des repas	**181653**	**895 646,52 €**
Facturation aux familles	68%	605 566.85 €
Repas offerts par Sogeres aux familles		0 €
Reste à charge de la Ville	**32%**	**290 079,67 €**
Tarif moyen d'un repas enfant		**3,34 €**

BILAN DES ACCUEILS PERISCOLAIRES

Pour le fonctionnement des huit structures périscolaires, le matin avant la classe et le soir après la classe sur chaque école, la Ville perçoit des subventions de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde, des aides de l'Etat pour les contrats aidés (CNASEA) et la participation des familles.

En 2020, la crise sanitaire, avec la période de fermeture des écoles, a fortement impacté la fréquentation des accueils périscolaires, avec un total annuel d'heures de présence de 49 964 heures, contre 111 793 en 2019.
La CAF a maintenu son financement en permettant à la Ville de déclarer les heures de présence de 2020 en intégrant, sur la période de confinement, les données de 2019.
De ce fait, le reste à charge de la ville a fortement diminué 23 564€ contre 134 633€ en 2019.

2018				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
330 689,19 €	141 122,13 €	1 364,31 €	74 589,66 €	**113 613,09 €**
	43%	0%	23%	**34%**
2019				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
321 332,75 €	126 294,58 €	37,03 €	60 368,22 €	**134 632,92 €**
	39%	0%	19%	**42%**
2020				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
261 765,92€	79 345,90 €	0,00€	55 781,46 €	**126 638.56 €**
	30.31%	0%	21.31%	**48.38 %**
2021				
Coût total	Participation des familles	CNASEA	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
289 936,82 €	112 591,83€	0,00€	52 445,88 €	**124 899,11 €**
	38,83%	0%	18.09%	**43.08%**

L'évolution des tarifs dégressifs accordés aux familles :

Le pourcentage des tarifs dégressifs accordés aux familles en fonction de leurs revenus s'élève à 51% pour l'année scolaire 2020-2021 (identique à l'année scolaire 2019-2020).

BILAN DE L'AIDE AUX DEVOIRS

Ce temps n'étant pas subventionné par la C.A.F., le coût des séances d'aide aux devoirs est réparti uniquement entre les familles et la Ville. Les enfants inscrits sont répartis dans des groupes de quinze enfants maximum. Les intervenants sont recrutés par la Ville ; il s'agit pour la plupart d'enseignants actifs et d'accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH)

Pour l'année scolaire 2018-2019, 11 127 séances-enfants sur trois écoles élémentaires (pas d'intervenant à Miquelots) :

BILAN ANNUEL 2018-2019		
Rémunération Intervenants		30 682,03
Coût des goûters		6 453,66
Total coût		37 135,69 €
Participation des familles	79%	29 357,32
Tarifs dégressifs		63%
Tarif moyen		2,64 €
Reste à charge de la Ville, hors fluide	**21%**	**7 778,37 €**

Pour l'année scolaire 2019-2020, 9 980 séances-enfants sur les quatre écoles élémentaires publiques :

BILAN ANNUEL 2019-2020		
Rémunération Intervenants		28 565,68
Coût des goûters		6 522,06
Total coût		35 087,74 €
Participation des familles	85%	29 954,68
Tarifs dégressifs		51%
Tarif moyen		2,82 €
Reste à charge de la Ville, hors fluide	**15%**	**5 133,06 €**

Pour l'année scolaire 2020-2021, 13 216 séances-enfants sur les quatre écoles élémentaires publiques :

BILAN ANNUEL 2020-2021		
Rémunération Intervenants		43 948,99 €
Coût des goûters		8 008,90 €
Total coût		51 957,89 €
Participation des familles	82%	42 451,84 €
Tarifs dégressifs		52%
Tarif moyen		3,21 €
Reste à charge de la Ville, hors fluide	**18%**	**9 506,05 €**

L'évolution des tarifs dégressifs accordés aux familles :
Le pourcentage des tarifs dégressifs accordés aux familles en fonction de leurs revenus s'élève à 52% pour l'année scolaire 2020-2021.

BILAN DES ACCUEILS DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 3-12 ANS

LES ALSH DU MERCREDI

2018			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
176 521,60 €	113 685,81 €	21 738,24 €	**41 097,55 €**
	64,4%	12,3%	**23,3%**
2019			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
210 625,85 €	63 388,37 €	27 126,90 €	**120 110,58 €**
	30,1%	12,9%	**57,0%**
2020			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
177 220,66 €	45 879,09 €	27 189,84 €	**104 154,73 €**
	25,8 %	15,3%	**58,7%**
2021			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
233 983,66 €	69 989,90 €	29 576,34 €	**134 417,42 €**
	25,89%	12,64%	**57,45%**

LES ALSH DES VACANCES

2018			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
314 749,36 €	118 151,91 €	38 117,60 €	**158 479,85 €**
	37,5%	12,1%	**50,4%**
2019			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
302 179,76 €	89 690,81 €	40 717,08 €	**171 771,87 €**
	29,7%	13,5%	**56,8%**
2020			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
333 004,98 €	84 059,32 € 25,2%	46 991,34€ 14,1%	**201 954,32€** **60 ,6%**
2021			
Coût total	Participation des familles	Subvention CAF	**Reste à charge Ville**
366 047,60 €	92 103,92 € 25,16%	45 868,68€ 12,53%	**228 075€** **62,31%**

BILAN DES TARIFS DE L'ACCUEIL DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT 11-17 ANS

Pour l'année 2020-2021, les tarifs de l'adhésion annuelle sont répartis de la façon suivante :

Sur 164 inscrits, 19 soit 11,59% sont extérieurs à la commune et ont payé le prix plafond 15.00€.

145 inscrits (soit 69,66%) résident sur la commune. 12 sont au tarif plancher de 3.00€ ; 32 à 6.00€ et 101 à 9.00€.

TARIFS APPLICABLES A PARTIR DU 1ER SEPTEMBRE ET DU 1ER OCTOBRE 2022

Dans un contexte économique international marqué par la crise sanitaire et le conflit armé dans l'Est de l'Europe, la révision annuelle des prix de la restauration collective pour l'année 2022-2023, prévue dans le contrat de DSP, va impacter le reste à charge de la Ville. En effet, l'augmentation des prix a été estimée, par notre délégataire, avec les éléments connus à ce jour à 1,90% correspondant pour la restauration scolaire, les accueils de loisirs et la petite enfance à une augmentation de l'ordre de 45 300 euros. Ce montant peut encore évoluer à la hausse jusqu'à la fixation des indices de prix, au mois de juillet 2022.

Néanmoins, afin de ne pas faire supporter cette augmentation de coût par les familles, la Ville propose de la prendre en charge et de ne pas modifier les tarifs appliqués aux familles et aux usagers, et ce pour l'ensemble des tarifs de la Vie Educative, de la Jeunesse et de la restauration municipale.

Les tarifs des repas scolaires, des accueils périscolaires, des aides aux devoirs, des Accueils de Loisirs Sans Hébergement 3-12 ans et de la restauration municipale entrent en vigueur à partir du 1er septembre 2022.

Les tarifs des Accueils de Loisirs Sans Hébergement 11-17 ans entrent en vigueur à partir du 1er octobre 2022, l'équipe d'animation se laissant le mois de septembre pour que les jeunes renouvellent leur adhésion annuelle.

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau, nous avons fait le choix de ne pas augmenter les tarifs cantine, coût 45 000€ pour la ville, dans le contexte actuel nous n'avons pas souhaité augmenter le tarif cantine.

Madame PHILIPP :

Du coup, c'est la ville qui compense la hausse ? Les prix de l'alimentation flambent…

Monsieur le Maire :

Oui, c'est nous,

Madame DELMAS :

C'est un choix de politique tarifaire social, je pense qu'il va y avoir une sacrée hausse, est ce qu'il y a davantage de repas faits pour des tiers ? Il y a peut-être un effet volume qui peut compenser l'effet prix.

Monsieur le Maire :

Non, je ne pense pas

Monsieur PASTOUREAU :

On a des commissions régulières qui existaient déjà sur les impayés, pour l'instant on n'a pas senti une augmentation du nombre d'impayés, on est vraiment à un taux très faible. Je tiens à souligner l'excellence du travail qui est fait en collaboration par le service éducation et le service social pour éviter ce genre de situation. On pourrait encore résoudre des situations si les parents venaient nous voir, mais on est à moins de 5% d'impayés ce qui est très faible pour notre ville.

Monsieur le Maire :

Merci M Pastoureau, nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. PASTOUREAU **DEL2022-06-313**

MONTANT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE POUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIVEES SAINT VINCENT ET SAINT THOMAS ET VERSEMENT DU SOLDE

Année scolaire 2021-2022

Vu l'article L.442-5-1 du Code de l'éducation,
Vu la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012 précisant les règles de prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat,
Vu le contrat d'association conclu le 05 novembre 1981 entre l'État et l'école SAINT VINCENT, et ses avenants,
Vu le contrat d'association conclu le 29 février 1968 entre l'État et l'école SAINT THOMAS,
Vu la convention signée le 26 novembre 2020 entre la Ville, l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique du Bassin d'Arcachon, l'école SAINT VINCENT et l'école SAINT THOMAS, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20/11/2020.

Mes chers collègues,

Considérant que pour chaque année scolaire, le conseil municipal fixe le montant du forfait par élève et détermine de ce fait le montant de la participation annuelle accordée pour les élèves scolarisés dans les écoles SAINT VINCENT et SAINT THOMAS pour :

- les élèves scolarisés à SAINT VINCENT au 1er janvier de l'année scolaire en cours et résidant sur la commune de La Teste de Buch,

- les élèves scolarisés à SAINT THOMAS au 1er janvier de l'année scolaire en cours, résidant sur la commune de La Teste de Buch et dont les fratries sont inscrites au collège et lycée privé SAINT ELME d'Arcachon.

Considérant que le calcul du forfait 2021-2022 prend en compte les éléments du Compte Administratif N-1, donc 2021, de la Section 2 – Enseignement et Formation hors données périscolaires, et les effectifs scolaires au 1er janvier de l'année du Compte Administratif. Est déduit de la participation annuelle communale le coût des prestations que la Ville fournit directement à l'école Saint Vincent.

Considérant qu'est déduit de la participation annuelle communale le coût des prestations que la Ville fournit directement à l'école Saint Vincent.

Considérant qu'après calcul, le coût annuel d'un élève de classe maternelle s'élève à 1 854,40 euros et celui d'un élève de classe élémentaire s'élève à 286,01 euros.

Considérant d'une part, le nombre d'élèves scolarisés à Saint Vincent au 1er janvier 2022 et domiciliés sur la commune de La Teste de Buch, s'élève à 57 en maternelle et 101 en élémentaire. La participation annuelle communale s'élève à 134 587,81 euros.

Considérant les versements partiels déjà effectués, le solde à verser pour l'école SAINT VINCENT s'élève à 52 299,89 euros.

Considérant, d'autre part, le nombre d'élèves scolarisés à Saint Thomas au 1er janvier 2022, domiciliés sur la commune de La Teste de Buch et dont les fratries sont scolarisées au collège et lycée privé Saint Thomas, s'élève à 6 en maternelle et 28 en élémentaire. La participation annuelle communale s'élève à 19 134,68 euros.

Considérant les versements partiels déjà effectués, le solde à verser pour l'école Saint Thomas s'élève à 6 772,04 euros.

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission développement durable, démocratie de proximité, vie collective et associative du 28 juin 2022 de bien vouloir :

- FIXER le montant de la participation financière de la Ville à l'école Saint Vincent pour l'année scolaire 2021-2022 à 134 587,81 euros, et le solde à verser à 52 299,89 euros,

- FIXER le montant de la participation financière de la Ville à l'école Saint Thomas pour l'année scolaire 2021-2022 à 19 134,57 euros, et le solde à verser à 6 772,04 euros,

- ORDONNER le versement du solde correspondant à l'année scolaire 2021-2022, soit 59 071,93 euros, à l'O.G.E.C. du Bassin d'Arcachon.

CALCUL DE LA PARTICIPATION FINANCIERE COMMUNALE AUX ECOLES PRIVEES SAINT VINCENT ET SAINT THOMAS - ANNEE SCOLAIRE 2021-202

En application de la circulaire du 15/02/2012 et calculs sur la base du Compte Administratif 2021

Effectifs scolaires au 1er janvier de l'exercice du Compte administratif (soit 01/01/2021)

	Pourcentages par rapport au total des élèves écoles publiques et privée *(pour proratisation)*
Ecoles maternelles publiques : 490	**29,54%**
Ecole maternelle privée : 64	**3,86%**
Ecoles élémentaires publiques : 979	**59,01%**
Ecole élémentaire privée : 126	**8,32%**
Ecoles publiques : 1469	**88,55%**
Ecole privée :190	**11,45%**
Ecoles publiques et privées : 1659	

Proratisation classes élémentaires:

Elémentaires publiques:	979	88,60%
Elémentaires privées:	126	11,40%
	1 105	

	Montants enregistrés au Compte Administratif 2021		
Liste des dépenses à prendre en compte dans la contribution communale aux écoles privées (circulaire du 15/02/2012)	**Maternelles**	**Elémentaires**	**Ecole Privée**
Entretien des locaux liés aux activités d'enseignement (classes, accessoires, cour de récréation, locaux sportifs, culturels ou administratifs…)	1 865,79	140 946,86	0,00
Ensemble des dépenses de fonctionnement des locaux liés aux activités d'enseignement (chauffage, eau, électricité, nettoyage, contrats de maintenance, fournitures petit équipement …)	104 602,35	108 739,65	0,00
Entretien et s'il y a lieu, remplacement du mobilier scolaire et du matériel collectif d'enseignement	0,00	0,00	0,00
Location et maintenance de matériels informatiques pédagogiques et frais de connexion *(56068,86€ proratisés)*	5 606,89	44 855,09	5 606,89
→ Prestation fournie par la Ville à Saint Vincent	*-5 606,89*	*-44 855,09*	*-5 606,89*
Frais de télécommunication	991,76	996,48	0,00
Fournitures scolaires, dépenses pédagogiques et administratives nécessaires au fonctionnement des écoles publiques	10 681,39	29 317,11	0,00
Rémunération des intervenants extérieurs, recrutés par la commune, chargés d'assister les enseignants, pendant les heures d'enseignement prévues dans les programmes officiels de l'Education Nationale : Les ETAPS en élémentaire *(109 290,08 € proratisés)*	0,00	96 831,01	12 459,07
→ Mise à disposition d'un ETAPS par la Ville à Saint Vincent		*-96 831,01*	*-12 459,07*
Quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles publiques *(252 906,76€ proratisés)*	74 708,66	149 240,28	32 931,93
→ Prestation fournie par la Ville à Saint Vincent (inscripitons scolaires, inscriptions et factures restauration scolaire, organisation des sorties scolaires …)	*-74 708,66*	*-149 240,28*	*-32 931,93*
Coût des transports pour emmener les élèves des classes élémentaires de leur école sur les différents sites pour les activités scolaires (piscine, gymnase…) ainsi que le coût de ces équipements *(31 442,21 € proratisés)*	0,00	27 857,80	3 584,41
→ Prestation fournie par la Ville à Saint Vincent	*0,00*	*-27 857,80*	*-3 584,41*
Coût des ATSEM, pour les classes pré élémentaires pour lesquelles la commune a donné un avis favorable à la conclusion du contrat d'association	790 514,23		0,00
Total des dépenses obligatoires Maternelles/Elémentaires sans les prestations fournies par la Ville à Saint Vincent	**908 655,52**	**280 000,10**	
Nombre d'élèves écoles publiques Maternelles/Elémentaires	490	979	
Forfait par élève maternelle et élémentaire des écoles publiques	**1 854,40**	**286,01**	
Nombre d'élèves testerins à Saint Vincent au 01 01 2022 pour calcul participation communale 2021-2022	**57**	**101**	
Montant de la participation Saint Vincent Maternelle / Elémentaire / Total	**105 700,80**	**28 887,01**	**134 587,81**
Nombre d'élèves testerins avec fratries scolarisées au collège et lycée St Elme d'Arcachon, scolarisés à Saint Thomas au 01 01 2022 pour calcul participation communale 2021-2022	**6**	**28**	
Montant de la participation Saint Thomas Maternelle / Elémentaire	**11 126,40**	**8 008,28**	**19 134,68**
Montant total général à verser à l'O.G.E.C.B.A. au titre de l'année 2021-2022	**116 827,20**	**36 895,29**	**153 722,49**

MONTANT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIVEES SAINT VINCENT ET SAINT THOMAS

ANNEE SCOLAIRE 2021-2022

Note explicative de synthèse

En application de la loi n°2009-1312 du 28 octobre 2009 tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association, et du décret n°2010-1348 du 9 novembre 2010 pris pour son application, la Ville de LA TESTE DE BUCH a signé une convention avec l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique du Bassin d'Arcachon, et l'école privée Saint Vincent située sur son territoire et l'école privée Saint-Thomas d'Arcachon.

Cette convention définit les conditions de financement des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires et maternelles, dans la stricte application de la circulaire n°2012-025 du 15 février 2012 qui précise les modalités de la loi du 28 octobre 2009.

La circulaire précise que la participation communale aux frais de fonctionnement d'une école privée située en dehors de son territoire revêt un caractère obligatoire dès lors que la fréquentation par l'élève de cette école trouve son origine dans des contraintes liées :

- A l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;
- Aux obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ;
- A des raisons médicales.

La convention signée le 26 novembre 2020 entre la Ville de La Teste de Buch, l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique du Bassin d'Arcachon, et les écoles Saint Vincent et Saint-Thomas, prévoit dans son article 2 les modalités de calcul de la participation communale, en faisant référence à **la liste des dépenses éligibles au forfait communal visée en annexe de la circulaire du 15 février 2012,** à savoir :

- L'entretien des locaux liés aux activités d'enseignement,
- L'ensemble des dépenses de fonctionnement des locaux liés aux activités d'enseignement,
- L'entretien et, s'il y a lieu, le remplacement du mobilier scolaire et du matériel collectif d'enseignement,
- La location et la maintenance des matériels informatiques pédagogiques ainsi que les frais de connexion et d'utilisation de réseaux afférents
- Les fournitures scolaires, les dépenses pédagogiques et administratives nécessaires au fonctionnement des écoles publiques,
- La rémunération des intervenants extérieurs, recrutés par la commune, chargés d'assister les enseignants pendant les heures d'enseignement prévues dans les programmes officiels de l'éducation nationale,
- La quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles publiques,
- Le coût des transports pour emmener les élèves de leur école aux différents sites pour les activités périscolaires ainsi que le coût de ces équipements,

- Le coût des ATSEM, pour les classes pré élémentaires pour lesquelles la commune a donné un avis favorable à la conclusion du contrat d'association ou s'est engagée ultérieurement à les financer.

La commune peut participer soit en versant une subvention forfaitaire, soit en prenant en charge directement tout ou partie des dépenses sous forme de fourniture de prestations directes, soit en payant sur factures, soit en combinant les différentes formes précitées.

Dans le cas de notre commune, il s'agit de verser une subvention forfaitaire pour les écoles privées Saint Vincent et Saint Thomas, déduction faite du coût des prestations que la Ville fournit directement à savoir :

- La mise à disposition des Educateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives,
- La location et la maintenance de matériels informatiques,
- Les transports pour emmener les élèves sur les différents sites sportifs de la Ville,
- La quote-part des services généraux de l'administration communale nécessaire au fonctionnement des écoles publiques, les agents du service Education ayant en charge la gestion des inscriptions scolaires et à la restauration scolaire pour les élèves de Saint Vincent.

Ainsi, conformément à l'article 2 de la convention, sont pris en considération pour **le calcul du forfait 2021-2022,** les éléments du compte administratif N-1 soit 2021 et le nombre total d'élèves inscrits dans les écoles au 1er janvier de l'année du Compte Administratif.

Participation annuelle à Saint Vincent :

Au titre de l'année scolaire 2021-2022, le nombre d'élèves inscrits s'élève à 57 élèves en classe maternelle et 101 en classe élémentaire.

A partir de ces éléments, **la participation financière communale à l'école privée Saint Vincent pour l'année 2021-2022 s'élève à 134 587,81 euros.**

Le détail de ce calcul est présenté dans l'annexe jointe à la délibération.

Pour mémoire, les participations annuelles communales depuis 2010 :

Année scolaire	Nombre élèves testerins	Participation annuelle
2010-2011	102	95 166 euros
2011-2012	106	94 658 euros
2012-2013	88	72 688 euros
2013-2014	106	98 474 euros
2014-2015	116	105 444 euros
2015-2016	155	139 345 euros
2016-2017	161	143 821 euros

2017-2018	168	158 502 euros
2018-2019	170	133 625 euros
2019-2020	176	147 355 euros
2020-2021	138	123 432 euros

Les versements déjà effectués au titre de l'année scolaire 2021-2022 :

Conformément à l'article 4 de la convention entre l'O.G.E.C. BA, l'école Saint Vincent et la Ville, la commune a effectué deux versements partiels :

Un premier versement de 41 143,96 euros, représentant un tiers de la subvention de l'année précédente (N-1) a été versé en septembre 2021.

Un deuxième versement du même montant a été versé en janvier 2022,

soit un total versé de 82 287,92 euros.

Le solde à verser au titre de l'année scolaire 2021-2022 s'élève donc à 52 299,89 euros.

Ce montant est prévu sur la ligne budgétaire 6558 Autres Contributions Obligatoires, inscrite au budget primitif 2022 de la Ville.

Participation annuelle à Saint Thomas :

Au titre de l'année scolaire 2021-2022, le nombre d'élèves inscrits s'élève à 6 élèves en maternelle et 28 en élémentaire.

La participation financière communale à l'école privée Saint Thomas pour l'année scolaire 2021-2022 s'élève à 19 134,68 euros.

Un premier versement de 6 181,32 euros, représentant un tiers de la subvention de l'année précédente (N-1) a été versé en septembre 2021.

Un deuxième versement du même montant a été versé en janvier 2022,

soit un total versé de 12 362,64 euros.

Le solde à verser au titre de l'année scolaire 2021-2022 s'élève donc à 6 772,04 euros.

Ce montant est prévu sur la ligne budgétaire 6558 Autres Contributions Obligatoires, inscrite au budget primitif 2022 de la Ville.

Monsieur le Maire
Merci M Pastoureau. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. BERNARD **DEL2022-06-314**

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANIMATION DE LA STRATEGIE LOCALE DE GESTION DE LA BANDE COTIERE DES COMMUNES DE LA TESTE DE BUCH ET DE LEGE CAP-FERRET

Mes chers collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-21

Vu les articles L 5111-1 et L 5111-1-1 de ce même code relatifs à la coopération locale

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République qui confié la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) aux établissements publics de coopération intercommunale depuis le 1er janvier 2018, c'est-à-dire à la COBAS pour le territoire du Sud-Bassin,

Vu la délibération du 13 novembre 2017 par laquelle la COBAS a transféré l'intégralité de cette compétence GEMAPI au SIBA à compter du 1er janvier 2018,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 mars 2018 validant la modification des statuts du SIBA, notamment la prise de compétence GEMAPI à titre opérationnel,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 05 juin 2019 concernant l'animation de la Stratégie Locale de la Bande Côtière qui approuve les termes de la convention tripartite de partenariat entre les communes de La Teste de Buch, Lège Cap-Ferret et le SIBA,

Considérant que le SIBA a signé le 09 août 2019 avec les communes de Lège-Cap-Ferret et La Teste de Buch une convention de partenariat pour l'animation de leur stratégie locale de gestion de la bande côtière (SLGBC) et pour la réalisation de travaux de réensablement en lien avec sa compétence maritime,

Considérant que cette convention définit et établit les modalités techniques et financières du partenariat entre les deux communes et le SIBA dans le cadre de leur SLGBC pour une durée de trois, la validation de ces stratégies permettant le financement de l'ensemble des missions de leurs programmes d'actions, à hauteur de 80 %, par des subventions de l'Etat, la Région Nouvelle Aquitaine et l'Europe,

Considérant que ladite convention a pris fin en janvier de cette année, et que l'ensemble des actions prévues doit être poursuivies ou, pour certaines, différées et reconduites en raison de la crise sanitaire. Il convient d'établir un avenant, conformément à l'article 4 de la convention afin de la reconduire pour 3 années supplémentaires,

Considérant que par ailleurs, cet avenant modifie également l'article 3 afin d'étendre l'intervention du SIBA à l'ensemble des travaux maritimes mais aussi des études associées, compris dans les axes 6 mais aussi 7 du programme d'actions des SLGBC,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER les termes de l'avenant n° 1 à la convention tripartite relative aux Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière des communes de La Teste de Buch et de Lège-Cap-Ferret annexée à cette délibération.

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer ledit avenant et tous actes nécessaires à son exécution,

Afin de rendre sa lecture et son application plus opérantes, il est proposé d'intégrer dans un même document les éléments de la convention initiale et les dispositions prévues par voie d'avenant.

AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANIMATION DE LA STRATEGIE LOCALE DE GESTION DE LA BANDE COTIERE DES COMMUNES DE LA TESTE DE BUCH ET DE LEGE CAP-FERRET.
NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

❶ Objet de la délibération

La présente délibération a pour objet d'autoriser le maire à signer l'avenant n° 1 à la convention tripartite avec le SIBA et les communes de La Teste de Buch et Lège Cap-Ferret relative aux Stratégie Locale de Gestion de la Bande Côtière des communes de La Teste de Buch et de Lège-Cap-Ferret.

❷ Description du projet

Le SIBA a signé, le 9 août 2019, avec les communes de Lège-Cap Ferret et La Teste de Buch, une convention de partenariat pour l'animation de leur Stratégie Locale de Gestion de la bande Côtière (SLGBC), et pour la réalisation de travaux de réensablement en lien avec sa compétence maritime.

Cette convention définit et établit les modalités techniques et financières du partenariat entre les deux communes et le SIBA dans le cadre de leur SLGBC pour une durée de 3 ans. La validité de ces stratégies permet le financement de l'ensemble des missions de leurs programmes d'action, à hauteur de 80%, par des subventions de l'Etat, le Région Nouvelle Aquitaine et l'Europe.

Ladite convention a pris fin en janvier de cette année, cependant l'ensemble des actions prévues doit être poursuivies ou, pour certaines, différées et reconduites en raison de la crise sanitaire. Il convient d'établir un avenant, conformément à l'article 4 de la convention, afin de la reconduire pour 3 années supplémentaires.

Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article 3 afin d'étendre l'intervention du SIBA à l'ensemble des travaux maritimes et des études associées, compris dans les axes 6 et 7 du programme d'actions des SLGBC.

En effet la précédente convention ne concernait que l'axe 6 du programme d'actions (Actions d'accompagnement des processus naturels, ou de lutte active souple contre l'érosion) comprenant principalement la réalisation des études projets du rechargement en sable de la corniche ainsi que les travaux de rechargement de lutte active souple de l'estran et des plages du secteur des perrés.

L'axe 7 (Gestion des ouvrages de protection et action de lutte active dure contre l'érosion), nouvellement intégré, concerne, lui, principalement les études règlementaires et projets pour la réhabilitation des épis et de l'ouvrage de la corniche.

Afin de rendre sa lecture et son application plus opérantes, il est proposé d'intégrer dans un même document les éléments de la convention initiale et les dispositions prévues par voie d'avenant.

❸ Projet d'avenant

CONVENTION DE PARTENARIAT
POUR L'ANIMATION DE LA STRATÉGIE LOCALE DE GESTION DE LA BANDE CÔTIÈRE

CONVENTION ET AVENANT N°1

ENTRE

La commune de La Teste de Buch, dont la mairie sise 1 Esplanade Edmond Doré, B.P. 50105, 33164 LA TESTE DE BUCH CEDEX, représenté par son Maire en exercice, Patrick DAVET, dûment habilité par la délibération en date du 28 juin 2022,

ET

La commune de Lège-Cap Ferret, dont la mairie sise 79 Avenue de la Mairie 33950 LÈGE-CAP FERRET, représenté par son Maire en exercice, Philippe de GONNEVILLE, dûment habilité par la délibération en date du 19 mai 2022,

ET

Le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), dont le siège sis 16 allée Corrigan, CS 40002, 33311 ARCACHON CEDEX, représenté par son Président en exercice, Yves FOULON, dûment habilité par la délibération en date du 10 février 2022.

Préambule

Face au recul d'une partie des côtes françaises, phénomène naturel accentué par le changement climatique et la montée du niveau des mers, et à une occupation du sol toujours plus grande du littoral, il apparait indispensable d'appréhender différemment l'aménagement de nos territoires littoraux pour mieux prendre en compte ces évolutions.

A cet effet, une stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte fixe un cadre à réfléchir régionalement. Depuis juin 2012, l'Etat et les collectivités littorales, réunis au sein du GIP Littoral Aquitain, travaillent sur cette stratégie régionale qui intègre un maximum de connaissances à cette échelle sans pour autant prendre en compte les dynamiques locales.

Le document d'orientation et d'actions de la stratégie régionale indique qu'un cadre local de gestion de la bande côtière devra être mis en place prioritairement pour les secteurs où les risques d'érosion marine et de mouvements de falaises impactent significativement l'urbanisation. Les Passes du Bassin d'Arcachon constituent une cellule sédimentaire soumise à une forte contrainte déclinée en particulier sur les communes de La Teste de Buch et Lège-Cap Ferret.

C'est pourquoi, à la suite d'un diagnostic mutualisé à l'échelle des Passes du Bassin d'Arcachon, chaque commune détermine ses propres objectifs et actions de gestion dans une stratégie locale de gestion de la bande côtière (SLGBC).

Depuis le 1er janvier 2018, le SIBA exerce officiellement la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et de préventions des Inondations) sur le territoire COBAS (Sud Bassin) et pour le compte de la COBAN (Nord Bassin) par le biais d'une convention d'entente. Dans ce cadre, le SIBA dispose d'un animateur pour la gestion de cette compétence, qui est également porteur d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) d'intention.

Par ailleurs, le SIBA possède une compétence maritime qu'il exerce, entre autres, autour d'opérations de réensablement des plages et de dragage des chenaux, ressources importantes pour les actions de lutte active souple contre l'érosion prévues dans les stratégies locales de gestion de la bande côtière.

Bien que l'emprise territoriale soit différente, les stratégies (inondation et érosion) supposent une animation coordonnée d'où le souhait des élus de la confier au SIBA au sein duquel un chargé de mission se consacre au PAPI et un autre aux deux SLGBC.

Cette décision des Maires fut validée par les membres du SIBA en comités du 10 décembre 2018 et du 18 avril 2019.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit et met en place les modalités techniques et financières du partenariat entre les communes de Lège-Cap Ferret, La Teste de Buch et le SIBA dans le cadre de la stratégie locale de gestion de la bande côtière.

Le présent avenant n°1 a pour objet de :

- Modifier l'article 3 en intégrant les études et travaux compris dans les axes 6 et 7 du programme d'actions des SLGBC.
- Reconduire la convention pour une durée de 3 ans, tel que prévu dans l'article 4 initial.

ARTICLE 2 : ANIMATION DE LA DEMARCHE

2.1 Modalités techniques

En vertu des éléments précités, le SIBA a recruté un chargé de mission le 2 janvier 2019 pour une durée de 3 ans, responsable de l'animation des deux SLGBC avec pour missions :

Assurer l'animation et la mise en œuvre des programmes d'action des stratégies de gestion de la bande côtière des communes de Lège-Cap Ferret et La Teste de Buch via l'organisation de réunions de travail réunissant élus et techniciens des communes, mais également de comités techniques et de comités de pilotage rassemblant les partenaires techniques et financiers (services de l'Etat, Région, Département, Agence de l'eau, GIP Littoral Aquitain), ainsi que des réunions d'actions de concertation et de communication à destination du grand public (ateliers, exposition et réunions publiques) ;

- Assurer la cohérence entre les différents acteurs et les stratégies en lien avec le littoral ;
- Archiver, capitaliser et mutualiser les données de suivi du trait de côte et du littoral ;
- Vulgariser, sensibiliser, diffuser l'information au public et assurer la concertation ;
- Elaborer et suivre des dossiers de demande de subventions ;
- Réaliser des dossiers de consultations et le suivi des travaux et mettre en œuvre les actions prioritaires (études environnementales, règlementaires, projet, sédimentaires…) ;
- Mettre en place des protocoles de surveillance de l'aléa érosion, des suivis de mesures et des acquisitions de données ainsi que des suivis de travaux ;
- Planifier et participer à la gestion de crises ;
- Faire de la veille juridique et opérationnelle sur la thématique « érosion ».

2.2 Modalités de participation financière

Les dossiers de demande de subventions seront déposés auprès des trois co-financeurs (l'Etat, l'Europe et le Conseil Régional d'Aquitaine) pour l'ensemble des actions des SLGBC, en particulier pour l'action 8.1 « Coordination de la stratégie locale et animation de la mise en œuvre » relative au salaire du poste de chargé de mission stratégie, répartis de la façon suivante :

	Année 1	**Année 2** (Hors Taxes)	**Année 3**
La Teste de Buch (0,5 ETP)	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Lège-Cap Ferret (0,5 ETP)	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Total ETP par année	50 000 €	50 000 €	50 000 €
Total ETP sur la durée de la convention		150 000 €	

Le SIBA assurera les frais relatifs à ce poste d'animation et prendra à sa charge les 20% qui ne seront pas subventionnés par les co-financeurs.

Les communes quant à elles reverseront les subventions perçues au titre du poste d'animateur.

ARTICLE 3 : TRAVAUX MARITIMES

~~Si dans le cadre de ses compétences, le SIBA engage des travaux maritimes prévus dans la SLGBC (Axe 6) et pour lesquels les communes ont obtenu des subventions, les deux communes et le SIBA s'engagent à respecter la même procédure administrative et financière que dans le point 2.2 de l'article 2.~~

L'avenant n° 1 remplace l'article 3 par le libellé suivant :

Si dans le cadre de ses compétences, le SIBA engage des travaux maritimes et des études projets, réglementaires et environnementales prévus dans la SLGBC (Axe 6 et Axe 7 du programme d'action) et pour lesquels les communes ont obtenu des subventions, les deux communes et le SIBA s'engagent à respecter la même procédure administrative et financière que dans le point 2.2 de l'article 2.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter du 2 janvier 2019 date du recrutement du chargé de mission par le SIBA, pour une durée de 3 années, reconductible par avenant une seule fois pour une durée identique.

L'avenant n°1 prolonge la convention de partenariat entre les deux communes et le SIBA pour une durée de 3 ans, soit pour les exercices 2022, 2023 et 2024.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS, REVISIONS ou RESILIATIONS

Toutes les modifications ou points non évoqués dans la présente convention devront être étudiés par les signataires et être ratifiés par délibération des organes délibérants des collectivités concernées.

La présente convention pourra être modifiée ou résiliée en cas de modification statutaire ou de périmètre des établissements publics signataires de celle-ci.

ARTICLE 6 : RESOLUTION DES LITIGES

En cas de litige sur l'application de la présente convention et de ses avenants, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable préalablement à toute mise en contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Arcachon le…….

Le Maire de Lège-Cap Ferret

Philippe DE GONNEVILLE

Le Maire de La Teste de Buch

Patrick DAVET

Le Président du SIBA

Yves FOULON

Monsieur le Maire :
Merci M Bernard

Monsieur CHAUTEAU :
J'imagine que Mme Darmanin est impliquée dans cette convention, est-ce que c'est dans ses compétences de développement durable, la bande côtière ?

Monsieur le Maire :
Absolument c'est dans ses compétences, un sujet particulièrement important, 2 communes qui sont impactées Lège et nous, cela fait un petit moment que l'on travaille dessus.

Monsieur DUCASSE :
J'ai une position toujours différente des autres sur ce domaine-là pour avoir fait pendant des années de la plongée sous-marine entre Meller et la dune du Pilat, le réensablement pour moi est un désastre qui détruit les fonds marin, et qui est un tonneau des danaïdes dans la mesure où la granulométrie éolienne du sable fait qu'il se retrouve 1 an après au fond.
Je reconnais qu'il faut défendre notre zone urbanisée mais c'est un gouffre sans fond, il faut le faire, mais je le regrette pour la biodiversité et la vie de nos fonds marins.

Monsieur le Maire :
On peut entendre mais vous l'avez évoqué par rapport au trait de côte, nous n'avons pas le choix nous n'avons pas d'autres solutions et plus particulièrement sur cette phase-là avec le réensablement du musoir, on en parlera.
Dans l'urgence si tous les 2 ans on ne fait pas le ré ensablement on aura plus de plage, plus de perré

Monsieur DUCASSE :
Il y a des plages en Vendée où on a résolu le problème, Mme Darmanin doit connaître, il y a des solutions.

Monsieur le Maire :
Le site n'est pas le même, il y a des solutions à tout, mais aujourd'hui celle-ci a montré son efficacité.

Monsieur BERILLON :
Hier il y a avait le conseil de gestion du PNM et la question du réensablement a été posée, pas du côté du musoir mais sur la partie située entre l'Aiguillon et le nord du Pyla, le conseil de gestion a émis un avis favorable dans la mesure où chaque question a été regardée de près par rapport à la périodicité, fond marin, aux zostères, pour rassurer M Ducasse, ce n'est pas la solution la plus satisfaisante d'un point de vue écologique en revanche les meilleurs spécialistes étudient ça, il faut à la fois assurer cet équilibre, il y a aussi la saison estivale qu'il faut garantir a minima pour avoir des plages et accueillir les personnes qui vont venir sur le bassin d'Arcachon mais tout cela est regardé de près et pour ma part que ce soit au conseil de gestion du PNM ou au GIP littoral j'y suis attentif et soyez rassuré nous regardons ça de près.

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote,
Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. SAGNES** **DEL2022-06-315**

DECLASSEMENT PREALABLE AVANT VENTE

TERRAIN CADASTRE GB n° 523p SIS LIEUDIT « LES NINOTS »

IMPASSE LES MATOLLES

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2122-21,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2111-1 et L 2141-1 et suivants,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L141-3,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section GB n° 523, d'une superficie de 527 m², constituant l'emprise d'une partie de l'impasse les Matolles dans le groupement d'habitation « le Clos des Ninots »,

Considérant que les propriétaires de la parcelle voisine, cadastrée section GB n° 522 ont sollicité l'acquisition d'une partie de cette parcelle qui est intégrée, dans les faits, à leur propriété, en vue d'agrandir leur terrain et de générer des droits à construire,

Considérant qu'il s'agit d'une parcelle non aménagée, en nature de terrain enherbé,

Considérant que cette parcelle relève du domaine public communal en application de l'article L 2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques car elle est incluse dans une parcelle de plus grande importance en nature de voirie,

Considérant que, préalablement à toute vente, elle doit être déclassée du Domaine Public Communal,

Considérant que ce terrain n'est matériellement pas affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

Considérant que, au vu de la configuration des lieux, ce terrain ne présente pas d'utilité pour la Commune,

Considérant que le déclassement de ce terrain n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par l'impasse les Matolles et ne nécessite donc pas d'enquête publique, conformément à l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- CONSTATER la désaffectation de la parcelle cadastrée section GB n°523p, d'une superficie de 31 m² environ, située lieudit « les Ninots », impasse les Matolles,

- ACCEPTER de la déclasser du Domaine Public Communal, et de l'intégrer dans le Domaine Privé de la Commune,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à la publicité de cette décision.

DECLASSEMENT PREALABLE AVANT VENTE –
TERRAIN CADASTRE GB 523p SIS « LES NINOTS » IMPASSE LES MATOLLES

<u>Note explicative de synthèse</u>

Depuis le 05 juillet 2012, la Commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section GB n° 523, d'une superficie de 527 m², constituant l'emprise d'une partie de l'impasse les Matolles dans le groupement d'habitation « le Clos des Ninots ».

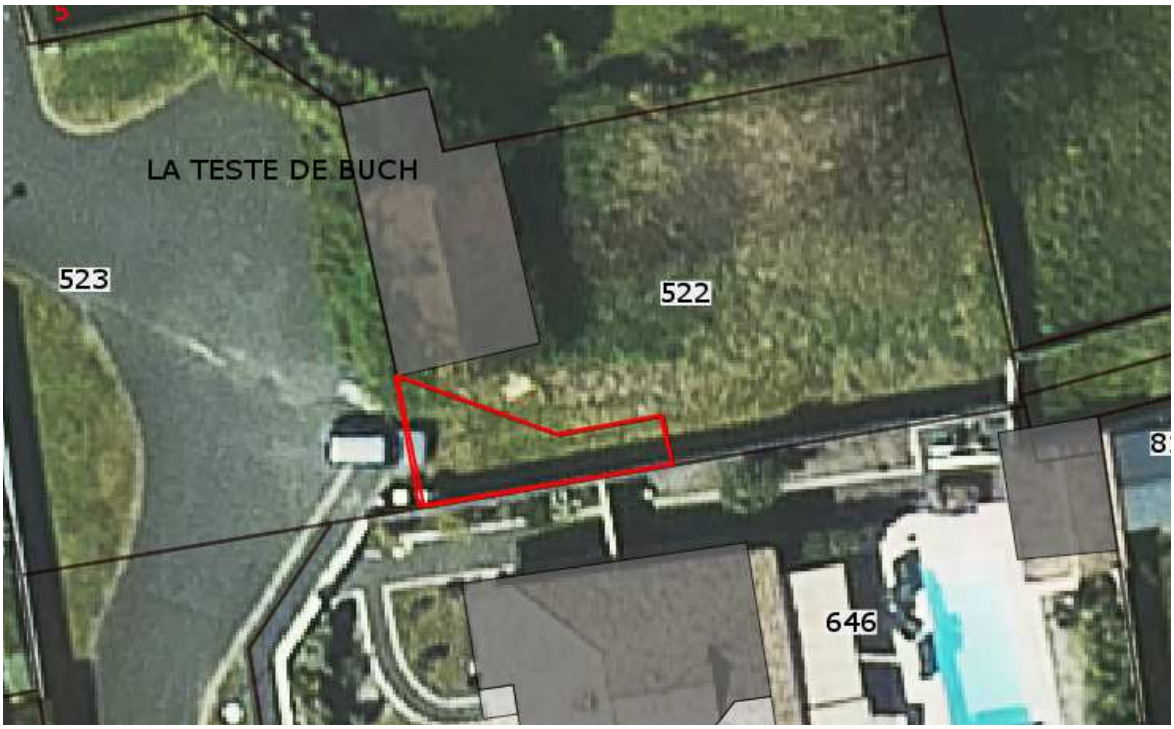


Parcelle GB n° 523

Les propriétaires de la parcelle voisine, cadastrée section GB n° 522 ont sollicité l'acquisition d'une partie de cette parcelle, matérialisée en vert sur le plan ci-dessous, en vue d'agrandir leur terrain et par voie de conséquence, de générer des droits à construire.



Cette parcelle d'une superficie de 31 m² environ (à faire préciser par un géomètre) est une bande de terrain enherbé longeant la parcelle GB n° 522. Elle est intégrée, dans les faits, à cette propriété.



Elle relève du Domaine Public Communal en application de l'article L 2111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P).

En effet, elle fait partie d'une parcelle de plus grande importance qui est en nature de voirie.

Préalablement à toute vente, cette parcelle de 31 m² environ qui va faire l'objet d'un document d'arpentage aux frais des propriétaires de la parcelle GB n° 522, doit donc être déclassée du Domaine Public Communal.

L'article L 2141-1 du Code Général des Personnes Publiques dispose que « un bien d'une personne publique […], qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

Or, le terrain que la Commune souhaite vendre est en nature de sol non aménagé. Il n'est pas affecté matériellement à un service public ou à l'usage direct du public.

De plus, conformément à l'article L 141-3 du Code de la Voirie Routière, ce déclassement ne nécessite pas d'enquête publique préalable car il n'a pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par l'impasse les Matolles.

La délibération a donc pour objet de :

- Constater la désaffectation de la parcelle cadastrée section GB n° 523p, d'une superficie de 31 m² environ, située lieudit « les Ninots », impasse les Matolles,

- Accepter de prononcer le déclassement du Domaine Public Communal de cette parcelle et de l'intégrer dans le Domaine Privé de la Commune,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à la publicité de cette décision.

Monsieur le Maire

Merci M Sagnes. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. SAGNES **DEL2022-06-316**

VENTE TERRAIN CADASTRE SECTION GB n° 523p

SIS LIEUDIT « LES NINOTS » IMPASSE LES MATOLLES

___

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L3211-14,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section GB n° 523, d'une superficie de 527 m², constituant l'emprise d'une partie de l'impasse les Matolles dans le groupement d'habitation « le Clos des Ninots »,

Considérant que Monsieur et Madame DELRIEU Thierry et Anita, les propriétaires de la parcelle voisine cadastrée section GB n° 522, ont sollicité l'acquisition d'une partie de la parcelle GB n° 523, d'une superficie de 31 m² environ, en vue d'agrandir leur terrain et de générer des droits à construire,

Considérant que cette parcelle non aménagée, en nature de terrain enherbé, est intégrée, dans les faits, à leur propriété, et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la Commune,

Considérant que la superficie et l'emprise exactes de cette bande de terrain seront déterminées par un document d'arpentage dont les frais de réalisation seront pris en charge par les acquéreurs,

Vu l'avis du Domaine en date du 20 mai 2022,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 acceptant de déclasser du Domaine Public Communal l'emprise précitée,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- ACCEPTER de vendre à Monsieur et Madame DELRIEU Thierry et Anita, ou toute personne physique ou morale qui viendrait s'y substituer, le terrain cadastré section GB n°523p, sis lieudit « les Ninots », impasse les Matolles d'une superficie de 31 m² environ, au prix de 3 000€ net vendeur, dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique de vente et tout autre acte à intervenir.

VENTE TERRAIN CADASTRE GB 523p SIS « LES NINOTS »
IMPASSE LES MATOLLES

Note explicative de synthèse

La Commune est propriétaire de la parcelle cadastrée section GB n° 523, d'une superficie de 527 m², constituant l'emprise d'une partie de l'impasse les Matolles dans le groupement d'habitation « le Clos des Ninots » (en rouge ci-dessous).

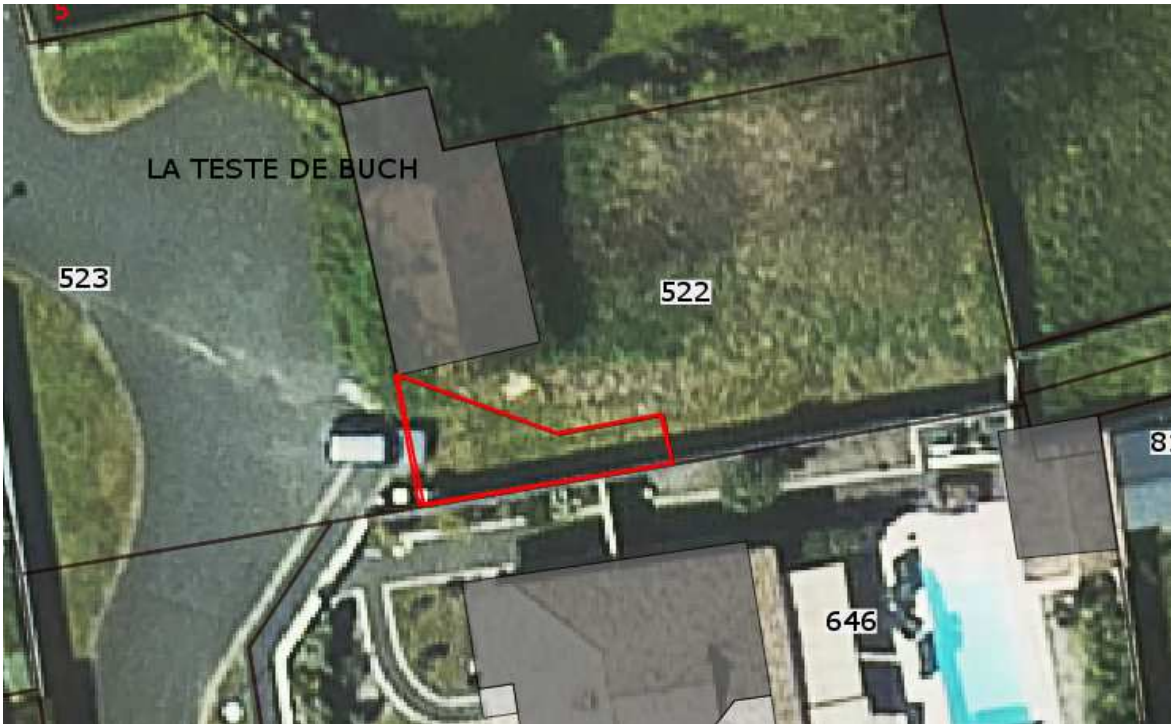


Parcelle GB n° 523

Par courrier en date du 03 avril 2022, Monsieur et Madame DELRIEU Thierry et Anita, propriétaires de la parcelle GB n° 522 ont sollicité, auprès de la Commune, l'acquisition d'une partie de la parcelle GB n° 523, matérialisée en vert sur le plan ci-dessous, en vue d'agrandir leur terrain et par voie de conséquence, de générer des droits à construire.



Cette parcelle d'une superficie de 31 m² environ (à faire préciser par un géomètre) est une bande de terrain enherbé longeant la parcelle GB n° 522. Elle est intégrée, dans les faits, à cette propriété.



Ce terrain relevant du Domaine Public Communal ne présente aucune utilité pour la Commune qui envisage donc de le vendre.

Par délibération de ce jour, le Conseil Municipal a prononcé le déclassement de cette emprise du Domaine Public Communal et décidé de son transfert dans le Domaine Privé Communal.

Après négociations sur la base de l'évaluation du Domaine en date du 20 mai 2022, Monsieur et Madame DELRIEU ont accepté d'acquérir la parcelle au prix de 3 000€ et de prendre en charge tous les frais inhérents à cette transaction notamment ceux de géomètre pour la réalisation du document d'arpentage et les frais d'acte notarié.

La délibération a donc pour objet de :

- accepter de vendre à Monsieur et Madame DELRIEU Thierry et Anita, ou toute personne physique ou morale qui viendrait s'y substituer, le terrain cadastré section GB n°523p, sis lieudit « les Ninots », impasse les Matolles d'une superficie de 31 m² environ, au prix de 3 000€ net vendeur,

- autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique de vente et tout autre acte à intervenir.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE
DIRECTION DE LA GESTION PUBLIQUE
DIVISION DOMAINE – PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE
24 rue François de Sourdis
33 000 BORDEAUX
Balf : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

BORDEAUX, le 20/05/2022

Commune de La Teste de Buch

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Elodie FAVRE
courriel : elodie.favre@dgfip.finances.gouv.fr
Responsable du service : Bertrand MARTY

Nos réf :	N° OSE : 2022-33529-34452 N° DS : 8664791
Vos réf :	Votre saisine DS du 02/05/2022

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Vous avez bien voulu demander l'avis du Service des Domaines sur la valeur d'un immeuble :

1. vous appartenant.
2. situé Les Ninots, 33260 La Teste de Buch ;
3. cadastré section GB n°523, d'une contenance totale de 527 m²; Cette parcelle est un terrain nu, en nature de voirie et ne pouvant être qualifié de terrain à bâtir, compte tenu des règles fiscales et des Règles prévues en Droit de l'urbanisme.
4. consistant en : une emprise d'environ 31 m², servant au remembrement de la parcelle mitoyenne GB 522:



Je vous informe que compte tenu des caractéristiques du bien et de l'état actuel du marché immobilier, sa valeur unitaire peut être estimée à **100 €/m²** , **soit pour une superficie de 31 m² à**

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

parfaire, une valeur totale de 3 100 €, avec une marge d'appréciation de 20 %, compte tenu de la nature du bien.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour la Directrice Régionale des Finances publiques
de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
par délégation,



Elodie FAVRE
Inspecteur des Finances publiques

Monsieur le Maire

Merci M Sagnes. Des interventions ? nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : Mme DELEPINE **DEL2022-06-317**

ACQUISITION PARCELLES SECTION GC n° 343-449 et 356

PARTIE DE LA VOIRIE RUE DU CAPITAINE

_____

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2122-21,

Mes chers collègues,

Considérant que la rue du Capitaine est constituée de diverses parcelles privées appartenant aux propriétaires riverains, excepté la moitié Nord et les parcelles GC n° 395 et 448 au Sud, qui sont déjà communales,

Considérant que les parcelles de voirie cadastrées section GC n° 348, 357, 394, 350, 351, 345, 346, 354, 355, 353-347, 447 et 344 sont en cours d'acquisition par la Ville,

Considérant que cette voie ouverte à la circulation publique a vocation à intégrer le domaine public communal nécessitant ainsi une maîtrise foncière de la voie par la Commune,

Considérant que les parcelles cadastrées section GC n° 343-449 et 356 constituent l'emprise d'une partie du trottoir et la chaussée de la rue du Capitaine,

Considérant que les propriétaires ont donné leur accord pour céder ces parcelles à la Ville moyennant l'euro symbolique dispensé de recouvrement,

Considérant que les frais afférents à l'établissement de l'acte notarié estimés à 2 000€ sont à la charge de la Commune,

Je vous propose, mes chers collègues, comme précisé dans la note explicative de synthèse jointe à la présente délibération, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- ACCEPTER d'acquérir les parcelles cadastrées section GC n° 343-449 et 356 dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

ACQUISITION PARCELLES SECTION GC n°343-449 et 356
PARTIE DE LA VOIRIE RUE DU CAPITAINE

Note explicative de synthèse

La rue du Capitaine reliant la rue du Coutoum et la rue Gaston de Foix est constituée de diverses parcelles appartenant pour partie à la Commune (en vert sur le plan ci-après) et pour partie à des propriétaires privés.

Eu égard aux caractéristiques de cette voie qui dessert de nombreuses propriétés et qui est ouverte à la circulation publique, la Commune souhaite l'incorporer dans son domaine public.

Elle doit préalablement avoir la maîtrise foncière de la totalité de la voie et donc procéder à la régularisation des cessions des parcelles encore privées.

A cette fin, le 06 février 2015, la Commune a acquis moyennant l'euro symbolique la parcelle cadastrée section GC n° 395 (en vert sur le plan), constituant l'emprise d'une partie de cette voie, au droit de la propriété située 31 rue du Capitaine.

Le 27 septembre 2016, elle s'est également rendue propriétaire des parcelles FX 549 et 550 (en vert sur le plan) situées au droit des propriétés du 2 au 14 rue du Capitaine.

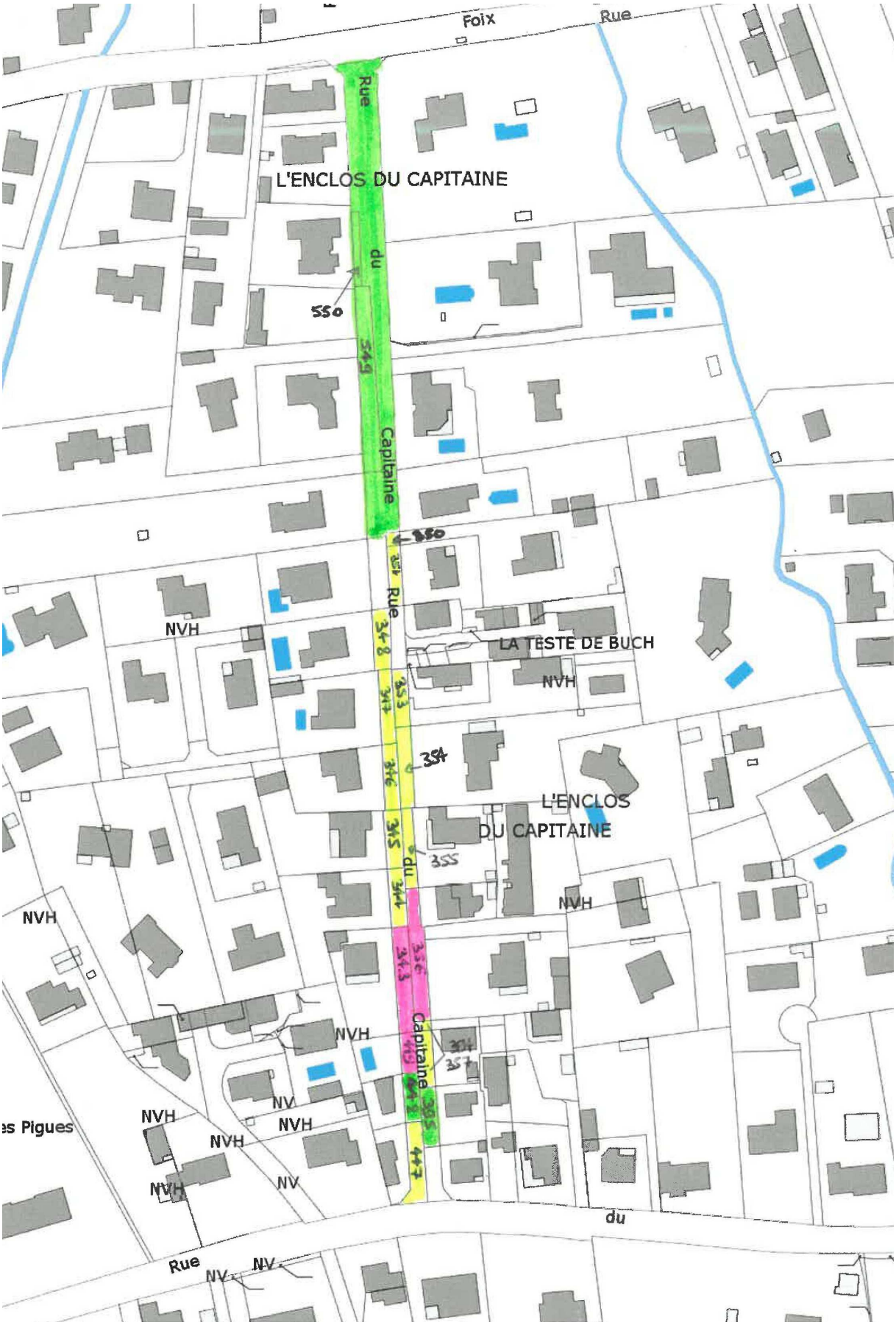
Enfin, le 04 septembre 2020, elle a acquis la parcelle GC n° 448 (en vert sur le plan) au droit de la propriété située 34 rue du Capitaine.

Par ailleurs, les acquisitions moyennant l'euro symbolique des parcelles cadastrées section GC n° 394- 357, 348, 350, 351, 345, 346, 354, 355, 353-347, 447 et 344 sont en cours de régularisation chez le Notaire ou ont déjà fait l'objet d'une délibération du Conseil Municipal (en jaune sur le plan).

Après discussions, les propriétaires des parcelles suivantes, en rose sur le plan, ont donné leur accord pour les céder à la Commune, moyennant l'euro symbolique :

- parcelles GC n° 343-449, d'une superficie de 164 m² et de 63 m², au droit des propriétés situées 32 rue du Capitaine (en rose sur le plan),
- parcelle GC n° 356, d'une superficie de 194 m², au droit de la propriété sise 29 rue du Capitaine (en rose sur le plan),

Les frais d'acte d'un montant de 2 000€ environ seront pris en charge par la Commune.


Foix
Rue
Rue
L'ENCLOS DU CAPITAINE
du
550
549
Capitaine
Rue
348
353
347
354
346
345
355
du
341
343
Capitaine
NVH
LA TESTE DE BUCH
L'ENCLOS
DU CAPITAINE
es Pigues
NV
du
Rue
NV

La délibération a donc pour objet de :

- accepter d'acquérir, moyennant l'euro symbolique dispensé de recouvrement, et la prise en charge des frais d'acte estimés à 2 000 euros, les parcelles cadastrées section GC n° 343-449 et 356 (en rose sur le plan ci-dessus) constituant l'emprise d'une partie de la rue du Capitaine,

- autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte authentique d'acquisition et tout autre acte à intervenir.

Monsieur le Maire

Merci Mme Delepine. Des interventions ? nous passons au vote, il en reste encore 3

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M SAGNES **DEL2022-06-318**

VENTE TERRAIN SIS 211 ROUTE DE CAZAUX

A GIRONDE HABITAT (PARCELLES AY 634-636)

———

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-21,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 3211-14, L. 2141-1 et L. 2141-2,

Vu l'article L. 302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu l'avis du Domaine en date du 28 mars 2022,

Mes chers collègues,

Considérant que la Commune de La Teste de Buch est propriétaire du terrain sis 211 route de Cazaux lieudit « le Becquet », cadastré section AY n° 634 et 636, d'une superficie totale de 4 488 m², relevant de son domaine privé,

Considérant que ce terrain jouxte la Résidence des Galops réalisée par Gironde Habitat à côté de l'Hippodrome comprenant 40 logements sociaux, un Foyer de Jeunes Travailleurs de 55 places et une micro-crèche pour 10 enfants,

Considérant que la Commune a identifié ce terrain comme pouvant accueillir une opération immobilière pour la production de logements sociaux à destination des jeunes,

Considérant que l'Office Public de l'Habitat, Gironde Habitat, représenté par Madame Sigrid MONNIER, s'est positionné pour acquérir les parcelles AY n° 634-636 en vue de la réalisation d'un programme de construction d'un Foyer de Jeunes Travailleurs de 43 places pour enrichir l'offre existante sur ce site,

Considérant que la réalisation de cette opération permettra d'accroitre l'offre de logements sociaux,

Considérant que, par un avis en date du 28 mars 2022, le service des Domaines a estimé la valeur vénale de ces parcelles à 134 640€,

Considérant que suite à des échanges entre la Ville et Gironde Habitat, ce dernier se portera acquéreur des parcelles communales cadastrées section AY n° 634 et 636 au prix de 124 400€,

Considérant que la réalisation d'un Foyer de Jeunes Travailleurs de 43 places participe à l'objectif de la Commune d'atteindre le seuil minimal de 25% de logements sociaux imposé au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (« SRU ») et présente un intérêt général pour la Commune,

Considérant qu'en outre, la moins-value, estimée à 10 240€, correspondant à la différence entre le prix de cession de l'emprise foncière donnant lieu à la réalisation effective de logements sociaux (124 400 €) et la valeur vénale des parcelles estimée par le service des Domaines (134 640 €) sera déductible de la pénalité due pour les logements sociaux manquants au titre de la Loi SRU, conformément à l'article L. 302-7 du Code de la Construction et de l'Habitation et, dans ces circonstances, l'opération sera neutre sur le plan financier pour la Commune,

Considérant que les parcelles figurent à l'actif communal conformément au tableau ci-dessous :

N° INVENTAIRE	N° PARCELLE	SUPERFICIE IMMOBILISATION(M²)	SUPERFICIE CEDEE (M²)	VALEUR NETTE COMPTABLE (VNC)	VNC DU BIEN CEDE
T/2111004/0009	AY 634	83 502,00	3 631,00	25 667,82	1 116,14
N° INVENTAIRE	**N° PARCELLE**	**SUPERFICIE IMMOBILISATION(M²)**	**SUPERFICIE CEDEE (M²)**	**VALEUR NETTE COMPTABLE (VNC)**	**VNC DU BIEN CEDE**
T/2111004/0063	AY 636	857,00	857,00	12 855,00	12 855,00

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

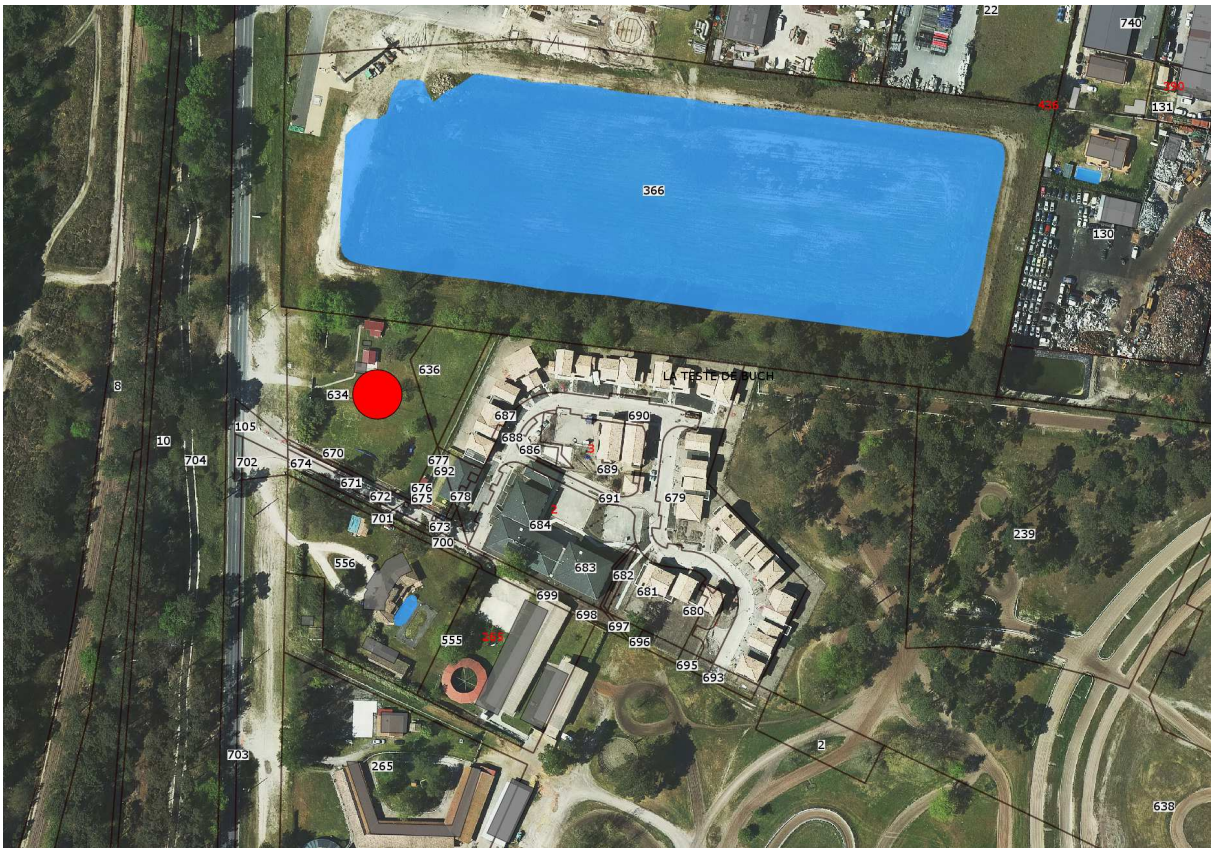
- ACCEPTER de vendre à l'Office Public de l'Habitat, Gironde Habitat, représenté par Madame Sigrid MONNIER ou toute personne morale qui viendrait s'y substituer le terrain cadastré section AY n° 634-636, d'une superficie de 4 488 m², au prix de 124 400€ Hors Taxes, dans les conditions précitées,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la promesse de vente portant sur les parcelles cadastrées section AY n° 634 et 636 et tout autre acte à intervenir, notamment l'acte de vente.

VENTE TERRAIN SIS 211 ROUTE DE CAZAUX
A GIRONDE HABITAT (PARCELLES AY 634-636)
Note explicative de synthèse

La Commune est propriétaire des parcelles sises 211 route de Cazaux lieudit « le Becquet », cadastrées section AY n° 634 et 636, d'une superficie respectivement de 3 631 m² et 857 m².

Il s'agit d'un terrain nu relevant du Domaine Privé Communal, qui est actuellement occupé par les installations du club d'éducation canine, l'Association « le Cercle Canin de la Côte d'Argent », en vertu d'un contrat de location qui se termine définitivement le 30 juin 2022. Il ne sera en effet pas renouvelé au-delà de cette date et l'Association remettra le terrain dans son état d'origine.





La Commune a identifié ce terrain de 4 488 m² comme pouvant accueillir une opération immobilière pour la production de logements sociaux à destination des jeunes.

Il se situe en effet à proximité immédiate de la Résidence des Galops réalisée par Gironde Habitat à côté de l'Hippodrome comprenant 40 logements sociaux, un Foyer de Jeunes Travailleurs de 55 places et une micro-crèche pour 10 enfants.

C'est pourquoi, l'Office Public de l'Habitat, Gironde Habitat, représenté par Madame Sigrid MONNIER, s'est positionné pour acquérir les parcelles AY n° 634-636 en vue de la réalisation d'un programme de construction d'un Foyer de Jeunes Travailleurs de 43 places pour enrichir l'offre existante sur ce site.

Après négociations, la vente se ferait au prix de 124 400€.

Par courrier en date du 28 mars 2022, le Domaine a estimé ce terrain au prix de 134 640€.

La réalisation de logements sociaux, au cœur du territoire communal et dans un contexte de carence (*cf.* arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 portant carence de la commune de La Teste-de-Buch), participe à l'objectif de la commune d'atteindre le seuil minimal de 25% de logements sociaux imposé au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (« SRU »).

Surtout, la moins-value, estimée à 10 240€, correspondant à la différence entre le prix de cession de l'emprise foncière donnant lieu à la réalisation effective de logements sociaux (124 400 €) et la valeur vénale des parcelles estimée par le service des Domaines (134 640€) sera déductible de la pénalité due pour les logements sociaux manquants au titre de la Loi SRU, conformément à l'article L 302-7 du Code de la construction et de l'habitation.
Dans ces circonstances, l'opération sera neutre sur le plan financier pour la Commune.

Si cette opération est assujettie à TVA, elle sera intégralement acquittée par l'Acquéreur et le prix de vente sera augmenté à proportion du montant de la taxe.

Ces immobilisations figurent à l'inventaire de la Commune conformément au tableau ci-dessous :

N° INVENTAIRE	N° PARCELLE	SUPERFICIE IMMOBILISATION(M²)	SUPERFICIE CEDEE (M²)	VALEUR NETTE COMPTABLE (VNC)	VNC DU BIEN CEDE
T/2111004/0009	AY 634	83 502,00	3 631,00	25 667,82	1 116,14
N° INVENTAIRE	**N° PARCELLE**	**SUPERFICIE IMMOBILISATION(M²)**	**SUPERFICIE CEDEE (M²)**	**VALEUR NETTE COMPTABLE (VNC)**	**VNC DU BIEN CEDE**
T/2111004/0063	AY 636	857,00	857,00	12 855,00	12 855,00

La délibération a donc pour objet de :

- Accepter de vendre à l'Office Public de l'Habitat, Gironde Habitat, représenté par Madame Sigrid MONNIER ou toute personne morale qui viendrait s'y substituer le terrain cadastré section AY n° 634-636 matérialisé sur les plans ci-dessus, d'une superficie de 4 488 m², au prix de 124 400€ Hors Taxes, en vue de la réalisation d'un Foyer de Jeunes Travailleurs,

- autoriser Monsieur le Maire à signer la promesse de vente portant sur les parcelles cadastrées section AY n° 634 et 636 et tout autre acte à intervenir, notamment l'acte de vente.

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE
DIRECTION DE LA GESTION PUBLIQUE
PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE
24 rue François de Sourdis – 6ème étage
BP908 – 33060 BORDEAUX CEDEX
Balf : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone secrétariat : 05 56 90 50 30 / 05 56 90 50 84

BORDEAUX, le 28/03/2022

Monsieur le Maire de La Teste de Buch
Pôle Droit des Sols et Foncier
Hôtel de Ville
BP 50105
33 164 La Teste de Buch Cedex

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick SAUBUSSE
Téléphone : 05 57 81 69 76
Responsable du service : Bertrand MARTY
Téléphone : 05.56.90.78.95
Adjoint du service : Bruno BENEDETTO
Téléphone : 05.57.81.69.43

Nos réf :	2022-33529-18916
Vos réf. :	Demande DS 8011253 déposée le 10/03/2022

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Cession

Articles L. 3221-1, L. 3222-2, R 3221-6 et R. 3222-3 du code général de la propriété des personnes publiques
Articles L. 2241-1, L. 3213-2, L. 4221-4, L. 5211-37, L. 5722-3 et R. 2241-2, R. 2313-2, R. 4221-2, R. 5211-13-1 et R. 5722-2 du code général des collectivités territoriales
Arrêté ministériel du 5 décembre 2016

DÉSIGNATION DU BIEN : Parcelles AY 634 et AY 636

ADRESSE DU BIEN : 211 route de Cazaux, lieu dit « Le Becquet» à La Teste

VALEUR VÉNALE : 134 640 €

1 - SERVICE CONSULTANT : Commune de la La Teste de Buch
AFFAIRE SUIVIE PAR : Sandrine GELLIBERT
2 - Date de consultation : 10/03/2022
Date de réception : 10/03/2022
Date de visite : secteur connu
Date de constitution du dossier « en état » : 10/03/2022

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

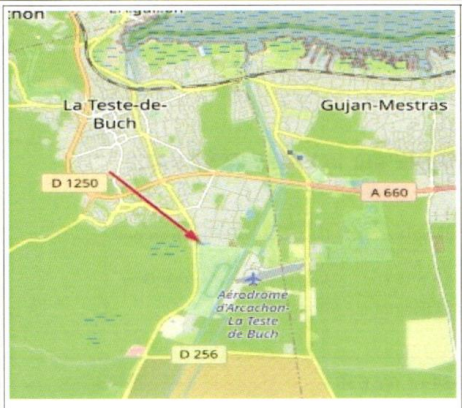
Projet de cession des parcelles AY 634 et AY 636.

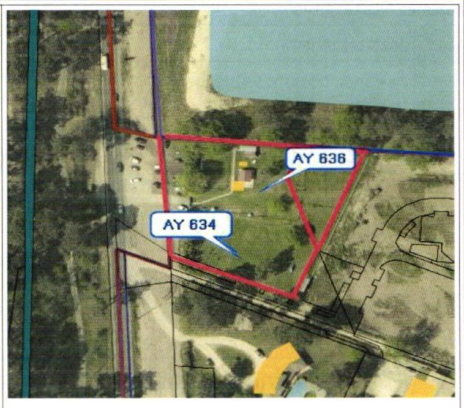
4 - Description du bien

A) **Situation géographique du bien, desserte par les transports :**

Commune	Adresse	Section cadastrale	Superficie
La Teste de Buch	211 route de Cazaux, lieu dit « Le Becquet»	AY 634	3631 m²
		AY 636	857 m²
Total			4488 m²

Situation géographique du bien





Les parcelles sont situées en bordure et façade de la 256, entre la limite Sud du Parc d'Activités du Pays de Buch et la zone d'habitat social au Nord de l'hippodrome.

B) **Consistance actuelle du bien** :

Les parcelles sont en nature de terrain nu occupées par les installations du club d'éducation canine.

5 - Situation Juridique

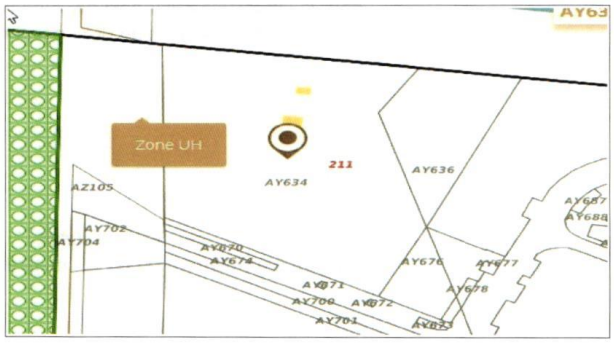
A) **Désignation et qualité des propriétaires** : Commune de la Teste, propriété ancienne pour la parcelle AY 634 et acte d'échange avec Gironde Habitat en date du 12/04/2017 pour la parcelle AY 636.

B) **État et conditions d'occupation** : estimé libre d'occupation.

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Dernier règlement opposable aux tiers, date d'approbation	PLU approuvé le 06 octobre 2011 et modifié le 12 Septembre 2013
Identification du zonage au POS/PLU et le cas échéant du sous-secteur	Zone UH urbaine dédiée à l'activité de l'hippodrome du Becquet qui nécessite des équipements nécessaires à son bon fonctionnement et à l'accueil du public.

Extrait du plan de zonage



7 – CONDITIONS FINANCIÈRES PROPOSÉES PAR GIRONDE HABITAT : 134 640 € SOIT 30 €/M²

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

8 a/ Méthode d'évaluation retenue : Par comparaison directe

8 b/ Modalités de calcul :

Au regard des termes de comparaison observés pour des terrains similaires en zone UH, la valeur vénale du bien est estimée à 134 640 € soit 30 €/m² pour 4488 m².

La présente évaluation s'entend hors taxes et droits d'enregistrement.

Marge d'appréciation : ± 10 %

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

La présente estimation est réalisée sous réserve des coûts éventuels liés à la présence d'amiante (Code de la Santé Publique art. L.1334-13 et R. 1334-15 à R. 334-29), de plomb (CSP : articles L. 1334-5 et L. 1334-6 – art R. 1334-10 à 1334-13 ; art L. 271-4 et R. 271-5 du code de la construction et de l'habitation), ou de termites et autres insectes xylophages (cf. code de la construction et de l'habitation art. L. 133-6 et R. 133-1 – R. 133-7 - art L.271-4 et R. 271-5.)

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour la Directrice Régionale des Finances publiques
de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
par délégation,

Patrick SAUBUSSE
Inspecteur divisionnaire des finances publiques

Monsieur le Maire :

Merci M Sagnes, j'ai cru entendre que l'on expulsait ce centre canin, 'on n'expulse rien du tout on a fait des avenants, à plusieurs reprises on a prolongé ce bail, cela se fera d'un commun accord, les gens qui gèrent ce centre nous nous voyons très souvent, on a tout fait pour les aider.

Nous avons là un endroit stratégique pour loger nos jeunes, il y a déjà une première opération qui a été réalisée de qualité, il y a des jeunes travailleurs mais pas que, c'était initialement réalisé pour des jeunes travailleurs de l'hippodrome, il y a des familles qui y résident, il y a une crèche qui est occupée, on a énormément de demandes sur les crèches aujourd'hui, il y a un manque de places, ce projet est un joli projet.

C'est un projet qui vient en compensation de celui que vous aviez initié à côté du collège rue H Dheurle et pour lequel les gens ne souhaitaient pas car il n'était pas qualitatif alors que là il va y avoir un projet qualitatif et rue H Dheurle il y aura 5 maisons individuelles en BRS en accord avec l'ensemble du voisinage. Ce que l'on voulait mettre à côté du collège n'était pas en cohérence avec les jeunes qui ont entre 12 et 15 ans au collège.

Monsieur MAISONNAVE :

Pas de problème sur le projet, mais au niveau des véhicules, il y a l'hippodrome à côté, est-ce qu'avec le Département il est prévu justement pour la sécurité des personnes, il va y avoir du monde qui va circuler avec les nouveaux logements, y-a-t-il une réflexion qui va être menée ? Est-ce qu'il va y avoir une route parallèle qui peut glisser le long de l'hippodrome pour éviter la sortie de l'hippodrome ?

Monsieur BUSSE :

Cela ne nous a pas échappé, on regarde les solutions possibles avec le Département, il y a beaucoup de contraintes réglementaires à respecter, on travaille sur le sujet.

Monsieur le Maire :

Aujourd'hui ça n'existe pas, rond-point ou pas, on cherche, il semblerait que le Département ne soit pas très friand d'un rond-point, néanmoins quand on sort aujourd'hui de l'hippodrome il y a parfois l'inévitable qui ne peut pas être évité, mais ça incite les gens à ralentir, les gens il faut qu'il y ait des réflexes et on va œuvrer pour mettre tout le monde en sécurité.

On a aussi réfléchi pour la sortie de la plaine des sports, où je trouvais que c'était une aberration de ne pas avoir anticipé cette sortie, aujourd'hui le problème est résolu en théorie, il reste plus qu'à mettre la pratique. Cette réflexion appartenait à la ville de la Teste, je le regrette.

Monsieur DUCASSE :

La réflexion sur la sortie de Bonneval existe depuis longtemps, elle était déjà à la DDE en 1990 on l'a revue sous M Espied en 1995 on nous proposait des giratoires à plat, cela fait 30 ans que tout le monde y pense et n'a pas trouvé le financement, que l'on aurait pu trouver en finançant la 4 voies.

Le petit mot pour la sécurité de l'hippodrome, il y a des sorties fréquentes, mais les sorties nombreuses sont ponctuelles et rares, mais par contre cet ensemble de logements que nous avons entre l'hippodrome et les bassins du Siba, c'est beaucoup de monde qui sort, et il

suffirait de déplacer le panneau communal de 50 mètres et à ce moment-là vous vous trouvez en zone 50 au lieu d'arriver 90 et de piler 30 mètres plus loin de façon à sécuriser en attendant de trouver la méthode pour faire les choses mieux.

Monsieur le Maire :

C'est une solution, vous avez raison.

Monsieur BUSSE :

Oui, M Ducasse sur le rond-point de Bisserié, c'est un peu inadmissible d'avoir laissé se concrétiser le projet de la 2x2 voies sans traiter l'affaire du rond-point de Bisserié , ce que nous avons fait en arrivant, car il y avait des problèmes de sécurité qui n'étaient pas acceptables.

Heureusement que cela a été redressé et que les projets maintenant sont en cours pour régler cette affaire-là.

Monsieur DUCASSE :

Ces zones-là appartenaient à l'Etat puis au département de la même façon que la zone Mcdo cela appartenait à l'Etat avec des zones réservées pour faire des ponts, la ville de la Teste ne pouvait que pleurer ou exiger, mais cela n'avait pas beaucoup d'effet à l'époque

Monsieur le Maire :

M Ducasse, on ne peut pas vous laisser dire ça, pour faire la sortie face à une station-service d'une grande enseigne, là vous vous êtes battus, et ce n'était pas la priorité, je suis désolé les services de l'Etat nous l'ont dit, ils ont posé la question concernant la sortie Bonneval, elle n'a pas voulu être traitée par la ville de la Teste.

Par contre on a trouvé les moyens de traiter l'entrée et la sortie face à la station-service qui aujourd'hui est une aberration, il y a le problème des 3 stops, les services de l'Etat nous ont dit, « vous touchez à rien » quand on a voulu en faire sortir un. En touchant un stop on ne crée plus la priorité à ceux qui rentrent et on risque un bouchon sur la voie rapide, je vous laisse imaginer les conséquences, la sortie de Bonneval vous n'avez pas souhaité la traiter, c'est clair.

Monsieur DUCASSE :

Nous étions tous à la COBAS et je ne me souviens pas que vous en ayez parlé ni l'avoir vu….

Monsieur le Maire :

Je n'étais rien, c'est vous qui étiez aux affaires, aujourd'hui on n'attend pas que vous alliez à la COBAS pour parler des affaires de la Teste, croyez-moi on y est.

Mme Darmanin nous annonce qu'il va y avoir un trottoir qui va être fait pour sécuriser les piétons déjà le long de……

Madame DELMAS :

Pour clore sur le sujet COBAS, M le Maire vous étiez au bureau de la COBAS vous étiez président d'une commission et à ce titre-là vous étiez au bureau, et quand vous le souhaitiez, vous vous exprimiez, même à cette époque-là, et je pense que ça n'a pas été vu, on a confié ce dossier à des experts.

Monsieur le Maire :

Vous avez raison vous ne l'aviez pas vu….

Madame DELMAS :

Vous non plus, vous étiez au bureau, moi je n'étais pas au bureau de la Cobas, juste sur le projet nous nous réjouissons de voter ce projet et nous faisons remarquer que notre vote montre que nous ne sommes pas contre le logement, bien au contraire, nous sommes contre l'étalement urbain, mais nous sommes pour la construction de logements notamment pour ces plus de 40 jeunes travailleurs, en plus cela va se joindre à un projet que je connais aussi, qui est un beau projet qui existe déjà pour les apprentis de l'hippodrome mais pas uniquement , la crèche … ça va vraiment compléter cette offre, nous sommes ravis de le voter.

Monsieur BERILLON :

Qui vous parle d'étalement urbain ? Je suis un peu étonné, les projets que nous vous avons présentés jusqu' à présent se situent sur des zones prévues à un aménagement.

Quand vous parlez d'étalement urbain, je vous reporte à la Loi climat et résilience qui va le limiter considérablement. En revanche il y a un besoin, et si vous approuvez ce projet nous nous en félicitons.

Je voudrais revenir sur des réactions qui m'ont surpris surtout de la part de quelqu'un qui est absent aujourd'hui, il y a des commissions habitat à la Cobas, je peux vous dire que votre collègue absent aujourd'hui n'est pas venu aux 3 dernières commissions habitat de la Cobas.

Que l'on commence déjà par bien regarder les dossiers, d'autre part nous le répétons on a besoin de loger les testerins, les familles, il devrait y avoir l'unanimité, le consensus on en a besoin, si on fait rien, quand on a été carencés c'est sur le bilan arrêté au 31/12/2019, je reviens là-dessus, là nous allons arrêter ce bilan au 31/12/2022, ça veut dire que nous avons démontré que nous avons des projets et qu'ils nous permettront précisément de démontrer à l'Etat qu'il y a du travail, de l'effort et que quand les comptes seront faits l'année prochaine la commune sera probablement moins pénalisée. L'exemple de Gujan qui paie une pénalité SRU de 700 000€, nous on est à 500 000€ si on ne fait rien, c'est peut-être plus que l'on devra payer et qu'est-ce que ça représente en équipement, sportif, pour les jeunes, aires de jeux etc.… il doit y avoir un rassemblement de toutes les énergies pour se dire « logeons en priorité nos testerins », c'est des terrains qui nous appartiennent et il vaut mieux que ce soit nous qui ayons la main au lieu que ce soit l'EPF qui les préempte car si il préempte là il va y avoir de la construction et avec la loi climat et résilience qui délimite l'étalement urbain, c'est qu'elle part du principe que la propriété individuelle n'est plus un dogme mais qu'il va falloir revenir au collectif. Si on fait du collectif et en plus que l'on a du monde à loger, que va-t-il se passer, on va faire de la hauteur et précisément c'est ce que nous ne voulons pas.

Monsieur PASTOUREAU :

On m'a communiqué les chiffres pour la prochaine rentrée scolaire, et ils ne sont pas bons, la priorité de loger les jeunes elle est vraiment essentielle, pour 2022-2023 on perd 115 élèves, 7% encore en moins et on perd 2 classes, cela commence à faire beaucoup.

On passe de 1638 jeunes à 1523 et la baisse est plus importante c'est embêtant au niveau des maternelles c'est-à-dire qu'il y aura une répercussion au niveau du primaire, c'est

véritablement une urgence et une priorité essentielle de trouver des logements pour les jeunes.

Monsieur le Maire :

On est en train aujourd'hui de subir les conséquences de ce qui n'a pas été fait sur les années précédentes……

Madame DELMAS :

C'est que vous n'avez pas su répondre en décembre 2020 des projets, comme l'a dit M Berillon, quand on démontre à l'Etat que l'on a des projets, que l'on crée, eh bien l'Etat est beaucoup plus indulgent, là en décembre 2020 l'Etat reconnaissait que l'on avait fait des efforts, et il demandait quels étaient les projets, vous n'avez pas su répondre concrètement, c'est normal vous arriviez, vous n'étiez pas informés des affaires, mais on partage complétement qu'il faut faire du logement, on en a fait…..

Monsieur le Maire :

Vous votez contre tous les projets……

Madame DELMAS :

Entre 2019 et 2020 la commune a livré 200 logements sociaux, en fait l'essentiel aujourd'hui c'est que nous sommes d'accord, il faut des logements, la preuve nous votons cette délibération.

Monsieur le Maire :

En fait vous avez des remords par rapport au dernier conseil où vous n'avez pas voté et votre bilan il était catastrophique, la preuve c'est qu'aujourd'hui ce n'est pas une histoire de papier, c'est une histoire de loger les gens, vous avez construit où pour cette jeunesse ?

Madame DELMAS :

Si vous n'aviez pas freiné le projet du Baou, on n'y serait déjà vous avez pris 3 ans de retard…

Monsieur le Maire :

Il serait catastrophique par rapport à ce que vous présentiez…..

Madame DELMAS :

On n'est pas d'accord sur les projets mais on est d'accord sur le fait qu'il faut du logement et c'est l'essentiel.

Monsieur le Maire :

Il n'y a que vous qui pensez que vous avez bien fait, vous avez tort

Monsieur DUCASSE :

Je pense que l'on regarde le problème par le petit bout de la lorgnette, je pense que tous les maires cherchent à loger leurs employés municipaux, leurs hommes clés car les villes tournent grâce aux hommes les plus proches, le jour où il n'y aura plus d'ostréiculteurs, cela fait bien longtemps que l'on en a parlé, il y a 20 ans quand on était sur les mêmes listes ou sur les mêmes projets, on avait tous la même idée en tête, ce qu'il y a c'est l'attractivité du territoire qui nous a joué un tour et je me retourne vers le SIBA, il faut arrêter de faire la

promotion de notre bassin, on n'en peut plus, bientôt même l'EPF n'osera plus acheter des terrains, ils seront trop chers pour monter des logements sociaux.

Monsieur le Maire :

Au niveau du SIBA la promotion qui est faite c'est exactement le contraire, c'est en disant aujourd'hui ne venez plus chez nous, vous vous trompez, hier nous étions tous les maires au SIBA, nous avons tous aujourd'hui le même problème et en plus on est en train d'établir le SCOT et même des villes qui sont un peu en retrait, comme Mios, Marcheprime, sont en train aujourd'hui d'être confrontées à la diminution des terrains, ce qui veut dire qu'eux aussi ont une augmentation des prix.

On n'est pas en train de dire aux gens « venez chez nous » c'est le contraire, nous sommes en train de dire « restez chez nous », les 115 élèves en moins, ce sont des familles des trentenaires qui s'en vont, nous sommes en train de travailler là-dessus et cela n'a pas été votre politique de conserver ça et il y a aujourd'hui le trou est là,

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M. DUFAILLY **DEL2022-06-319**

MISE A DISPOSITION PAR LA COBAS A LA COMMUNE DE 2 TERRAINS DE PADEL COUVERTS – PLAINE DES SPORTS GILBERT MOGA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-21, L 5211-5, et L 1321-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2019-07-332 du 09 juillet 2019 approuvant la mise à disposition au profit de la COBAS de la parcelle GF n°3p, en vue de la construction de 2 terrains de padel,

Vu le procès-verbal en date du 22 juillet 2019 constatant cette mise à disposition au profit de la COBAS,

Vu le projet de procès-verbal ci-joint,

Mes chers collègues,

Considérant que dans le cadre de sa compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire », la COBAS a procédé en tant que maître d'ouvrage, à la construction de deux terrains de padel couverts sur la parcelle cadastrée section GF n°3p dans la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert Moga,

Considérant que ces travaux autorisés par PC n° 20K0068 sont terminés depuis le 31 mars 2021,

Considérant que dès l'achèvement des travaux, ces deux terrains de padel ont été mis à disposition de la Ville afin de pouvoir assurer l'accueil des sportifs dans les meilleurs délais,

Considérant que cette mise à disposition porte sur des installations sportives d'environ 558 m² et sur le terrain d'assiette des travaux de 565 m²,

Considérant qu'il est nécessaire de régulariser cette mise à disposition consentie à titre gratuit par la signature d'un procès-verbal entre les parties,

Je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- APPROUVER la mise à disposition à titre gratuit par la COBAS, à la Commune, des installations sportives nouvellement construites d'environ 558 m² ainsi que la restitution du terrain d'assiette initial de 565 m², situés sur la parcelle cadastrée GF n°3p,

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer à signer le procès-verbal ci-joint, ainsi que tout autre acte à intervenir.

MISE A DISPOSITION PAR LA COBAS A LA COMMUNE DE 2 TERRAINS DE PADEL COUVERTS – PLAINE DES SPORTS GILBERT MOGA

Note explicative de synthèse

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) détient la compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ».

A ce titre, par délibération en date du 11 avril 2019, le Conseil Communautaire de la COBAS a approuvé le projet de construction de deux terrains de padel couverts pour chacune des quatre Communes de son ressort territorial.

Le site qui a été retenu pour La Teste de Buch est la Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert Moga, à Bonneval, à proximité immédiate des deux terrains de padels ouverts existants, à côté des terrains de tennis.

Par délibération en date du 09 juillet 2019, le Conseil Municipal a approuvé la mise à disposition, au profit de la COBAS, à titre gratuit, du terrain cadastré section GF n°3p, d'une superficie de 565 m² environ, sis Plaine des Sports et de Loisirs Gilbert Moga, en vue de la construction de deux terrains de padel couverts.

La mise à disposition de cette emprise a été constatée par un procès-verbal signé par Monsieur le Maire et Madame la Présidente de la COBAS le 22 juillet 2019.
Elle a été consentie à titre gratuit pour toute la durée nécessaire de réalisation des travaux.



Emprise mise à disposition de la COBAS par PV du 22/07/2019

Ces travaux ont fait l'objet du permis de construire n° 20K0068 en date du 20 août 2020.

Dès l'achèvement des travaux le 31 mars 2021, les nouveaux équipements sportifs ont été mis à disposition de la Commune afin de pouvoir assurer l'accueil des sportifs dans les meilleurs délais.

Or, il était prévu qu'une fois les travaux terminés, les équipements et le terrain d'emprise seraient remis officiellement à la Commune, via un nouveau procès-verbal de mise à disposition.

Le Conseil Communautaire de la COBAS a donc délibéré le 23 juin 2022 pour approuver cette mise à disposition à la Ville et autoriser la signature d'un procès-verbal.

La COBAS a invité la Commune à adopter concomitamment une délibération en ce sens.

La délibération a donc pour objet de :

- Approuver la mise à disposition à titre gratuit par la COBAS, à la Commune, des installations sportives nouvellement construites d'environ 558 m² ainsi que la restitution du terrain d'assiette initial de 565 m², situés sur la parcelle cadastrée GF n°3p,

- Autoriser Monsieur le Maire à signer le procès-verbal ci-joint relatif à la mise à disposition au profit de la Commune de ces installations et du terrain, ainsi que tout autre acte à intervenir, le cas échéant.

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

PROCES-VERBAL DE MISE À DISPOSITION DES INSTALLATIONS SPORTIVES :
DEUX TERRAINS DE PADEL COUVERTS
AU PROFIT DE LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH

LA TESTE DE BUCH

ENTRE :

La Communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud (désignée ci-après la COBAS), représentée par Madame Marie-Hélène, Présidente de la COBAS, prise en vertu de l'habilitation donnée aux fins du présent acte par délibération n°2022- en date du 23 juin 2022.

D'UNE PART,

ET

La ville de La Teste de Buch (désignée ci-après la ville), représentée par son Maire, Monsieur Patrick DAVET, dont les bureaux sont situés en l'Hôtel de Ville, 1 Esplanade Edmond Doré, 33260La Teste de Buch, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du

D'AUTRE PART,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
VU la délibération communautaire n°19-69 du 11 avril 2019, portant approbation du projet de construction sur les quatre communes et portant sur la mise à disposition nécessaire à la COBAS des terrains d'assiette sur les quatre communes dans le cadre des travaux ;
Vu la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux de construction objets du permis de construire n°033 529 20K0068, en date du 23 juillet 2021.

Il est procédé ce jour entre les parties visées ci-dessus à :

- **La mise à disposition, à titre gracieux, des installations sportives, nouvellement construites d'environ 558 m², situées Rue Gilbert Moga sur la parcelle cadastrée GF 03 p (en partie) sur la commune de La Teste de Buch (33260), par la COBAS au profit de la ville (plans annexés au présent PV).** Ainsi que la restitution du terrain d'assiette de 565 m² mis à disposition initialement dans le cadre des travaux.

Étant précisé que, conformément à l'article L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la ville est substituée à la COBAS dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis, que la ville accepte en l'état et sans réserve.

La ville est réputée titulaire de toutes les garanties contractuelles et légales, notamment la garantie dommage ouvrage. La COBAS ne peut alors être appelée en garantie ou en qualité de maître d'ouvrage à quelque titre que ce soit.

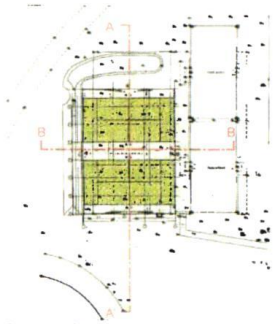
Fait à Arcachon, le
En trois exemplaires

Pour la ville de La Teste de Buch,

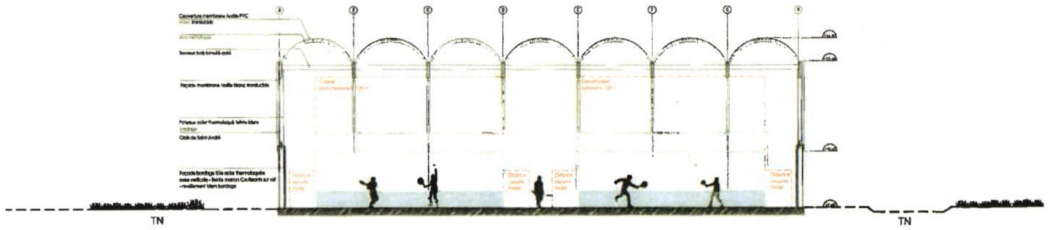
Patrick DAVET
Maire
Conseiller Départemental

Pour la COBAS,

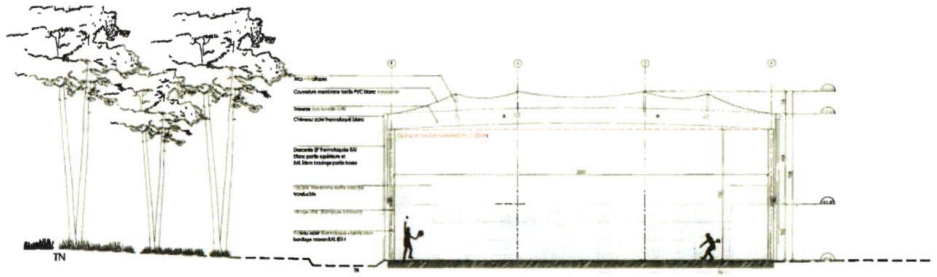
Marie Hélène DES ESGAULX
Présidente



Plan de repérage
coupes AA' et BB'



Coupe AA'



Coupe BB'

COB-PADEL COBAS

Construction de huits terrains de tennis-padels couverts sur les quatre communes de la Cobas

Rue Gilbert Moga
33260 La Teste de Buch

Maître d'ouvrage
COBAS
2, allée d'Espagne – BP 147
33166 ARCACHON
TEL. : 05 56 22 32 44

BREL ARCHITECTURE
5 allées de Tourny
33000 Bordeaux
TEL: +33 5 35 54 53 28
www.brel-architecture.fr
agence@brel-architecture.fr

Arcachon
Place Leclerc de Hauteclocque – CS 10109
33311 Arcachon Cedex
TEL : 05 57 22 16 16
Fax : 05 57 52 52 53

La Teste de Buch
1 Esplanade Cornaud Dorat ILP. 33185
33166 La Teste de Buch Cedex
TEL : 05 56 22 16 10
Fax : 05 56 54 14 45

Gujan Mestras
1, allées du Général-de-Gaulle
33470 Gujan-Mestras
TEL/Fax/Accès : 05 57 52 57 52
Fax : 05 57 52 57 53

La Teich
64, Bis avenue de la Côte d'Argent
CS 90022
33470 LE TEICH
TEL : 05 56 22 22 40
Fax : 05 56 22 22 59

SMC2
concevoir et construire
Parc d'activités Les Platières
225 rue du Petit Bois
69440 Mornant
TEL: 04 78 67 60 69
contact@smc2-construction.com

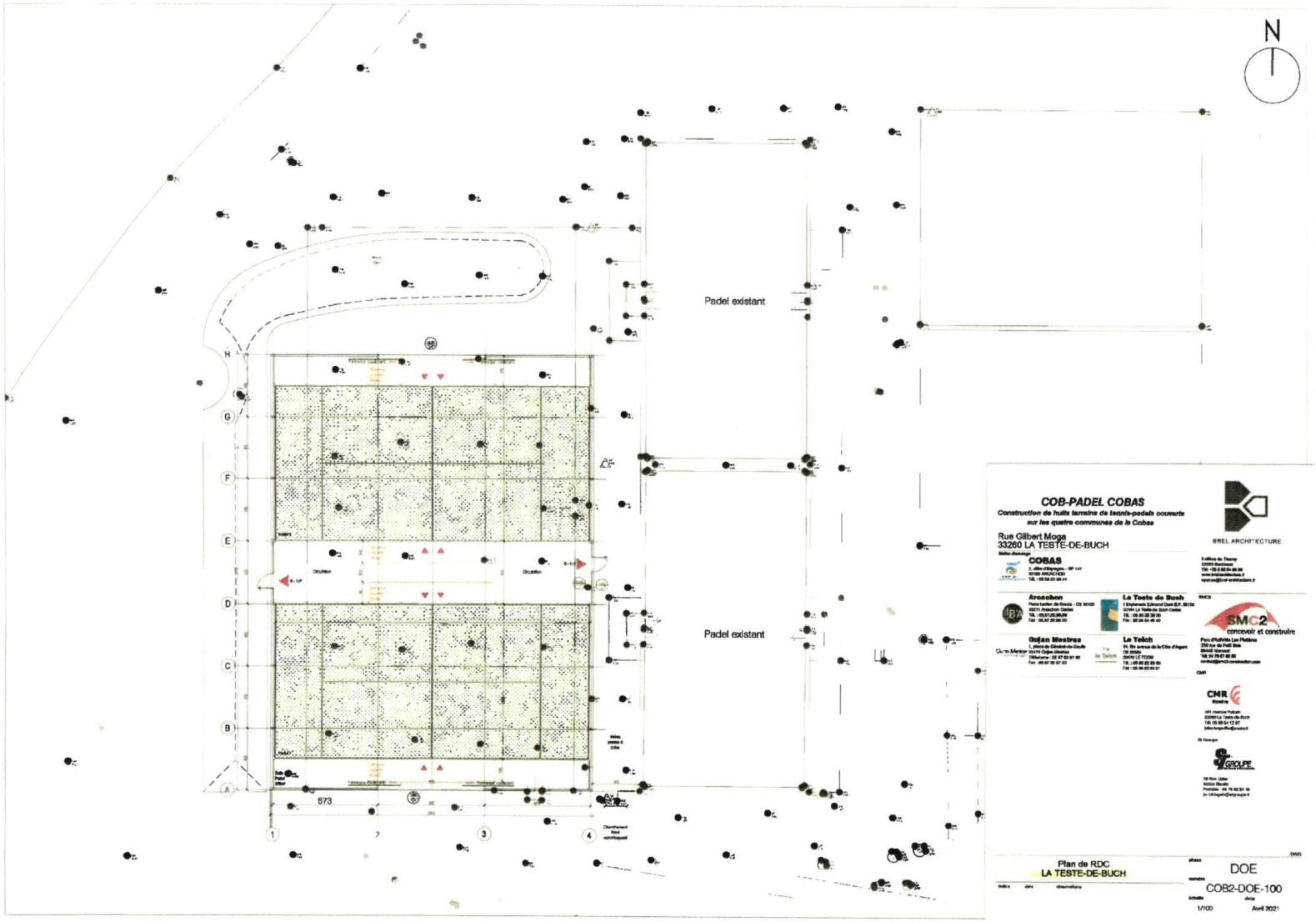
CMR
Emaux
561 Avenue Victoire
33166 La Teste de Buch
TEL: 05 56 54 12 57
bfeschmuerfle@cmr.fr

Groupe
29 Rue Lisbonne
40230 Saint
Portable : 06 79 62 24 16
jm.bilogade@sgroupe.fr

Coupes AA' et BB'
LA TESTE DE BUCH

phase: DOE
numéro: COB2-DOE-200
échelle: 1/100
date: Avril 2020

indice	date	observations


N
Padel existant
Padel existant
673
COB-PADEL COBAS
Construction de huits terrains de tennis-padels couverts sur les quatre communes de la Cobas
Rue Gilbert Moga
33260 LA TESTE-DE-BUCH
COBAS
Arcachon
La Teste de Buch
Gujan Mestras
Le Teich
EIREL ARCHITECTURE
SMC2
concevoir et construire
CMR
Plan de RDC
LA TESTE-DE-BUCH
DOE
COB2-DOE-100
1/100
Avril 2021

Monsieur le Maire :
Merci M Dufailly,

Monsieur MAISONNAVE :
Le terrain de padel de Cazaux qui est un des premiers terrains avant que tout soit réfléchi par l'intermédiaire de la Cobas, c'est eux qui sont à l'initiative des padels du sud bassin je voulais savoir s'ils avaient fait la demande pour couvrir leur padel, je ne voudrais pas qu'on l'oublie, c'est bien que l'on en fasse au Teich, Arcachon, et sur la plaine Bonneval mais eux c'est les initiateurs par rapport à ce sport ils ont été précurseurs et j'aimerais bien qu'ils soient un jour reconnus, le Président vous en a fait peut-être la demande, je me pose la question.

Monsieur le Maire :
Il y a une question quand vous avez fait ce plan padel pourquoi vous n'aviez tout de suite pensé à les couvrir ?

Monsieur MAISONNAVE :
Surtout qu'il n'y avait pas de réflexion de padel dans le domaine Cobas sur le territoire, c'était sur l'initiative du club de Cazaux, les padels couverts on les trouvait dans le cadre privé.

Monsieur Dufailly :
Effectivement le président a fait une demande envers nous et la Cobas, j'aurais aimé que mon prédécesseur quand le plan padel a été lancé se batte pour que le padel de Cazaux soit couvert.

Monsieur le Maire :

Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : **M. BOUCHONNET** **DEL2022-06-320**

CONVENTION POUR LA LUTTE COLLECTIVE CONTRE LE RAGONDIN, LE RAT MUSQUÉ ET LE RATON LAVEUR INSCRIPTION A LA CAMPAGNE 2022/2023

Vu le Code de l'Environnement, notamment son article R427-6,
Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L 226-1 à L226-9 et L251-3 à L254-2,
Vu le Code de la Santé Publique, notamment son article R 1342-12,
Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2021 portant autorisation de contrôle des populations animales non indigènes pour la campagne cynégétique 2021-2022 dans le département de la gironde,
Vu la convention pour une lutte optimale contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur ci-jointe,

Mes chers collègues,

Considérant que le ragondin, le rat musqué et le raton laveur sont classés « animaux susceptibles d'occasionner des dégâts en Gironde »,
Considérant, d'une part, les maladies transmissibles à l'homme dites zoonoses dont ces trois mammifères sont porteurs,
Considérant que, d'autre part, le creusement de leurs terriers accélère l'érosion des berges ce qui peut entraîner des préjudices importants,
Considérant la forte présence de ragondins, de rats musqués et de ratons laveurs sur notre commune due à un environnement favorable à leur mode de vie. Il devient nécessaire de limiter le développement de la population de ces animaux,
Considérant que, L'ADPAG (l'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde) représente les piégeurs agréés du Département auprès des instances administratives et professionnelles.

Considérant que la participation financière de la commune auprès de l'ADPAG, entre le 01/07/2022 et le 30/06/2023, s'établit comme suit :

- 5 € par rat musqué ou ragondin capturé,
- 8 € par raton laveur capturé,

En conséquence, afin de réguler le développement de la population de ces animaux, je vous propose, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin de bien vouloir :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec l'ADPAG,
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Lutte collective contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur
Inscription à la campagne 2022/2023

Note explicative de synthèse



PRESENTATION DES NUISIBLES :

Le ragondin est un mammifère **originaire d'Amérique du Sud**, introduit en Europe au XIXe siècle pour l'exploitation de sa fourrure. Le rat musqué quant à lui, ses origines sont en Amérique du Nord. Son arrivée et son histoire dans nos régions sont similaires à celles du ragondin. Tous deux sont crépusculaires, voire nocturnes. Le raton laveur est originaire d'Amérique du Nord, il fut introduit en France dans les années 1920 pour les besoins de l'industrie de la fourrure.

Par ailleurs, le creusement de leurs terriers accélère l'érosion des berges. Cela contribue à l'envasement des voies d'eau et, parfois, concourt à déstabiliser des ouvrages tels que digues, barrages ou routes. Ces dégâts peuvent entraîner des préjudices importants pour les collectivités là où elles sont chargées de l'entretien de ces ouvrages.

Comme la plupart des autres mammifères, le ragondin, le rat musqué et le raton laveur peuvent être porteurs de maladies transmissibles à d'autres espèces, y compris à l'homme. Parmi les agents pathogènes et les maladies susceptibles d'être ainsi transmises, on peut citer la douve, la leptospirose, la fièvre aphteuse, la pasteurellose et la salmonellose.
Ces trois mammifères sont classés « animaux susceptibles d'occasionner des dégâts (SOD) », c'est pour cela que des moyens de lutte sont mis en place.

LA LUTTE CONTRE LES RAGONDINS, LES RATS MUSQUÉS ET LES RATONS LAVEURS :

En préalable, il convient de rappeler que, bien qu'elles soient rarement suffisantes, il ne faut pas négliger les méthodes préventives visant à prévenir ou à gêner l'installation de ces espèces : fauchage et débroussaillage réguliers des berges pour empêcher le développement de zones de couvert favorisant les refuges, protections mécaniques s'opposant au creusement (couvertures grillagées, enrochements ...). A noter que les matériaux non cohésifs (gravier, sables, grossiers) ne permettent pas aux animaux de creuser de galeries.

Constat

L'environnement Testerin est tout à fait favorable à la vie des trois mammifères : climat océanique, réseau hydraulique (crastes et fossés), plantes aquatiques pour nourriture. Des ragondins ont été repérés à plusieurs endroits de la commune notamment dans les crastes de la zone commerciale Cap Océan.
Pour éviter toute prolifération, des organismes tels que l'ADPAG sont constitués de piégeurs qui vont limiter le développement de la population de ces animaux.

Le rôle de l'ADPAG

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde (ADPAG) est une association de type loi 1901. Elle représente les piégeurs agréés du département auprès des instances administratives, professionnelles, cynégétiques. Elle encadre les piégeurs agréés, les informe, et gère leurs captures.

Le piégeage par cages est utilisé par l'association et respecte toutes les conditions prescrites par la réglementation spécifique (arrêté du 29 janvier 2007). Le transfert d'un animal vivant étant interdit, il sera procédé, après ce piégeage, à la mise à mort sur place. La réglementation de cette destruction est fixée par les articles R.227-16 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Les pièges et les règlementations
La liste des types de pièges dont l'emploi est autorisé est fixée par le ministre chargé de la chasse, après avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage. L'arrêté du 23 mai 1984 réglemente les opérations de piégeage. L'utilisation des modèles de pièges de nature à provoquer des traumatismes physiques est soumise à l'homologation d'un prototype présenté par le fabricant. Toute personne qui les utilise doit être agréée par le préfet. C'est le ministre chargé de la chasse qui détermine les conditions d'utilisation des pièges, notamment ceux qui sont de nature à provoquer des traumatismes, afin d'assurer la sécurité publique et la sélectivité du piégeage et de limiter la souffrance des animaux.
L'arrêté du 12 août 1988 modifié détermine la liste des pièges homologués et leurs conditions particulières d'utilisation. Les nouveaux modèles de pièges visent à limiter les risques de blessures ou de souffrances infligées aux animaux.

Participation financière de la commune

Au 15 octobre 2023, l'ADPAG envoie à la commune un état des prises effectuées et l'appel des cotisations.

La commune versera le 1er décembre 2023 à l'ADPAG une subvention de 5 € par ragondin et rat musqué capturé et de 8 € par raton laveur capturé.

L'ADPAG s'engage à remettre ces sommes aux piégeurs concernés.

La délibération a donc pour objet de :

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec l'ADPAG
- AOTORISER Monsieur le Maire à signer toute acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

CONVENTION

Pour une lutte optimale contre le ragondin, le rat musqué et la raton laveur

Du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023

Entre :

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde (ADPAG),
Dont le siège social est situé au : 12 Les Allix, 33190 MONGAUZY
Représentée par son Président Gérard DELAS,

D'une part,

Et :

La commune de La Teste de Buch *(Mairie de La Teste de Buch)*
Dont le siège social est situé au : 1 Esplanade Edmond Doré, BP 50105 - 33164 LA TESTE DE BUCH
Représentée par son Maire Patrick DAVET,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la lutte contre le ragondin, le rat musqué et le raton laveur. Elle est nécessaire pour prévenir les risques d'inondation, les zoonoses ainsi que les dégâts sur les ouvrages, les végétaux et l'écosystème en général. Elle prendra en compte les interventions sur le territoire de la commune, aussi bien sur le domaine public que sur les propriétés des établissements publics, collectivités territoriales et des particuliers qui auront donné leur accord écrit pour ces opérations de piégeage.

Article 2 : OBLIGATIONS DE L'ADPAG

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde apporte son concours à la commune de La Teste de Buch pour dynamiser un réseau de piégeurs agréés sur son territoire.
L'ADPAG informera le réseau de piégeurs sur la réglementation et fournira tous les documents administratifs nécessaires à leur activité.
L'ADPAG, après signature d'une convention avec les piégeurs, procurera si besoin des cages conformes à la réglementation.
L'ADPAG assure les piégeurs agréés contre les risques inhérents à leur activité suivant les clauses du contrat n° 200 000 12 102 auprès de la MACIF.

Article 3 : MODALITES FINANCIERES

Au 15 octobre 2023, l'ADPAG envoi un état des prises effectuées à la commune de La Teste de Buch. Après validation dudit état, la Mairie versera au 1er décembre 2023 la subvention correspondant aux prélèvements réalisés soit 5€ par ragondin et rat musqué et 8€ par raton laveur prélevé.

Article 4 : CONDITIONS DE PIEGEAGE

Seul le piégeage du ragondin, du rat musqué et du raton laveur réalisé dans le respect de la réglementation, notamment des méthodes validées par le plan national de restauration du vison d'Europe, pourra être subventionné.

Cette convention vaut délégation du droit de destruction sur les terrains appartenant en propre à la commune de La Teste de Buch.

Article 5 : PREVENTION CONTRE LES RISQUES SANITAIRES

Toute action de lutte contre le ragondin et le rat musqué devra être effectuée en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques de zoonoses. En aucun cas la commune de La Teste de Buch et l'ADPAG ne pourront être tenus responsables des infections éventuelles contractées pendant cette activité.

Article 6 : REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL

Afin de ne pas perturber les opérations de piégeage, il est rappelé que le nourrissage des animaux sauvages est interdit, conformément à l'article 120 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1983 modifié portant règlement sanitaire départemental.

Article 7 : RESILIATION

En cas de non-respect des clauses de la convention par l'une ou l'autre des parties, celle-ci sera résiliée de plein droit dans le délai d'un mois après envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT

La présente convention est établie pour une durée d'un an, du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Article 9 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de désaccord sur l'exécution de cette convention, les parties conviennent de se rapprocher et d'épuiser les voies amiables de règlement des litiges (arbitrage, transaction) avant toute saisine d'une juridiction.

Article 10 : CONTACTS

10.1. LA TESTE DE BUCH

Coordonnées du contact technique :

Nom / Prénom : M. QUILICO Christine (*Pôle Technique*)

Téléphone : 06.33.51.60.45 / 05.57.52.97.53

Adresse mail : christine.quilico@latestedebuch.fr

Adresse postale : Pôle Technique, 170 Avenue Vulcain, BP 50105 – 33164 LA TESTE DE BUCH

Coordonnées du contact financier :

Nom / Prénom : M. QUILICO Christine (*Pôle Technique*)

Téléphone : 06.33.51.60.45 / 05.57.52.97.53

Adresse mail : christine.quilico@latestedebuch.fr

Adresse postale : Pôle Technique, 170 Avenue Vulcain, BP 50105 – 33164 LA TESTE DE BUCH

10.2. ADPAG

Coordonnées du contact technique :

Nom / Prénom : M. EGAL Fabien *(chargé de mission)*

Téléphone : 06.32.03.40.81.

Adresse mail : fegal.adpag@gmail.com

Coordonnées du contact financier :

Nom / Prénom : M. MARASCALCHI Philippe *(trésorier)*

Téléphone : 06.49.08.67.79.

Adresse mail : philippe.marascalchi@wanadoo.fr

Fait à Mongauzy, le 30 mai 2022

Pour l'ADPAG

Pour la commune de La Teste de Buch

Monsieur le Maire :
Merci M Bouchonnet,

Monsieur Bouchonnet
Etant délégué du ragondin depuis un moment, j'ai étudié le ragondin il a quand même une qualité, il n'est pas que nuisible, c'est une excellent plongeur, il nettoie les ruisseaux, les rivières en profondeur. Il est porteur de maladie pour le chat, le chien, l'homme c'est assez dangereux, de la température et ça attaque le foie.
M. ragondin reçoit madame que 2 fois par an, après 132 jours de gestation et fait des petits elle en fait 5 ou 6 à la fois.

Monsieur DUCASSE :
J'aimerais bien avoir le bilan des captures,

Monsieur le Maire :
Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Rapporteur : M DAVET **DEL2022-06-321**

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE DE SEJOUR

A COMPTER DU 1ER JANVIER 2023

Mes chers collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2333-26 et suivants,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles R 2333-43 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 08 août 1959 instaurant la taxe de séjour,

Vu la délibération du Conseil Départemental de la Gironde en date du 04 juillet 1984 instaurant la taxe additionnelle à la taxe de séjour,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 décembre 2021 validant la convention d'objectif et de moyens entre la commune et l'EPIC Office de Tourisme du Commerce et de l'Artisanat,

Considérant que le tarif de la taxe de séjour est arrêté par délibération du conseil municipal avant le 1er juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante,

Considérant les exonérations conformément à l'article L2333-31 du CGCT,

Considérant qu'il convient d'actualiser la tarification de la taxe de séjour pour l'année 2023 et de fixer le taux applicable aux hébergements non classés pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2023.

Considérant le projet de convention pour le recouvrement de la taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour, fixant les modalités de recouvrement de cette taxe par la ville, de reversement au Département et du dédommagement découlant de cette opération,

En conséquence, je vous demande, mes chers collègues, après avis de la commission rénovation urbaine, aménagement de l'espace, développement économique et touristique du 21 juin 2022 de bien vouloir :

- ASSUJETTIR les natures d'hébergement figurant dans le tableau ci-après à la taxe de séjour « au réel »,

- PERCEVOIR la taxe de séjour du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 inclus,

- DÉCIDER conformément à l'article L 2333-31 du CGCT de l'exonération des personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à 1 euro par nuitée, 7 € par semaine et 30 € par mois.

- FIXER à compter du 1er janvier 2023 les tarifs et taux de l'année 2023 comme suit :

CATEGORIE D'HEBERGEMENT	Tarif 2022	Tarif plancher 2023	Tarifs plafond 2023	Tarifs proposés pour 2023		
				Part communale	Part Départementale (*)	Total
Palaces	3,30 €	0,70 €	4,30 €	3 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2,20 €	0,70 €	3,10 €	2 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,21 €	0,70 €	2,40 €	1,10 €	0,11 €	1,21 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,99 €	0,50 €	1,50 €	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,88 €	0,30 €	0,90 €	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1étoile, villages vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes et auberges collectives	0,66 €	0,20 €	0,80 €	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes. Emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,61 €	0,20 €	0,60 €	0,55 €	0,06 €	0,61 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0,22 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Hébergements	Taux communal 2022	Taux communal mini	Taux communal maxi	Taux communal appliqué pour 2023 (**)	Taux départemental appliqué pour 2023 (**)	Taux cumulé appliqué pour 2023 (**)
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air.	5,0 %	1,0 %	5,0 %	5,0 %	0,50 %	5,50%

(*) Taxe additionnelle du Conseil départemental

(**) Le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la Collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxe.

- AUTORISER Monsieur le Maire à procéder à toute les formalités relatives à la taxe communale et à la taxe additionnelle départementale, à leur recouvrement ainsi qu'à leur reversement respectif ;

- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de reversement de la taxe additionnelle départementale à conclure avec le Département de la Gironde dont le projet est joint en annexe à la délibération ;

- AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération ;

- CHARGER Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques.

PROJET

CONVENTION

Pour le recouvrement de la taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour levée par la Commune de La Teste de Buch

ENTRE :

D'une part : Le président du Conseil Départemental, agissant en exécution de la délibération du Conseil Général en date du 4 juillet 1984 instituant une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour,

D'autre part : Le Maire de la Commune de La Teste de Buch, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 adoptant la reconduction des dispositions applicables à la taxe de séjour sur le territoire communal et par substitution à l'EPIC-O.T. de La Teste de Buch suite à dissolution.

Vu l'article L 3333-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 septembre 2021, validant la dissolution de l'EPIC-OT de La Teste de Buch et actant par la même l'encaissement de la Taxe de séjour par la Ville de La Teste de Buch,

A été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1er : A compter du 1er janvier 2022, la Commune de La Teste de Buch lèvera pour le compte du Département et avec son personnel, la taxe additionnelle dont les modalités de calcul sont : fonds collectés ÷ 110 x 10.

ARTICLE 2 : A la fin de la saison donnant lieu à la perception de la taxe, la Commune de La Teste de Buch établira de la même façon qu'elle le fait pour son compte, l'état retraçant le montant des sommes collectées et l'état récapitulatif des charges encourues par cette perception.

Ces renseignements seront adressés à Monsieur le Président du Conseil Départemental – Direction des Finances – Exécution du Budget.

ARTICLE 3 : Les Fonds collectés par la Commune de La Teste de Buch sont versés dans les caisses de Monsieur le Payeur Départemental.

ARTICLE 4 : En contrepartie du service rendu, la Commune de La Teste de Buch percevra du Département un dédommagement égal à 20 % des charges de recouvrement si ce défraiement n'excède pas 40 % de la Recette Départementale. Dans le cas contraire, elle percevra 40 % de cette recette.

ARTICLE 5 : Les sommes dues à la Commune de La Teste de Buch seront versées dans les Caisses de la Trésorerie d'ARCACHON.

Fait à Bordeaux,
Le 28 juin 2022

Le Maire de la Commune
de La Teste de Buch

Le Président du Conseil Départemental
de la Gironde

ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE DE SÉJOUR

A COMPTER DU 1er JANVIER 2022

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

1° LA TAXE DE SEJOUR COMMUNALE

Les articles L 2333-26 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoient que les communes peuvent, par délibération de leur Conseil Municipal, instaurer une taxe de séjour. Il ne peut appliquer qu'un seul des deux régimes d'impositions prévus à chaque nature d'hébergement à titre onéreux proposées dans la commune, soit régime au réel ou forfaitaire.

Par délibération du 08 août 1959, le Conseil Municipal de la Ville de La Teste de Buch a instauré la taxe de séjour au régime du réel.

Cette taxe est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et elle est fixée, pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour.

Le produit de la taxe de séjour est affecté aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique de la commune sous réserve de l'application de l'article L.133-7 du Code du Tourisme.

Par délibération du 16 décembre 2010, la Ville de La Teste de Buch avait transféré le produit et la gestion de la taxe de séjour à son EPIC-Office de Tourisme sur la base des articles R133-7 et R133-14 du Code du Tourisme.

Suite à la dissolution de l'EPIC - Office de Tourisme par délibération du 23 septembre 2021, la Ville de La Teste de Buch gère depuis le 1er janvier 2022 de plein droit, la taxe de séjour. Cette taxe de séjour communale est reversée à l'EPIC – Office du Tourisme du Commerce et de l'Artisanat conformément aux dispositions de la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la ville et l'Office du Tourisme, du Commerce et de l'Artisanat.

Conformément aux l'article L2333-26 et L2333-30 du CGCT, les tarifs sont arrêtés par délibération du Conseil Municipal avant le 1er juillet de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Les limites du tarif plafond mentionnées au tableau fixant le barème de la taxe de séjour, sont revalorisées chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prixà la consommation, hors tabac, de l'avant dernière année conformément aux dispositions prévues à l'article L2333-30 du CGCT.

Depuis le 1er janvier 2015, les natures d'hébergement concernées par la taxe de séjour sont mentionnées à l'article R.2333-44 du CGCT et les tarifs planchers et plafonds pour l'exercice 2023 sont les suivants :

CATEGORIE D'HEBERGEMENT	Tarif plancher 2023	Tarifs plafond 2023
Palaces	0,70 €	4,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	0,70 €	3,10 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,70 €	2,40 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,50 €	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,30 €	0,90 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes et auberges collectives	0,20 €	0,80 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes. Emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,20 €	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0,20 €	0,20 €

Il convient de noter que pour tous les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement (qui ne relèvent pas des autres natures d'hébergements), le tarif applicable par personne et par nuitée doit être compris entre 1% et 5 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.

En vertu de l'article L2333-30 du CGCT, il convient au Conseil Municipal de fixer ce taux chaque année.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (article L2333-31) prévoit quatre catégories d'exonérations liées aux conditions des personnes hébergées :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire ;
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Budgétairement, la taxe de séjour est encaissée au chapitre 73 « Impôts et taxes » au compte 7362 « Taxe de séjour ». Elle est reversée à l'EPIC-Office du Tourisme, du Commerce et de l'Artisanat par le biais d'un reversement sur recette prévu au chapitre 014 « Atténuations de produits » au compte 7398 « Reversements, restitutions et prélèvements divers » conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens entre la commune et l'EPIC-Office du Tourisme, du Commerce et de l'Artisanat validée lors du Conseil Municipal du 14 décembre dernier.

2) LA TAXE DEPARTEMENTALE ADDITIONNELLE A LA TAXE DE SEJOUR

Parallèlement aux dispositions prévues au titre de la taxe de séjour communale, le Conseil Départemental, par délibération du 04 juillet 1984, a instauré une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour conformément aux dispositions prévues à l'article L3333-1 du CGCT.

Cette taxe additionnelle est établie et recouvrée selon les mêmes modalités que la taxe à laquelle elle s'ajoute. Lorsque le produit est encaissé par la commune, les montants correspondants sont reversés à la fin de la période de perception au bénéficiaire final de la taxe additionnelle, le Département de la Gironde.

Afin de définir d'une part les modalités de recouvrement et de reversement de cette taxe additionnelle à la taxe de séjour, d'autre part les modalités du dédommagement des frais engagés par la commune au titre de cette opération, une convention doit établie entre le département et la commune.

Budgétairement, la taxe de séjour additionnelle est encaissée au chapitre 73 « Impôts et taxes » au compte 7362 « Taxe de séjour ». Elle est reversée au département de la Gironde à l'issue de la période d'encaissement par le biais d'un reversement sur recette prévu au chapitre 014 « Atténuations de produits » au compte 7398 « Reversements, restitutions et prélèvements divers ».

La présente délibération a donc pour objet de :

- ASSUJETTIR les natures d'hébergement figurant dans le tableau ci-après à la taxe de séjour « au réel »,

- PERCEVOIR la taxe de séjour du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 inclus,

- DÉCIDER conformément à l'article L 2333-31 du CGCT de l'exonération des personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à 1 euro par nuitée, 7 € par semaine et 30 € par mois.

- FIXER à compter du 1er janvier 2023 les tarifs et taux de l'année 2023 comme suit :

CATEGORIE D'HEBERGEMENT	Tarif 2022	Tarif plancher 2023	Tarifs plafond 2023	Tarifs proposés pour 2023		
				Part communale	Part Départementale (*)	Total
Palaces	3,30 €	0,70 €	4,30 €	3 €	0,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2,20 €	0,70 €	3,10 €	2 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,21 €	0,70 €	2,40 €	1,10 €	0,11 €	1,21 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,99 €	0,50 €	1,50 €	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,88 €	0,30 €	0,90 €	0,80 €	0,08 €	0,88 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes et auberges collectives	0,66 €	0,20 €	0,80 €	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes. Emplacements dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,61 €	0,20 €	0,60 €	0,55 €	0,06 €	0,61 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance.	0,22 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,02 €	0,22 €

Hébergements	Taux communal 2022	Taux communal mini	Taux communal maxi	Taux communal appliqué pour 2023 (**)	Taux départemental appliqué pour 2023 (**)	Taux cumulé appliqué pour 2023 (**)
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air.	5,0 %	1,0 %	5,0 %	5,0 %	0,50 %	5,50%

(*) Taxe additionnelle du Conseil départemental

(**) Le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la Collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxe.

- AUTORISER Monsieur le Maire à procéder à toute les formalités relatives à la taxe communale et à la taxe additionnelle départementale, à leur recouvrement ainsi qu'à leur reversement respectif ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de reversement de la taxe additionnelle départementale à conclure avec le Département de la Gironde dont le projet est joint en annexe à la délibération ;
- AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toute décision et à signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération ;
- CHARGER Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques.

Monsieur le Maire :
Lecture de la délibération, nous sommes sur une base de 1 million d'euros qui représente beaucoup d'argent

Des interventions ? Nous passons au vote

Oppositions : pas d'opposition

Abstentions : pas d'abstention

Le dossier est adopté à l'unanimité

Le conseil est terminé, avez-vous des questions sur les décisions ?

Monsieur DUCASSE ;
Je suis un peu déçu le conseil est retransmis en audio mais la caméra est toujours dressée vers Jésus et ses apôtres, les 12 et jamais vers les intervenants.

Monsieur le Maire :
Si si voyez comme vous alliez être mauvaise langue…..

Monsieur DUCASSE ;
Vous me rassurez….
La ville de la Teste pour accéder à l'ile aux oiseaux et peut-être ailleurs achète un bateau avec un budget de 200 000 € on a trouvé un meilleur prix à 98 000 HT mais en Vendée, cela me paraît un peu fou on aurait pu mettre dans l'appel d'offres quelques conditions de proximité pour l'entretien par exemple, ce n'est pas les chantiers qui manquent autour de nous c'est dommage.

Monsieur le Maire :
On l'a trouvé en Vendée à un prix qui était en dessous du marché, je suis comme vous favorable à faire travailler mais il y a des opportunités qui se présentent en matière de prix et qualité, les bateaux vendéens on ne va pas le remettre en cause, ils sont faits pour du temps beaucoup plus gros que le nôtre.

Monsieur DUCASSE ;
Au sein des nombreuses décisions, où il n'y a pas grand-chose à redire, sinon une petite augmentation sur la halle de Cazaux, on trouve étrangement 2 décisions de l'EPF sur des achats en zone pavillonnaire pour monter des logements, je ne sais pas si c'était dans votre programme de monter ça en zone pavillonnaire, je sais que ça va être difficile de se bagarrer, il y en a rue st Exupéry , rue Carnot qui sont au milieu de pavillons et je trouve ça un peu dur.
Ce que je trouve bizarre on ne le trouve pas dans les délibérations mais sous le paillasson au milieu des décisions.

Monsieur le Maire :
Non, une auquel vous faites allusion c'est celle qui est à l'angle Charles de Gaulle et rue Lody il y avait déjà une partie qui avait été rachetée par Clairsienne sous votre mandature et ensuite ils ont pris la 2ème partie, c'est le problème de la carence.

Monsieur DUCASSE ;
Ce qui m'amène à dire c'est que vous nous avez présenté il y a quelques semaines un ensemble de logements à construire considérable, et là on va se trouver avec des centaines inattendus, j'ai peur de l'avenir, ce n'est plus du bétonnage ça va devenir du compactage de la ville….

Monsieur le Maire :
Attribuez-vous un peu tout ça, c'était enclenché il ne faut pas occulter le passé……

Merci, nous faisons avancer la ville avec beaucoup de détermination, bonne saison à vous tous j'espère avoir le plaisir de vous voir aux fêtes du port et aux guinguettes, et le pique-nique du 3 juillet aux Miquelots avec des animations.

La séance est levée à 17H45